

Histoire d'Embrun

Magasin J. R. Bruyère. Embrun, Ont.



Francine Bourgie
Jean-Pierre Proulx

**Francine Bourgie
Jean-Pierre Proulx**

Histoire d'Embrun

Embrun 1980

Conception graphique: les arts graphiques



Reproduction des photos: Jules Villemaire
O.I.O., organisme de l'im-média ontariois

Tout droits réservés © 1981.
Francine Bourgie
Jean-Pierre Proulx
ISBN: 0-9690697-07

La Municipalité de Russell remercie la
Fondation du patrimoine ontarien pour sa
subvention à la publication de ce livre.

'A Sophie et Jean-François

Page couverture

Cette photo montre le côté sud de la rue Notre-Dame en direction ouest en 1908. Le magasin qui est à l'avant plan existe toujours au 349 de la rue Notre-Dame. C'est l'ancienne cordonnerie et épicerie de M. J.R. Bruyère. La maison voisine, qui appartenait à M. Joseph H. Sigouin, est maintenant disparue. Celle qui est partiellement cachée par les arbres était le couvent des Sœurs Grises-de-la-Croix. La voiture est celle du boulanger M. Cyprien Laberge.

Source :
M. Robert Brisson





Avant-propos

L'historien a besoin de ses sources comme l'artisan de ses outils. Écrire une histoire locale implique nécessairement une recherche intensive dans les documents mais aussi une foule d'échanges avec des gens qui ont bien connu l'histoire de la localité. Dans un sens, ces personnes sont des sources vivantes que l'historien se doit de consulter. Les résidents d'Embrun qui ont contribué à la rédaction de ce livre sont nombreux. Nous tenons à leur exprimer notre gratitude et à les remercier le plus chaleureusement de leur précieuse collaboration et de leur accueil. Plutôt que d'établir la liste de ces personnes, nous préférons leur dédier plus particulièrement ce volume ainsi qu'à toute la population d'Embrun. Nous espérons que tous y trouveront un intérêt et un goût de conserver leur patrimoine historique.

Table des matières

Avant-propos	9
Table des matières	10
Table des photos	12
Listes et tableaux	14
Introduction	17
Première partie : Le territoire	
Chapitre I :	
Le contexte physique le sol, l'utilisation du sol, l'hydrographie, le climat, les transports et les communications, la population	21
Chapitre II :	
Historique du comté les Amérindiens, les Blancs, la création du comté, le peuplement, l'administration	30
Deuxième partie : Le village	
Chapitre I :	
La toponymie	51
Chapitre II :	
L'établissement	53
Chapitre III :	
Le progrès de la population	61
Chapitre IV :	
Le développement physique	74
Chapitre V :	
La religion les prêtres et les églises, les presbytères, la paroisse, le cimetière, les fêtes	106

Chapitre VI :	L'éducation les écoles élémentaires du village, l'école séparée no 6, la première école Saint-Jean, la deuxième école Saint- Jean, les écoles de rangs, l'École modèle, le pensionnat, l'école secondaire, le corps de cadets et les Compagnons	143
Chapitre VII :	Les communications la rivière Castor, les chemins, les ponts, le chemin de fer, la poste, le téléphone	170
Chapitre VIII :	L'industrie et le commerce les fourrures, le bois, la potasse, les fromageries, l'âge d'or, le XXe siècle	188
Chapitre IX :	L'agriculture	210
Chapitre X :	Les services la protection contre les incendies, la protection policrière, le service d'autobus, le service de taxi, les crieurs publics, l'électricité, la société des alcools, les bibliothèques, la caisse populaire, les banques, le centre professionnel, les foyers d'accueil, les services professionnels	218
Chapitre XI :	La vie socio-culturelle les fêtes d'autrefois, les sports d'autrefois, les organismes, les activités récréatives modernes	228
Conclusion		238
Bibliographie		245

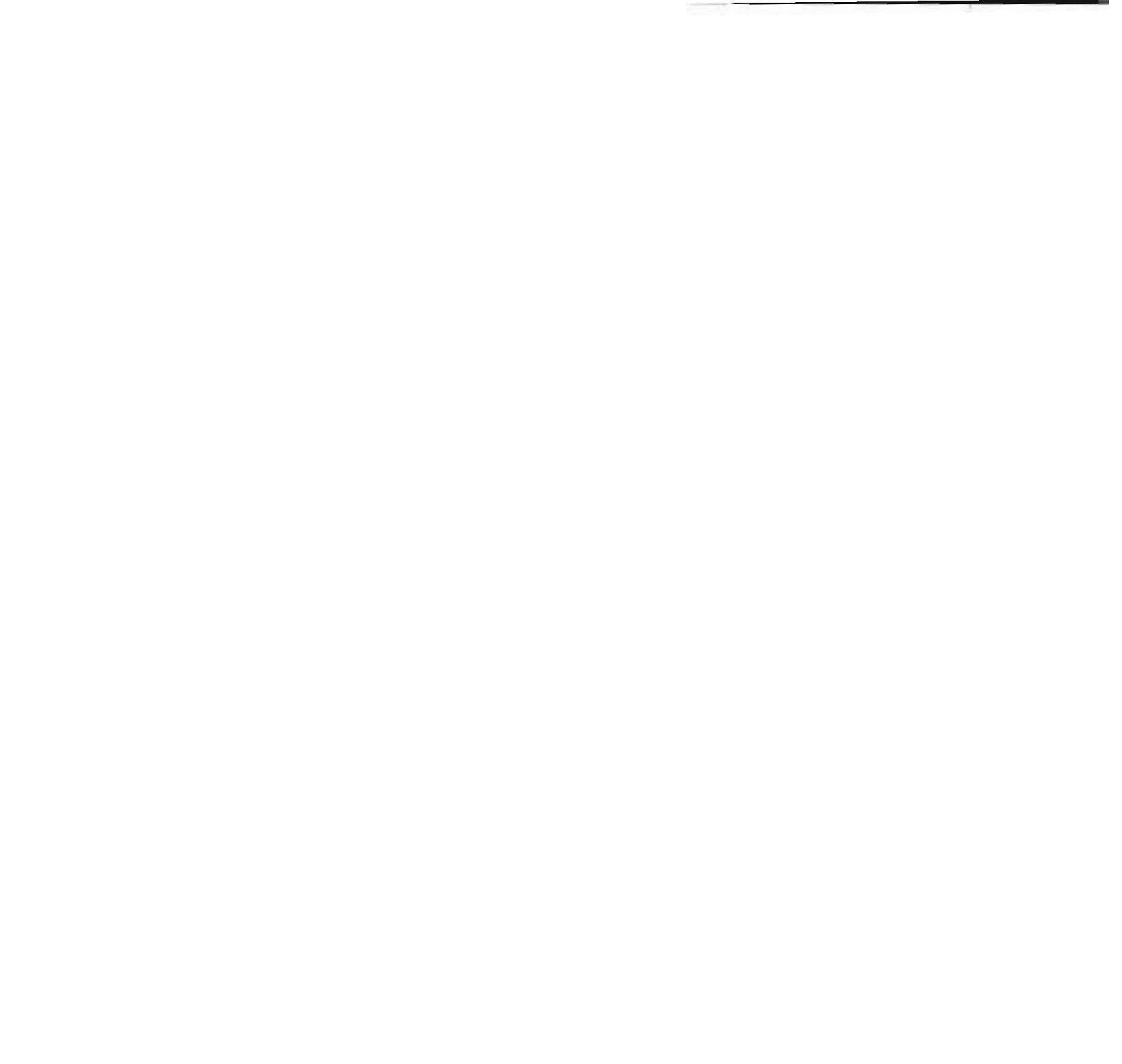
Table des photos

Page couverture	
Le canton de Russell en 1858	59
Le canton de Russell en 1862	63
Le pont du rang Saint-Jacques vers 1895	76
Plan du village en 1902	78 à 81
Vue de la rue Notre-Dame en 1919	84
Vue du village vers 1930	89
Vue de la rue Notre-Dame avant 1932	92
L'église d'Embrun en 1885	118
Le curé Philion	121
Le presbytère d'Embrun en 1885	124
L'église et l'école Saint-Jean en 1938	128
Le curé Forget	131
Noces d'or de la paroisse d'Embrun le 24 mai 1906	139
L'église et le presbytère en 1910	141
Le canton de Russell vers 1879	145

Le couvent et l'école vers 1906	147
L'école Saint-Jean	150
Vue du rang Saint-Jacques vers 1930	164
L'incendie de l'école secondaire	167
Un accident ferroviaire	178
La gare d'Embrun	181
Le bureau de poste avant 1932	183
L'hôtel Burel	195
Le magasin Sigouin à la fin du XIXe siècle	197
La scierie d'Alphonse Larocque au début du XXe siècle	200
L'usine de boîtes à fromage	203
Le restaurant Marleau	205
Le magasin Latrémouille	207
Vue de la rue Notre-Dame dans les années 1930	209
Le magasin Léandre Maheu	215
Vue de la rue Notre-Dame dans les années 1930	222

Listes et tableaux

Les préfets de la Municipalité du canton de Russell	45
Les députés de Russell à l'époque du Haut-Canada et de l'Union	45
Les députés fédéraux du comté de Russell : 1867-1980	46
Les députés provinciaux du comté de Russell : 1867-1980	47
Progrès de la population dans le comté et le canton de Russell : 1820-1871	48
Composition du comté aux plans géographique, provincial et fédéral	49
Les familles établies à Embrun entre 1845 et 1861	68 à 71
La population d'Embrun : 1845-1875	72
La population d'Embrun : 1879-1979	73
Les familles canadiennes-françaises établies dans le canton de Russell en 1871	95 à 97
Répartition des familles canadiennes-françaises dans le canton de Russell en 1871	98
Les familles canadiennes-françaises établies dans le canton de Russell en 1902	99 à 105
Les écoles rurales séparées de la paroisse d'Embrun : 1890-1965	157
Les organismes paroissiaux	237





Introduction

Le 24 juin 1972, le journal Le Droit qualifiait Embrun de village sans histoire.¹ Si le journaliste entendait par là que l'histoire d'Embrun est dépourvue de hauts faits, de batailles, de drames et de grandes misères, il a raison et c'est heureux. L'histoire d'Embrun est celle d'une société rurale, catholique, française et heureuse qui a évolué ou décliné selon les secteurs et selon les conditions de vie d'une époque donnée. Contrairement à ce que l'on croit trop souvent, les peuples heureux ont une histoire. Les penseurs sérieux ont compris depuis longtemps que le changement est inéluctable et que c'est de ce changement que naît l'histoire. Ces modifications et ces transformations ne doivent pas nécessairement prendre un aspect catastrophique pour acquérir leurs lettres de noblesse historiques. Le moindre fait a son importance. L'historien sérieux et expérimenté peut toujours tirer de ces faits un indice qui lui révèle un aspect de la société en évolution. Un accroissement subit de la population, une production agricole modifiée, ou plus simplement l'ouverture d'une nouvelle rue, sont autant de facteurs qui acquièrent souvent une signification historique plus importante pour le chercheur qui sait en tirer des conclusions,

qu'une catastrophe ou même un combat qui ne modifie souvent en rien la situation. Embrun a son histoire qui mérite d'être racontée.

Faire de l'histoire locale ne consiste pas uniquement à relater les ragots et les anecdotes propres à une localité. Cette discipline vise un but plus élevé. C'est grâce à l'histoire locale qu'on parvient à mieux comprendre la « grande histoire » et à y insérer un élément humain qui fait souvent défaut. En revanche, la « grande histoire » est composée de faits et de gestes dont les effets se répercutent sur la vie des plus humbles citoyens. L'interaction qui existe entre les deux est constante et indissociable. Ce n'est que dans leur association qu'elles se complètent et trouvent leur raison d'être. Le moindre fait, le plus petit geste se situe toujours dans un contexte géographique et temporel plus général. En ce sens, l'histoire locale a sa place et son importance en historiographie. Pour bien jouer son rôle, elle doit toutefois présenter et expliquer ce contexte tout en intégrant la « petite histoire ». L'ouvrage ainsi conçu débouchera nécessairement sur une meilleure compréhension des événements et, nous l'espérons, sur le désir de poursuivre la recherche. Le but sera

¹ *Le Droit*, 24 juin 1972.

doublement atteint s'il suscite chez le lecteur l'amour et le goût de conserver le patrimoine collectif. Ce sont là les buts que vise ce livre qui traite de l'histoire d'Embrun.

Le curé Forget a déjà publié une histoire de la paroisse de Saint-Jacques d'Embrun. Ce volume a certainement une grande valeur mais, comme l'indique son titre, il ne traite que de l'établissement de la paroisse, de ses curés, de ses édifices religieux, de ses écoles et de quelques familles de pionniers. De plus, en raison de son année de parution qui remonte à 1910, ce livre ne raconte que la première moitié de l'histoire d'Embrun. L'histoire d'une société est beaucoup plus complexe et comprend plusieurs éléments qui ont été ignorés par M. Forget. La présente histoire d'Embrun a donc sa place, ne serait-ce que pour étudier ces éléments pourtant essentiels à une compréhension globale de l'histoire du village. Les sept dernières décennies sont étudiées pour la première fois dans le présent ouvrage.

Ce livre traite de la période de 1845 à nos jours. Il comporte toutefois une partie préliminaire qui vise à resituer l'histoire locale

dans son contexte géographique et historique. Tout peuple qui s'installe sur un territoire neuf, comme l'ont fait les Canadiens français dans l'Est de l'Ontario au milieu du XIX^e siècle, est obligatoirement dépendant des caractéristiques de ce territoire. Avant de mater, même partiellement, le territoire, le colon doit d'abord le subir. Il est donc essentiel de bien connaître ces particularités si nous voulons apprécier tous les mécanismes d'ajustement de la population résidante. Il est bien entendu toutefois, que ce chapitre de l'histoire d'Embrun ne se veut pas une étude exhaustive sur la situation économique et sociale actuelle de la région. De telles études ont déjà été menées à bonnes fins et quiconque désire approfondir cet aspect pourra se référer à la liste des ouvrages qui apparaissent en bibliographie. Le but de ce chapitre est plutôt de décrire et d'évaluer brièvement les aspects physiques et sociaux du territoire qui ont modelé le peuple qui l'habite depuis plus d'un siècle.

En plus du territoire, cette population vit également et en même temps dans un contexte humain et historique qui influence ses réactions. Cette première partie qui traite aussi d'une façon

générale de l'histoire du territoire de l'époque des Amérindiens jusqu'à nos jours, vise donc également à faire ressortir ce rôle. L'histoire de ce territoire ayant déjà fait l'objet d'une vaste étude, cette partie de l'ouvrage ne porte que sur le peuplement et l'administration du comté.² Ces deux paramètres sont toutefois très importants pour juger des faits et gestes d'une population qui s'établit sur un territoire donné. Ils forment, en quelque sorte, le cadre humain et administratif dans lequel évolue la société.

Enfin, la deuxième partie de ce livre, qui est divisée en plusieurs chapitres, raconte l'histoire d'Embrun de l'époque des pionniers jusqu'à la période moderne. Elle relate l'évolution ou le recul qu'a connu le village dans des domaines aussi divers que la population, le développement physique, la religion, l'éducation, les communications, l'industrie et le commerce, l'agriculture, les services et les loisirs. Il s'agit de l'histoire des événements et des décisions qui ont marqué la vie de nos ancêtres et qui influencent encore les conditions de vie présente.

En présentant cette monographie, nous

n'avons pas la prétention de croire qu'il s'agit de l'histoire complète et définitive du village. L'histoire n'est pas une science immuable figée sur papier pour l'éternité. Elle évolue au rythme des recherches et des découvertes. Si la moindre erreur involontaire qui a pu se glisser dans ce livre débouchait sur une étude plus approfondie du sujet, nous considérerions avoir atteint un de nos buts. Puisse cet ouvrage s'enrichir de tout ce que lui apporteront les générations successives.

² Lucien Brault, *Histoire des Comtés unis de Prescott et de Russell*, L'Original, Conseil des Comtés unis, 1965

Première partie

Le territoire

Chapitre I

Le contexte physique

Dans son éloge funèbre de Ludger Duvernay prononcé à Montréal le 21 octobre 1855, George-Étienne Cartier insistait sur l'importance pour les Canadiens français de s'emparer du sol :

L'expérience démontre que pour le maintien et la permanence de toute nationalité, il faut l'union intime et indissoluble de l'individu avec le sol. Canadiens français, n'oublions pas que, si nous voulons assurer notre existence nationale, il faut nous cramponner à la terre. Car il faut laisser à nos enfants non seulement le sang et la langue de nos ancêtres, mais encore la propriété du sol. Si plus tard on voulait s'attaquer à notre nationalité, quelle force le Canadien français ne trouvera-t-il pas pour la lutte dans son enracinement au sol? Je ne vois pas l'éventualité possible qui puisse donner le coup de mort à notre nationalité, tant que nous aurons la pleine possession du sol.¹

Si ce témoignage, qui s'applique bien à

l'histoire du comté de Russell, semble quelque peu dépassé à l'époque moderne caractérisée par les échanges internationaux, il n'en demeure pas moins que cette philosophie était largement répandue au Canada français au milieu du XIX^e siècle. Le clergé catholique canadien-français en particulier, se faisait l'ardent défenseur de cette doctrine dans laquelle il voyait une garantie contre les influences étrangères qui auraient pu menacer la langue et les mœurs de ses fidèles.

Lorsque pour des raisons économiques et sociales ces mêmes Canadiens français commencent à émigrer aux États-Unis vers 1840, Mgr Bourget, l'évêque de Montréal, conçoit le danger d'assimilation qui menace ces émigrants qui s'aventurent en pays

¹ Joseph Tassé, *Discours de George-Étienne Cartier*, Montréal, E. Sénécal et Fils, 1893, p. 64-65.

étranger. À l'ouest du Québec, dans la partie qui forme aujourd'hui l'Est de l'Ontario, tout un secteur vient de s'ouvrir au commerce et à la colonisation. Même si à l'origine ce territoire avait été développé par des gens d'expression anglaise, il offre néanmoins l'immense avantage d'être dépendant des lois britanniques si chères au clergé. De plus, il reste encore de très grands espaces toujours vierges qui n'attendent que la venue des colons. Mgr Bourget voit là l'occasion idéale de freiner l'émigration des Canadiens français vers les États-Unis, tout en créant un noyau de culture française et catholique à l'extérieur du Québec. Pour bien jouer son rôle, ce nouveau territoire doit toutefois être doté d'une organisation efficace qui puisse veiller sur les nouveaux colons. C'est à cette fin qu'il crée le diocèse d'Ottawa le 25 juin 1847. Deux ans plus tard, Mgr Guigues, le premier évêque du nouveau diocèse, fonde sa société de colonisation qui a pour double but d'attirer les colons francophones et de leur fournir les renseignements pertinents sur la région. Le 9 août 1851, il écrit à l'évêque de Montréal pour lui donner un compte rendu de la situation et l'inciter à multiplier les efforts afin de favoriser la colonisation. Il termine sa lettre en disant : « Si nous n'y prenons garde, il faudra nous résigner à voir de bonnes terres, que nous avons sous la main, occupées par des Anglais et les Canadiens

aller aux États-Unis, servir de bête de somme aux Américains. »² Qu'en est-il exactement de ces terres que Mgr Guigues qualifie de bonnes? S'agit-il de fausses représentations pour attirer les colons dans le secteur ou sont-elles capables de faire vivre les familles d'émigrants?

Le sol

Le comté de Russell est situé dans la partie est de l'Ontario qui forme une péninsule entre la rivière Outaouais, la province de Québec et le fleuve Saint-Laurent. Limité au nord par l'Outaouais, à l'est par le comté de Prescott, au sud par les comtés de Stormont-Dundas et à l'ouest par la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, le comté couvre une superficie d'environ 700 kilomètres carrés. Il est formé des cantons de Clarence au nord-est, de Cambridge au sud-est et de Russell au sud-ouest. Ce dernier canton est légèrement inférieur aux deux autres en superficie. La région entière se caractérise par une topographie essentiellement plate. L'altitude moyenne est de 75 mètres alors que la partie sud du comté est plus élevée de 7,5 à 15 mètres que la partie nord.

² Alexis de Barbezieux, *Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa*, Ottawa. Imprimerie d'Ottawa, 1897, p. 263.

Vers 3000 ans av. J.-C., à l'époque où les glaciers qui recouvraient presque tout le Canada commencèrent à régresser vers le nord, le territoire du comté de Russell était entièrement submergé par la mer glaciaire de Champlain. Les terres basses de l'Est de l'Ontario furent parmi les dernières immergées. Étant plus jeune, le sol a donc tendance à être plus profond, moins acide et à mieux retenir l'eau. Il se compose en grande partie de dépôts sédimentaires formant des plaines d'argile au nord, de sable fin au centre et de loam limoneux au sud.³ La région d'Embrun, en particulier, est située au centre d'une immense ceinture de loam sableux fin de 70 000 hectares qui s'étend de la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton à l'ouest jusque dans le comté de Prescott à l'est. Elle forme une bande variant de cinq à huit kilomètres de largeur le long de la rivière Castor. Le sol de ce secteur contient peu de roches mais il est lourd et légèrement acide. Si le taux de calcium est moyen, celui du phosphore, de la potasse et de la chaux est inférieur à la moyenne. En général, le sol comporte des limitations qui restreignent quelque peu le choix des cultures ou imposent des mesures de conservation. Les deux principales restrictions sont la saison de croissance trop courte et l'abondance de précipitations estivales. Ce territoire offre toutefois, selon certains experts, des possibilités de rendement

agricole variant de modérément élevé à élevé pour une assez grande variété de récoltes, si des méthodes de culture appropriées sont mises en application. Une de ces méthodes consiste à améliorer le drainage du sous-sol qui a trop tendance à retenir l'eau. Les cultures qui se prêtent le mieux à ce genre de sol sont le foin, les céréales, les patates, le maïs fourrager et les pâturages.

L'utilisation du sol

Le secteur canadien-français de la péninsule outaouaise est essentiellement rural. Les deux principales utilisations du sol sont l'agriculture et la sylviculture. Le sous-sol ne contient aucun gisement d'importance connue. Dans le comté de Russell, l'agriculture couvre 76% du territoire. Environ 75% de cette utilisation est consacrée à la production laitière et consiste en pâturages et en récoltes : le foin représente 35%, le maïs 11% et le blé, qui ne se trouve que dans le canton de Russell, moins de 1%.⁴

³ L.J. Chapman et D.F. Putnam. The soils of Eastern Ontario, *Scientific Agriculture*, vol. XXII, 1942, p. 623. Dans l'ensemble, le sol du comté de Russell se compose de 18% de loam argileux, 18% de loam lourd, 41% de loam sableux, 6% de sable et 13% de loam noir.

⁴ Ontario Ministère de l'agriculture, *Agricultural statistics for Ontario*, 1978, p. 18-26.

La région boisée couvre 20% du territoire du comté et est composée en grande partie de la forêt Larose. Cette forêt, qui est la propriété des Comtés unis de Prescott et de Russell, est administrée par le Ministère des ressources naturelles de l'Ontario. C'est la plus grande forêt plantée de main d'homme de la province. Cette plantation, qui vise à une meilleure utilisation des sols impropres à l'agriculture, a débuté en 1928 sous la direction de l'agronome M. Ferdinand Larose. Elle compte 12 000 hectares de terre et 16 000 000 de jeunes arbres. On y retrouve, entre autres, du pin rouge, du pin blanc, de l'épinette, du sapin, du cèdre et quelques espèces d'arbres feuillus.⁵

L'autre 4% du territoire est occupé par les villages, les marécages et les cours d'eau.

L'hydrographie

Le réseau hydrographique du comté de Russell comprend trois rivières. La plus importante est l'Outaouais qui borne le comté au nord. Avec ses 700 kilomètres, ce majestueux cours d'eau, que l'on nommait autrefois la Grande Rivière, est l'un des plus longs du Canada. Il draine à la fois une partie des territoires québécois et ontarien et son débit est supérieur à celui de toutes les

rivières d'Angleterre et du Pays de Galles réunies.

C'est dans le canton de Plantagenet Nord, un peu en aval du comté de Russell et à quelques kilomètres de Wendover, que l'Outaouais reçoit les eaux de la rivière Petite-Nation-du-Sud. Le bassin hydrographique de cette rivière a une aire de 3000 kilomètres carrés. Il s'étend sur une longueur de 120 kilomètres en ligne droite et sa plus grande largeur, du nord-ouest au sud-est, est d'environ 55 kilomètres. Les inondations dans le bassin méridional de cette rivière ont longtemps menacé les moyens d'existence des populations riveraines et ont causé de lourdes pertes aux municipalités environnantes. En plus de détruire périodiquement les récoltes, elles emportent des milliers de tonnes du meilleur terreau. Ces crues sont causées, en partie, par le fait que la rivière coulant du sud au nord, la débâcle survient à la tête de la rivière avant que l'embouchure ne soit dégagée de sa couche de glace. Certains résidents se souviennent encore des inondations de 1938 et de 1947 qui sont parmi les pires qu'ait connues la région. Des cultivateurs ont vu leurs récoltes dévastées quatre années de suite par la crue des eaux.

⁵ Ontario Ministère des ressources naturelles. *Guide de la forêt Larose.*

Après avoir sillonné le comté de Prescott sur plusieurs kilomètres, la Petite-Nation-du-Sud pénètre dans le comté de Russell à la hauteur de Lemieux, dans le canton de Cambridge. Un peu en amont de Casselman, elle reçoit la troisième rivière en importance du comté, la Castor. En raison du déboisement et du drainage des terres, le débit de cette rivière n'est plus ce qu'il était au milieu du XIX^e siècle. La rivière qui prend sa source dans le comté de Carleton, à quelques kilomètres seulement de la rivière Rideau, transportait alors des eaux beaucoup plus volumineuses. D'après le témoignage du curé Forget, la Castor de cette époque ressemblait même au Tibre. Bien qu'à un degré moindre, cette rivière, comme les deux précédentes, a aussi servi de voie de pénétration aux premiers colons et en particulier à ceux qui se sont établis dans la région d'Embrun et de Metcalfe. Aujourd'hui, la rivière Castor a perdu le rôle économique et même social qu'elle jouait à la fin du XIX^e siècle. Ce n'est plus qu'un paisible cours d'eau qui coule entre des rives élevées, surtout à la hauteur d'Embrun.

Le climat

Le climat de la région est continental avec une tendance plus chaude du nord au sud. La précipitation annuelle est modérée

et varie entre 86 et 91 centimètres entre les mois de mai et de septembre. La température moyenne est de 21°C en juillet et de -11°C en janvier. Quant à la période de croissance, elle est de 131 jours à compter du 15 avril, soit 27 jours de moins que dans la péninsule du Niagara. Ce dernier facteur, combiné au problème de drainage du sous-sol et à l'abondance des précipitations, n'est pas sans influencer la culture et la végétation du territoire.

Les transports et les communications

Comme le veut le système des cantons, le comté de Russell est sillonné par un réseau de routes en damier qui séparent les lots et les concessions. En plus de ces routes secondaires, le comté est aussi desservi, de l'est à l'ouest, par les autoroutes provinciales 17 et 417. Les liaisons nord-sud sont toutefois restreintes; elles se limitent aux chemins de concessions qui sont au nombre de neuf dans le canton de Russell. Une troisième route, qui a maintenant perdu de son importance, longe la rivière Castor et relie les villages de Russell, d'Embrun et de Casselman. Deux voies ferrées, qui unissent Ottawa et Montréal, traversent également le comté dans la direction est-ouest. Elles sont affectées principalement au transport des marchandises, le service de passagers

étant très limité.

La population

Les ressources d'un territoire ne prennent véritablement de leurs valeurs que lorsqu'elles sont exploitées par un peuple qui l'habite en permanence. Dans un sens plus large, on peut même affirmer, qu'avec les années, ce peuple en vient à former lui-même une ressource inhérente au territoire et qu'il doit donc être décrit au même titre que les autres caractéristiques de cette région.

Le comté de Russell a cette particularité d'être peuplé en très grande majorité par des Canadiens français et d'être le comté le plus francophone de l'Ontario. Il devance même à ce titre certains comtés du Québec. En 1976, le comté avait une population de 17 000 habitants, soit environ le même nombre qu'au début du siècle. Ce fait étonnant s'explique non pas par une stagnation démographique, mais par l'émigration massive de ses habitants dans la première moitié du XXe siècle et par la modification de ses frontières. Environ 80% de la population totale du comté est d'origine française, parle le français et professe la religion catholique. Ces chiffres représentent un pourcentage de beaucoup supérieur à la

moyenne provinciale.

La composition de cette population s'est modifiée rapidement durant la décennie 1961-1971. À titre d'exemple, la population agricole, qui représente encore le double de la population urbaine, a diminué de 33,7% dans Russell durant cette période. Cependant, la population rurale non agricole s'est accrue de 42,4% maintenant ainsi une certaine stabilité. Ce dernier phénomène s'est surtout fait sentir dans la partie occidentale du comté qui prend de plus en plus l'aspect d'un établissement dortoir. D'ailleurs, la main-d'œuvre qui réside dans ce secteur est plus forte que celle qui y travaille en permanence. En somme, dans Russell, l'agriculture engage directement de moins en moins de personnes. Cependant, les agriculteurs dominent toujours avec 35% de la population. Ils sont suivis des ouvriers de métiers, 15%; des employés de bureaux, 10%; des manœuvres, 9%; des employés de services, 9%; des professions libérales, 6%; des employés affectés aux transports et aux communications, 6%; des gestionnaires, 5%; des vendeurs, 4% et des bûcherons, pêcheurs et chasseurs, 1%.⁶

De 1961 à 1971, la population totale a

⁶ W.G. Dean et G.J. Matthews, *Atlas économique de l'Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1969, p. 27

progressé de 5,7%. Alors que l'élément français augmentait de 19,8%, l'élément anglophone perdait 20,9%. Malgré tout, l'anglais comme langue maternelle a augmenté dans le comté, ce qui suggère l'usage grandissant de l'anglais comme langue parlée dans une région habitée par des gens de nationalité française!

Il semble maintenant se produire un redressement par rapport aux années précédentes en ce qui concerne la croissance démographique. Les effectifs de la population progressent, à tout le moins dans les établissements urbains. Depuis 1971, l'augmentation annuelle dans Russell se situe aux environs de 3%. L'âge moyen de cette population a toutefois tendance à s'accroître régulièrement. De 39,9% qu'il était en 1961, le groupe d'âge de 0 à 14 ans est passé à 33,7% en 1971. Les chiffres comparables pour la même période en Ontario sont de 32,2% à 28,7% et au Canada de 34,0% à 29,6%. Cette baisse sensible est probablement imputable à l'affaïssement du taux de natalité.⁷

Pour acquérir toute leur signification, les caractéristiques physiques et humaines qui précèdent doivent être référées à un contexte plus général qui nous permette d'établir une comparaison. Avant de terminer ce chapitre, il est donc essentiel

de placer la région dans son contexte ontarien et de faire ressortir la position du comté de Russell par rapport à l'ensemble de la province. La liste des données très succinctes qui va suivre date de 1961.⁸ À notre connaissance, il ne s'est fait aucune étude aussi complète dans le domaine depuis cette date. Reprendre ce travail pour l'année 1981 exigerait plusieurs mois de recherches qui ne portent pas directement sur le sujet de ce livre. Nous en sommes donc réduits à utiliser des éléments qui sont vieux de 20 ans. Pour cette raison, certaines de ces données ont pu varier, même sensiblement, depuis 1961. Dans l'ensemble toutefois, elles devraient refléter assez fidèlement la position du comté dans la mosaïque ontarienne.

En 1961, sur une base per capita, le comté de Russell était le plus pauvre de la province. Le revenu moyen se situait entre \$830. et \$1090. alors qu'il oscillait entre \$1790. et \$1920. dans le comté de York, le plus riche. Glengarry et Prescott, deux comtés à majorité francophone, étaient à peu près dans la même situation économique que Russell. En ce qui concerne le pourcentage des déclarations imposables de toutes les déclarations d'impôts dans chaque

⁷ Ces chiffres sont tirés des recensements du Canada qui ne paraissent qu'à tous les dix ans.

⁸ W.G. Dean et G.J. Matthews, *op. cit.*

comté ou district, le comté de Russell se classait en avant-dernière position avec un taux de 66,5% à 70,9%. Il faisait d'ailleurs partie des six comtés où l'indice d'impôt était le plus bas, soit de \$0.15 à \$0.35 comparé à \$1.00 à \$1.49 dans York. Le revenu familial était le deuxième moins élevé de la province.

Avec seulement une ou deux industries groupant le plus fort pourcentage de la main-d'œuvre active, Russell faisait partie des six comtés où l'activité économique était la plus spécialisée en Ontario. L'industrie principale était évidemment l'agriculture qui comptait pour 33% de toutes les activités économiques du comté. Toutefois, elle était parmi les moins rentables comme en témoignent les chiffres suivants : Russell arrivait au sixième rang sur huit en ce qui concerne le revenu agricole par mille carré, ce faible rendement étant, en partie, imputable à la trop grande spécialisation des fermes ; dans le canton de Russell, l'évaluation par acre était de \$30. à \$59. en 1961 alors qu'à la même époque, elle était de \$100. dans le sud ontarien. Aujourd'hui, l'évaluation est de \$500. à \$1000. l'acre mais la valeur des fermes dans les autres régions a augmenté dans les mêmes proportions.

Toujours en 1961, de 90% à 100% des terres agricoles étaient occupées, ce qui représentait un sommet en Ontario. Le

comté de Russell venait également au premier rang pour la production de lait par ferme avec une moyenne de 76 kilolitres, soit 70% du revenu agricole total. Aujourd'hui, des 706 fermes du comté, 28,7% tirent un revenu inférieur à \$2500. en produits agricoles ; 21,1% se situent entre \$2500. et \$9999. ; 16,1% entre \$10 000. et \$24 999. et 34,1% au-dessus de \$25 000.

Au niveau de la dimension moyenne des fermes, Russell se situait un peu en-deçà de la moyenne provinciale avec 63 hectares mais se classait deuxième pour ce qui est de la population moyenne par ferme avec 4,34 personnes. Ce paradoxe est encore plus accentué si on ne tient compte que de l'élément francophone : à 53 hectares, ces fermes étaient plus petites que la moyenne du comté ; par contre, le nombre de personnes qu'elles devaient faire vivre était plus élevé que la moyenne déjà mentionnée.⁹ La valeur de ces fermes de même que le revenu brut arrivaient en avant-dernière position. De 90% à 95% des fermes étaient commerciales, le reste consistant en fermes ou résidences exploitées de façon intermittente. Enfin, Russell arrivait en dernière position dans la province dans le pourcentage des cultures commerciales par rapport au revenu agricole.

⁹ Gilles Boileau, *Les Canadiens français dans l'Est de l'Ontario*, s.l., Union des cultivateurs franco-ontariens, 1964, p. 65.

Dans le domaine de l'urbanisation, le comté de Russell ne figurait dans aucune des classifications fonctionnelles des centres urbains. Ces critères sont l'industrie manufacturière, la gestion, les services professionnels et techniques, les mines, le commerce de détail, le commerce de gros, les transports et les communications. Le comté était inférieur au 60^e rang dans toutes ces fonctions. Avec Haliburton, le comté possédait la plus faible proportion de la main-d'œuvre totale dans l'industrie manufacturière.

En ce qui concerne la population, le comté de Russell, qui comptait de 22 à 70 habitants au mille carré, faisait partie des comtés les plus ruraux de l'Ontario. L'âge moyen des agriculteurs se situait au-dessus de la moyenne provinciale. Il était le plus élevé de la province pour le groupe d'âge de 35 à 54 ans. Quant au niveau de scolarité, le taux de la population active n'ayant pas atteint la 9^e année était le plus bas de la province à 40,7%. Les personnes n'ayant pas complété leur 13^e année comptaient pour 66,2%, tandis que le pourcentage de celles n'ayant pas obtenu un diplôme universitaire était le plus élevé à 87,1%.

Chapitre II

Historique du comté

Le chapitre précédent portait sur les caractéristiques physiques et humaines du territoire. Ce deuxième chapitre traite du développement et de l'adaptation des habitants à ce territoire. Cette adaptation amène nécessairement des changements et ce sont ces changements qui créent l'histoire. Si le contexte physique influence toujours le mode de vie d'un peuple, l'histoire du territoire est souvent un critère déterminant dans ses réactions. L'histoire des Comtés unis de Prescott et de Russell a déjà été faite; il est donc inutile de reprendre ce récit dans ses détails.¹ En plus des divers mouvements de peuplement que le comté a connus, de l'époque des Amérindiens jusqu'à nos jours, ce chapitre ne traitera donc que de l'administration. Avec les caractéristiques physiques et humaines du territoire, ces deux éléments fondamentaux forment un cadre physique, social et politique déter-

minant dans l'évolution d'une société.

Les Amérindiens

L'histoire du Canada telle qu'on l'enseigne dans nos écoles est avant tout l'histoire de l'exploration et de l'établissement des Blancs en Amérique. Les ouvrages historiques, qui remontent à la période antérieure à Jacques Cartier, parlent presque uniquement de Verrazano, de Cabot et des Vikings qui sont tous des Blancs. Il est évident toutefois que ce vaste territoire qu'est l'Amérique était peuplé par les Amérindiens bien avant l'arrivée des premiers Européens. L'histoire de ce peuple avant l'ère des découvertes est cependant très obscure. Elle forme une mosaïque indescriptible de tribus et de bandes

¹ L. Brault, *op. cit.*

nomades qui en sont à des niveaux différents de culture et de mode de vie. Les seules sources dont dispose l'historien pour retracer cette histoire sont la tradition orale amérindienne et l'archéologie. Grâce à ces deux concours, les chercheurs sont parvenus à resituer les plus grandes tribus dans leur contexte géographique. Ainsi, ils peuvent maintenant affirmer que les bords de la rivière Outaouais ont d'abord été peuplés par les Algonquins.

Cette tribu faisait partie de la grande famille algique qui comprenait, entre autres, les Abénakis, les Etchemins et les Montagnais. Le territoire qui forme aujourd'hui le comté de Russell était peuplé par les Algonquins dits de la Petite-Nation.² La rivière Petite-Nation-du-Sud porte d'ailleurs son nom en mémoire de ces autochtones. Contrairement aux Iroquois, les Algonquins étaient migrants et se déplaçaient continuellement en quête de nourriture. Ils chassaient le gibier, pêchaient le poisson et récoltaient des fruits et les racines indigènes. En raison de cette caractéristique, tous leurs biens devaient être facilement transportables. Ils se servaient d'écorce ou de bois pour fabriquer leurs paniers ; leurs habitations consistaient en des huttes ou wigwams unifamiliales couvertes d'écorce de bouleau ou de peaux d'animaux. À chaque migration, ils démontaient ces

habitations pour les assembler rendus à destination. Les déplacements s'effectuaient en toboggan et en raquettes en hiver et en canot d'écorce en été. Reconnus pour leur individualisme, les Algonquins avaient tendance à se regrouper en bande sous la gouverne d'un chasseur expérimenté ou d'un shamane.

La décision de Champlain en 1619 de s'allier aux tribus algiques et aux Hurons plutôt qu'aux Iroquois était pleinement préméditée.³ En dépit des motifs d'exploration et d'évangélisation, l'explorateur désirait avant tout ramener des fourrures, une des raisons d'être de la compagnie des Cent-Associés qui possédait alors le Canada. Or, les plus belles pelleteries se trouvaient dans le territoire des tribus algiques et des Hurons qui en contrôlaient les voies d'accès. Aussi, la population de ces peuplades était plus nombreuse que celle des Iroquois et, de par son caractère nomade, elle formait un peuple plus aguerri à la chasse et à l'art de trapper. L'alliance choisie par Champlain s'imposait donc de toute évidence. Cette décision eut toutefois des conséquences extrêmement désastreuses pour ces tribus

² Aucun document ne précise de quel côté de la rivière vivait cette tribu. En raison de son caractère nomade, il est toutefois logique de croire qu'elle fréquentait toute la partie inférieure de la rivière, d'une rive à l'autre.

³ Les Hurons étaient de la grande famille iroquoise mais ils étaient en guerre avec la Confédération des Cinq Nations iroquoises à l'époque de Champlain.

alliées. Dans le secteur idéologique, leurs croyances religieuses furent ébranlées par l'enseignement des missionnaires au point de saper l'autorité des chefs. À mesure que les relations avec les Blancs se firent plus intimes, l'âme amérindienne se désintégra davantage. Chaque fois qu'ils adoptaient un produit européen, les Amérindiens abandonnaient quelque chose de leur culture. Dans le domaine économique, en se faisant trappeurs pour le compte des Blancs, ils durent abandonner une grande partie de leur économie traditionnelle. Ils s'installèrent près des postes de traite et devinrent des tributaires du commerce des fourrures. Au point de vue physique, l'alliance des tribus algonques et huronne aux Blancs encouragea les relations soutenues entre les deux races, que ce soit pour le commerce ou pour l'évangélisation. En raison de ces contacts répétés, ces Amérindiens devinrent plus vulnérables aux maladies contagieuses nouvelles introduites par les Européens. Ces maladies provoquèrent une chute catastrophique de leur population dans la première moitié du XVII^e siècle. Finalement, dans le secteur politique, la participation de ces tribus au commerce des fourrures à titre d'alliés des Français, les mêla au conflit avec les Iroquois. Lorsqu'en 1649, ces derniers décidèrent de s'attaquer aux Français en ruinant leur commerce des pelleteries, ils ravagèrent le territoire des Algonquins et

des Hurons provoquant dans certains cas la disparition complète de ces peuples. La tribu de la Petite-Nation du comté de Russell en particulier ne comptait plus que quelques survivants en 1664. Dans chacun de ces domaines, les conséquences furent beaucoup plus tragiques pour les Amérindiens que pour les Blancs.

Les Blancs

Dès le début de l'exploration, la rivière Outaouais eut la faveur des Blancs qui cherchaient un passage vers l'Ouest. Les découvreurs et les trafiquants la préféraient au Saint-Laurent parce qu'elle était plus calme et plus directe, mais surtout parce qu'elle permettait d'éviter le pays des Iroquois, leurs ennemis.

Le premier Blanc à reconnaître une partie du territoire qui forme maintenant le comté de Russell fut probablement Étienne Brûlé, un Français délégué par Champlain en 1610 pour apprendre la langue algonquine et évaluer le potentiel du pays. Il fut suivi en 1611 d'un autre émissaire de Champlain nommé Nicolas de Vignau. En 1613, Champlain lui-même entreprend sa première expédition sur l'Outaouais qui s'appelle alors la rivière des Algonquins. C'est lors de ce voyage qu'il découvre les

Ouescharini ou Algonquins dits de la Petite-Nation qui habitent les rives de la rivière, à la hauteur des comtés de Prescott et de Russell. Il rencontre neuf de leurs canots qu'il dit forts et puissants. La terre qu'ils habitent est bonne pour le labourage. Il serait trop long d'énumérer la liste de tous ces Européens qui ont reconnu la rive nord du comté alors que la Nouvelle-France en était encore à ses débuts. Qu'il suffise de mentionner que les voyages de découverte de Champlain de 1613 et de 1615 ont ouvert la voie à de nombreux missionnaires, tels que Joseph Le Caron, Gabriel-Théodat Sagard, Jean de Brébeuf, Jérôme Lallemant, Paul Le Jeune; à des explorateurs comme Jean Nicolet, Pierre-Esprit Radisson, La Salle, La Vérendrye; à de nombreux trafiquants et à des conquérants tels que d'Iberville. Certains d'entre eux, dont Sagard, Brébeuf et d'Iberville se sont même arrêtés chez la Petite-Nation pour y établir des campements. En 1636, Duplessis-Bochard disait de la région : « Les terres y sont meilleures, les arbres mieux nourris, les prairies en abondance, la beauté du pays est ravissante, la pêche monstrueuse en qualité, en quantité et en grandeur de poisson. Voilà bien des richesses rassemblées en un même endroit. »⁴

Les voyages de Champlain ont également eu pour effet d'activer le commerce entre

les Amérindiens et les Blancs et de déplacer les marchés plus à l'ouest. L'Outaouais, à cette époque, était fréquentée pendant tout l'été par un grand nombre d'Amérindiens, de trafiquants et de voyageurs. Principale voie de pénétration vers l'Ouest et les nations alliées, elle était en même temps la grande route des fourrures qui alimentaient la Nouvelle-France. En 1633, les Hurons acheminent vers Québec 150 canots chargés de fourrures. Le blocus instauré par les Iroquois dans les années 1640 mit toutefois un terme à ce commerce. En quelques années, le commerce des fourrures fut complètement paralysé et l'existence même de la Nouvelle-France fut mise en doute. La région de l'Outaouais était alors complètement déserte. Seuls les Iroquois y établissaient des campements temporaires qui servaient de bases à leurs attaques contre Montréal et les environs. « Quand une bande s'en va, l'autre lui succède » écrit le Père Vimont. « Ce ne sont que petites troupes bien armées qui partent du pays des Iroquois pour occuper toute la Grande Rivière (Outaouais) et dresser des embuscades, dont ils sortent à l'improviste, se jetant indifféremment sur les Montagnais, les Algonquins, les Hurons et les Français. »⁵ Cette lutte pour les pelleteries a d'ailleurs

⁴ A. de Barbezieux, *op. cit.*, p. 14.

⁵ *Ibid.*, p. 21

donné lieu à des combats qui se sont déroulés dans la région. Les plus célèbres sont ceux de Carillon, de l'Original, de Calumet et du lac Deschênes. Lors d'une attaque en 1642, les Iroquois ont emprunté la rivière Petite-Nation-du-Sud pour venir surprendre les Algonquins de la Petite-Nation établis le long de la rivière Outaouais.⁶

Pendant un demi-siècle, presque sans arrêt, les Iroquois semèrent donc la terreur dans la région. Vers la fin du XVII^e siècle toutefois, la France s'organise, alors que les nombreuses luttes commencent à épuiser les Iroquois. La paix définitive entre les deux peuples fut signée en 1701. Ce traité eut pour effet de rétablir le commerce et de rouvrir l'Outaouais qui redevint une grande voie commerciale. Via cette route, le commerce s'étendait maintenant de la vallée du Mississippi jusqu'aux pieds des Rocheuses. Étant à proximité de Montréal, aucun trafiquant ou explorateur ne s'arrêtait dans la région, si bien qu'il ne s'y fonda pas d'établissement permanent. Une ordonnance du gouverneur français défendait d'ailleurs aux habitants de s'établir en amont de Montréal afin de mieux contrôler le commerce des fourrures. Cette politique se maintint jusqu'à la fin du Régime français, en 1760.

Après la Conquête, les trafiquants anglais remplacèrent les trafiquants français sur l'Outaouais. Réunis dans la compagnie du Nord-Ouest en 1783, ils remontaient la rivière à chaque printemps à la recherche de pelleteries. Quelques-uns, dont Alexander Henry, ont laissé un récit de leurs expéditions qui nous renseigne sur la région. Henry remarque que le sol de la rive sud semble fertile, que les terres hautes sont couvertes de forêts, que les terres basses sont submergées et que le gibier est très abondant. Ces renseignements transmis aux autorités britanniques devaient trouver leur utilité lorsque se présenta l'émigration des Loyalistes.

La création du comté

Malgré plus de 150 ans d'exploration et de commerce, vers 1780, la vallée de l'Outaouais était toujours inhabitée par les Blancs. La principale raison de cette désertion résidait dans la politique des compagnies de fourrure, d'ailleurs endossée par les gouvernements. Ces compagnies tiraient des revenus très importants de la région et craignaient que l'établissement de colons menace leur monopole.

⁶ L. Brault, *op. cit.*, p. 15

La guerre de l'Indépendance américaine vint cependant modifier la situation. Cette guerre, qui débuta en 1775, eut pour effet de chasser des États-Unis des milliers de colons restés fidèles à l'Angleterre. À la fin du conflit, en 1783, environ 35 000 de ces Loyalistes avaient déjà traversé la frontière américaine pour s'établir au Canada. La majorité d'entre eux élirent domicile dans les provinces maritimes tandis qu'environ 10 000 s'établirent en Ontario, le long du Saint-Laurent supérieur. Le gouvernement britannique se montra très prodigue à l'endroit de ces immigrants. Il se mit en quête de terrains propres à la culture, puis il exécuta les levés et distribua les terres gratuitement. Ces Loyalistes étant très démunis, le gouvernement leur assura aussi le transport, des vivres pour deux ans, des outils pour construire leurs maisons, des instruments aratoires, du bétail, des semences et toute l'aide gouvernementale nécessaire.

Depuis 1774, le territoire où s'établirent ces nouveaux colons relevait toutefois de la juridiction de la province de Québec. L'Acte de Québec avait, en effet, agrandi le territoire de la province qui comprenait maintenant tous les Grands Lacs jusqu'aux fleuves Ohio et Mississippi. Les lois françaises et la religion catholique étaient en vigueur partout sur ce territoire. L'arrivée de ces Loyalistes

eut cependant pour effet de modifier la composition sociale de la province qui comptait maintenant deux ethnies importantes : l'une de langue française et catholique, l'autre de langue anglaise et protestante. Dans ces conditions, il est logique que ce dernier groupe, qui avait toujours vécu sous le « common law », exerce des pressions pour que le gouvernement apporte des changements aux lois et au système administratif. Au cours de l'année 1788, les partisans et les adversaires d'une réforme constitutionnelle accumulèrent pétitions sur pétitions dans l'espoir de démontrer que leur parti représentait l'opinion de la majorité. En 1791, après plusieurs enquêtes et sous la pression des marchands anglais du Canada, le gouvernement impérial acquiesça finalement à la demande du groupe anglophone. En vertu de l'Acte constitutionnel, le gouvernement britannique divisait alors l'immense territoire de la province de Québec en deux parties : à l'est le Bas-Canada ou Québec; à l'ouest le Haut-Canada ou Ontario. La rivière Outaouais, dans sa partie inférieure, marquait la frontière entre les deux provinces. Le territoire, qui forme aujourd'hui le comté de Russell et qui jusque là avait toujours appartenu à la province de Québec, même avant 1774, passait ainsi à l'Ontario.⁷

En 1788, le gouverneur Carleton avait divisé le territoire à l'ouest de Montréal en quatre districts portant les noms de Lunenburg, Mecklenberg, Nassau et Hesse. La région qui allait former le comté de Russell était alors comprise dans le district de Lunenburg. En 1791, lors de la première session du parlement du Haut-Canada, les quatre districts devinrent respectivement ceux de Eastern, Midland, Home et Western. L'année suivante, le lieutenant-gouverneur Simcoe subdivisa ces districts en 19 comtés. En vertu de la loi, chaque représentant de comté avait la responsabilité d'organiser et de commander la milice et le privilège de recommander des magistrats. Le territoire du comté de Russell, qui n'existait pas encore, était incorporé dans les comtés de Stormont, Glengarry, Grenville et Dundas qui étaient compris dans le district Eastern. En 1798, le gouvernement créa quatre nouveaux districts portant le total à huit pour le Haut-Canada. Ces districts furent divisés en 24 comtés et 158 cantons. Finalement, le 1er janvier 1800, la subdivision du comté de Stormont donna naissance au comté de Russell.⁸ Il se composait des cantons de Clarence, Cambridge, Cumberland, Russell, Osgoode et Gloucester. Il fut ainsi nommé en l'honneur de Peter Russell, membre des Conseils exécutif et législatif du Haut-Canada et gouverneur par intérim de 1796 à 1799.

Le peuplement

Le peuplement de la région est le résultat d'une immigration massive vers les terres nouvelles de l'Outaouais, autant du côté québécois qu'ontarien. Jusque vers 1850 toutefois, le développement du comté de Russell ne connaît pas le même rythme de croissance que celui des comtés voisins. Lors de sa première visite dans le canton en 1848, Mgr Guigues s'étonne que les Protestants ne se soient pas encore accaparés des terres hautes du canton de Russell comme ils l'ont fait dans Cumberland.⁹ L'absence de voies de communication et les terres basses et marécageuses qui éloignent l'élément anglophone sont les deux principales raisons de ce retard. En plus de ces deux motifs, il faut aussi noter l'absence de dépenses gouvernementales dans le domaine public et la situation géographique de la région qui la place à l'écart des grandes routes commerciales et des voies d'accès pour les immigrants. Il faudra attendre l'arrivée des Canadiens français, vers le milieu du XIXe

⁸ De 1763 à 1774, la frontière ouest de la province de Québec était définie par une ligne reliant le lac Nipissing à l'endroit où le 45e parallèle coupe le Saint-Laurent, soit dans les environs de Cornwall. Cette démarcation passait à quelques kilomètres au sud-ouest de l'actuel comté de Russell qui se trouvait donc dans la province de Québec.

⁸ *Statutes of Upper Canada*, 38 George III, 1798, c. 5.

⁹ D.G. Cartwright, *French Canadian Colonisation in Eastern Ontario to 1910. a study of process and pattern*, Thèse de PhD à Western, 1973, p. 269.

siècle, avant que le comté n'atteigne un rythme de développement comparable à ceux de Stormont, Prescott et Glengarry.

Le recensement de la population effectué en 1801 ne révèle aucun habitant dans le comté.¹⁰ C'est la guerre de 1812-1815 entre les États-Unis et l'Angleterre qui sert de moteur au développement de Russell. Déjà à cette époque, c'est le cours du fleuve Saint-Laurent entre le Bas-Canada et le lac Ontario qui détermine la frontière canado-américaine. Si jamais les Américains parvenaient à maîtriser ce secteur, l'interruption des communications fluviales aurait pour effet d'isoler les deux provinces et de menacer sérieusement la survie du pays. Comprenant la faiblesse de cette position, l'Angleterre adopte deux mesures visant à corriger la situation : arrêter le défrichement de la rive nord du Saint-Laurent afin de créer pour l'envahisseur éventuel un rideau infranchissable de forêt vierge et ouvrir une nouvelle route entre le Bas-Canada et le Haut-Canada via la rivière Outaouais. Cette dernière mesure exige la colonisation de la vallée de l'Outaouais, la construction sur la rivière de canaux latéraux aux endroits coupés de rapides et la création du canal Rideau reliant l'Outaouais au lac Ontario.

Bien sûr, ces projets requièrent une

main-d'œuvre nombreuse. Le contexte historique est cependant favorable puisque la guerre a provoqué un accroissement considérable des effectifs militaires. Après la signature de la paix, plusieurs de ces soldats sont réformés ou licenciés. Certains s'établissent sur les terres qui leur sont concédées pour accroître la défense du territoire, tandis que d'autres trouvent des emplois dans les chantiers de construction. De plus, à compter de 1819, le Haut-Canada est envahi par l'immigration massive des Irlandais qui fuient leur pays aux prises avec la famine. Ce phénomène démographique est d'ailleurs encouragé par les autorités britanniques qui voient dans cette immigration un moyen efficace de créer un contre-poids à la puissance américaine tout en freinant l'expansion des Canadiens français vers l'Ouest. Ces deux apports, joints au commerce du bois alors en pleine expansion en raison du blocus continental qui prive l'Angleterre de ses ressources européennes, fournissent donc une main-d'œuvre abondante à la réalisation de ces projets. Pendant plusieurs années, la région bourdonne d'activité. À l'achèvement des travaux, plusieurs soldats, immigrés et bûcherons s'établiront dans la région, devenant autant de colons.

¹⁰ H. Belden, *Illustrated Historical Atlas of the Counties of Stormont, Dundas and Glengarry 1879*, Prescott and Russell supplement of the *Illustrated Atlas of the Dominion of Canada 1881*, Port Elgin, Ross Cumming, 1972, p. 58.

Ces immigrants font faire des bonds prodigieux à la population du Haut-Canada : en 1806, la province ne comptait que 70 718 habitants alors qu'en 1825 le chiffre passe à 157 923 et à 952 000 en 1851.¹¹ Malgré tout, le comté de Russell n'est encore que légèrement entamé. C'est par Cumberland que se fait la première trouée dans les années 1820. En 1824, la population du comté s'élève à 183 habitants, tous de langue anglaise, alors que celle de Prescott est de 2377.¹² Trois ans plus tard, Duncan McDonnell, un arpenteur de la Canada Company qui possède des terres dans la région, déclare au sujet du canton de Russell :

*The lands generally indifferent, large swamps in it with white sandy bottom; there is only one settler in it, a Mr. Loucks, who built a mill on the Castere (sic) river; there are no roads in it. This township has lately been located by emigrants from Scotland and militia-men who served during the last war with the United States.*¹³

En 1831, le comté totalise 669 habitants. Six ans plus tard, il en compte 2868 grâce à l'addition de la partie inférieure du comté de Carleton en 1834.¹⁴ Cette population se compose en très grande majorité d'Écossais et d'Irlandais établis sur les terres hautes du comté. Cette préférence dans le choix d'un site d'établissement explique, en partie, le plafonnement de la colonisation britannique

dans la région. Ces terres sablonneuses sont fertiles mais limitées en superficie. Même si elles sont bien drainées, il faut les engraisser et les débarrasser des roches. Une fois toutes ces terres hautes occupées, les Anglais ne pourront se résoudre à s'installer sur les terres basses et ils iront s'établir ailleurs en Ontario.

Le véritable essor de la population dans le comté ne prend naissance qu'avec l'arrivée des Canadiens français. En 1821, les résultats d'une enquête établie par le gouvernement du Bas-Canada au sujet des terres de la Couronne non concédées révélaient que très peu de familles canadiennes-françaises avaient choisi de s'établir sur les terres du Haut-Canada. En fait, ce nombre se situait aux environs de 2000 dans tout l'Est ontarien.¹⁵ Grâce à l'émigration massive des Canadiens français au milieu du XIXe siècle, ce nombre est porté à 7080 en 1851 dans les comtés de Prescott et de Russell seulement.¹⁶ Cette arrivée des Français, encouragés par la société de colonisation de Mgr Guigues, correspond d'ailleurs

¹¹ A de Barbezieux, *op. cit.*, p. 120

¹² Michel Énard, *Saint-Jacques d'Embrun, comté de Russell Ontario. Étude historique et statistique*, Rockland, 1974

¹³ John Galt, *The Canadas*, London, E. Wilson, 1836, p. 142

¹⁴ L. Brault, *op. cit.*, p. 37

¹⁵ A de Barbezieux, *op. cit.*, p. 137

¹⁶ *Ibidem*

au ralentissement du mouvement d'immigration des Britanniques, si bien qu'en l'espace de quelques années, la population d'expression française devance celle d'expression anglaise dans la région. Le géographe Belden avait d'ailleurs prévu ce phénomène :

At the present time this influx is probably more active than any other period; and ere another decade goes by, the balance of power will in all probability have passed from the grasp of the Anglo-Saxen to the French element which has already, in fact, about balanced the political influence of the English speaking class, so far as the dead eloquence of votes constitutes an influence, while in some individual townships they vastly preponderate in respect of numbers.¹⁷

Au début de l'immigration des Québécois vers les terres nouvelles de l'Ontario au milieu du XIX^e siècle, la population totale du comté de Russell est de 2870 habitants dont 688 Français, soit 24%. À la même époque, au niveau du canton, Russell compte 503 âmes dont 77 Canadiens ou 15,3%. Trente ans plus tard, le comté totalise 13 080 habitants dont 7684 d'expression française ou 58,7% et le canton 3458 résidents dont 2108 Canadiens ou 61%.¹⁸

On a tenté, à tort, d'associer cette croissance phénoménale des Français dans la région à leurs familles nombreuses. En fait, une étude récente démontre que les familles

françaises ne comptaient qu'un enfant de plus que les familles anglaises.¹⁹ Cette différence, due à un mariage plus hâtif, est trop faible pour expliquer, même en partie, une croissance aussi rapide. Une explication plus logique veut que les Canadiens français soient venus par familles complètes et non en tant qu'individus à une époque où les Britanniques, coincés dans les terres hautes, quittaient la région. La deuxième moitié du XIX^e siècle correspond d'ailleurs à la fondation des villages francophones de Limoges, Embrun, Casselman, Bourget et Rockland.

Au début du XX^e siècle, la tendance à la francisation du territoire s'accroît davantage. Les Canadiens français représentent alors 68,4% de la population du comté de Russell et 62,9% de celle du canton.²⁰ À compter de 1910, la population totale du comté connaît toutefois une baisse importante. De 1911 à 1941, les populations du comté et du canton diminuent respectivement de 19,4% et de 17,5%. De 21 649 qu'elle était en 1911, la population du comté tombe à 17 448 en 1941. Durant la même période, le canton passe de 3964 à 3269 habitants. Ces trois

¹⁷ H. Belden, *op cit.*, p. 58

¹⁸ M. Émard, *op cit.*, p. 17

¹⁹ Chad Gaffield Canadian Families in cultural context. hypotheses from the mid-nineteenth century. *Communications historiques*, 1979, p. 59-60.

²⁰ Voir le tableau, p. 48

décennies correspondent, au niveau international, à deux guerres mondiales et à la dépression. Au niveau local, les années 1920-1930 sont marquées par le déclin de l'industrie forestière et de l'agriculture en tant que source d'emplois en raison de la mévente des produits agricoles et la baisse de leurs prix. Incapables de payer les taxes et les redevances, les agriculteurs sont alors dans l'obligation d'abandonner leurs fermes, même les plus fertiles. Devant ces conditions difficiles, plusieurs résidents du comté tentent leurs chances dans d'autres régions dont le Nord de l'Ontario. Au-delà de 1000 familles auraient ainsi abandonné leurs fermes dans Russell à cette époque. Il semble toutefois que cette émigration ait moins affecté les Canadiens français puisque leur pourcentage par rapport à la population totale s'est accru durant la même période.

Dans les deux dernières décennies, le comté de Russell représente un cas particulier dans la région. Alors que presque partout ailleurs le pourcentage de l'élément français est à la baisse, dans Russell, à cause de l'exode des Anglais, la population française a atteint un sommet de 83,7% en 1971.²¹ La population du comté de Russell est aujourd'hui de 24 000 habitants dont environ 80% sont francophones.

L'administration

Contrairement au canton qui est une division territoriale fixe, les limites d'un comté peuvent varier de façon considérable selon qu'elles sont considérées sous un aspect géographique, provincial ou fédéral. Si la première division est relativement stable, les délimitations fédérale et provinciale évoluent constamment en fonction de la croissance de la population. Pour cette raison, un canton peut se trouver à l'intérieur des limites géographiques d'un comté donné, tout en faisant partie d'un comté voisin pour des fins électorales provinciales ou fédérales. Ce sont ces caprices de la carte électorale qui compliquent l'interprétation des recensements de comtés. Russell est un exemple caractéristique de cette complexité. En 1958, le comté fédéral, qui englobait le canton de Gloucester, comptait 96 000 habitants alors que le comté géographique en totalisait 18 994. Il est donc très important lorsqu'on fait l'histoire politique ou administrative du comté de bien préciser le niveau de la discussion.

À sa création en 1800, le comté de Russell ne compte que deux niveaux de division puisque le gouvernement fédéral ne fera son apparition qu'en 1867.

²¹ M. Énard, *op. cit.* p. 19.

L'histoire de la division géographique est très simple. Composé à l'origine des six cantons de Clarence, Cambridge, Cumberland, Russell, Osgoode et Gloucester et de quelques îles de l'Outaouais, en 1838 le comté de Russell perd les deux derniers cantons qui sont annexés au comté de Carleton. La modification suivante ne survient que 132 ans plus tard, en 1970, alors que Cumberland adhère à la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton. Depuis lors, le comté de Russell ne compte plus que les trois cantons de Clarence, Cambridge et Russell. Même ce dernier canton est aujourd'hui menacé de glisser dans le MROC. C'est du moins la conclusion du rapport Mayo de 1976. Cette analyse est toutefois contrebalancée par une autre étude réalisée la même année et qui préconise le maintien de l'appartenance du canton de Russell au comté du même nom.²²

Au niveau provincial, dès sa création en 1800, le comté de Russell est uni au comté de Stormont pour des fins de représentation à Toronto.²³ Il renferme alors à peine 100 francs tenanciers qui sont les seuls à exercer leur droit de vote et qui sont répartis dans les cantons de Clarence, Cambridge, Cumberland, Gloucester, Osgoode et Russell. Le premier représentant de Stormont-Russell au provincial est Robert Isaac D. Gray de Cornwall qui

représentait déjà Stormont depuis 1797. Il faut toutefois attendre jusqu'en 1820 avant que le comté de Stormont ait une population assez élevée pour lui permettre d'élire son propre délégué à Toronto. Russell est alors jumelé au comté de Prescott pour fins de représentation provinciale.

Au plan judiciaire, une loi de 1816 avait déjà incorporé les comtés de Prescott-Russell dans le district judiciaire d'Ottawa. En vertu de cette loi, les six cantons déjà mentionnés demeuraient dans le comté de Russell mais les deux comtés étaient unis juridiquement. La loi conférait aux Comtés unis le pouvoir d'ériger un palais de justice et une prison au chef-lieu de L'Orignal.

Donald R. Macdonell, un réformiste de Baldwin, qui représente les comtés de Prescott et de Russell de 1824 à 1834, est le premier député à être élu sur un vote de parti. Avant lui, les députés étaient élus sur leurs mérites et leurs fortunes personnels. Les campagnes électorales donnaient souvent lieu à des débats très animés. La vieille salle, qui était située au coin des rues Notre-Dame et St-Jean-Baptiste à Embrun, a été le témoin de plusieurs de ces rencontres politiques où chacun tentait de démolir

²² C. Sunderland, *Prescott Russell étude de restructuration*, s.l., s.é., 1976

²³ *Statutes of Upper Canada*, 38 George III, 1798, c 5

son adversaire, souvent au sens propre du mot. Cette salle a brûlé en 1960.

Les élections ont parfois occasionné quelques scandales dans Russell. En 1821, le président de l'élection M. W. Fortune avait annulé plusieurs votes accordés à David Pattie pour permettre à William Hamilton de remporter la victoire. Ce dernier prit son siège en Chambre mais après enquête, les autorités constatèrent la fraude et Pattie fut déclaré élu. En 1858, George Byron Lyon-Fellowes, député sortant, et John Loucks s'affrontaient dans Russell. M. Lyon-Fellowes remporta la victoire par une majorité de 14 voix. Une enquête révéla toutefois que Cambridge avait enregistré plus de 300 votes alors que le canton ne comptait que 75 voteurs. M. Loucks occupa donc le siège à l'Assemblée législative et des sentences d'emprisonnement furent prononcées à l'endroit de Lyon-Fellowes et quelques-uns de ses organisateurs.

À cette époque les salaires des députés provenaient des impôts payés dans le comté. Ces montants couvraient à peine les dépenses mais la plupart des candidats étaient déjà bien nantis. Jusqu'à la Confédération, le vote fut ouvert et public. Chaque électeur se présentait devant les officiers de l'élection et dévoilait oralement et en public le candidat de son choix. Cette coutume

donnait lieu à des situations chaotiques et même violentes. Il arrivait souvent qu'un électeur vende son vote au candidat le plus offrant. En tout temps, le président de l'élection pouvait faire connaître les résultats partiels du vote. Certains votants attendaient l'heure limite avant de déposer leur bulletin dans l'urne. Ce stratagème pouvait leur mériter gros si le vote était serré mais ils ne retireraient rien si un des candidats était assuré de la victoire.

En 1834, le comté de Russell devient une circonscription électorale indépendante de Prescott. À cette occasion, on y ajoute la partie inférieure de Carleton. Quatre ans plus tard, la loi qui crée le nouveau district de Dalhousie stipule que les cantons d'Osgoode et de Gloucester, qui sont compris dans Russell, continueront à payer leurs taxes au district d'Ottawa tant que la population n'aura pas atteint le chiffre de 7500. Par la suite, Osgoode et Gloucester paieront leurs taxes au district de Dalhousie comme l'ordonne la loi.²⁴ Le comté de Russell se trouve ainsi amputé de ses deux cantons les plus peuplés. Cette modification se traduit par une baisse importante des impôts perçus par le comté.

Les frontières du comté provincial demeureront inchangées jusqu'en 1931

²⁴ *Statutes of Upper Canada*, 1 Victoria, 1838, c 5

alors qu'une nouvelle loi restitue à Russell ses deux cantons originaux d'Osgoode et de Gloucester. Six ans plus tard, le comté perd ses deux cantons les plus à l'est, Clarence et Cambridge, mais garde Osgoode et Gloucester. Les frontières électorales demeurent ensuite les mêmes jusqu'au milieu des années 1960. Le comté provincial se compose aujourd'hui des cantons de Russell, Cambridge et Clarence dans le comté de Russell et d'Alfred, Calédonia, Longueuil, Hawkesbury Est et Ouest et Plantagenet Nord et Sud dans Prescott.

Au plan fédéral, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui donne naissance à la Confédération canadienne en 1867 ne modifie en rien les frontières originales du comté de Russell, pas plus que les redistributions de 1872, 1882, 1892 et de 1903. Toutefois, il faut alors élire deux représentants : un au gouvernement provincial, l'autre au fédéral. Le premier député de Russell au niveau fédéral est J.A. Grant.

En 1886, ce comté est à majorité francophone et catholique. Cependant, l'élément anglophone contrôle toujours les affaires fédérales, provinciales, municipales et scolaires. Dans un souci d'équité et de justice, les deux ethnies s'entendent alors pour déléguer un représentant anglophone au gouvernement fédéral et un francophone

au niveau provincial. En raison de ce pacte d'honneur qui sera respecté pendant 40 ans, en 1886, Alex. Robillard devient le premier député francophone de Russell au niveau provincial alors que le libéral William Cameron Edwards occupe le siège fédéral l'année suivante.²⁵ Au plan fédéral, cette victoire de 1887 dans Russell marque d'ailleurs le début d'un très long règne libéral qui dure toujours. Russell est aujourd'hui le plus vieux comté libéral au pays.

Les premières modifications apportées aux limites du comté de Russell pour des fins électorales fédérales datent de 1931 alors que le canton d'Osgoode passe sous la juridiction de Carleton. En 1966, un autre remaniement de la carte électorale cède le canton de Gloucester à Carleton, tandis que Russell est uni à Glengarry et à Prescott, à l'exception du canton de Charlottenburg et du village de Lancaster.

Au plan municipal, de sa création jusqu'en 1841, l'administration locale du comté de Russell a relevé de quelques juges

²⁵ En 1925, les délégués à la convention libérale désignent Edwards pour succéder à l'Honorable Charles Murphy nommé au Sénat. En raison de la crise au sujet de l'enseignement du français en Ontario, les Canadiens français s'opposent, pour la première fois, à la candidature d'un Anglais pour les représenter à Ottawa. Ils se réunissent à Bourget et choisissent Alfred Goulet, un marchand de l'endroit, comme candidat. Gordon Edwards se retire et Goulet remporte la victoire. Depuis lors, le comté de Russell a toujours été représenté par un Franco-ontarien à Ottawa.

de paix ou de magistrats nommés par le gouverneur. En 1841, une loi municipale inaugure les conseils de districts composés de représentants des cantons. Les comtés de Prescott et de Russell sont alors réunis sous l'administration d'un seul conseil municipal commun. La première session du Conseil de district d'Ottawa, dont Russell fait partie, a lieu à L'Original le 8 février 1842. Toutefois, le représentant de Russell n'assiste à sa première réunion que le 1er août.²⁶ La loi du 6 août suivant, qui impose une amende de 1 Livre aux conseillers absents sans raison, a peut-être incité ce zélé représentant du peuple à faire preuve de plus d'assiduité.

Le 1er janvier 1850, les conseils de districts sont abolis et les comtés deviennent les seules unités administratives reconnues. Les membres du conseil de comté viennent des conseils de cantons qui ont aussi leurs gouvernements. Lorsque le nombre de propriétaires est inférieur à 100, un canton doit s'unir à son voisin pour déléguer un représentant. C'est là l'origine des cantons unis. Avec l'accroissement progressif de la population, chaque canton en vient à déléguer son propre mandataire. C'est ainsi qu'on assiste à la création des Municipalités de Cumberland en 1850, de Clarence en 1854 et de Cambridge et de Russell le 1er janvier 1857.

Un conseil de canton se compose d'un préfet qui siège également au conseil de comté et de quatre conseillers. Lorsque la population d'un canton dépasse 1000 habitants, l'un des conseillers devient sous-préfet et a le droit de siéger au conseil du comté. Un sous-préfet additionnel est désigné pour chaque tranche supplémentaire de 1000 habitants. En raison de ce système de représentation proportionnelle, la population est aujourd'hui surreprésentée au niveau municipal. En incluant les conseils de villes et de villages, l'électorat des Comtés unis de Prescott et de Russell est maintenant gouverné par 18 conseils municipaux.²⁷

Le Conseil actuel du canton de Russell se compose du préfet Gaston Patenaude, du sous-préfet Albert Bourdeau et des conseillers Léo Marion, Claire Désormeaux et Jean G. Brisson. Ses fonctions consistent à offrir une gamme de services qui comprennent la récréation, la planification, la cour de révision, le service des incendies, les chemins, l'administration et les finances.

²⁶ Municipalité du canton de Russell. Minutes du Conseil des Comtés unis, 1846.

²⁷ C. Sunderland, *op. cit.*, vol. 2, p. 8

Liste partielle des préfets de la Municipalité du canton de Russell

William Craig,	1864
M.R. Petrie,	1884
Peter Bolton,	1885-1886
W.Z. Helmer,	1887
Peter Bolton,	1888-1889
Antoine Paquette,	1890
McDirmid,	1891-1895
Cyprien St-Onge,	1896-1897
McDirmid,	1898-1901
Antoine Paquette,	1902-1903
Trefflé Émard,	1904-1905
William Argue,	1906
Cyprien St-Onge,	1907-1908
Antoine Paquette,	1909-1910
Cyprien St-Onge,	1911-1913
Émile Ménard,	1914-1915
Trefflé Émard,	1916-1918
Émile Ménard,	1919
Félix Dignard,	1920-1921
Trefflé Émard,	1922
Félix Dignard,	1923-1926
Adrien Lérisger,	1927-1937
Médéric Bouchard,	1938-1940
Guillaume Émard,	1941-1943
Médéric Bouchard,	1944-1949
Émile B. Brisson,	1950-1951
Anastasse Grégoire,	1952-1961
Lionel Brisson,	1962-1963
Ernie Burton,	1964-1972
Bernard Pelot,	1973-1974
Gaston Patenaude,	1975-

Les députés de Russell à l'époque du Haut-Canada et de l'Union

Haut-Canada

Robert Isaac D. Gray,	1800-1804
D'Arcy Boulton,	1805-1808
John Brownell,	1808-1809
Abraham Marsh,	1810-1812
John Beikie,	1812-1816
Philip Van Koughnet,	1816-1820
William Hamilton,	1820
David Pattie,	1821-1824
Donald R. Macdonell,	1824-1834
Thomas Mackay,	1834-1841

Union

William Henry Draper,	1841-1843
William Stewart,	1843-1844
Archibald Petrie,	1844-1847
George Byron Lyon-Fellowes,	1848-1859
John Loucks,	1859-1861
Robert Bell,	1861-1867

Députés fédéraux du comté de Russell : 1867-1980

Élections	Députés	Partis	Gouvernements
1867	J.A. Grant	Conservateur	Conservateur
1872	J.A. Grant	Conservateur	Conservateur
1874	R. Blackburn	Libéral	Libéral
1878	J. O'Connor	Conservateur	Conservateur
1882	M.K. Dickinson	Conservateur	Conservateur
1887	W.C. Edwards	Libéral	Conservateur
1891	W.C. Edwards	Libéral	Conservateur
1896	W.C. Edwards	Libéral	Libéral
1900	W.C. Edwards	Libéral	Libéral
1903	D. Wallace	Libéral	Libéral
1904	N.F. Wilson	Libéral	Libéral
1908	C. Murphy	Libéral	Libéral
1911	C. Murphy	Libéral	Conservateur
1917	C. Murphy	Libéral	Coalition
1921	C. Murphy	Libéral	Libéral
1925	A. Goulet	Libéral	Libéral
1926	A. Goulet	Libéral	Libéral
1930	A. Goulet	Libéral	Conservateur
1935	A. Goulet	Libéral	Libéral
1940	A. Goulet	Libéral	Libéral
1945	J.O. Gour	Libéral	Libéral
1949	J.O. Gour	Libéral	Libéral
1953	J.O. Gour	Libéral	Libéral
1957	J.O. Gour	Libéral	Conservateur
1958	J.O. Gour	Libéral	Conservateur
1959	P. Tardif	Libéral	Conservateur
1962	P. Tardif	Libéral	Conservateur
1963	P. Tardif	Libéral	Libéral
1965	P. Tardif	Libéral	Libéral
1968	V. Ethier	Libéral	Libéral
1972	D. Ethier	Libéral	Libéral
1974	D. Ethier	Libéral	Libéral
1979	D. Ethier	Libéral	Conservateur
1980	D. Ethier	Libéral	Libéral

Députés provinciaux du comté de Russell : 1867-1980

Elections	Députés	Partis	Gouvernements
1867	William Craig	Libéral	Union
1871	William Craig	Libéral	Réformiste
1875	Adam J. Baker	Conservateur	Libéral
1879	Adam J. Baker	Conservateur	Libéral
1883	Adam J. Baker	Conservateur	Libéral
1886	Alex. Robillard	Libéral	Libéral
1890	Alex. Robillard	Libéral	Libéral
1894	Alex. Robillard	Libéral	Libéral
1898	Onésime Guibord	Libéral	Libéral
1902	Onésime Guibord	Libéral	Libéral
1905	Damase Racine	Libéral	Conservateur
1908	Damase Racine	Libéral	Conservateur
1911	Damase Racine	Libéral	Conservateur
1914	Damase Racine	Libéral	Conservateur
1919	Damase Racine	Libéral	United Farmers
1923	A. Bélanger	Libéral	Conservateur
1926	A. Bélanger	Libéral	Conservateur
1929	C.A. Séguin	Conservateur	Conservateur
1934	A. Desrosiers	Libéral	Libéral
1937	R. Bégin	Libéral	Libéral
1943	R. Bégin	Libéral	Conservateur
1945	R. Bégin	Libéral	Conservateur
1948	J.D. Nault	Conservateur	Conservateur
1951	J.D. Nault	Conservateur	Conservateur
1955	G. Lavergne	Conservateur	Conservateur
1959	G. Lavergne	Conservateur	Conservateur
1963	A.B.R. Lawrence	Conservateur	Conservateur
1967	J.A. Bélanger	Conservateur	Conservateur
1971	J.A. Bélanger	Conservateur	Conservateur
1975	J.A. Bélanger	Conservateur	Conservateur
1977	J.A. Bélanger	Conservateur	Conservateur

Progrès de la population dans le comté et le canton de Russell

Années	Comté	Canton	C. fr. dans le comté	C. fr. dans le canton
1820	-200			
1824	183			
1827		1		
1831	669			
1840	2868			
1841	3231			
1842		196		
1850	2870	389		
1851		503	688 (23,9%)	77 (15,3%)
1856	6184			
1857	6802			
1861	6824	1814	2889 (42,3%)	828 (45,6%)
1871		2339	5600 (30,5%)	1290 (55,1%)
1881	13 080	3458	7684 (58,7%)	2108 (61,0%)
1891	18 289	3918	11 535 (63%)	2445 (62,4%)
1901	20 282	3835	13 875 (68,4%)	2412 (62,9%)
1911	21 649	3964	16 557 (76,4%)	2670 (67,3%)
1921	21 121	3757	16 765 (79,3%)	2443 (65,0%)
1931	18 487	3372	14 649 (79,7%)	2208 (65,4%)
1941	17 448	3269	13 988 (80,7%)	2257 (69,0%)
1951	17 666	3294	14 435 (81,7%)	
1961	20 892	3863	16 166 (80,4%)	2743 (71,0%)
1971	16 287 ¹	4160	13 640 (83,7%)	2855 (68,6%)

¹Cette baisse importante s'explique en partie par la perte du canton de Cumberland au MROC.

Composition du comté aux plans géographique, provincial et fédéral

Années	Géographique	Provincial	Fédéral
1800	Cl Ca Cu R O G	Cl Ca Cu R O G	
1838	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R	
1845	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R	
1851	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R	
1877	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R	
1887	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R O G
1895	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R O G
1897	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R O G
1905	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R O G
1914	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R O G
1924	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R O G
1931	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R O G	?
1933	Cl Ca Cu R	?	Cl Ca Cu R G
1937	Cl Ca Cu R	Cu R O G	Cl Ca Cu R G
1958	Cl Ca Cu R	Cu R O G	Cl Ca Cu R G
1964	Cl Ca Cu R	Cu R O G	Cl Ca Cu R G
1966	Cl Ca Cu R	Cl Ca Cu R Pr	Gl Pr Cl Ca R
1970	Cl Ca R	Cl Ca Cu R Pr	Gl Pr Cl Ca R
1976	Cl Ca R	Cl Ca R Pr	Gl Pr Cl Ca Cu R
1980	Cl Ca R	Cl Ca R Pr	Gl Pr Cl Ca Cu R

Cl = Clarence
 Ca = Cambridge
 Cu = Cumberland
 R = Russell

O = Osgoode
 G = Gloucester
 Gl = Glengarry
 Pr = Prescott

Deuxième partie

Le village

Chapitre I

La toponymie

Le village d'Embrun, que traverse la rivière Castor à quelques kilomètres au sud-est d'Ottawa, est situé presque au cœur du canton de Russell, dans le comté de Russell. Ce comté est le plus français d'Ontario. Les noms d'Embrun et de Castor témoignent encore aujourd'hui du fait français de ce territoire en sol ontarien.

À l'origine, les colons s'appelaient les Gens de la Rivière-du-Castor à cause de la rivière qui traversait leurs terres. Ces gens du Castor font d'ailleurs l'objet de quelques pages du livre de J.B. Proulx, *L'enfant perdu et retrouvé*, écrit en 1887. Bien que les premières familles soient arrivées vers 1845, ce n'est qu'en 1857 que le jeune missionnaire François Michel, nouvellement venu de France, suggère un nom de son pays pour la jeune colonie. Natif de l'Embrunais, il estime qu'un beau nom historique, à belle sonorité,

irait bien à ce village naissant. Il l'appelle Embrun en souvenir d'une commune des Hautes-Alpes, son pays d'origine. Deux ans plus tard, Mgr Guigues choisit Saint-Jacques comme patron de la paroisse pour commémorer la venue d'un très grand nombre de familles originaires de Saint-Jacques-de-l'Achigan au Québec.

Il n'est malheureusement pas aussi facile de retracer l'origine du nom de la rivière qui garde à souhait la mémoire des castors. Bien que le curé Forget prétende qu'on l'ait nommée ainsi en souvenir de ces industriels animaux qui vivaient le long de son cours, cela n'explique pas pour autant à qui l'on doit l'origine de ce nom.¹ Certes pas aux premiers habitants francophones,

¹ J.-U. Forget et E.J. Auclair, *Histoire de Saint-Jacques d'Embrun*, Ottawa, Imprimerie d'Ottawa, 1910, p. 26

puisque la rivière Castor est déjà connue à leur arrivée. Le géographe H. Belden parle en effet des premiers colons anglais du canton d'Osgoode qui remontent la rivière en traîneaux, dès l'hiver 1826-1827, avec leurs familles, pour aller s'établir le long de la Castor à la hauteur de Metcalfe. Ces colons avaient repéré ces terres lorsqu'ils étaient venus bûcher dans les chantiers le long de la rivière. M. Belden souligne également qu'avant l'arrivée des colons, les castors avaient été à peu près exterminés par les coureurs de bois et les Indiens qui les piégeaient pour la traite des fourrures.² Bien sûr, en 1845, il reste des vestiges des cabanes des castors et encore passablement de ces animaux, mais rien de comparable à ce qu'on y retrouvait à l'époque du commerce des fourrures. Sans doute, devons-nous ce nom à sonorité aussi française, à des trappeurs francophones qui sont venus dans la région pour le compte des compagnies de la Baie d'Hudson et du Nord-Ouest. Un fait reste inexplicable. Pourquoi les colons anglais comme M. William York et le colonel McDonell, qui viennent s'établir dans le canton d'Osgoode au début du XIX^e siècle, conservent-ils un nom français pour désigner cette rivière? Il est étonnant qu'elle ait pu garder ce nom alors qu'elle sillonne un territoire d'abord peuplé par des Anglais. Serait-ce un heureux présage, puisque ce sont surtout des gens d'expression française

qui viendront s'établir le long de son cours.

² H. Belden, *Illustrated historical atlas of the County of Carleton, Toronto*.
H. Belden, 1879, p. 37

Chapitre II

L'établissement

Comme nous l'avons déjà mentionné, les colons francophones qui viennent s'établir dans la région d'Embrun, au milieu du XIX^e siècle, ne sont pas les premiers à convoiter cette région. Il y a d'abord eu les coureurs de bois en quête de fourrures. Ils furent suivis par les bûcherons anglais et français qui parcoururent la vallée de la Petite-Nation-du-Sud et celles de ses affluents, les rivières Castor, Scotch et Brook, à la recherche de pins et de chênes. Puis, à la fin du XVIII^e siècle, le gouvernement britannique, aux prises avec la révolution américaine, encouragea fortement les Loyalistes qui désertaient les États-Unis, et plus tard les émigrants irlandais et écossais, à s'établir en Ontario. Toutefois, ne pouvant se résoudre à exploiter les terres basses, cette colonisation anglaise atteignit très rapidement un plafonnement dans l'Est. Ces colons quittèrent bientôt la région pour

s'établir ailleurs. Malgré les habiles mesures prises par le gouvernement britannique pour former une colonie exclusivement anglaise, cette terre de l'Est ontarien lui échappa donc et fut destinée, par un étrange retour des choses, à revenir aux mains des Français, ses premiers découvreurs.

L'arrivée des Français à partir de 1845 change radicalement l'aspect du territoire. Ces courageux colons, ayant abandonné famille et pays, remontent la rivière Castor pour venir s'établir sur les terres basses du Haut-Canada. La majorité des familles d'Embrun sont originaires du Bas-Canada. Elles viennent surtout de Montréal, Beauharnois, Vaudreuil, Joliette, des Laurentides et des comtés de la rive nord de l'Outaouais. Plusieurs raisons les incitent à quitter le Bas-Canada pour émigrer vers une province majoritairement anglaise.

Le développement du comté de Russell et par conséquent d'Embrun, fait partie d'une importante immigration des Canadiens français vers les terres nouvelles de l'Outaouais. Le Bas-Canada, à cette époque, est aux prises avec des difficultés démographique et économique sérieuses. Les Canadiens croissent à un rythme très rapide : de 511 922 qu'ils étaient en 1831, ils passent à 690 782 en 1844 dont 46% ont moins de 14 ans.¹ De plus, ces jeunes ne peuvent acquérir des terres en dehors des seigneuries, puisqu'elles ont été concédées à des amis du régime ou à des militaires qui ont défendu les intérêts britanniques contre les États-Unis. Ces nouveaux propriétaires refusent de les exploiter en attendant que la valeur augmente pour les vendre à gros prix. L'Assomption est un bel exemple de ce cul-de-sac : la localité compte 100 familles sans terre et 600 jeunes de 21 ans qui ne peuvent en obtenir.² Les seigneuries des bords du fleuve Saint-Laurent n'offrent guère plus d'espoir de survie. Une main-d'œuvre surabondante, l'absence de routes pour écouler les surplus de la ferme, des terres surpeuplées et, par surcroît un manque de connaissance des techniques agricoles, provoquent une détérioration des terres cultivables.³ Les seigneuries ont été tellement divisées de père en fils, que les jeunes couples se voient octroyer un lopin de terre à peine assez grand pour y cons-

truire une maison et cultiver un jardin.⁴ Ne pouvant vivre décemment, il ne reste qu'une solution : s'expatrier. À ce problème de surpopulation, vers 1830 s'ajoute la très forte baisse de la production du blé qui est atteint par une maladie. De 3 404 756 boisseaux en 1831, la production tombe à 942 835 en 1844.⁵ Poussés par leur forte natalité qui les oblige à rechercher de nouvelles ressources et à exploiter de nouvelles terres, c'est par milliers que les Canadiens du Bas-Canada se mettent en route pour venir conquérir les terres libres du Haut-Canada.

Dans une certaine mesure, c'est le clergé catholique qui a joué le rôle d'agent des terres au début de la colonisation à Embrun. Guidé par ses missionnaires qui avaient identifié les meilleures terres susceptibles de faire vivre une population, Mgr Guigues fonde en 1849, une société de colonisation qui vise à encourager les Canadiens français à venir s'installer sur les terres vacantes du Haut-Canada. Les terres de la rivière Castor sont vite repérées

¹ W.H. Parker, A new look at unrest in Lower Canada in the 1830's. *Canadian Historical Review*, vol. XL, 1959, p. 211.

² *Ibid.*, p. 214

³ D.G. Cartwright, *op. cit.*, p. 51

⁴ W.H. Parker, *op. cit.*, p. 212

⁵ *Ibid.*, p. 210

⁶ J.-U. Forget, *op. cit.*, p. 18.

comme étant riches et fertiles. Bon nombre de Canadiens, ayant travaillé dans les chantiers et à la construction du canal Rideau, connaissent déjà cette région de l'Outaouais. Derniers à entrer dans le mouvement d'émigration vers le Haut-Canada après les Britanniques et les Irlandais, les Canadiens se concentrent donc dans l'Est où leur langue et leur religion les isolent mais font leur force.

Plus familiers avec la topographie et les techniques de culture adaptées à ce genre de sol, les Canadiens qui arrivent par familles complètes s'approprient, à bon prix, les terres basses composées d'argile très fertile mais mal drainées que les Britanniques ont négligé de cultiver. C'est ainsi qu'en 1845, les familles Ayotte et Gignac, respectivement originaires de Joliette et de Lévis, s'installent sur des terres qui bordent la rivière Castor à l'endroit qui s'appelle aujourd'hui Embrun.

S'établir le long de cette rivière n'est pas de tout repos. D'après les plus anciens d'Embrun, les premiers colons se rendaient à la Castor en empruntant des chemins de chantiers qui longeaient le cours d'eau. Ils n'apportaient avec eux que le strict nécessaire, quelques objets personnels, de la nourriture et parfois une vache. Le curé Forget raconte que ces premiers colons, en

arrivant ici, n'ont trouvé qu'une forêt vierge très épaisse, traversée par une rivière aux eaux plus volumineuses qu'aujourd'hui et de couleur jaunâtre rappelant le Tibre.⁶ Le pays est toutefois rempli de promesses : la rivière regorge de poissons très variés, le gibier foisonne dans les bois, en particulier la loutre et le chevreuil, et la qualité des arbres, du pin, de l'épinette, du bois franc, du cèdre, laisse soupçonner la fertilité du sol. Cependant, il n'est pas facile de tracer des routes, de faire des chemins et de défricher un coin de terre à travers les broussailles et les arbres plusieurs fois centenaires. Le travail est d'autant plus ardu, que les terres restent inondées durant une grande partie de l'année. Pour s'installer dans cette région, il faut déloger les castors, déboiser les terres et assainir les champs. Il est difficile, dans notre siècle de progrès scientifique, de s'imaginer la somme de travail, de courage à toute épreuve et de santé que ce défrichement a exigée de la part du colon pour survivre, même à la première année. Mme Agnès Maheu, épouse de M. Omer Maheu, décrit dans son journal, les difficultés que devaient surmonter ces pionniers. À peine arrivés, les colons se construisaient une maison :

À même cette cabane, ils firent ce qu'on appelait alors une cambuse, qui était formée de pierres dans lesquelles le bois était jeté pour réchauffer

la cabane. . . Là ils connurent la misère terrible et écrasante. Lorsque la mère avait des pois pour faire cuire, elle n'avait pas de sel pour les saler ; lorsqu'elle pouvait avoir des patates, c'était tout et elles étaient cuites dans les cendres de la cambuse et si par bonheur, elle pouvait avoir de la farine de blé d'Indes, elle en faisait des galettes avec seulement que de l'eau, pas de sel et elle les cuisait sur les pierres de la cambuse.

Pour survivre, le père devait souvent aller travailler dans les chantiers ou chez les Anglais pendant l'hiver.

Lorsqu'arrivait l'hiver qui était très rigoureux, le père était toujours éloigné cherchant de l'ouvrage et lorsqu'il pouvait venir, il apportait une poche de provisions sur son dos à travers la forêt. La mère faisait brûler les cales qui formaient le plafond de la cabane et même jusqu'à leurs sièges pour ne pas geler en attendant le retour du père. . .

Peu après (vers 1856) vient se placer un M. Joseph Lalonde qui ouvre un magasin. Il y avait pas encore de chemin d'ouvert mais en sautant d'un arbre à un autre (sic) on pouvait s'approvisionner un peu.⁷

Le Père Alexis de Barbezieux, qui a bien connu la région de l'Outaouais, raconte aussi comment se déroulait la vie de ces pionniers :

À peine arrivé sur les lieux, le premier soin du colon est de construire un abri. Cette maison, ce chantier, comme on l'appelle, se compose d'un

seul appartement dont les murs, en troncs équarris, s'élèvent à dix ou douze pieds de hauteur. La toiture de bois, creusé en longues dalles, est percée d'un trou par où s'échappe la fumée du poêle qui chauffe l'intérieur. Une fenêtre donne le jour ; de l'argile et du torchis, renouvelés chaque année, ferment hermétiquement les troncs et les fissures du logis. C'est dans cette salle de quelques pieds carrés que le colon s'installe avec sa famille et ses richesses. Le long d'un côté de la muraille, règne une estrade, sur laquelle on étend des branches de sapin. C'est la couche commune. Une table, deux bancs, deux escabeaux, un coffre, voilà le reste du mobilier.

Le village le plus proche est souvent à trois ou quatre lieues ; et si les chemins manquent, ce qui est le cas ordinaire, dans la première année de son établissement, le défricheur devra aller chercher et porter sur ces épaules, ses instruments de travail, les sacs de farine, et toutes ses provisions. . .

Une fois installé, le colon se hâte d'éclaircir les alentours, de sa cabane. Dans l'espace de quelques jours les arbrisseaux sont rasés, les corps morts, arbres déracinés, troncs pourris, sont sciés en morceaux, mis en tas et brûlés. Les grands arbres restent seuls debout couvrant le sol de leur ombre. . .

Le bûcheron s'attaque alors à la forêt. Il frappe l'arbre, non point au ras le sol, mais à la portée de son bras, c'est-à-dire, à deux ou trois pieds de terre. . .

⁷ Journal personnel de Mme Omer Maheu

Le colon passe l'hiver dans ces rudes travaux. Si ses enfants sont en âge, il les envoie aux chantiers, d'où ils reviendront, avec une centaine de piastres, au printemps. . .

Si l'abattage des arbres est un rude travail, le brûlage est plus dur encore. On se sert rarement de bœufs au Canada, où les chevaux abondent. Le bœuf est néanmoins indispensable à cette première étape de la colonisation. . . Plus tranquille, il traîne en sécurité les énormes billots qu'on amoncelle et dont on fait des bûchers, large de douze pieds et haut de huit, formant des brasiers dont les lueurs éclairent au loin l'obscurité des bois. On gardait jadis la cendre pour en faire de la potasse. La terre une fois défrichée et nettoyée, est prête à ensemençer. Au dégel, en fin de mai, ou au commencement de juin, on passe sur le sol obstrué de troncs et racines, non la charrue qui se briserait, mais une lourde herse triangulaire, aux dents énormes, qui déchire la croûte raboteuse, et recouvre le grain qu'on jette au vent. La récolte est superbe dans ces terres vierges ; les blés et les avoines poussent drus et couvrent bientôt, comme d'un vert manteau les troncs calcinés et les roches. . .

Rien de plus pur que cette vie d'isolement absolu. Le colon ne voit des êtres humains que lorsqu'il va au village, renouveler ses provisions. Pendant l'hiver il ne marche qu'en raquettes, sur un sol couvert de deux à trois pieds de neige ; en automne et au printemps, c'est pis encore, il risque d'enfoncer dans les bas-fonds marécageux. Inutile de penser à des

voitures dans ces fondrières : heureux est-il, quand il fabrique, avec quelques branches fourchues, une claie recourbée sur laquelle ses bœufs traîneront sa famille et ses vivres. C'est ainsi qu'il peut, à de rares intervalles, partant de bonne heure, assister au service divin.

La pêche et la chasse lui sont d'un grand secours pour rompre la monotonie de son ordinaire. À sa perpétuelle soupe aux pois, à ses crêpes, à ses omelettes et grillades de gros lard il ajoute quelques tourtres et quelques perdrix, ou, les jours de maigre, quelques poissons pris au lac voisin, tel que truites, anguilles, carpes, brochets, maskinongés, perches, barbottes et barbues.

En été, le colon doit lutter contre un microscopique mais terrible ennemi, le maringouin et ses congénères, le brûlot et les mouches. Pendant quelques semaines, de mai et de juin, la vie devient intolérable dans les bois, jusqu'à ce que les grandes chaleurs, en desséchant le sol, aient chassé ce fléau dans les marais. Heureusement que la colonisation les fait disparaître.

Pendant que le père travaille aux champs les petits enfants vont aux fruitages : ils cueillent en abondance bleuets, fraises, framboises et groseilles sauvages, dont la mère fait des plats exquis, des confitures et des liqueurs.

La vache laitière, agitant sa sonnette, cherche dans le bois voisin, sa nourriture de feuilles et de bourgeons, tandis que, plus craintives, à cause du renard, les poules se tiennent près du logis.

Le colon intelligent varie ses cultures et ne met pas, comme on dit, tous ses œufs dans le même panier. Les récoltes sont toujours chanceuses et les gelées sont à craindre dans ces terres neuves et détrempées. C'est ainsi que dans un désert de quinze arpents, il en sèmera huit en blé et en avoine, quatre en orge et en sarrazin, trois en pois, en patates et en jardinages, tels que blé d'inde, rabiolles, choux, navets, raves, carottes, oignons, poireaux. . .

Ilensemencera les alentours de sa maison de graines de mil, pour préparer les prairies, ou tout au moins des pâturages ; il se hâtera de planter aussi quelques arbres fruitiers, des pruniers, des pommiers ; il n'oubliera pas, non plus, les fraisiers, les gadeliers, les framboisiers, pour qui ce pays est une terre de promesse. . .

Telle est la première année du colon. Il lui restera cependant bien d'autres travaux à faire. C'est le temps de lever une grange pour rentrer ses moissons et battre son grain pendant l'hiver. Un peu plus tard il bâtira sa maison. Il lui faudra aussi acheter de coûteux instruments agricoles, du bétail dont l'élevage est la vraie ressource de nos campagnes, et puis quand le chemin s'ouvrira, une carriole.

Le chemin en effet, ne tardera point à s'ouvrir. Le gouvernement, sur la demande du missionnaire et des notables, fera des allocations suffisantes. Bientôt les lots se prendront et les voisins commenceront à affluer. Peu à peu la terre acquerra de la valeur : on construira une chapelle, une école ; le colon paiera ses dettes

et se transformera en habitant.⁸

Le succès de la famille dépend souvent de la participation de tous ses membres au travail. Une famille nombreuse est donc un atout et un gage de réussite pour le colon. La famille entière participe à l'établissement, chacun ayant sa tâche propre. Les adolescents coupent les broussailles que les plus jeunes font brûler sous la surveillance de leur mère. Le père et les grands garçons coupent les plus gros arbres en billots. Dès qu'un coin de terre est fait, on commence à ensemençer. Les femmes s'occupent des légumes et les hommes des céréales et du fourrage. Les plus jeunes font la cueillette des fruits sauvages. À l'hiver, les hommes poursuivent le défrichage pendant que les femmes contribuent à l'économie domestique en faisant du tricot, de la couture et du filage. Tous les enfants participent à cette dernière activité. Peu d'entre eux fréquentent l'école après l'âge de 12 ans en raison de l'aspect collectif du travail familial.

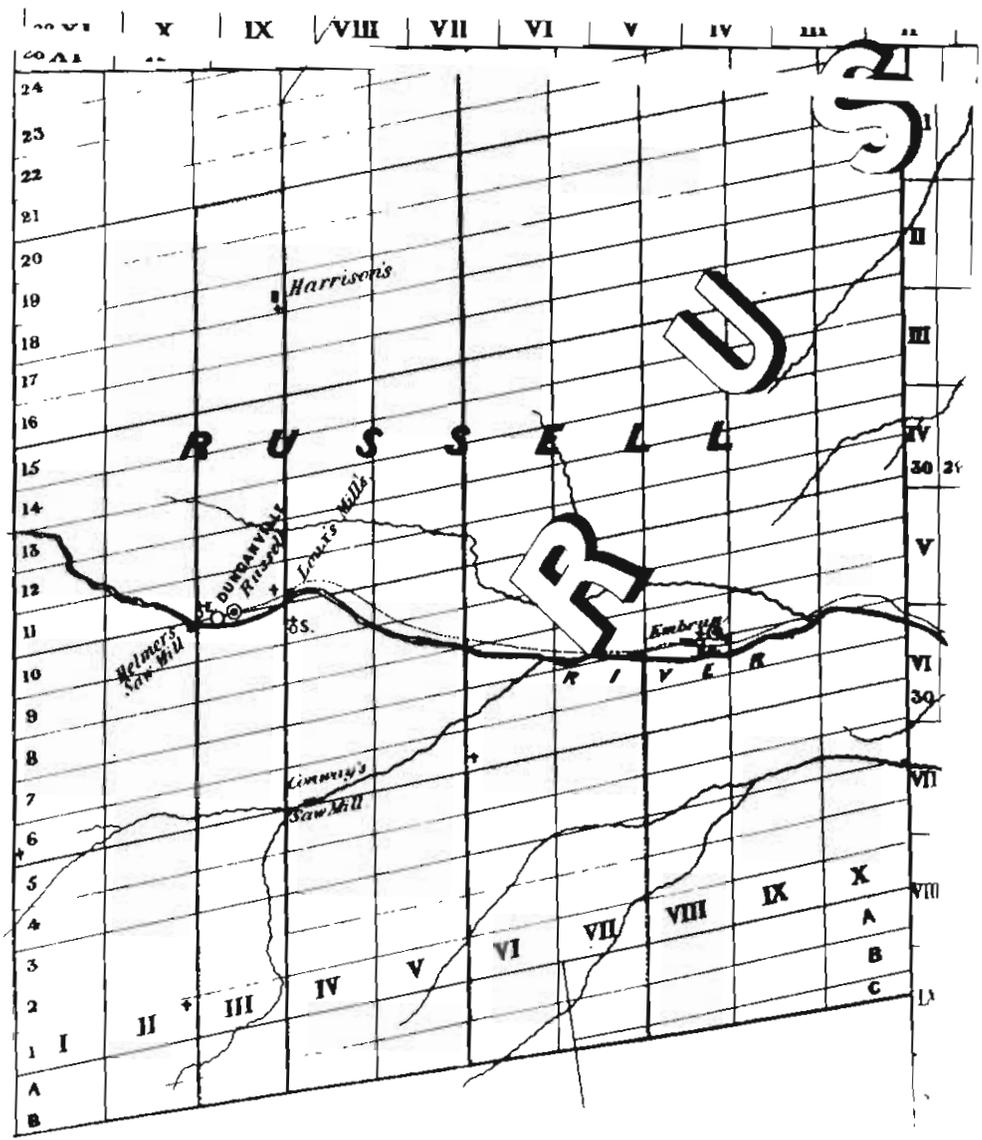
Ces colons doivent souvent compter sur leurs seuls talents d'artisans pour fabriquer chaussures, chandelles, vêtements, meubles ainsi que beaucoup d'instruments aratoires. M. Charles Larose, un pionnier d'Embrun qui a participé aux fêtes du cinquantième anniversaire du village en 1906, décrit les difficultés des premiers temps :

⁸ A de Barbezieux, *op. cit.*, p. 284-289

Le canton de Russell en 1858

Les lignes pointillées indiquent les routes, les cercles surmontés d'une croix les églises et les croix les écoles. Il est à noter que les rangs Saint-Guillaume, Saint-Jacques et Saint-André sont déjà ouverts à cette époque.

Archives publiques du Canada



Je parle au nom des premiers colons qui habitèrent ce pays. Vous dire quelles misères ils ont endurées? Vous ne me croiriez pas. Nous étions si pauvres. Nous n'avions pas de chemins. Nous n'avions pas d'école, pas d'église, pas de prêtre. Quand nous avions des patates, nous n'avions que des patates et quand nous avions de la galette, nous n'avions que de la galette. Pour aller chercher nos provisions, hiver comme été, nous n'avions pour route que la Rivière-du-Castor. Nos pauvres femmes pleuraient d'ennui, surtout le dimanche.⁹

⁹ J.-U. Forget, *op. cit.*, p. 15

Chapitre III

Le progrès de la population

Il n'est pas facile d'interpréter les statistiques démographiques au sujet d'Embrun. Le village n'étant pas une municipalité, les données s'appliquent à l'ensemble du canton de Russell qui déborde largement les limites du village. À moins de connaître le lieu de résidence de tous les habitants du canton, les recensements ne sont que de peu d'utilité dans l'analyse de la population locale. Embrun ayant toujours été une entité française et catholique, nous avons préféré consulter les registres paroissiaux qui nous apparaissent plus précis et plus révélateurs.¹

L'analyse du progrès de la population à Embrun de 1845 à 1875 soulève de nombreuses difficultés. Les quelques statistiques, souvent très contradictoires, permettent seulement de retracer les grandes lignes du développement de la paroisse et de pro-

poser quelques hypothèses qui pourront peut-être expliquer la stagnation ou la croissance de la population. La paroisse d'Embrun, qui après 135 ans d'existence compte 2800 habitants, connaît un bien humble début. Vers 1845, les familles de François Ayotte et de Joseph Gignac arrivent en territoire embrunois. Un total de 17 autres viennent les rejoindre entre 1845 et 1852. La documentation historique ne mentionne toutefois pas les noms de ces nouveaux arrivants, sauf pour ce qui est des familles Paul Labelle en 1847, Jean-Baptiste Renaud en 1848, Michel Boudrias et Jean-Baptiste Lamoureux en 1851. Selon le curé Forget, la mission de la Castor ne compte environ que 19 familles en 1852. Mais grâce à l'influence de la société de colonisation de Mgr Guigues

¹ Archives publiques du Canada, (ci-après APC), MG9, D7-49, *Papiers Saint-Jacques d'Embrun*. Les originaux sont conservés dans les archives paroissiales.

qui va recruter des Canadiens dans les paroisses surpeuplées du Bas-Canada, 13 nouvelles familles viennent s'ajouter aux Gens-du-Castor en 1853. Sept autres suivent en 1855, puis huit en 1856. Malgré les 66 familles qui sont déjà établies en 1857, le curé Forget, dans une lettre qu'il envoie en France, parle d'une population totale de 150 habitants. D'après Mgr Guigues, ce nombre comprend les colons des cantons avoisinants qui fréquentent la petite chapelle d'Embrun. Dans sa visite pastorale de 1857, l'évêque prévoit que la localité est appelée à prendre de l'importance. Les années 1858 et 1859 voient arriver 25 autres familles canadiennes-françaises. Il y a donc à Embrun à cette époque environ 91 familles. Pourtant, Mgr Guigues, dans ses notes pastorales du 10 février 1859, écrit que la mission de Saint-Jacques d'Embrun compte 183 familles. L'écart est très grand, mais peut-être compte-t-il encore une fois tous les fidèles des cantons environnants qui viennent à la chapelle lors du passage des missionnaires. En 1861, le prélat écrit cependant au sujet de canton de Russell :

Ce canton peut se diviser en quatre parties : les deux premières qui touchent Osgoode et Gloucester, ont été prises par les Protestants ; la troisième est couverte, malheureusement, par une savane ; enfin dans la quatrième sont déjà établies une trentaine de familles canadiennes. On peut en placer encore une trentaine sur des

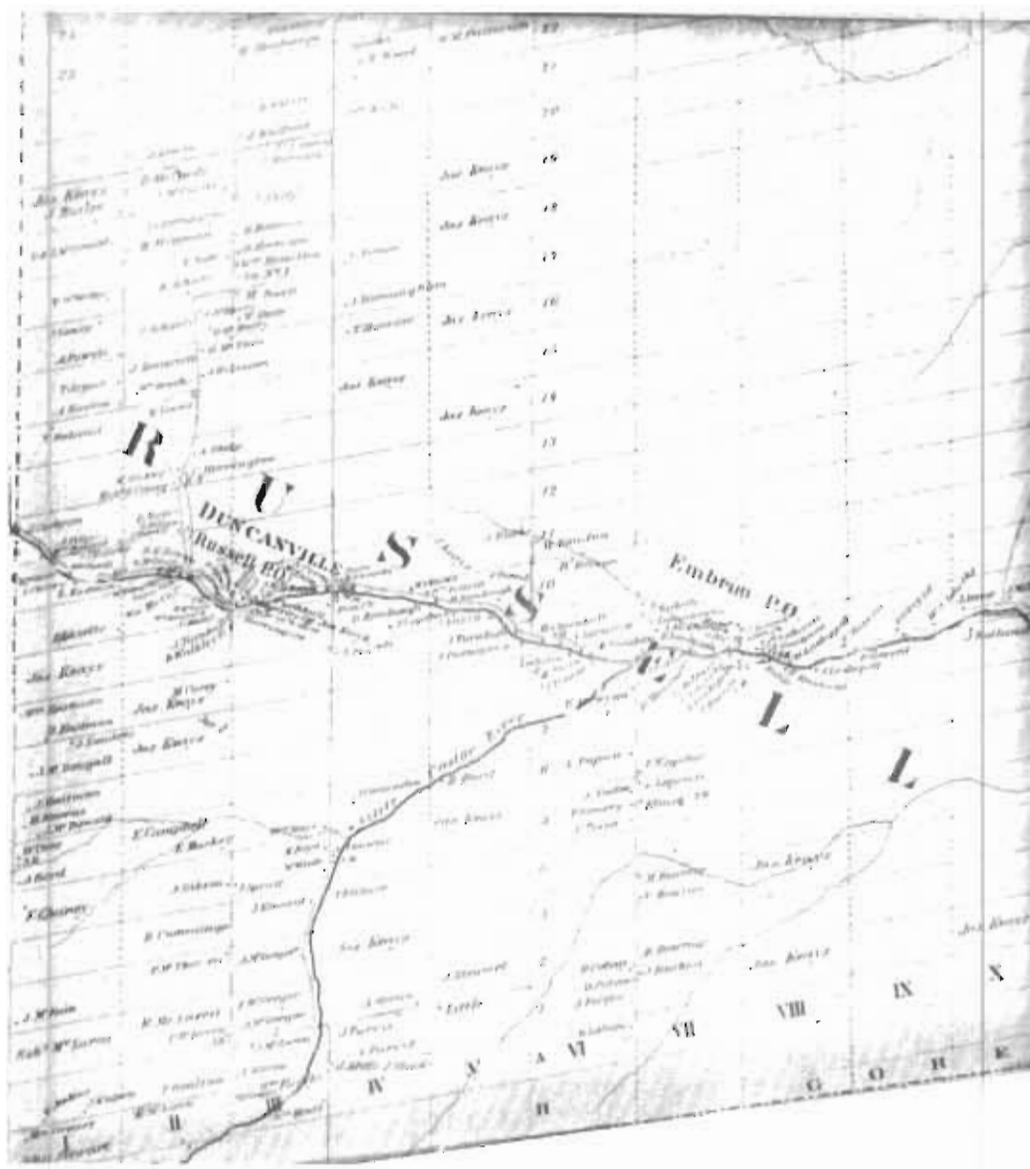
lots de 200 arpents. Or, comme un de ces lots peut suffire à deux familles, et que les Canadiens déjà établis en occupent chacun un, il est vrai de dire que l'on pourrait y envoyer encore 50 nouvelles familles et faire une belle paroisse.²

De 183 familles qu'il lui attribuait en 1859, Mgr Guigues ramène donc la population à seulement 30 familles en 1861! Que penser de ces dernières statistiques très contradictoires? Puisque rien dans la documentation historique ne laisse même supposer le départ de 150 familles entre 1859 et 1861, il faut en conclure que l'évêque a très certainement commis une erreur dans ses évaluations. C'est aussi le cas de sœur Paul-Émile qui, dans son histoire du diocèse d'Ottawa, affirme qu'en 1868, Embrun ne compte que 150 familles.

En 1865, sans préciser davantage, Mgr Guigues constate que la population d'Embrun est déjà nombreuse. Trois ans plus tard, il écrit que « sans avoir beaucoup augmenté en nombre, la population s'est considérablement fortifiée au point de vue de la culture et qu'elle commence à prospérer. »³ Le début des années 1870 est déterminant pour la région du Castor. En 1871, le gouvernement ontarien fait creuser

² A. de Barbezieux, *op. cit.*, p. 347

³ *Ibid.*, p. 328.



Le canton de Russell en 1862
 La carte indique la route qui
 longe la rivière ainsi que les
 noms de quelques résidents.

Archives publiques du Canada

un canal dans la partie nord de la rivière afin d'égoutter les terres basses. L'année suivante, le Provincial Draining Act offre aux colons qui désirent faire fructifier leurs fermes, de l'aide financière pour l'irrigation des terres. Cette initiative a pour effet d'encourager l'émigration de nouveaux habitants. En 1871, la paroisse comprend 213 familles mais à peine 90 personnes habitent dans le village. En 1875, ce nombre passe à 230 familles. La croissance est continue tout au long des années 1870 et au début de la décennie 1880. Une importante dépression économique sévit alors dans la région affectant plus cruellement les citadins. Il est fort probable qu'un bon nombre de familles urbaines soient venues tenter leur chance dans la région d'Embrun qui compte 500 familles, dont 10 de langue anglaise, en 1885. Il faudra attendre 86 ans avant de revoir autant d'Anglais dans la paroisse.

De 1885 à 1895, la population de la paroisse passe de 500 à 378 familles. Il est fort possible qu'un bon nombre de ces familles, qui quittent Embrun, émigrent vers les États-Unis où l'attrait des usines leur fait espérer une vie meilleure. Cette période correspond également à une modification en profondeur de l'économie locale. L'agriculture orientée vers l'industrie laitière remplace, peu à peu, l'activité écono-

mique traditionnelle qui consistait à approvisionner en denrées diverses les marchés environnants. Cette transformation a pu inciter certains résidents, incapables de s'adapter à la nouvelle situation, à chercher de nouveaux horizons. Ce déclin prend fin vers 1895 alors que la population retrouve une certaine stabilité. En 1897, un nombre impressionnant de 488 individus arrivent à Embrun. Cette augmentation soudaine s'explique par le fait que, cette année-là, un feu de forêt ravage complètement le village de Casselman et dévaste tout le nord du canton de Russell obligeant un grand nombre de sinistrés à demander asile aux gens d'Embrun. D'ailleurs la vingtaine de familles que la paroisse avait gagnées en 1897, elle les perd en 1898. En 1900, la population est de 2248 personnes. La colonisation est alors pratiquement terminée.

Un rapport, que le curé Forget adresse à l'archevêché à la fin du XIX^e siècle, donne un bon aperçu de la mentalité qui règne alors dans la paroisse.⁴ Selon ce rapport, la population est exclusivement franco-canadienne à l'exception de trois familles irlandaises qui fréquentent l'église de Winchester. « Tout ce peuple ignore la lecture. Les écoles seules pourraient apporter remède à l'ignorance dans laquelle

⁴ Archives de l'archevêché d'Ottawa, Ici-après AAO), Paroisse d'Embrun, Rapport de 1898

on laisse le jeune âge vis-à-vis du catéchisme. » Au niveau de la pratique, la population est foncièrement religieuse. Un certain nombre de personnes cependant ne font pas leurs Pâques « soit par négligence ou par l'habitude qu'on leur a précédemment donnée de ne pas se présenter sans avoir payé le support du prêtre. » Les bonnes mœurs existent extérieurement dans toute la paroisse. « La danse autrefois bien en vogue semble se perdre et l'habitude qu'avaient les jeunes personnes de sortir pendant la nuit et de fréquenter ces assemblées dangereuses ne se renouvellera plus j'espère. » L'usage des boissons alcooliques est également moins répandu. En 1882, Mgr Duhamel avait déjà adressé des reproches aux paroissiens d'Embrun à ce sujet :

C'est avec peine que j'apprends qu'une nouvelle auberge doit être ouverte dans votre village. Ce serait certainement un malheur et un grand malheur s'il en était ainsi. L'usage immodéré des boissons enivrantes produit la ruine des âmes, la ruine des familles et celle de la paroisse. Veuillez vous employer à empêcher l'ouverture de ces maisons où l'on débite des liqueurs. Protégez votre paroisse contre une telle calamité. Que tous vos bons paroissiens nous prêtent leur concours. Plus il y a d'auberges, dans une localité, plus le règne du démon s'étend. Tout le monde a intérêt à ce qu'il n'y ait pas de maisons où l'ordre le plus parfait ne règne.⁵

À la fin du siècle, la tempérance a fait d'immenses progrès grâce à certaines mesures. « Peut-être la raison en est-elle dans le manque absolu d'argent, chacun aimant mieux un morceau de pain. »⁶ La danse, les réunions de jeunes, la négligence à payer son support au curé et le luxe extravagant des toilettes des femmes sont les quatre désordres que le curé relève le plus souvent dans ses rapports annuels. Le rapport se termine en précisant que, même si elle est assez populeuse, la paroisse est passablement pauvre. En temps ordinaire, elle est capable de donner 80 louis de support au prêtre.

L'étude du peuplement de la paroisse d'Embrun au XX^e siècle se divise en deux tranches : une première qui couvre la période de 1910 à 1960 et pendant laquelle on constate l'absence de croissance et même un déclin, et une deuxième, de 1960 à 1980 où l'on note un regain.

Au début du XX^e siècle, la paroisse atteint un sommet dans son expansion démographique. Le village d'Embrun ne connaîtra plus d'arrivées massives. Durant les années qui suivent, la paroisse perd même un bon nombre de ses effectifs. Si la première décennie enregistre encore

⁵ APC, Papiers Saint-Jacques d'Embrun : papiers divers, bobine M-3129

⁶ AAO, Paroisse d'Embrun, Rapport annuel 1898

quelques gains, les années subséquentes sont le témoin d'une perte sensible de la population. En 1921, le nombre de familles passe à 340 subissant une perte de 132 familles par rapport à 1911. Dans les années 1930, la population atteint à nouveau le plateau des 2000 personnes et s'y maintient jusque vers 1960. Plusieurs facteurs s'unissent pour contribuer à ce retard dans l'accroissement de la population. D'une façon générale, la Première Guerre mondiale et la dépression chambardent l'économie du pays. Ces deux événements, joints à la grippe espagnole, qui fait 80 victimes à Embrun, font que le début du XXe siècle connaît des conditions particulièrement difficiles. Plusieurs se retrouvent ruinés ou sans emploi. À Embrun, cette crise coïncide aussi avec le déclin de l'industrie forestière et l'épuisement des ressources. Il s'ensuit une crise agricole qui fait que l'agriculture, comme seule source d'emplois commence à décliner. La baisse des produits de la ferme crée une baisse dans les revenus des cultivateurs et une diminution d'emplois. L'économie rurale ne peut plus intégrer tout l'excédent annuel de sa population. Plusieurs familles abandonnent leurs fermes pour aller tenter leur chance dans le Nord de l'Ontario, dans les régions de Saint-Charles, Noëlville, Verner, Sudbury. D'autres se dirigent vers les milieux urbains et industriels de Cornwall et d'Ottawa.

La crise agricole se poursuit pendant et après la Deuxième Guerre mondiale. Ce conflit coïncide avec la mécanisation des fermes qui offrent encore moins d'emplois forçant ainsi les éléments jeunes de la population à s'expatrier vers les centres urbains. Une étude sur l'évolution de la population dans Prescott-Russell démontre qu'à Embrun, de 1949 à 1959, il est parti une personne sur six.⁷ En 10 ans, l'augmentation brute n'a été que de 36 personnes alors que l'excédent des naissances sur les décès a atteint le chiffre de 399.

Vers la fin des années 1950, une croissance s'amorce à Embrun. Ce mouvement se traduit, dans les années 1960, par une nette augmentation du nombre de familles qui viennent s'établir dans la paroisse. En 20 ans, la population passe de 480 familles en 1961 à 850 en 1980, soit une augmentation nette de 370 familles. Ottawa est alors en pleine expansion et la fonction publique grossit considérablement. Grâce à l'amélioration du réseau routier, beaucoup de jeunes vont travailler à Ottawa mais élisent domicile à Embrun. L'avènement de l'autoroute 417, dans les années 1970, amplifie ce phénomène. Plusieurs familles de l'extérieur viennent demeurer dans la région tout en continuant à travailler à

⁷ G. Boileau, *op. cit.*, p. 55

Ottawa. C'est d'ailleurs dans les années 1970 qu'on voit réapparaître des familles anglophones à Embrun. La plupart d'entre elles, toutefois, sont regroupées dans un développement d'habitation à 8 kilomètres du village.

L'augmentation sensible du nombre des familles dans les 20 dernières années ne s'est cependant pas traduite par un accroissement notable du nombre d'habitants. De 2147 personnes en 1961, la paroisse est passée à 2800 habitants en 1980. Un nouveau phénomène s'est produit : celui de la dénatalité. Alors que vers 1880 Embrun comptait 5,79 personnes par ménage, 100 ans plus tard, ce chiffre est tombé à 3,29. Embrun, bien que sa population dépasse à peine celle du début du siècle, est actuellement en pleine croissance. La localité est devenue un village dortoir et on prévoit une nette augmentation du nombre de ses résidents d'ici quelques années. La crise de l'énergie pourrait toutefois freiner cet essor. Le village ne pouvant offrir de l'emploi à toute sa main-d'œuvre résidante, plusieurs Embrunois doivent déjà travailler à l'extérieur tout en habitant à Embrun. Il est possible que le coût croissant des transports force les travailleurs à se rapprocher de leurs lieux de travail ou, tout au moins, ralentisse l'arrivée de nouveaux résidents.

Familles établies à Embrun entre 1845 et 1861.⁸

1845

Ayotte, François — Marguerite Corriveau de Joliette

Ayotte, Théophile — Rosalie Morriveau de Joliette

Gignac, Joseph — Marie-Louise Hénault de Lévis

1846

Labelle, Paul — Marie ou Lucie Labelle

1848

Renaud, Jean-Baptiste — Rosalie?

1851

Boudrias, Michel

Lamoureux, Jean-Baptiste — Angélique ?

1852

Lamoureux, Charles — Julie ?

1853

Blais, François-Xavier — Julie Laliberté

Bruyère, Théophile — Marie-Gille

Mailhotte de l'Assomption

Carrière, Alexis — Théotisse Traversy de Ste-Scholastique

Charlebois, Jean-Baptiste — Constance Dazé de Yamaska

Gagnon, Charles — Edwidge Paul

de St-Lin

Gagnon, François — Marie-Louise Martel

Gagnon, François — Rose Delima ?

Larose, Charles — Marguerite Doré de St-Jérôme

Lavictoire, Isidore

Michaud, Joseph

Pilon, Jean-Baptiste — Lucie Ménard de Vaudreuil

Sabourin, Paul — Marguerite Groleau de Vaudreuil

Sabourin, Théodore — Léocadie Sarasin

Sarasin, André — Louise Turpin

Sarasin, Louis

1854

Langlois, Frédérique — Adèle Guertin d'Oka et Papineauville

Lapalme, Théophile — Catherine-Phélonise Piché de St-Jacques l'Achigan

Lapalme, Sigefroi — Herméline Gagnon de St-Esprit et St-Lin

1855

Bourgeois, Élie — Mélie Mund de St-Jacques l'Achigan

Clément, Joseph — Delima Sarasin de

⁸ Ce tableau a été dressé à partir de la liste de pionniers déjà établie par le curé Forget. Toutefois, certaines familles ont été déplacées ou ajoutées après consultation de leurs généalogies et du recensement de 1861, celui de 1851 pour le comté de Russell étant malheureusement perdu. Cette nouvelle liste comprend, quand cela est possible, le lieu d'origine des premiers colons ainsi que le nom des « pionnières ». Il faut cependant noter que les dates ne se réfèrent pas à l'année d'arrivée des familles mais témoignent seulement de leur présence à Embrun à une époque donnée.

Papineauville et L'Original
Dazé, Thomas — Pauline Maisonneuve
de St-Martin
Dazé, Thomas (fils) — Louise Millaire
de St-Louis de Gonzague
Desormeaux, Jean-Baptiste — Esther
Brien de St-Martin
Gauthier, Fabien — Virginie Thérien de
Ste-Anne des Plaines
Gignac, Édouard — Adélaïde L'Écuyer de
St-Raphaël et Plantagenet
Larochelle, Joseph
Mailhotte, Pierre — Domithilde Lamarche
de St-Jacques l'Achigan
Normand, François
Tessier, Antoine — Marie Brisson de
L'Original
Séguin, Simon — Esther Payette du
Bout de l'Isle et St-Jacques l'Achigan

1856

Beaudoin, Michel — Joséphine Gondron
dit Larochelle
Brisson, (Germain) Benjamin —
Domithilde Vaillant de St-Jacques
l'Achigan
Dufort, Joseph — Domithilde Poirier de
l'Assomption
Lalonde, Joseph — Anna Mooney de
St-Louis de Gonzague
Lévesque, Jérôme — Marcelline Lapalme
de St-Esprit
Millaire, Jean — Louise Gagnon de

St-Martin
Sabourin, Justinien — Marie Gignac de
Papineauville

1857

Baudin, Narcisse — Olive Émard de
St-Constant
Blanchard, Édouard — Marie Reynaud
de l'Épiphanie
Gauthier, Louis — Olive ?
Germain, Marcel dit Belisle — Éloïse
Beaudoin de St-Jacques l'Achigan
Gosselin, France — Mélina Piché
Gosselin, Prospère
Lachapelle, Norbert — Marie Gagnon
Lachapelle, Théophile — Angélique
Gagnon de St-Jérôme
Lafantaisie, Pierre — Marcelle ?
Lamarche, François — Octavie Brouillet
Landry, Paul — Adélaïde Thériault
Léveillé, Jean-Baptiste
Léveillé, Xavier
Marion, Séraphin — Délima Landry de
St-Jacques l'Achigan
Mayer, Dominique — Armétine ?
Patenaude, Antoine — Marguerite Hébert
de St-Régis
Pelletier, Joseph — Julie ?
Piché, Joseph — Philomène Giroux de
St-Esprit
Richard, David — Julie Bourgeois
Séguin, Simon (fils) — Julienne Brisson
de St-Jacques l'Achigan

Tessier, Charles — Martine Pitre de
L'Original et Beauharnois

1858

Bélisle, Venance — Julie Roy de
St-Jacques l'Achigan
Bourbonnais, Michel — Flavie Sauvé de
l'Île Perrot
Émard, Norbert — Catherine Ladouceur
de St-Constant et St-Urbain
Émard, Vital — Olive Hébert de
St-Constant
Gagnon, Toussaint — Marguerite
Beaudoin de St-Roch l'Achigan et
St-Lin
Guildry, Jérôme — Alice Baudin de
St-Esprit
Marion, Ludger — Herméline Belisle de
St-Jacques l'Achigan
Piché, Joseph — Philomène Giroux de
St-Esprit
Robillard, Joseph — Zoé Marrier de
Terrebonne et St-Eustache
St-Amour, Jean-Louis — Herméline
Brisson

1859

Clément, Hyacinthe (Clément) —
Philomène Leduc de Vaudreuil et l'Île
Perrot
Dignard, Augustin — Olive Hébert de
St-Philippe et St-Isidore de Laprairie
Langlois, Jérôme — Scolastique ?

Lapensée, Louis — M. Émard de Ste-
Philomène

Leduc, France — Virginie Charette de
l'Île Perrot et Ste-Généviève
Ménard, Gilbert — Sophie Berlinguette
de Ste-Martine
Ménard, Jules
Pelletier, Césaire — Domithilde ?
Roy, Geoffrois — Delphine ?

1860-1861

Beaudry, Mathusalème — Marguerite ?
Bisson, Joseph — Florence Lamoureux
de St-Rémi
Blais, Octave — Céline Gagnon
Bourdeau, Médard — Esther Poupart
de St-Isidore
Boyer, Frédérique — Marie ?
Boyer, Jean-Baptiste — Florence Montpetit
Brisson, Joseph — Émilie Brisson de
St-Jacques l'Achigan
Carrière, Antoine — Esther Gagnon
Charlebois, Charles — Adèle Dazé
Charlebois, Édouard — Joséphine
St-Amour
Demeule, Magloire
Desrosiers, André — Victoire Paul
Desrosiers, Onésime — Marie Longtin
de Ste-Julienne
Doré, Eusèbe — Marceline Trudeau
Ducharme, Luc — Émilie Lalonde
Émard, Olivier — Félélicité Pitre de
St-Constant et St-Urbain

Forget, Louis
Gagnon, Magloire — Lumina ?
Gagnon, Wencesclas — Sophie Pepin
Gauthier, Geoffrois
Gervais, Raphaël — Mathilde ?
Gibault, Jacques — Rosalie Forest de
St-Jacques l'Achigan
Gignac, François-Xavier — Angélique
L'Écuyer
Giroux, Jean-Baptiste — Ursule ?
Goulet, Joseph — Sophie Roy de
St-Jacques l'Achigan
Groleau, Charles — Philomène ?
Hébert, Olivier — Olive Primault de
Rivière-Noire
Huotte, Pierre — Angélique Larose
Jalbert, Antoine — Sophie ?
Julien, Olivier
Labelle, Joseph — Lucie ?
Labrosse, Moïse — Nancy ?
Lachapelle, René — Marie ?
Lalonde, François — Philomène Portelance
Lalonde, Isaïe — Sophie Desrosiers
Larose, Vital
Lemieux, Josué — Lucie Demers de
Chateauguay et St-Isidore de Laprairie
Lorman, Jean-Baptiste — Angélique ?
Marchand, Joseph
Mérangère, A.
Moïse, François — Adélaïde ?
Morin, Dosithé — Angélique ?
Nadeau, Thomas D. — Philomène Pitre
de Beauharnois

Paul, Joseph — Sophie ?
Payette, Louis — Philomène ?
Pellerin, Alexis — Émilie ?
Perras, François — Eugénie Roy
Pitre, Célestin — Émilie Patenaude
Poissant, Vital — Lucie ?
Roy, Jules — Louise ?
Sabourin, Moïse — Adèle Gignac
St-Amour, Honoré — Anna Charlebois
de St-Jacques l'Achigan et Gloucester
St-Amour, Joseph — Angélique Welle
St-Amour, Maxime — Louise Lépine
St-Jean, Ludger
Sauriole, Narcisse — Zoé ?
Séguin, M.
Tellier, Louis dit Lafortune — Joséphine
Lescarbeau de l'Assomption
Tessier, Charles — Martine Pitre de
L'Original et Beauharnois
Tessier, Évangéliste — Saloméé Brisson
Tessier, Magloire — Vitaline Lapensée
Vaillancourt, Antoine

Tableau de la population d'Embrun de 1845 à 1875.⁹

Années	Forget			Barbezieux			Énard			Brault			Guigues			Paul-Émile		
	I	II	III	I	II	III	I	II	III	I	II	III	I	II	III	I	II	III
1845	2	2		2				2		2								
1848				4	6			5		3	5							
1851	2	4								2	7							
1852		19																
1853	13	32			19			19		13	19							
1855	7	39								5	25							
1856	8	47								7	32							
1857	19	66	150							18	50				150			
1858	14	80								14	64							
1859	11	91						183		11	75			183				
1861														30				
1868																		150
1871		213			213			213			200							200
1875		230																

I: Nombre de familles arrivées
 II: Nombre total de familles
 III: Population totale

⁹ Ce tableau compare les différentes statistiques avancées par certains auteurs. Les rapports annuels des curés antérieurs à 1877 ayant disparus, nous avons largement emprunté au curé Forget qui donne des approximations de la population établies par les missionnaires. En raison des nombreuses contradictions, ces données doivent être utilisées avec prudence.

Tableau de la population d'Embrun de 1879 à 1979.¹⁰

Années	population	ménages	moyenne/ ménage	ménages anglais	baptêmes	mariages	décès
1879	2165			8	118	19	52
1889	2520	440	5.72	0	128	22	66
1899	2128	376	5.65	0	137	22	39
1909	2406	422	5.70	0	115	17	48
1919	1662	277	6.00	0	93	25	31
1929	1847	321	5.75	0	56	19	28
1939	1970	412	4.78	1	63	16	19
1949	2050	415	4.93		62	11	11
1959	2087	450	4.42		57	19	14
1969	2416	530	4.55	5	46	20	31
1979	2800	850	3.29	40	59	31	22

Certains trouveront que la moyenne par ménage est peu élevée. À cet effet, il faut préciser qu'il s'agit d'une moyenne et que si certaines familles comptent 12 ou 15 enfants lors du recensement, d'autres n'en comptent qu'un ou deux. De plus, une famille peut comprendre 10 ou 15 enfants mais rarement vivent-ils tous et en même temps à la maison. Lorsque les plus jeunes naissent, les plus vieux sont déjà partis fonder une nouvelle famille.

¹⁰ Tous les chiffres cités proviennent des rapports annuels que les curés faisaient parvenir à l'archevêché.

Chapitre IV

Le développement physique

De façon idéale, l'étude du développement physique du village d'Embrun exigerait le relevé de la chaîne des titres de toutes les propriétés situées à l'intérieur des limites de la localité. Une telle recherche commanderait des mois de travail et résulterait en un document dont le caractère très technique découragerait plusieurs lecteurs. Pour ces deux raisons, nous avons donc jugé plus à propos de tracer uniquement les grandes lignes de ce développement en y incorporant les événements et les innovations qui ont le plus marqué son histoire.

À l'arrivée des premiers colons francophones dans la région d'Embrun au milieu des années 1840, toutes les terres appartiennent à la Couronne, au clergé protestant, en vertu de l'Acte constitutionnel, ou à la Canada Company qui les a acquises du gouvernement. Les lots 8 des concessions

VII et VIII, qui allaient devenir le cœur du village, sont alors les propriétés respectives de la Canada Company et de la Couronne. L'année d'établissement des premiers colons sur ces lots est inconnue. Des deux premiers pionniers qui arrivent en 1845, François Ayotte s'établit sur le lot 1 concession X, qui correspond aujourd'hui à la terre de M. Rhéo Bourdeau, tandis que l'emplacement de la famille de Joseph Gignac est indéterminé. Toutefois, ces lots ont dû être occupés relativement tôt. Déjà au début des années 1850, les missionnaires, en visite à Embrun, disent la messe dans la maison de François Gagnon qui deviendra celle de Théophile Bruyère et qui était située au 31 de la rue Bruyère. Le choix de ce lieu laisse supposer qu'il accommodait un plus grand nombre de personnes et qu'une agglomération se situait donc à proximité. La localisation de l'église, qui est toujours située au

cœur de l'établissement, peut aussi servir d'indice. Construite en 1856, elle est située sur les 90 acres de terre concédées l'année précédente à la Corporation épiscopale catholique de Bytown par la Couronne, dans le lot 8 de la concession VIII, au nord de la rivière. Cet emplacement laisse deviner un embryon de village situé du même côté de la rivière, sur les lots 8 des concessions VII et VIII. La présence d'un bureau de poste et d'une école à cet endroit dans les années 1850, de même que la route qui relie Duncanville à South Indian en longeant la rive nord de la Castor, confirment cette hypothèse.

La carte du canton de Russell de 1862 révèle sans équivoque que le village est déjà bien établi. Les habitations débordent alors à l'est de l'église et des deux côtés de la rue Notre-Dame. On y retrouve les maisons de Joseph Lalonde, M. Labrosse, W. Gagnon et H. Lachapelle. À l'ouest, les maisons s'échelonnent jusqu'au ravin qui divise encore le village. C'est dans ce secteur que sont établis G. Roy, B. Lamoureux et l'hôtel McPherson. L'établissement s'étend également sur la rive sud de la rivière. On y retrouve les noms de D. Mauraux, G. Goulet, G. Melançon, N. Lachapelle et S. Lachapelle dont la maison existerait toujours près du parc des Mousquetaires.

Au début des années 1870, d'après un relevé des propriétés de Joseph Lalonde, le village compte, en plus de la rue principale qui porte alors le nom de Roy¹, deux rues transversales qui se nomment Mooney et Sparks. Ces rues sont aujourd'hui devenues les rues Jeanne d'Arc et Saint-Jean-Baptiste. Au nord et parallèle à la rue Roy, le plan montre une rue Joseph. Cette rue, qui n'existe plus, était située un peu au sud de la rue Forget actuelle. Un segment de cette rue apparaît encore sur un plan du village de 1912.

M. Lalonde est alors propriétaire de tous les terrains situés des deux côtés de la rue Roy, à partir du ravin à l'ouest, jusqu'aux rangs Saint-Augustin et Saint-Jacques à l'est. Ses propriétés comprennent une scierie érigée du côté sud de la rue, entre le ravin et environ le 433 de la rue Notre-Dame. Le village d'Embrun à cette époque compte moins de 100 habitants. Le recensement de 1871, qui énumère tous les habitants qui sont établis dans le canton de Russell, révèle que sur 169 familles canadiennes-françaises, 27 seulement vivent au village, soit 16,0%.² Le village est

¹ Il existe plusieurs appellations pour cette rue : Roy, le Roi, Chemin du Roi et Roi. L'origine de ce nom est incertaine. Il peut avoir été donné en l'honneur d'une famille Roy ou plus probablement parce que, selon une tradition du Québec, la rue principale porte souvent le nom de Chemin du Roi.

² APC, Recensement du Canada, 1871



Le pont du rang Saint-Jacques vers 1895

La photo montre aussi l'église, la sacristie, le presbytère et une partie de l'école du village à l'extrême droite. Sur le terrain maintenant occupé par la Caisse populaire et le bureau de poste, on distingue un verger. C'est à cet endroit qu'était situé le premier cimetière d'Embrun avant 1864.

Archevêché d'Ottawa

alors perçu comme étant un lieu de refuge pour les personnes âgées qui ne peuvent plus cultiver leurs terres et qui désirent se rapprocher des services. L'âge moyen de la population étant relativement peu élevé, comme c'est le cas en pays de colonisation, le nombre des résidents qui habitent à la campagne dépasse donc largement celui des villageois.

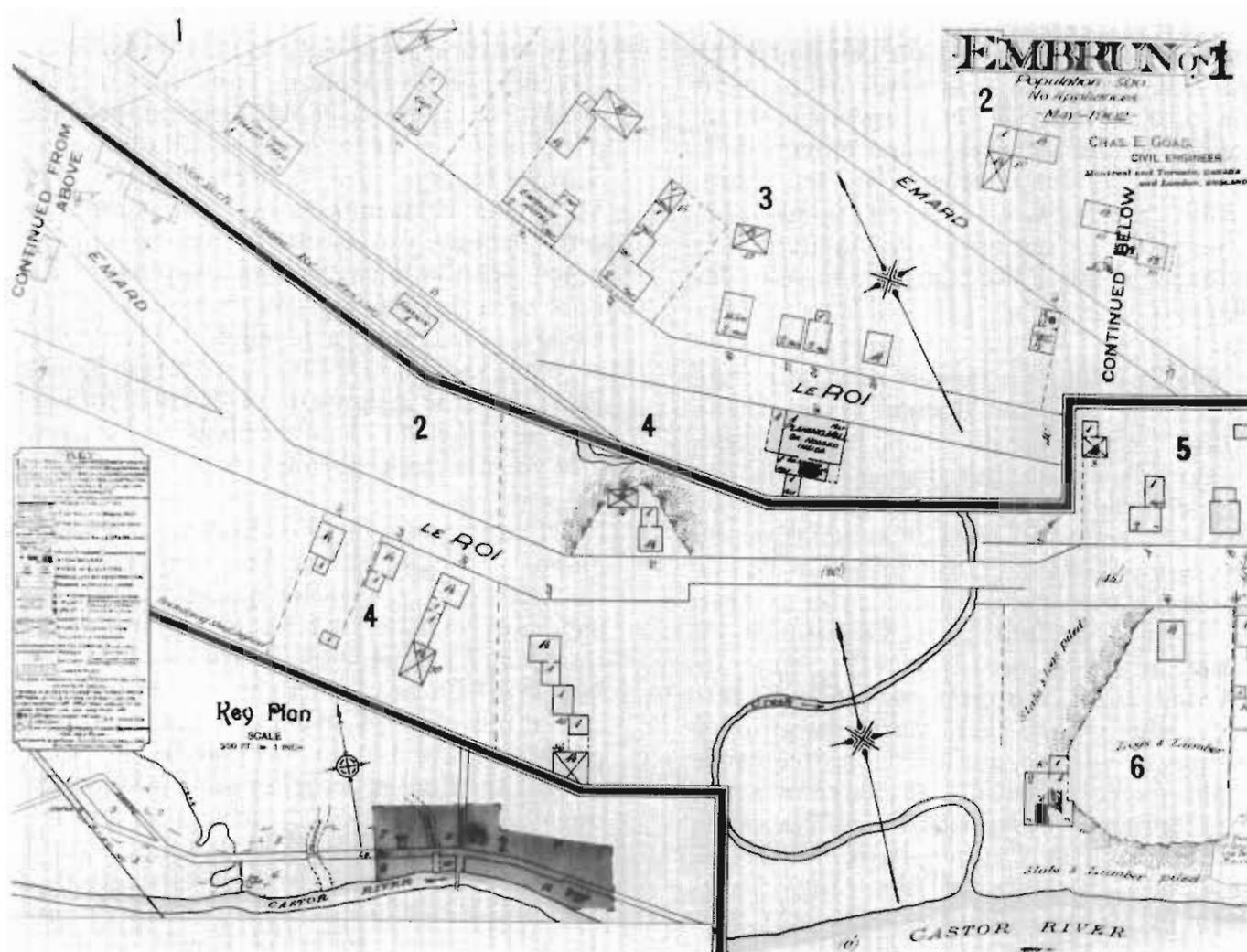
De St-Onge, on ne sait rien pour cette époque. Le premier document qui fasse allusion à ce secteur du village date de 1889. Il s'agit d'un plan qui dresse la liste des propriétés de M. Octave Blais qui possède tous les terrains au nord de la rue Blais, du rang Saint-Pierre à l'ouest jusqu'au-delà de l'ancienne voie de chemin de fer à l'est. Même si l'excellent plan d'assurance du village de 1902 reste muet au sujet de St-Onge, il est toutefois certain que cette partie du village est alors développée puisque les divers annuaires font état de nombreux commerçants et marchands tels que Cyprien et Joseph St-Onge, Napoléon Deschambault et Cyprien Latrémouille qui est établi à la rencontre des rangs Saint-André et Saint-Guillaume.

Si on compare la répartition de la population française dans le canton de Russell en 1871 et en 1902, on se rend compte, qu'au début du XX^e siècle, les rangs

occupent une place encore plus importante à l'échelle de la paroisse. Tous les rangs au nord de la Castor sont alors très peuplés, en particulier le rang Saint-Guillaume qui compte même une épicerie gérée par M. Parfait Brisson. Ces rangs atteignent, à cette époque, un sommet dans leur importance économique et démographique. La crise agricole dans la première moitié du XX^e siècle va contribuer à dépeupler ce territoire si bien, qu'aujourd'hui, les rangs Saint-Pierre, Saint-Augustin et Saint-Thomas sont à peine plus habités qu'ils ne l'étaient à la fin du siècle dernier.

L'avènement du chemin de fer, en 1898, amène la prospérité à Embrun au début du XX^e siècle. À l'est, les nouvelles maisons s'élèvent maintenant jusqu'au cimetière, tandis qu'à l'ouest, les habitations débordent le coin St-Onge. À partir de ces données, il est donc vrai d'affirmer que, dès les premières années du XX^e siècle, Embrun atteint ses limites actuelles dans le sens est-ouest. La population du village se chiffre alors à 350 âmes et celle de St-Onge à 200.³ Évidemment, l'aspect de la localité est très différent de celui qu'on lui connaît de nos jours. La largeur de la rue Roy varie selon les différents secteurs du village. Elle passe de 12 mètres en face de la coopérative

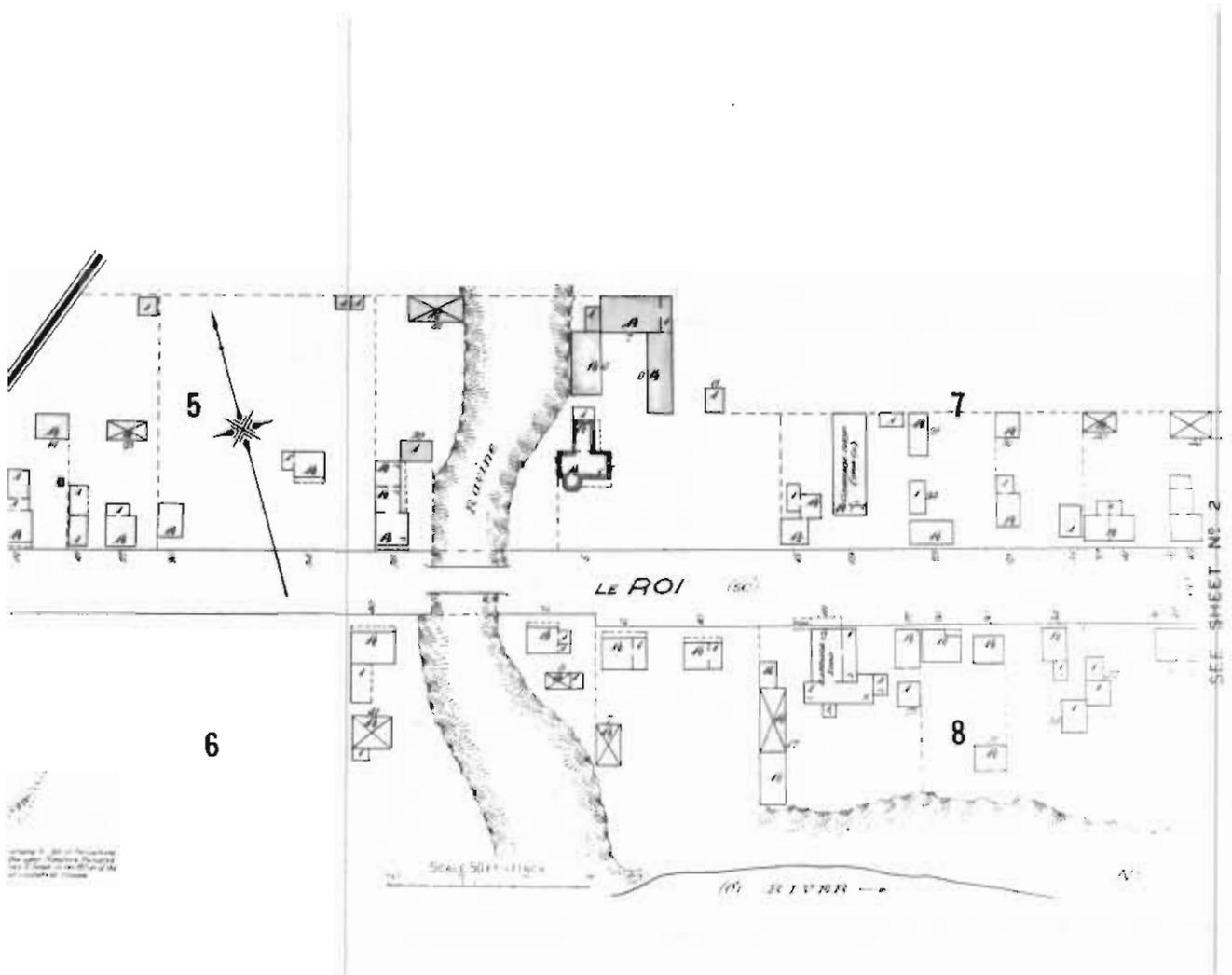
³ Union Publishing Co., *Directory of Carleton, Dundas, Glengarry, Grenville, Lanark, Leeds, Prescott, Renfrew, Russell, Stormont, Ingersoll*, 1902.

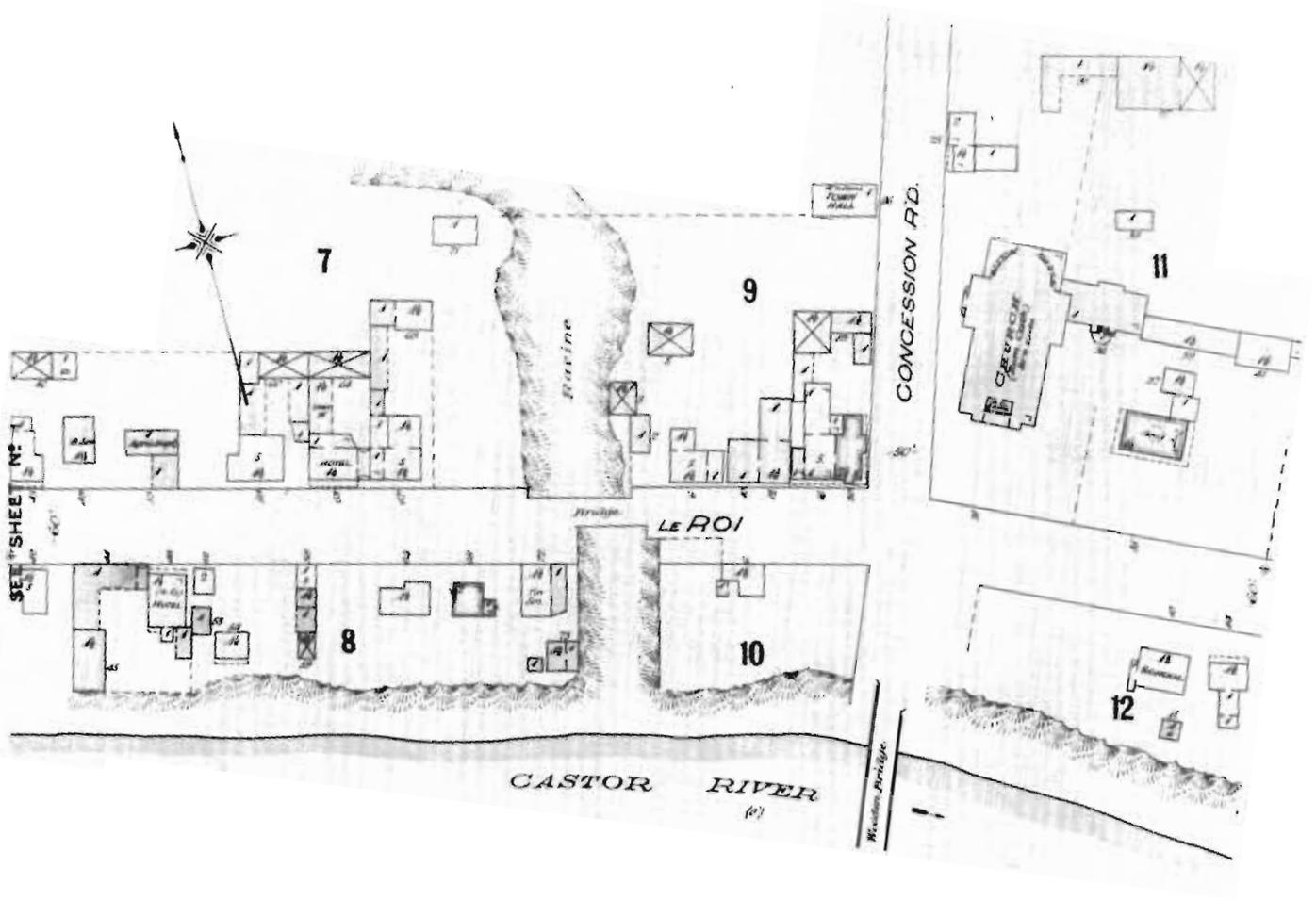


Plan du village en 1902

Ce plan, dessiné par une compagnie d'assurance, indique toutes les maisons et les dépendances du village, de l'ancienne gare jusqu'au cimetière.

Archives publiques du Canada







actuelle à 6 mètres immédiatement à l'ouest du ravin pour revenir à 12 puis à 18 mètres devant l'église. En plus de ce ravin, la rue en franchit aussi deux autres qui sont aujourd'hui comblés et qui se trouvaient à la hauteur du 434 et du 386 de la rue Notre-Dame. La rue, dans laquelle s'enfoncent les voitures au printemps et à l'automne, est en terre et les égouts sont à ciel ouvert. Elle est tellement mauvaise à certains endroits, qu'on doit transporter les marchandises à bras. Le plan d'assurance de 1902 n'indique pas les rues Jeanne d'Arc et Saint-Jean-Baptiste. Toutefois, leurs tracés étaient déjà indiqués sur un plan de 1873. Cette omission peut signifier que ces rues ne sont pas encore habitées au début du siècle. Par contre, le plan indique une rue qui est maintenant disparue. Il s'agit de la rue Émard qui, à partir de la rue Notre-Dame, suit le tracé actuel de la rue Blais jusqu'au ravin. De là, elle tourne à près de 90° pour traverser ce qui est maintenant la cour à bois de M. D'Aoust avant de rejoindre la rue Notre-Dame à la hauteur du numéro 478. Un moulin à moudre était établi sur cette rue qui fut fermée par le Conseil du canton le 15 décembre 1908.

Les rares trottoirs qui longent la rue Roy par endroits sont en bois. La plus ancienne référence à ces trottoirs date de 1888. M.H. Séguin reçoit alors du Conseil

municipal, la somme de \$30. pour l'achat de planches devant servir à leur construction. L'année suivante, Louis Amyot réclame \$15. à la Municipalité pour avoir effectué les travaux. Au total, en 1902, le village compte une centaine de maisons qui, à quelques exceptions près, sont toutes en bois. Elles sont situées très près de la rue et comprennent généralement plusieurs dépendances qui sont des écuries, des étables et des remises. Plusieurs des habitations modernes sur la rue Notre-Dame possèdent encore de ces annexes qui datent du début du siècle. La rue et les terrains, à cette époque, sont bordés de nombreux arbres et quelques boisés encerclent le village. Plusieurs se souviennent encore du bocage situé à l'arrière de l'école secondaire où la population se réunissait pour célébrer les fêtes annuelles.

Le nombre d'habitants croissant rapidement, la localité d'Embrun est constituée en « village police » le 26 juin 1908. Cette reconnaissance n'accorde à la Municipalité aucun pouvoir de taxation indépendant ou d'évaluation. Sa juridiction se limite aux trottoirs, au pavage des rues et aux services d'éclairage, de chauffage et de protection contre les incendies. Une telle unité requiert un minimum de 150 personnes, chiffre qu'Embrun dépasse alors largement.

L'abbé Auclair, en visite à Embrun en 1909, décrit l'aspect du village :

La rue principale, large et belle, surtout devant l'église, dont les avenues se dégagent par le beau trottoir en ciment, construit l'an dernier, est à peu près l'unique artère importante de la vie villageoise des Embrunois. On va par elle, vers l'ouest, jusqu'à la gare du chemin de fer Ottawa et New York. . . ou encore, traversant le pont sur la Rivière-du-Castor, jusqu'au village de l'autre rive (la rive sud). Partout les maisons sont propres. On sent vivre la paix tout autour. En voyant passer un prêtre, tous les gens saluent.⁴

En 1908, le curé Forget avait, en effet, fait construire des trottoirs de ciment devant l'église et le couvent. Il s'agit probablement des premiers trottoirs de ciment du village. En 1912, la Municipalité du canton de Russell adopte un règlement visant à poursuivre cette construction dans presque tout le village, soit au nord de la rue Notre-Dame, à partir du cimetière jusque chez M. J.D. Sigouin où s'arrête le trottoir construit par la fabrique; toujours au nord de la rue, de l'extrémité ouest du trottoir de la fabrique jusqu'à l'entrepôt à grain de C. St-Onge; de là, au sud de la rue jusqu'à St-Onge incluant 90 mètres de chaque côté du « Head Line road ». Finalement, au sud de la rue Notre-Dame, à partir du lot en face de chez Henri Dupuis (331 Notre-Dame) jusque chez M. Fillion (421 Notre-Dame).

Le règlement ajoute que les propriétés d'Embrun sont alors évaluées à \$89 475. et que le village n'a aucune dette.⁵ C'est également vers la même époque que la population d'Embrun décide de franciser le nom des rues en réaction au règlement 17. On adopte alors la dénomination actuelle.

Rares sont les villages qui ont échappé à tout désastre au cours de leur histoire. Parmi les éléments destructeurs, le feu est certainement celui qui a fait le plus de ravages. À une époque où le service de protection contre les incendies était presque inexistant, le feu d'une cigarette se transformait parfois en une conflagration qui pouvait ruiner tout un village. En ce sens, le 1er juin 1919 reste une date mémorable dans l'histoire d'Embrun. Ce soir là, le feu détruisit tout le quartier des affaires de la localité. Le Droit du 2 juin rapporte le sinistre :

Le village d'Embrun a été le théâtre d'une sinistre conflagration au cours de la nuit de dimanche à lundi. Plusieurs maisons et magasins ont été détruits et le bureau de poste et l'église qui se trouvent à quelques pas ont failli être la proie des flammes.

L'incendie se déclara vers 11 heures 30 dimanche soir dans la salle de pool de

⁴ Y.-U. Forget, op. cit., p. 110

⁵ Statute et Ordinance, 4 George V, 1914, By-law no. 8



Vue de la rue Notre-Dame

Cette photo prise en face de l'église en 1919, montre la rue Notre-Dame en direction ouest. Tous les édifices au premier plan ont été détruits lors du feu de 1932 qui a débuté à l'hôtel devant lequel est stationné l'auto

Mme Régina Maheu

M. Francis Roy, située près de l'hôtel Lachapelle, rue Principale. Presque tout le monde était allé se coucher et les flammes avaient pris une considérable expansion lorsque le Dr A. Bonin aperçut les flammes et courut avertir M. A.J. Lachapelle dont la maison commençait à brûler. Les occupants n'eurent que le temps de se sauver et d'emporter ce qu'ils avaient de plus précieux.

L'alarme fut immédiatement donnée. Les cloches de l'église appelèrent les citoyens au secours. Des équipes de volontaires furent immédiatement organisées. La ville manquant d'appareil à incendie les travailleurs durent assister témoins impuissants à l'incendie de la maison à deux étages de M. A.J. Lachapelle, de l'hôtel Lachapelle, du magasin S. Goulet, du magasin R.J. Fillion et du magasin Friendly. Les efforts se bornèrent à circonvenir les flammes et les empêcher de se communiquer aux maisons voisines, tâche difficile, étant donné le peu d'organisation et la sécheresse des derniers jours. On craignait pour le bureau de poste tenu par M. P. Bruyère. Mais heureusement les flammes s'arrêtèrent à la remise de M. Émile Ménard après l'avoir consumée. L'église se trouve à trois maisons de distance de cet endroit.

Les pompiers de Russell avaient été mandés mais n'arrivèrent que trop tard à 1 heure 30. Les dommages se chiffrent à au-delà de \$30 000.00. La maison de M. A.J. Lachapelle, l'une des plus belles du village, était évaluée à elle seule à \$12 000.00 et n'était presque pas assurée. Les assurances sur les autres résidences

et magasins ne sont que peu élevées. Presque tout le stock du magasin Filion a été la proie des flammes.

On croit que l'incendie est due à une cigarette qui aurait été jetée dans la salle de pool avant le départ des joueurs. Il n'y avait personne dans la salle lorsque les flammes se déclarèrent.⁶

Un autre article, qui paraît également dans Le Droit quelques jours plus tard et qui fut probablement rédigé par un résident d'Embrun, révèle que le bureau de poste, le poste téléphonique et le magasin Maheu auraient aussi été touchés par les flammes. « Heureusement que la brigade de feu de Russell arriva sur les lieux pour aider à arrêter le fléau dévastateur ». Selon l'article, les pertes s'élèvent à \$25 000.00 et M. Théophile Lachapelle, le propriétaire de l'hôtel, fut le plus sévèrement touché. L'auteur conclut « Si nous avions eu l'aide d'une pompe à incendie, dès le début, le désastre aurait certainement été évité. »⁷

La salle municipale située du côté sud de la rue Ménard, aujourd'hui la rue Forget, n'a pas été la proie des flammes. Toutefois, le 24 novembre 1919, le Conseil autorise la construction d'une nouvelle salle, également située sur la rue Ménard. Il s'agit de l'ancienne salle des Chevaliers de Colomb

⁶ Le Droit, 2 juin 1919.

⁷ Ibid., 5 juin 1919

qui sera achetée par le Comité des loisirs pour la somme de \$1. en 1958 et qui brûlera en 1978. Antérieurement, Embrun avait possédé deux salles de ce genre : une première située derrière l'église et qui fut aménagée en école en 1887 et une deuxième qui a existé de 1888 à 1919 et qui fut construite par M. Exias Amyot pour la somme de \$150. Les livres de comptes de la Municipalité révèlent qu'en 1898, M. Auguste Dignard recevait la somme de \$4. par année pour l'entretien de cette salle.

Le samedi 17 septembre 1932, à 3h du matin, un nouvel incendie dévaste toute la section commerciale d'Embrun. Le Droit rapporte ainsi l'événement :

CONFLAGRATION MENAÇANTE À EMBRUN, ONT.

Le feu cause des pertes d'environ \$100 000.00 dollars. Partie commerciale du village d'Embrun rasée par un violent incendie. Un hôtel, le bureau de poste, un magasin général et des résidences sont détruits.

Une terrible conflagration a ravagé aux petites heures ce matin le quartier commercial central du village d'Embrun et dans l'espace de quelques heures, les flammes ont rasé l'hôtel Commercial, le bureau de poste et le central téléphonique, un magasin général et une résidence. Il est encore difficile d'estimer les pertes exactement, mais on croit qu'elles s'élèvent à environ 100 000 dollars couvertes en partie par les assurances.

Le pénible incendie a semé la consternation dans toute la région et un grand nombre de personnes sont accourues sur les lieux. Le village d'Embrun est situé à une trentaine de milles au sud-est d'Ottawa.

L'église Saint-Jacques d'Embrun a été gravement menacée par les flammes mais elle fut heureusement épargnée, de même que la succursale de la Banque Royale du Canada située tout près de la scène de l'incendie.

Le feu a détruit de fond en comble l'hôtel Commercial appartenant à M. Joseph Debonville; la propriété de M. Pierre-C. Bruyère, comprenant sa résidence, le bureau de poste et le central téléphonique; le magasin général et la résidence de M. Omer Maheu, et une résidence à deux logements appartenant à Mme Joseph Bruyère, veuve. Plusieurs hangars, garages et écuries ont aussi été détruits à l'arrière de ces propriétés.

Heureusement, personne ne fut blessé au cours de la conflagration et toutes les familles ont pu se sauver à temps. Une trentaine de personnes ont été rendues sans abri par la conflagration. Elles se réfugièrent chez des parents et amis du village. Mme Élie Bélisle, était malade au lit chez sa fille, Mme Lorenzo Bergevin, dans un des logements qui fut détruit. Elle a pu être transportée en lieu sûr sans trop de difficulté.

Le feu se déclara vers 2 heures et 45 ce matin, heure solaire, dans une chambre de l'hôtel de M. Debonville. Des fils électriques défectueux auraient été la cause de l'incendie.

M. Shanie, voyageur de commerce, pensionné à l'hôtel, fut le premier à avoir connaissance du feu. Il fut éveillé par la fumée et s'empressa d'avertir M. Debonville. Ce dernier eut le temps de gagner l'extérieur avec son épouse et ses cinq enfants. La famille Debonville n'a eu le temps de sauver aucun article de valeur de la maison.

Les flammes se répandirent avec la rapidité de l'éclair, dans la construction en bois, et eurent tôt fait d'embraser tout l'édifice. Les hangars à l'arrière de l'hôtel ont été rasés. Le garage et une écurie appartenant à M. Debonville, ont été épargnés.

Peu après trois heures, les flammes faisaient des progrès alarmants et menaçaient déjà de se communiquer au bureau de poste et à la résidence de M. Pierre Bruyère. Le central téléphonique, situé aussi dans le bureau de poste, était dans l'impossibilité de continuer le service.

La propriété de M. Bruyère n'était séparée de l'hôtel que par une quinzaine de pieds et les flammes s'y communiquèrent rapidement pour la réduire en cendres.

Poussées par un fort vent du nord-ouest, les flammes avancèrent sans pitié et rasèrent également le magasin général et la résidence de M. Omer Maheu. Ces trois propriétés se trouvaient voisines, sur le même côté du chemin. Le feu se communiqua aussi à la demeure de Mme Joseph Bruyère, sur l'autre côté de la rue Principale, pour la réduire en cendres. La famille Lorenzo Bergevin demeurait

dans le deuxième logement de la résidence de Mme Bruyère. Cette dernière, ainsi qu'une autre personne âgée, Mme Napoléon Philion, qui demeurait avec elle, ont pu se rendre en lieu sûr sans difficulté. Chez M. Bergevin se trouvait Mme Bêlisle, mère de Mme Bergevin qui était depuis quelque temps retenue au lit par la maladie. La malade fut transportée chez un voisin avant que le feu devienne trop menaçant.

Très peu d'articles de ménages ont été sauvés dans les résidences détruites. Une partie du stock considérable de M. Omer Maheu a cependant été transporté dans la rue et en lieu sûr.

L'église paroissiale, située à environ 50 pieds du magasin Maheu, a été gravement menacée par le feu. Heureusement, le vent ne soufflait pas dans la direction de l'église, et l'extérieur de l'édifice est à l'épreuve du feu. Plusieurs hommes se sont tenus dans l'église et sur la toiture au cas où le feu se déclarerait.

On a également réussi à sauver la succursale de la Banque Royale située en face du magasin Maheu, et à côté de la propriété de Mme Joseph Bruyère.

Le vent transportait les étincelles et les débris en flammes à une distance considérable. C'est ainsi que des braises ont mis le feu à la toiture de la grange de M. Arthur Maisonneuve, forgeron, de l'autre côté de la rivière Castor, à quelques centaines de pieds des lieux du sinistre. Ce feu a cependant été maîtrisé avec des seaux d'eau et les dommages furent légers.

Dès le début de l'incendie, on sonna à trois reprises le tocsin à l'église paroissiale, et tous les résidents de la localité sont accourus sur les lieux. Plusieurs d'entre eux sont venus de plusieurs milles pour prêter main forte aux nombreux hommes qui s'étaient faits pompiers volontaires.

À l'aide de la pompe du village, on tira de l'eau de la rivière, mais il était impossible de maîtriser les flammes. Un appel fut aussi envoyé à Russell, et plusieurs résidents de cette localité se sont rendus sur les lieux. La pompe à incendie de Russell est cependant stationnaire et elle ne put être transportée à Embrun.

Peu de temps après le commencement de l'incendie, un appel de secours a été envoyé aux pompiers d'Ottawa. Il fallait cependant fournir des garanties avant que le chef Sam Blackler puisse autoriser le long trajet. M. Omer Maheu, l'un des plus forts perdants, allait faire des arrangements avec le chef lorsque le feu vint paralyser le service téléphonique et il fut ainsi impossible d'obtenir d'autres secours.

M. l'abbé N. Laurence, vicaire d'Embrun, était l'un des plus zélés pompiers volontaires et il aida beaucoup aux paroissiens. M. l'abbé J.-U. Forget, curé, indisposé depuis quelque temps, n'a pu se rendre sur la scène de l'incendie.

Vers 5 heures et 30, heure solaire, le feu avait cessé de se propager et il n'y avait plus de danger pour les propriétés environnantes. De toutes ces belles propriétés, il ne restait plus qu'un amas de débris et de cendres.

L'hôtel Commercial était un hôtel moderne, qui contenait en même temps, une salle de billard, un restaurant et un salon de barbier. C'était un lieu de rendez-vous pour un grand nombre d'hommes et de jeunes gens du village. L'hôtel comprenait plusieurs chambres, mais on croit qu'en plus de la famille Debonville, il n'y avait que deux pensionnaires la nuit dernière, M. Jules Desormeaux et M. Shanie.

Le bureau de poste et le central téléphonique, dont M. Pierre Bruyère était le gérant depuis de nombreuses années avaient été construits il y a un bon nombre d'années. M. Bruyère venait de terminer au bureau et à sa résidence un ménage complet. Il est depuis 20 ans gérant de la compagnie Bell Telephone à Embrun et l'année prochaine il sera fait membre du club des pionniers de la compagnie. M. Bruyère est aussi maître de chapelle à Embrun et il jouit de l'estime générale. Malheureusement, il était absent lors de l'incendie. Il était depuis quelques jours parti pour une tournée de propagande organisée par la compagnie Bell Telephone dans la région. Il a cependant pu être localisé de bonne heure ce matin, et est arrivé à Embrun pour ne trouver sur l'emplacement de sa propriété, qu'un amas de cendres fumantes.

Mme Pierre Bruyère était seule à la maison avec ses neuf enfants. Tous ont été conduits en lieu sûr sans inconvénients fâcheux.

M. Omer Maheu, populaire marchand d'Embrun, a été le plus fort perdant dans la conflagration. Son magasin, contenant un stock considérable, augmenté pour l'automne, a été



Vue du village

Cette photo, prise du clocher de l'église vers 1930, montre la rue Notre-Dame en direction ouest. Plusieurs maisons qui apparaissent sur cette photo existent toujours mais toutes celles qui sont situées au premier plan ont brûlé en 1932. Il est intéressant de noter que les rues secondaires n'existent pas encore.

Mme Régina Maheu

rasé par les flammes, de même que sa résidence. M. Maheu est marchand à Embrun depuis de nombreuses années et il est bien connu dans toute la région. Une partie du stock de M. Maheu a été sauvé par les pompiers volontaires, mais ses pertes sont très considérables.

En l'espace de quelques heures, le feu a ruiné la principale section commerciale du village, et cruellement éprouvé les résidents les plus hautement estimés. Un grand nombre de personnes ont visité aujourd'hui les lieux du sinistre et ont exprimé leur sympathie aux familles éprouvées.⁸

Trois jours après l'incendie, Le Droit publie un autre article dans lequel il témoigne des projets de reconstruction des commerces et des services touchés par le désastre.

La partie dévastée du village d'Embrun renaîtra sous peu de ses cendres. Malgré le désarroi semé par la terrible conflagration de samedi matin, les services publics ont été réorganisés immédiatement, et de parts et d'autres, on se prépare à reconstruire. Les cinq familles jetées sur le pavé, par l'incendie qui rase leurs propriétés, se sont réfugiées pour le moment chez des parents ou des voisins. Des secours leur sont arrivés de toutes parts, les réconfortant dans leur cruelle épreuve.

Les pertes considérables subies par M. P.-C. Bruyère, gérant local du téléphone et maître de poste : M. Joseph Debonville, propriétaire de l'hôtel Commercial et Mme Joseph Bruyère, veuve, sont heureusement couvertes presque

totalelement par les assurances. Comme Le Droit le disait samedi dernier, M. Omer Maheu, marchand général, est le plus gros perdant. On rapporte que ses assurances ne couvrent qu'à peu près la moitié des lourdes pertes qu'il a subies. M. Maheu avait dans son spacieux magasin général un stock considérable. Un wagon de blé qu'il avait placé dans un hangar la semaine dernière a été pratiquement ruiné.

M. Pierre Bruyère a décidé de reconstruire de l'autre côté du chemin, sur l'emplacement de la demeure de sa mère, Mme Joseph Bruyère. Les travaux de construction commenceront aussitôt que la question d'assurance sera réglée, c'est-à-dire dans quelques jours. Il y installera le bureau de poste et le central téléphonique, et l'édifice lui servira en même temps de résidence.

M. Omer Maheu doit aussi reconstruire immédiatement son magasin général avec ses deux fils, Osias et Albert Maheu. Il est possible même qu'il décide d'agrandir sa propriété en faisant l'acquisition de terrains voisins, dont l'ancien emplacement de M. Pierre Bruyère, et de construire un magasin moderne et spacieux.

M. Joseph Debonville n'a pas l'intention de reconstruire son hôtel. Il s'établira sur une ferme qu'il possède dans la région. Mme Joseph Bruyère ne reconstruira pas non plus sa résidence. Elle demeure pour le moment chez son fils, M. Camille Bruyère d'Embrun.

Le quartier commercial qui a été complètement rasé, offrira après l'incendie, un aspect de

* Ibid., 17 septembre 1932

grande désolation. Les ruines sont encore fumantes aujourd'hui.

La succursale d'Embrun, de la Banque Royale du Canada, l'a échappé belle au cours de l'incendie. Le feu a pris à la toiture à diverses reprises, mais les hommes qui s'étaient faits pompiers volontaires réussirent à enrayer le progrès du feu. La banque fut endommagée pour une valeur d'environ 500 dollars. M. Adélard Cloutier, gérant, et sa famille, domiciliés à l'arrière de la banque, avaient transporté leur ménage à l'extérieur au cas où l'édifice serait détruit.

La maison de M. Lionel Brisson a aussi échappé miraculeusement à l'élément destructeur. La toiture a pris feu, de même qu'un coin de la façade. Les flammes commençaient déjà à se répandre dans les murs. Le travail gigantesque des voisins empêcha la maison d'être complètement détruite. Des dommages de quelques centaines de dollars furent causés. La famille déplaça aussi son ménage, mais le remis en place dès que le danger fut éloigné.

L'église porte encore des traces de l'incendie. La chaleur fit fondre le goudron sur la toiture. Les flammes se dirigeaient vers l'église, et M. l'abbé N. Laurence, vicaire, sortit à l'entrée avec le Saint Sacrement. On rapporte qu'immédiatement, la direction du vent changea, et l'église ne fut plus menacée. De légers dommages ont été causés à la toiture de l'école paroissiale. Des braises y avaient mis le feu, mais les flammes furent maîtrisées immédiatement.

Avant la fin de l'incendie, un groupe d'employés de la compagnie Bell Telephone sont arrivés sur les lieux. Ils installèrent temporairement les lignes de téléphone chez M. Adrien Lachapelle pour rétablir les communications entre Russell et Ottawa. Le central téléphonique a été installé temporairement dans l'immeuble du restaurant Marleau, et le service dans le village a été repris régulièrement ce matin. M. Pierre Bruyère installa aussi le bureau de poste dans la même maison. Le service de courriers, a été maintenu samedi matin et toute la journée à Embrun, malgré l'incendie. M. Pierre Bruyère a été félicité par les autorités du bureau de poste à Ottawa et de la compagnie Bell Telephone pour les précieux services qu'il a rendus pendant ces moments de grand désarroi. Des experts d'Ottawa, de Cornwall et de Montréal, de la compagnie Bell Telephone, se sont rendus à Embrun pour rétablir le service téléphonique désemparé dans le plus bref délai possible.⁹

En mai 1937, le Conseil ordonne l'installation de poteaux indicateurs d'arrêt aux coins des rangs Sainte-Marie-Saint-Pierre et Saint-Jacques-Saint-Augustin. Le Conseil règlemente en même temps la vitesse maximum des véhicules moteurs dans les rues du village; cette limite est fixée à 50 kilomètres/heure. Les poteaux indicateurs des rues datent de 1955.

⁹ Ibid., 20 septembre 1932.



Vue de la rue Notre-Dame

Cette photo de la rue Notre-Dame en direction ouest date d'avant 1932. À l'extrême droite, on remarque des abris pour les chevaux et à la gauche, le couvent des Sœurs Grises-de-la-Croix

Mme Desanges Bruyère

En 1950, le Conseil municipal procède à l'installation de lumières électriques dans les rues du village. Ce secteur couvre les rues Notre-Dame, Jeanne-d'Arc, Saint-Jean-Baptiste et Forget en plus d'une partie des concessions VI et VII.

D'après la description du village contenue dans les registres de la paroisse de 1956, la localité s'est à peine développée depuis le début du XX^e siècle.¹⁰ Embrun comprend alors la rue Notre-Dame Est qui va de A. Bergevin à Jacques Sigouin; Notre-Dame Centre de Arthur Aupry à Réginald Séguin; Notre-Dame Station du médecin Jacques Beaudet à Henri Perras; St-Onge de Alcide Tessier à Gérald Bergeron; Saint-Augustin Village de Gérald Brisson à Fernand Rochon et la rue Forget de Xavier Beaudoin à Claudio St-Louis. L'important accroissement de la population dans les 20 dernières années a toutefois provoqué un agrandissement sans précédent du village. Dans le domaine de l'habitation, les années 1970 voient l'ouverture de deux développements domiciliaires au nord et au sud du village. Un troisième est présentement en cours du côté sud de la rivière. Lorsqu'il sera complété, le nombre des rues à Embrun aura plus que quadruplé.

Depuis 1977, le Conseil du canton a également adopté un plan de zonage du

village qui comprend des secteurs réservés à l'industrie, au commerce, à l'habitation et aux loisirs. Au niveau des services, cet accroissement s'est traduit par la construction d'un Hôtel de ville en 1965, d'un centre médical en 1976, du numérotage des maisons en 1975, de l'ouverture d'un bureau du Ministère de l'agriculture en 1976 et par la construction de nouveaux trottoirs et du pavage de certaines rues.

L'importance démographique du village, dans l'ensemble de la paroisse, n'a jamais été aussi grande que depuis quelques années. Alors qu'il y a 100 ans, à peine 16% des résidents demeuraient dans le village, la majorité de la population y réside maintenant en permanence.

Plusieurs maisons témoignent encore du passé d'Embrun. Parmi celles-ci, il faut noter celles de Wilfrid Carrière (341 Notre-Dame), Bruno Brisson (434 Notre-Dame), l'ancienne maison d'Aurèle Gervais (rang St-Joseph), Roland Ménard (rang St-Augustin), Maurice Brisson (rang St-Joseph), Jean-Paul Brisson (rang St-Joseph), Robert Bourbonnais (393 Notre-Dame), Claude Bastien (534 Notre-Dame), l'ancienne maison de Jacques Sigouin (356 Notre-Dame), l'Hôtel du Village (399 Notre-

¹⁰ APC, Papiers St-Jacques d'Embrun, bobine M-3131

Dame), Roger Bisailon (326 Notre-Dame), Roger Sabourin (Grande Ligne), Aimé Bourdeau (rang Ste-Marie), Denis Bourdeau (rang Ste-Marie), Lionel Bourdeau (rang St-Jacques), Romulus Clément (rang St-Joseph), Salon Génie (437 Notre-Dame), André Bruyère (431 Notre-Dame), Josephat Grégoire (10 Ste-Marie), Omer St-Martin (14 Ste-Marie), Willy Rivet (452 Notre-Dame), le restaurant Embrun Pizzeria, Robert Brisson (349 Notre-Dame), M. Pilon (22 St-Augustin), Téléphore Ménard (26 St-Augustin), Léo Lévesque (rang St-Augustin).

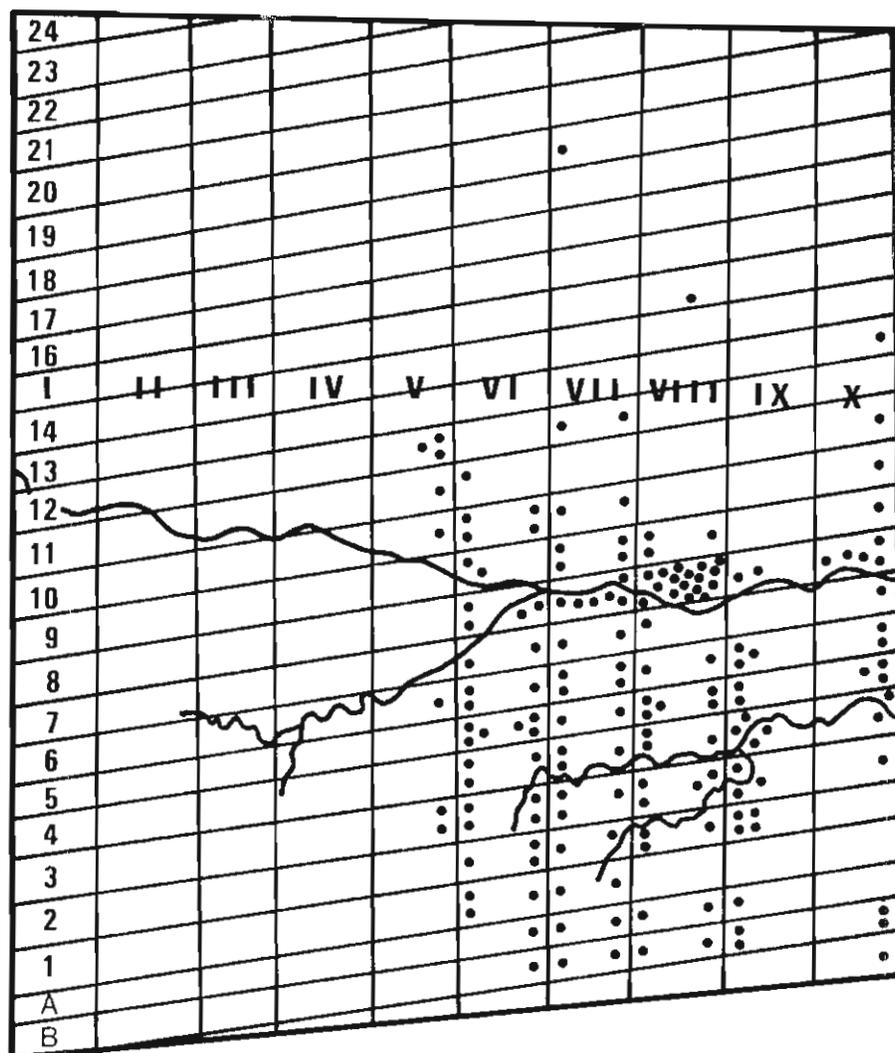
Familles canadiennes-françaises établies dans le canton de Russell en 1871.¹⁾

Noms	Concessions	Lots		
Amyotte, Louis — Marguerite Rochon	VII	10	Carrière, Baptiste — Émélie ?	X 4
Baudin, Narcisse — Olive Émard	VI	B	Charlebois, Charles — Adèle Dazé	VIII 9
Beaudoin, Joseph — Marseline ?	V	10	Charlebois, Jean	VIII 8
Beaudoin, Joseph — Zoé Mailhotte	IX	3	Clément, Clément — Philomène Leduc	X 9
Beaudoin, Xavier	IX	3	Clément, Joseph — Adéline Sarasin	VI 8
Beaudry, Solomon	VI	5	Dazé, Thomas (fils) — Louise Millaire	VIII 9
Bisson, Joseph — Florence Lamoureux	VII	1	Dazé, Thomas (père) — Pauline Maisonneuve	VIII 8
Blais, Octave — Céline Gagnon	VII	9	Deschamps, François — Élise ?	X 13
Blanchard, Édouard — Marie Reynaud	IX	A	Desmarais, Joseph — Abégal ?	VIII 7
Boileau, Vital — Luce ?	VII	2	Desormeaux, Jean-Baptiste — Esthère Brien	VII 2
Bonnais, Théodore — Lisa ?	VI	5	Desrosiers, Onésime — Marie Longtin	X 5
Bourbonnais, Michel — Flavie Sauvé	X	11	Dignard, Augustin — Octavie Pitre	IX 6
Bourbonnais, Odilon — Oviline Brisson	VII	19	Dignard, Augustin — Olive Hébert	VI 7
Bourdeau, Médard — Esthère Poupart	VI	1	Dignard, Joseph — Octavie Lévesque	VIII 8
Bourgeois, Aristide — Exérine ?	VIII	B	Dignard, Joseph — Séraphine Perras	VII 5
Bourgeois, Ludger — Philomène Brisson	VIII	A	Dignard, Louis — Anastasie Ménard	VII 6
Boyer, Baptiste — Florence Montpetit	VII	B	Doré, Eusèbe — Marceline Trudeau	VIII 8
Boyer, Jean-Baptiste — Marie ?	VI	4	Doutre Maxime — Philomène ?	VIII 9
Brunique, Antoine — Émilie ?	VIII	8	Ducharme, Luc — Émélie Lalonde	VIII 8
Brien, Louis	VI	11	Dufort, Joseph — Félicité Poirier	IX 2
Brisson, Benjamin — Ormeline Séguin	VI	10	Dufort, Octave — Charlotte ?	VIII 5
Brisson, Charles — Éloïse Gagnon	IX	5	Dufort, Odilon	VIII 8
Brisson, Joseph — Marie Lanos	VIII	5	Dumas, George — Narcisse ?	VIII 8
Brisson, Joseph — Éloïse Gauthier	IX	5	Émard, Baptiste — Adèle ?	VI 1
Brisson, Joseph — Émilie Brisson	VI	10	Émard, Bernard	VII 6
Brisson, Ludger — Mathilde Dignard	VI	10	Émard, Léon	VI 1
Brisson, Médéric	V	3	Émard, Norbert — Catherine Ladouceur	VII 8
Brisson, Toussaint — Élisabeth Lanthier	V	3	Émard, Olivier — Félicité Pitre	VII 3
Bruyère, Théophile — Marie-Gille Mailhotte	VII	7	Émard, Vital — Élise Hébert	VI B
Carrière, Alexis — Théotisse Traversy	VII	A		
Carrière, Antoine — Esthère Gagnon	X	4		

¹⁾ APC, Recensement du Canada, 1871

Faubert, Joseph — Marie-Philomène Lefebvre	V	12	Langlois, Édouard — Délina ?	IX	4
Féniso, Félix — Mathilde ?	IX	6	Langlois, Frédérique — Adèle Guertin	IX	3
Fillion, Francis — Adéline ?	VIII	B	Langlois, Onésime	IX	4
Francœur, Joseph-Léandre	VIII	8	Lanois, Éloïse — Léonore ?	VIII	5
Gagnon, Charles — Hedwidge Paul	VIII	8	Lanois, Moïse — Ovéline ?	VIII	5
Gagnon, François — Délina ?	IX	8	Lapalme, Sijefrois — Ormeline Gagnon	IX	5
Gagnon, Magloire — Lumina ?	VIII	8	Lapensée, Louis — Nastasie ?	VI	6
Gagnon, Odilon — Martine ?	VIII	3	Lapensée, Xavier — Sidonie Brisson	VII	1
Gervais, Joseph — Esthère Hébert	VI	2	Larose, Charles — Marguerite Doré	VIII	3
Goulet, Joseph — Sophie Roy	VII	8	Latour, Lucien	VI	A
Gravelle, Jérémie	V	12	Latour, Michel — Exérine ?	VI	A
Grégoire, Israël	VI	4	Latour, Michel — Sophie ?	VI	A
Grégoire, Pierre — Émélie ?	VI	4	Latulipe, Victor — Marie ?	VI	2
Grégoire, Zérié — Félmuse ?	VI	3	Leduc, François — Virginie Charette	X	10
Groleau, Charles — Philomène ?	VII	8	Lefebvre, Antoine — Marie ?	VII	10
Hébert, Antoine — Adélaïde ?	VI	B	Lemieux, Josué — Lucie Demers	VIII	A
Hébert, Olivier — Olive Primault	IX	B	Lepage, Joseph — Zolie ?	VII	12
Labelle, Dantaille	VIII	8	Lepage, Rémi — Zoé ?	VII	12
Labelle, Léon	VII	9	Leroyer, Joseph — Cordélla ?	VII	8
Labelle, Martin — Catherine Énard	VI	3	Lesage, Fabien — Éloïse ?	VI	2
Labelle, Paul — Marie Labelle	VII	9	Loignon, Xavier — Adéline ?	VI	9
Labelle, Registe	VII	9	Longtin, Joseph — Philomène Quillerner	X	3
Lachapelle, Norbert — Marie Gagnon	VIII	6	Major, Félix — Judique ?	VII	4
Lachapelle, Théophile — Angélique Gagnon	VIII	2	Marnier, Baptiste	VIII	3
Lafantaisie, Pierre — Marcelle ?	VIII	3	Matte, Pierre — Marguerite ?	X	5
Lalonde, Benjamin — Félicité ?	VII	6	Mayer, Dominique — Ormeline ?	X	6
Lalonde, Joseph — Anna Mooney	VII	8	Mailhotte, Jean — Marie ?	X	B
Lalonde, Xavier — Sophie ?	X	5	Mailhotte, Olivier — Odile Longtin	X	B
Lagren, Simon — Esthère ?	VI	8	Mailhotte, Pierre — Domithilde Larivière	X	A
Lamarche, Octavie	IX	B	Ménard, Jules — Sophie ?	VII	7
Lamoureux, François — Angèle ?	VI	5	Millaire, Alexandre — Edwidge Gagnon	X	8
Lamoureux, Octave — Édesse ?	IX	6	Millaire, Jean — Julie Carrière	X	8
Landreville, Louis — Olive ?	VIII	5	Millaire, Joseph — Ursule Robillard	X	8
			Millaire, Maxime	X	8
			Millaire, Zéphir — Oliva Robillard	X	8

Moïse, François — Délaïde ?	V	11	Sarasin, André — Louise ?	VI	8
Noël, Marsille — Angèle ?	V	12	Sarasin, Joseph — Roxalie ?	VI	8
Normand, Baptiste — Angélique ?	VIII	8	Sarasin, Louis — Susana ?	IX	8
Paquette, Antoine	IX	5	Sarasin, Siméon	V	6
Paquette, Antoine — Ormeline ?	VIII	8	Séguin, Simon — Julie Brisson	VI	7
Patenaude, Antoine — Marguerite Hébert	VII	A	Sigouin, Pierre — Mathilde ?	VII	6
Patenaude, Désiré — Alvina Guildry	VII	B	St-Amour, Francis — Adèle ?	X	6
Patenaude, Élie — Octavie Dignard	VI	3	St-Amour, Henry — Joséphine ?	VI	7
Patenaude, Léon — Sophie Sabourin	VI	3	Tellier, Joseph — Florence Lamoureux	VIII	4
Patenaude, Ovide — Mary Gendron	VII	B	Tellier, Jules — Victorine Roy-Ody	VIII	4
Paul, Joseph — Sophie ?	VIII	8	Tellier, Louis — Joséphine Lesarbeau	VIII	4
Pelletier, Césaire — Dométhilde ?	VIII	8	Tessier, Antoine — Marie Brisson	VII	3
Pillon, Baptiste — Louise ?	VII	5	Tessier, Antoine — Marie ?	VIII	8
Pitre, Célestin — Émélie Patenaude	VII	C	Tessier, Charles — Martine Pitre	VI	5
Pitre, Charles — Philomène ?	VI	5	Tessier, Magloire — Vitaline Lapensée	VIII	2
Pitre, Délatre	VII	10	Thibault, Camille — Marie ?	VIII	2
Pitre, Joseph	VI	5			
Pitre, Ovide	VII	3			
Pitre, Pierre — Christine Pitre	VII	4			
Pitre, Pierre — Thérèse ?	VII	4			
Poupart, Alexis — Archange ?	VIII	6			
Poupart, Narcisse — Olive ?	VI	6			
Richard, David — Julie ?	IX	B			
Robillard, Joseph — Zoé Marnier	X	7			
Roy, Baptiste — Lina ?	X	8			
Roy, Francis — Dina ?	IX	4			
Roy, Godefroi — Delphine ?	IX	2			
Roy, Jean-Noël — Susan ?	IX	2			
Roy, John — Adèle ?	IX	2			
Roy, Louis — Marie Longtin	VII	8			
Roy, Pierre — Rosalie ?	IX	4			
Sabourin, Justin — Marie ?	VI	9			



Répartition des familles canadiennes-françaises dans le canton de Russell en 1871

Familles canadiennes-françaises établies dans le canton de Russell en 1902.¹²

Noms	Concessions	Lots					
Allaire, Félix	VIII	B	Locataire	Bertrand, Félix	VII	12	Propriétaire
Albert, François	VII	8	Locataire	Bisaillon, Amable	VIII	15	Propriétaire
Amyotte, Alexandre	VII	10	Propriétaire	Bisson, Mme A.	VII	1	Propriétaire
_____, Exias	VII	12	Propriétaire	Blais, Edmond	IX	6	Propriétaire
_____, Eusèbe	VI	11	Propriétaire	_____, Octave (fils)	VII	9	Propriétaire
_____, Louis (fils)	VII	10	Propriétaire	_____, Octave (père)	VII	9	Propriétaire
_____, Louis (père)	VII	13	Propriétaire	Blanchard, Asa	IX	A	Propriétaire
_____, Napoléon	VII	10	Propriétaire	_____, Édouard (fils)	IX	A	Propriétaire
Arcand, Henri	VIII	24	Propriétaire	_____, Édouard (père)	VII	8	Propriétaire
Baudin, Gérard	VIII	A	Propriétaire	Bois, Félix	X	7	Propriétaire
_____, Jean-Baptiste	VIII	A	Propriétaire	Boisvert, Francis	X	7	Propriétaire
_____, Narcisse	VI	B	Propriétaire	Bouchard, Louis	VII	18	Propriétaire
_____, Pierre	VII	11	Propriétaire	_____, Narcisse	VII	18	Locataire
Beaudoin, Joseph	IX	3	Propriétaire	Boult, Jean-François	VII	12	Propriétaire
_____, Mme M.	VIII	23	Propriétaire	Bourbonnais, Silva	VIII	30	Locataire
_____, Xavier (fils)	IX	3	Propriétaire	_____, Xavier	IX	8	Propriétaire
_____, Xavier (père)	IX	3	Propriétaire	Bourdeau, Amable	X	4	Propriétaire
Beaudry, Évangéliste	IX	15	Propriétaire	_____, Hermidas	VI	1	Propriétaire
Bélisle, Marcellie	VIII	7	Propriétaire	_____, Joseph	VI	1	Propriétaire
Bélonie, Pierre	VI	8	Propriétaire	_____, Louis	VIII	5	Propriétaire
Bénic, Nelson	VII	9	Locataire	_____, Ovila	VI	2	Propriétaire
Benoit, Jean	IX	5	Propriétaire	_____, Paul	VI	1	Propriétaire
Bergeron, Charles	VI	16	Propriétaire	_____, Solomon	X	4	Propriétaire
_____, Eusèbe	V	15	Propriétaire	Bourgeois, Eugène	VIII	C	Propriétaire
_____, Eusèbe	VI	17	Propriétaire	_____, Ludger	VIII	C	Propriétaire
_____, Médéric	VI	16	Propriétaire	Bourgie, Jean-Baptiste	VII	11	Propriétaire
_____, Moïse	VI	16	Propriétaire	_____, Urgel	VII	11	Propriétaire
_____, Octave	VI	16	Propriétaire	Braie, Dominique	VII	12	Propriétaire
_____, Odessa	VI	17	Propriétaire	_____, Olivier	VIII	4	Locataire
Bergevin, Moïse	VIII	9	Propriétaire				
Brunique, Antoine	VIII	12	Propriétaire				

¹² Union Publishing Co., *op. cit.*, 1902.

Brisson, Alfred	VIII	6	Propriétaire	_____, Gédéon	VIII	6	Locataire
_____, Benjamin	VI	10	Propriétaire	_____, Isidore	VIII	6	Locataire
_____, Charles	VI	1	Propriétaire	_____, J.-Baptiste	VII	10	Propriétaire
_____, Charles	V	18	Propriétaire	Cecil, Hermidas	VI	9	Propriétaire
_____, Mlle C	VII	1	Propriétaire	Champagne, Noel	VII	10	Locataire
_____, Eugène	VI	19	Propriétaire	_____, Thomas	VII	13	Locataire
_____, Gilbert	IX	5	Propriétaire	Charlebois, Charles	VIII	9	Propriétaire
_____, Ildgo	VII	16	Propriétaire	_____, Jean	VIII	8	Propriétaire
_____, Gérard	IX	7	Propriétaire	_____, J.-Baptiste	IX	11	Propriétaire
_____, Joseph	VIII	5	Propriétaire	_____, Onésime	IX	11	Propriétaire
_____, Joseph	V	13	Propriétaire	_____, Prospère	X	6	Propriétaire
_____, Joseph	VI	7	Propriétaire	Chèvrefils, Albert	VII	15	Propriétaire
_____, Joseph	VI	10	Propriétaire	_____, Philius	VII	14	Propriétaire
_____, Ludger	VI	10	Propriétaire	_____, Zéphirin	VII	14	Locataire
_____, Médéric	VII	17	Propriétaire	Clavelle, Calixte	VIII	B	Propriétaire
_____, Médéric	IX	10	Propriétaire	_____, Joseph	IX	4	Propriétaire
_____, Philibert	V	16	Propriétaire	Clément, Alfred	VIII	1	Propriétaire
_____, Prospère	X	4	Propriétaire	_____, Alphonse	X	11	Propriétaire
_____, Solomon	VI	10	Propriétaire	_____, Clément (père)	X	9	Propriétaire
_____, Théophile	VII	17	Propriétaire	_____, Eugène	VIII	4	Propriétaire
_____, Toussaint (fils)	VII	16	Propriétaire	_____, Joseph (fils)	VII	7	Propriétaire
_____, Toussaint (père)	V	3	Propriétaire	_____, Joseph (père)	VI	8	Propriétaire
_____, Xavier	V	13	Propriétaire	_____, J.A	VII	7	Propriétaire
Bruyère, Camille	X	B	Propriétaire	_____, Mme J.	IX	2	Propriétaire
_____, Joseph	X	4	Propriétaire	_____, Samuel	IX	2	Propriétaire
_____, Joseph	VII	6	Propriétaire	Cléche, Mme B.	VII	21	Propriétaire
_____, Théophile	VII	7	Propriétaire	_____, Frédéric	VII	21	Propriétaire
_____, Trefflé	VIII	5	Propriétaire	_____, Joseph	VI	9	Propriétaire
Burelle, Gédéon	X	1	Propriétaire	Cloutier, Damien	X	C	Propriétaire
_____, Joseph	X	1	Locataire	Cousineau, Ovide	VII	11	Locataire
_____, Pierre	VII	12	Propriétaire	_____, Pierre	IX	9	Locataire
_____, Théophile	X	1	Propriétaire	Courvalle, Alphonse	X	1	Propriétaire
_____, Xavier	X	1	Propriétaire				
Carrière, Benjamin	VIII	6	Locataire	Dalpé, Ovila	VIII	6	Propriétaire
_____, F.N	VII	19	Locataire	D'Aoust, Joseph	VIII	30(?)	Propriétaire
				Dazé, Eusèbe	VIII	10	Propriétaire

_____, Mme J	VIII	11	Propriétaire	Énard, Adélard	VI	9	Locataire
_____, Thomas	VIII	9	Propriétaire	_____, Adolphe	VI	13	Propriétaire
Debonville, J.-Baptiste	V	17	Propriétaire	_____, Arsène	VI	18	Propriétaire
_____, Pierre	V	17	Propriétaire	_____, Ernest	VI	9	Locataire
Deschambault, Jean	VI	8	Propriétaire	_____, Ernest	VI	9	Locataire
_____, Napoléon	VI	8	Propriétaire	_____, Gilbert	VII	2	Propriétaire
Decoste, Léon	VIII	6	Propriétaire	_____, Joseph	VII	23	Propriétaire
Desrosiers, Joseph	VII	4	Propriétaire	_____, Joseph	VI	17	Propriétaire
_____, Onésime (fils)	X	8	Propriétaire	_____, Luc	VI	13	Propriétaire
_____, Onésime (père)	X	5	Propriétaire	_____, Mérédic	VI	14	Propriétaire
Desormeaux, Jean	IX	B	Propriétaire	_____, Olivier	V	14	Propriétaire
_____, Jules	VII	2	Propriétaire	_____, Pierre	VI	14	Propriétaire
_____, J.-Baptiste	IX	B	Propriétaire	_____, Trefflé	VII	8	Propriétaire
_____, Mme J.-B.	VII	2	Propriétaire	_____, Mme T	VIII	7	Propriétaire
Dignard, Eusèbe	V	A	Propriétaire	Érié, J.-Baptiste	VIII	7	Propriétaire
_____, Israël	VI	7	Propriétaire				
_____, Joseph (père)	VII	9	Propriétaire	Farelle, Pierre	VIII	22	Propriétaire
_____, Joseph (fils)	VII	11	Propriétaire	Fillion, Napoléon	VII	10	Propriétaire
_____, Mme J	VII	6	Propriétaire	Forget, Jean-Urgel	VIII	8	Propriétaire
_____, Louis (fils)	IX	13	Propriétaire	Fortier, Moïse (fils)	IX	13	Propriétaire
_____, Louis (père)	VII	6	Propriétaire	_____, Moïse (père)	VIII	10	Propriétaire
_____, Solomon	VI	7	Propriétaire	Faubert, Louis	VII	15	Propriétaire
_____, Stanislas	VII	5	Propriétaire	Fugère, Alfred	VI	16	Propriétaire
_____, Théophile	VI	14	Propriétaire	_____, Théophile	VI	15	Propriétaire
Doré, Émile	VIII	8	Propriétaire				
_____, Arthur	VI	19	Propriétaire	Gagné, Joseph (fils)	IX	9	Propriétaire
_____, Zotique (fils)	VI	19	Propriétaire	_____, Joseph (père)	VII	11	Propriétaire
_____, Zotique (père)	VI	17	Propriétaire	_____, Olivier	VIII	21	Propriétaire
Dufort, Henri	IX	2	Propriétaire	_____, Raphael (fils)	IX	9	Propriétaire
_____, Marie	IX	2	Propriétaire	_____, Raphaël (père)	VIII	1	Propriétaire
_____, Ovila	VII	22	Propriétaire	_____, George	VI	A	Propriétaire
_____, R.D.	IX	2	Propriétaire	Garrant, William	VII	13	Propriétaire
Dugas, Joseph	IX	B	Propriétaire	Geoffrion, Cléophas	IX	1	Propriétaire
Dupuis, Frédéric	VII	12	Propriétaire	_____, Théophile	IX	1	Locataire
_____, Henri	VII	2	Propriétaire	Gervais, Anthime	VII	7	Locataire
_____, William	VIII	36(?)	Propriétaire	_____, Félix	IX	8	Propriétaire

_____ , Joseph	VII	8	Propriétaire	_____ , J.-Baptiste	VII	13	Propriétaire
_____ , Narcisse	VII	9	Propriétaire	_____ , Louis	VII	13	Locataire
Gibeault, Camille	VIII	2	Propriétaire	_____ , Martin	IV	4	Propriétaire
_____ , Ovila	VIII	13	Propriétaire	_____ , Régis	VIII	3	Propriétaire
Gosselin, Francis	V	8	Propriétaire	_____ , Anthilde	VII	19	Propriétaire
_____ , Gustave	VI	17	Propriétaire	Lachapelle, Nicolas	VIII	2	Propriétaire
_____ , Hermidas	VII	1	Propriétaire	_____ , Théophile	VII	5	Propriétaire
_____ , Joseph	V	8	Propriétaire	Lafantaisie, Pierre	VIII	3	Propriétaire
_____ , Placide	VII	4	Propriétaire	Lafrance, Odile	X	C	Propriétaire
_____ , Prospère	VI	8	Propriétaire	Lalonde, Augustin	VII	10	Propriétaire
Goulet, Adélaré	VII	6	Locataire	_____ , Francis	VII	14	Propriétaire
_____ , Alfred	VIII	20	Locataire	_____ , Mme J.	VII	7	Propriétaire
_____ , A.J.	VII	13	Locataire	_____ , Napoléon	VIII	8	Locataire
_____ , Joseph	VI	7	Locataire	Lamadeleine, Alzair	VI	12	Propriétaire
_____ , Samuel	VII	5	Propriétaire	_____ , Frédéric	V	6	Propriétaire
_____ , Marie L.	VII	8	Propriétaire	Lamarque, Joseph (fils)	VIII	3	Propriétaire
_____ , Napoléon	V	7	Locataire	_____ , Joseph (père)	VII	8	Propriétaire
_____ , Joseph	VIII	20	Propriétaire	Lamer, Léon	VII	20	Propriétaire
_____ , Jules	VII	18	Propriétaire	Langlois, Abraham	IX	3	Propriétaire
Grégoire, Dumas	VI	4	Propriétaire	_____ , Édouard	VIII	4	Propriétaire
_____ , Israël	IX	6	Propriétaire	_____ , Hector	VI	8	Propriétaire
_____ , Israël	VI	7	Locataire	_____ , Joseph	VIII	3	Propriétaire
_____ , Joseph	V	2	Propriétaire	_____ , Onésime	IX	4	Propriétaire
_____ , Pierre (fils)	V	2	Propriétaire	Lanois, S	IV	B	Locataire
_____ , Pierre (père)	VI	4	Propriétaire	_____ , Antoine	V	4	Propriétaire
Grignon, Joseph (fils)	VIII	B	Propriétaire	_____ , Moïse	VII	10	Propriétaire
_____ , Joseph (père)	X	A	Propriétaire	Lapalme, Camille	V	6	Propriétaire
Guérin, Isidore	VIII	15	Propriétaire	_____ , Aimé	VII	6	Propriétaire
				_____ , Hermidas	IX	5	Propriétaire
Hébert, André	VI	13	Propriétaire	_____ , Israel	VIII	B	Propriétaire
_____ , Léon	VII	7	Propriétaire	_____ , Joseph	VIII	14	Propriétaire
_____ , Moïse	VI	B	Propriétaire	_____ , Placide	VIII	14	Propriétaire
_____ , Olivier	IX	B	Propriétaire	_____ , Seigfroid	X	7	Propriétaire
_____ , Ovide	IX	B	Propriétaire	_____ , Théophile	V	9	Locataire
				Lapensée, Joseph	VI	6	Propriétaire
Labelle, Joseph	V	7	Propriétaire	_____ , Louis (fils)	VI	6	Propriétaire

——, Louis (père)	VI	6	Propriétaire	Lucier, Rémi	VIII	7	Propriétaire
——, Xavier	VII	1	Propriétaire	Mageau, Félix	VII	4	Propriétaire
Lapin, Henri	VII	3	Locataire	Marcel, Domina	VII	16	Propriétaire
Laplante, André	VII	1	Propriétaire	——, Joseph	VII	15	Propriétaire
——, Noé	VI	2	Propriétaire	——, Noël	V	12	Propriétaire
Laroche, Napoléon	VI	3	Propriétaire	Marion, Henri	VI	5	Propriétaire
Larose, Charles	VIII	3	Propriétaire	——, Séraphin	VII	5	Propriétaire
——, Émilien	V	13	Propriétaire	——, Urgel	VIII	13	Propriétaire
Latour, Lucien	VIII	25(?)	Propriétaire	Marleau, Hermidas	VII	8	Propriétaire
Latrémouille, Albert	VI	13	Propriétaire	Martel, Joseph	IX	10	Propriétaire
——, Mme A.	VII	1	Propriétaire	Mailhotte, Olivier (fils)	X	A	Propriétaire
——, Cyprien	VI	9	Propriétaire	——, Olivier (père)	VII	16	Propriétaire
——, Godfrey	VI	9	Propriétaire	Ménard, Charles	V	9	Locataire
Lavictoire, Joseph	VI	8	Propriétaire	——, Gilbert	VI	8	Propriétaire
——, Narcisse	VII	7	Propriétaire	——, Joseph	VI	7	Propriétaire
Laberge, J-Baptiste	VII	7	Propriétaire	——, Louis	V	9	Propriétaire
Leclair, Napoléon	VI	8	Propriétaire	——, Marcellie	VII	A	Propriétaire
Leduc, Francis	X	10	Locataire	——, Moïse	VIII	5	Propriétaire
——, Mme H.	X	16	Propriétaire	——, Narcisse	VII	8	Propriétaire
——, Stanislas	X	10	Propriétaire	——, Narcisse	VI	11	Propriétaire
Lefebvre, Antoine	VII	10	Propriétaire	——, Téléspore	VI	8	Propriétaire
——, Joseph	VII	10	Propriétaire	Millaire, Alexandre (père)	X	8	Propriétaire
Lemieux, David	VIII	A	Propriétaire	——, Alexandre (fils)	X	8	Propriétaire
——, Hilaire	VII	5	Locataire	——, Jean	X	8	Propriétaire
——, Joseph	VII	B	Locataire	——, Joseph (père)	X	8	Propriétaire
——, Josué	VIII	B	Propriétaire	——, Joseph (fils)	X	8	Propriétaire
——, Napoléon	IX	11	Propriétaire	——, Émilien	X	8	Propriétaire
Lepage, Joseph	VII	14	Propriétaire	——, Zéphirin	X	8	Propriétaire
——, Louis	VII	13	Propriétaire	Moffat, George	VII	22	Propriétaire
——, Osias	VII	15	Propriétaire	Moquin, Paul	X	3	Locataire
Lévesque, Auguste	VIII	12	Propriétaire	Murphy, John	V	4	Propriétaire
——, Jérôme	VIII	8	Propriétaire	——, Moses	VI	8	Propriétaire
——, Noé	VIII	1	Propriétaire	Nadeau, Onésime	VI	5	Propriétaire
Loiselle, Alfred	VII	13	Propriétaire	Noel, Zénophile	VII	3	Propriétaire
——, Antoine	VII	13	Propriétaire				
Longtin, Désiré	VII	4	Propriétaire				

Normand, Francis	VIII	8	Propriétaire	———, Osias	VII	3	Propriétaire
Opry, Alphonse	X	A	Propriétaire	———, Ovide	VI	9	Locataire
Papineau, Francis	IX	6	Propriétaire	———, Pierre	VII	3	Propriétaire
———, Louis	VIII	9	Locataire	———, Xavier	VII	C	Propriétaire
Paquet, Adélar	VIII	3	Propriétaire	Poissant, Mme A	VIII	7	Propriétaire
———, Antoine (fils)	VIII	10	Propriétaire	Postras, Alphonse	V	16	Propriétaire
———, Antoine (père)	VIII	1	Locataire	Poupart, Louis	VII	8	Propriétaire
———, Arthur	VIII	3	Locataire	———, Narcisse	VI	6	Propriétaire
———, Gérima	VIII	2	Locataire	Primeau, Antoine	VI	4	Propriétaire
———, J.-Baptiste	VII	2	Propriétaire	Rivet, Charles	V	18	Propriétaire
———, J.-Baptiste	IX	2	Propriétaire	———, Dosithe	VI	18	Propriétaire
Patenaude, André	VI	3	Propriétaire	———, Stanislas (fils)	VII	8	Propriétaire
———, Antoine	VI	11	Propriétaire	———, Stanislas (père)	IX	7	Locataire
———, Delphis	VI	5	Propriétaire	Richard, Edmond	X	2	Propriétaire
———, Désiré	VII	B	Propriétaire	———, Mme M.	V	9	Propriétaire
———, Edmond	VII	15	Locataire	Rivard, Narcisse	VIII	4	Propriétaire
———, Èhe	VII	A	Propriétaire	Richer, Joseph	VII	10	Propriétaire
———, E.L	VI	3	Propriétaire	———, Mme O.	VI	10	Propriétaire
———, Joseph	VI	5	Propriétaire	Robidoux, Bélonie	IX	16	Propriétaire
———, Léandre	V	3	Propriétaire	———, Eustache	VII	8	Locataire
———, Léon	VII	15	Locataire	———, Louis	VI	4	Propriétaire
———, Narcisse	VI	5	Propriétaire	Rochon, Albert	IX	A	Propriétaire
———, Ovide	VII	B	Propriétaire	———, Alexandre	VII	11	Locataire
Perras, Alexandre	V	5	Propriétaire	———, Chérie	VI	13	Locataire
———, Francis (fils)	VII	10	Locataire	———, Joseph	VII	11	Locataire
———, Francis (père)	V	19	Propriétaire	———, Michel (fils)	VIII	9	Propriétaire
———, F.M.	VIII	4	Propriétaire	———, Michel (père)	VIII	9	Propriétaire
———, Louis	V	8	Propriétaire	Roy, Exias	VIII	2	Propriétaire
Piché, Joseph	IV	4	Propriétaire	St-Amour, David	V	11	Propriétaire
———, Placide	V	8	Propriétaire	———, Henri	VI	12	Propriétaire
———, Séraphin	V	8	Propriétaire	———, Honoré	V	7	Propriétaire
Pilon, Élie	VIII	11	Propriétaire	———, Joseph	V	7	Propriétaire
———, J.-Baptiste	VIII	1	Propriétaire	St-Onge, Cyprien	VII	17	Propriétaire
Pitre, Joseph	VII	B	Propriétaire	———, Frédérick	VII	17	Locataire

_____, Joseph	VI	8	Propriétaire
St-Pierre, Louis	VIII	6	Propriétaire
Sabourin, Justine	VIII	8	Propriétaire
Sarasin, Louis	VII	7	Locataire
Sauvage, Pierre	IX	2	Locataire
Séguin, Louis	V	19	Propriétaire
_____, Médéric	VI	21	Propriétaire
_____, Noé	VII	16	Locataire
_____, Pierre	VII	18	Propriétaire
_____, Prospère	V	19	Propriétaire
_____, Simon (fils)	V	17	Propriétaire
_____, Simon (père)	VII	23	Propriétaire
_____, Xavier	VI	9	Propriétaire
Sigouin, J.D	VIII	3	Propriétaire
Tanguay, Zanon	VII	22	Propriétaire
Tellier, Louis	VIII	4	Propriétaire
_____, Adélard	VII	18	Propriétaire
_____, Charles (père)	X	7	Locataire
_____, Charles (fils)	VIII	6	Propriétaire
_____, Évangéliste	VI	18	Propriétaire
_____, Félix	VII	16	Locataire
_____, Magloire	VII	2	Propriétaire
_____, Pierre	X	7	Propriétaire
Thibeault, Évariste	IX	1	Propriétaire
_____, Joseph	IX	1	Propriétaire
_____, Louis	IX	1	Propriétaire
_____, Philias	IX	1	Propriétaire
Vanier, Alfred	VI	18	Propriétaire
_____, Bonaventure	VI	14	Propriétaire

Chapitre V

La religion

L'histoire du Canada français témoigne du lien étroit qui a existé entre l'Église et la colonisation. Que ce soit en Acadie, au Québec ou dans les Pays-d'en-Haut, le missionnaire a toujours accompagné ou suivi de très près le colon dans sa découverte des terres neuves. Aux premières heures de l'établissement, il a trouvé dans ses paroles les conseils, l'encouragement, le réconfort et l'instruction. La visite de ces missionnaires prenait souvent l'aspect d'une fête, d'un moment de repos qui permettait au colon de refaire le plein de courage et de force nécessaires à la continuation de l'œuvre. La région d'Embrun n'a pas fait exception à cette règle.

Le diocèse d'Ottawa est né le 25 juin 1847, soit seulement deux ans après que les premiers colons se soient établis le long de la rivière Castor à l'endroit qui est devenu

Embrun. Mgr Guigues, originaire de Gap en France, fut le premier titulaire du siège épiscopal d'Ottawa qui se nommait alors Bytown et duquel relevait un immense territoire situé autant du côté ontarien que québécois. Afin de minimiser le risque de conflits entre les colons catholiques de son nouveau diocèse, le prélat encouragea toutefois les Catholiques irlandais à s'établir sur les terres sises le plus au nord sur la rivière Outaouais, tandis qu'il dirigea les colons canadiens-français vers les vallées tributaires de la Rouge, de la Lièvre, de la haute Gatineau et dans les comtés de Prescott et de Russell. Ces nouveaux colons étaient informés de la qualité des terres par les missionnaires qui patrouillaient tout le territoire et qui jouaient souvent le rôle d'agent des terres en soumettant à l'évêque un rapport complet sur les propriétés du sol dans une région donnée. Mgr Guigues est

d'ailleurs intervenu à plusieurs reprises dans le choix des agents officiels des terres dans son diocèse. En ce sens, l'Église est un des facteurs très importants qui ont favorisé le mouvement de colonisation francophone dans Russell.

Les prêtres et les églises

Bien sûr, le missionnaire, qui est responsable d'un territoire, s'occupe aussi du ministère religieux auprès des colons ce qui, en principe, est la principale raison de sa présence parmi eux. Pour cette raison et aussi parce que Mgr Guigues lors de sa première visite pastorale dans Russell en 1848 avait désigné Embrun comme devant être la mission du comté, il serait très étonnant, comme l'affirme le curé Forget, que les Gens de la Rivière-du-Castor n'aient pas reçu la visite de missionnaires de 1845 à 1852.¹ Il est possible, si des missionnaires ont œuvré à Embrun durant cette période, qu'ils aient emporté avec eux les notes des actes de l'état civil pour les déposer ou les transcrire dans leurs paroisses d'origine. Il faudrait, pour les retrouver, connaître le nom de ces missionnaires et celui de leurs paroisses ; ce n'est malheureusement pas le cas. Toutefois, si ces visites ont eu lieu, elles n'étaient certainement pas régulières et, pour accomplir leurs devoirs religieux, les gens d'Embrun devaient faire preuve de

beaucoup de courage. Les colons devaient se rendre à Plantagenet, Gloucester, Bytown ou Montebello via les rivières Castor, Petite-Nation-du-Sud et Outaouais. Ce voyage en canot l'été et en traîneau l'hiver durait environ 15 jours.

Le premier missionnaire connu à venir à Embrun est le père Régis Déléage, un Oblat de South Gloucester. Sa première visite remonte à 1852. Jusqu'en 1856, il visite la mission à quelques reprises et à des dates indéterminées. Pendant ces quatre années, la mission se tient alternativement dans les maisons de François Gagnon, qui deviendra celle de Théophile Bruyère, 31 rue Bruyère, et dans celle de Simon Séguin. Selon un témoin, « lorsque le R.P. Déléage nous prêchait près de la cambuse, ses paroles sortaient comme un torrent qui nous allait droit au cœur. »² Ce père n'était pas un foudre d'éloquence, mais on admirait la facilité avec laquelle il développait les vérités dogmatiques et en tirait des conclusions morales. Son langage, aussi simple que plein d'onction, captivait et entraînait.³ Dans une longue lettre, le missionnaire relate un affrontement qui s'est produit au début de la colonisation et qui fait bien ressortir sa forte personnalité.

¹ J.-U. Forget, *op. cit.*, p. 21.

² *Ibid.* p. 25

³ *Idem*

Il y a ici une société protestante qui vient du nord de l'Irlande. Les sectaires sont appelés orangistes, du nom du prince d'Orange qui gagna la bataille de Boyne sur les Irlandais, en 1690. Leur principal but est de faire la guerre aux Catholiques. Chaque année, ils se rassemblent tous en mémoire de la fameuse bataille, et marchent en procession avec toutes leurs couleurs, portant des drapeaux sur lesquels, le Pape et les Catholiques sont représentés étendus par terre et foulés aux pieds par des pourceaux. Ces malheureux eurent l'effronterie de me faire dire par une vieille protestante, le samedi avant le 12 juillet, que, ce jour-là, ils avaient résolu de brûler nos trois églises ou chapelles. C'est bien, ma bonne vieille, répondis-je, je vous remercie de m'avoir averti à temps ; je verrai à cela.

Le lendemain, à la grand'messe, je fis l'annonce suivante : mercredi prochain, le 12 juillet, il y aura une corvée générale pour aller chercher à la scierie tout le bois qu'il nous faut pour la nouvelle église. Tous ceux qui ont des voitures doivent venir, et tous ceux qui n'en ont pas, jeunes et vieux, viendront aussi pour aider à charger. Cet avis disait assez clairement à mes bons Irlandais ce que j'attendais d'eux.

Le mercredi, au petit jour, j'avais à la porte du presbytère de trente-cinq à quarante voitures pleines d'armes de toute espèce. Je monte à cheval et me mets à leur tête. Nous nous rendons à la chapelle la plus éloignée où je célèbre le Saint-Sacrifice. Je recommande à mes gens de marcher en silence et en bon

ordre. Après la messe, je me mets à leur tête ; tous les hommes s'avancent sur deux rangs, les voitures au milieu. Bientôt, nous ne sommes plus qu'à un kilomètre du village où les orangistes se sont rassemblés pour accomplir leurs sinistres projets. Le chemin est droit comme une flèche, et ils peuvent déjà nous apercevoir. Un silence parfait règne dans notre camp ; on n'entend que le bruit des voitures chargées d'armes soigneusement dissimulées. À l'aspect de cette longue colonne qui s'avance ainsi sans mot dire et d'un pas résolu, la terreur les saisit, ils abattent au plus vite les drapeaux infâmes qui pavoisent leurs maisons, plient bagage et s'enfuient dans la forêt, laissant leur village presque désert.

Pour nous, nous continuâmes notre chemin jusqu'à la scierie où nous ne prîmes que quelques planches, pour couvrir encore davantage les armes cachées dans les voitures. Enfin, nous revînmes sains et saufs au presbytère, laissant dans l'âme de ces malheureux orangistes le souvenir d'un écrasant défi.⁴

Le père Déléage est remplacé en 1856 par les pères François Coopman, Delisle Reboul et Antoine Pallier, tous Oblats. D'après le père Alexis de Barbezieux, c'est du ministère du père Coopman que date le premier acte paroissial « dont on ait gardé la mémoire. »⁵ Il s'agit du mariage de Xavier Gagnon et de Julie Normand. Toutefois, le

⁴ Ibid, p. 79-80.

⁵ A. de Barbezieux, *op. cit.*, p. 348.

registre officiel des actes ne sera ouvert que le 14 novembre 1858 par le père Bertrand. Selon le récit de la visite pastorale de Mgr Guigues en 1856, Embrun « semble être appelée à prendre de l'importance. Les Canadiens préparent les voies à un curé résidant. Ils ont bâti une chapelle en bois. »⁶ C'est en effet à l'administration de ces trois missionnaires que nous devons la construction de la première chapelle du village, sur un terrain de 90 acres que la Corporation épiscopale de Bytown s'était vu octroyer par la Couronne, l'année précédente, dans le coin sud-ouest du lot 8 dans la concession VIII. L'édifice, situé sur le site actuel du stationnement voisin du bureau de poste, consiste en une grande salle en pièces équarries, avec une toiture de bois creusé en forme de longues dalles que surmonte une croix.⁷ L'existence de cet édifice en tant que chapelle sera de courte durée. De fait, il ne sera même jamais complété. Après avoir rempli diverses fonctions, une partie sera déménagée au 16 de la rue Forget où elle existe toujours, ce qui en fait une des plus anciennes constructions d'Embrun.

De 1857 à 1858, l'abbé François-Xavier Michel de Cumberland succède aux missionnaires Coopman, Reboul et Pallier. C'est à ce prêtre séculier que nous devons le nom actuel du village. Lors de sa première mission à Embrun, le père Michel baptise

jusqu'à 16 enfants le même jour. Mgr Guigues, qui visite l'établissement la même année, déclare : « La population s'est montrée empressée pour profiter des exercices. Tous ceux qui ont pu s'y rendre en ont profité pour s'approcher des sacrements. La population s'élève à environ 150 habitants, y compris ceux des townships voisins qui fréquentent cette église. Tous désirent vivement avoir un prêtre au milieu d'eux, mais ils sont encore trop pauvres et d'ailleurs il n'y a pas de presbytère. »⁸

L'abbé Michel est à l'origine de la construction de la deuxième chapelle d'Embrun. Il semble inconcevable qu'un édifice érigé en 1856 soit jugé trop petit l'année suivante. Ou bien il s'agit d'une mauvaise planification, ou d'une croissance exceptionnelle de l'établissement. Les divers recensements d'Embrun démontrent que, de 1856 à 1857, la population du village s'est accrue de 19 familles, ce qui est un nombre respectable en pays de colonisation. Quoiqu'il en soit, le projet de construction est adopté dès l'automne de 1857 et la mise en chantier est prévue pour l'année suivante. L'abbé Michel demande aux habitants de transporter les matériaux de

⁶ J-U Forget, *op. cit.*, p. 24

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*, p. 27.

construction sur les lieux qu'on a choisis pour la future église. Au jour fixé, au moins 60 travailleurs sont sur place. C'est alors que survient un affrontement entre le prêtre et les fidèles qui va retarder la construction de l'église. L'abbé Michel s'oppose à ce que les travaux débutent sans qu'on ait au préalable défriché tout l'emplacement qu'occupera l'église. De leur côté, les habitants, pour des raisons que le curé Forget explique mal, s'opposent à ce point de vue. Il s'ensuit un échange de « propos plutôt vifs ». Finalement, après de longues discussions, MM. Élie Bourgeois, Théophile Bruyère, Simon Séguin, Desnoyers et quelques autres s'engagent à donner satisfaction à l'abbé Michel et à défricher d'abord tout le terrain nécessaire à la future construction, tel qu'exigé par le prêtre.⁹ Cet affrontement entre l'abbé Michel et les paroissiens fera en sorte qu'il ne pourra assister aux débuts des travaux de construction de la nouvelle chapelle. Nommé curé d'Aylmer en 1858, il quitte Embrun pour sa nouvelle paroisse. Son départ est d'ailleurs marqué d'une anecdote très particulière que le curé Forget rapporte d'une façon très vivante.

En annonçant ces changements à son petit peuple de la Rivière-du-Castor, le Père Michel les assura que son successeur continuerait les travaux commencés. Quant à lui, il se disposa à partir et se mit en frais de faire ses malles.

Or, les vases sacrés et les ornements sacerdotaux, dont il se servait pour dire la messe, lui appartenait personnellement. Il les emportait dans chaque « mission » où il allait et, naturellement, il les rapportait avec lui. Après donc avoir annoncé son départ définitif, suivant son habitude le bon M. Michel était occupé à mettre en caisse les vases et ornements sacrés, quand un nouvel incident se produisit, lequel, comme celui que nous avons déjà raconté, prouve que les gens d'Embrun tenaient à garder leur mission et que, peut-être, certains d'entre eux craignaient pour l'avenir. Un Canadien s'approchant du Père, lui dit plutôt brusquement : « M. Michel, vous n'apporterez pas ces ornements, nous les gardons ici. » Le Père estima sans doute qu'il ne fallait pas contrarier ces braves gens, et, généreusement, il laissa toute l'installation d'autel à Embrun. Eut-il peur des muscles solides et de l'émotion du robuste Canadien? Ce serait bien la seule fois dans sa vie que ce fier compatriote de Bayard, le chevalier sans peur et sans reproche, s'en serait laissé imposer. Il faut croire plutôt que, même sous des dehors un peu brusques, il sentait s'affirmer surtout le grand désir qu'on avait à Embrun de s'assurer tout ce qui est nécessaire aux besoins du culte, et, en homme charitable autant que pratique, il céda. D'ailleurs, à la cure d'Aylmer, il devait trouver tout ce qu'il lui fallait. Alors pourquoi insister?¹⁰

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Ibid.*, p. 27-28.

Voilà un texte qui, malgré les atténuations du curé Forget, en dit long sur les relations qui règnent entre l'abbé Michel et ses paroissiens, du moins à la fin de son ministère.

En 1858, le père Bertrand succède à l'abbé Michel. De sa cure de Gloucester, il dessert la communauté d'Embrun du 14 novembre de cette même année jusqu'au 26 avril 1859. C'est à lui que revient l'honneur d'avoir poursuivi l'œuvre de son prédécesseur en commençant la construction de la deuxième chapelle du village. Cette chapelle n'est pas construite sur le site de la première puisque celle-ci est transformée en presbytère. De plus, l'année précédente, l'abbé Michel avait insisté pour que le terrain soit d'abord défriché, ce qui indique qu'il ne peut s'agir de la localisation originale. D'après un plan non daté du curé Guillaume, la nouvelle chapelle serait située à 12 mètres du chemin, du côté nord de la rue Notre-Dame, entre le presbytère actuel et l'école Saint-Jean. L'édifice en bois de 12,6 × 21,6 mètres ne sera terminé qu'en 1861. L'église apparaît sur un plan de 1863 mais l'échelle est trop imprécise pour en tirer des données exactes.

Dans les notes de sa visite pastorale de février 1859, Mgr Guigues écrit au sujet d'Embrun :

La visite à Saint-Jacques de Russell a duré trois jours. Je me suis trouvé seul avec le curé, M. Bertrand. Le travail a été excessif, car, indépendamment des catholiques qui forment la « mission » actuelle de Saint-Jacques, un grand nombre de fidèles sont venus de Winchester, de Finch et de Cambridge, qui voulaient profiter des grâces de la visite. La « mission » de Saint-Jacques compte cent quatre-vingt-trois familles. De plus, il y en a cinquante environ dans une localité que l'on appelle La Pile, et d'autres encore du Haut-Canada, qui ne peuvent se rendre ailleurs qu'à Russell. Toutes ces familles réunies formeraient une grande « mission », mais elles sont malheureusement très pauvres. Le Révérend M. Bertrand les dessert de Gloucester une fois par mois, et il leur donne tous les secours possibles. La petite église que l'on avait d'abord élevée n'est pas terminée, et l'on a dû en commencer une autre qui sera plus grande et plus considérable. L'église actuelle servira de presbytère. J'ai donné pour patron à cette église saint Jacques, en raison des familles qui sont venues de Saint-Jacques-de-l'Achigan, Bas-Canada.¹¹

L'abbé Michel avait d'ailleurs pris l'habitude de saluer les gens originaires de cet endroit en leur disant : « Tiens, voilà un achigan ».

De 1859 à 1861, Embrun reçoit la visite des missionnaires Reboul, Bertrand, Ébrard, Alméras et O'Brien. Ces missions sont très

¹¹ *Ibid.*, p. 28-29.

espacées et se résumait souvent à un séjour de quelques heures seulement dans l'année. De 1861 à 1864, le père O.J. Boucher semble être le seul prêtre à avoir visité St-Jacques d'Embrun. Selon le témoignage d'un contemporain, ce prêtre était infatigable. Il arrivait qu'après avoir dit la messe de minuit à Clarence, il chaussait les raquettes et, à travers bois, il allait terminer la fête avec les fidèles de Sarsfield. Le père Boucher est le dernier missionnaire d'Embrun. Avec lui se termine une première étape très active de l'histoire du village. Les 10 prêtres qui ont visité la mission durant cette période de 12 années, ont contribué dans une large mesure à ce succès malgré des conditions souvent difficiles. Le père Alexis, qui a vécu au tournant du siècle, décrit de façon réaliste le milieu dans lequel œuvraient ces missionnaires :

Tel peuple tel missionnaire. On ne saurait trop admirer les vétérans du sacerdoce qui nous ont précédés dans le pays. Le missionnaire n'avait point, à vrai dire de demeure permanente, tant il était souvent absent. Le manque de chemin rendait impossible l'usage des voitures; heureux quand ils pouvaient trouver un cheval. Il parcourait, l'hiver en raquette, l'été, à pied ou en canot d'écorce, d'énormes distances, accompagné d'un guide ou d'un serviteur. Dans sa valise il portait un calice et les ornements sacrés. Il descendait dans l'humble cabane du colon, partageait son lit et ses repas. La nouvelle de son arrivée

dans un canton se répandait comme l'éclair et, de quatre ou cinq lieues à la ronde, les catholiques accouraient pour assister à la mission. Le Père baptisait alors les nouveaux-nés, faisait le catéchisme aux enfants, allait voir les malades et bénissait la fosse des morts. Il s'informait des abus qui s'étaient glissés dans la communauté et les corrigeait en termes énergiques. Parfois, quand il s'agissait d'ivrognerie, il ajoutait aux discours des gestes plus énergiques encore, et châtiât lui-même les coupables confus. Rien n'était oublié, pas même la quête, qui était abondante.

On se confessait toute la nuit, et le lendemain, sur une table, dans la chambre de la demeure, il offrait le saint sacrifice. La maison était toujours trop petite pour la foule des catholiques qui étaient accourus et qui attendaient à jeun, pour avoir la consolation de communier.

Lorsque la communauté devenait plus nombreuse et commençait à prospérer, on parlait de construire une chapelle. C'était un monument peu somptueux, une salle en troncs équarris, dans le genre de nos écoles rurales d'aujourd'hui. Des catholiques généreux offraient quelques arpents de terre pour l'église et le presbytère futurs. Souvent, des riches protestants fermiers ou bourgeois de chantier, flairant une bonne affaire, donnaient libéralement un emplacement dans leur domaine, espérant bien qu'un jour, autour de l'église, un gros village se formerait.

Ainsi vivait le missionnaire, voyageant de district en district, et passant des mois

*entiers sans retourner à son logis. Il se reposait ensuite quelques semaines, et envoyait à son évêque un rapport circonstancié sur l'état spirituel et temporel de ses ouailles.*¹²

Depuis 1852, la mission d'Embrun avait donc été une desserte de Gloucester et de Cumberland. Le 19 octobre 1864, la paroisse accueille son premier curé résidant. Il s'agit du curé Maurel, un Français nouvellement arrivé d'Europe. Son séjour à Embrun devait lui causer bien des ennuis et des désagréments. N'ayant pas encore eu le temps de s'adapter à la mentalité canadienne, M. Maurel, dont le caractère est vif et décidé, choque ses paroissiens par ce que le curé Forget appelle gentiment des « ordres trop brefs ». Les événements ultérieurs tendent à démontrer qu'il s'agissait plutôt d'arrogance et d'autoritarisme.

Après avoir connu, comme nous le verrons plus loin, un premier démêlé avec ses paroissiens au sujet de la construction du presbytère, le curé Maurel doit faire face à une nouvelle difficulté. Dans un compte rendu de sa visite pastorale de 1865, Mgr Guigues affirme que certains Embrunois « s'adonnent à la boisson et se font exploiter par des marchands protestants qui profitent de leur ignorance. »¹³ Le climat social de la paroisse s'en trouve perturbé si bien qu'il s'ensuit des scènes regrettables contre lesquelles s'élève le curé Maurel. À

l'automne de 1865, un de ces dissipateurs va même jusqu'à insulter publiquement le curé qui porte la cause devant le tribunal. Vainqueur, M. Maurel n'en n'est pas moins aigri et désabusé. Devant faire face à ce qu'il croit être un sentiment d'hostilité de la population à son égard, il demande à l'évêque la permission d'abandonner son ministère. La requête est acceptée et le 18 mai 1866, il quitte la paroisse pour s'installer aux États-Unis. Si son séjour de 19 mois à Embrun a été marqué par des conflits avec les paroissiens, son enseignement religieux toutefois a toujours été à la hauteur de son zèle.

Entre le départ de M. Maurel en mai 1866 et l'arrivée du deuxième curé résidant en décembre 1867, la mission d'Embrun est desservie par trois missionnaires qui sont MM. O.J. Boucher, D. Dandurand et F. Lombard. La documentation historique est muette au sujet du ministère de ces trois prêtres. M. Boucher est le même missionnaire qui avait visité la mission de 1861 à 1864.

Le deuxième curé de la paroisse de Saint-Jacques d'Embrun est l'abbé Paul Agnel, un Français originaire de Mont-Dauphin dans le diocèse de Gap. M. Agnel

¹² A. de Barbezieux, *op. cit.*, p. 289.

¹³ J.-U. Forget, *op. cit.*, p. 33

dessert la paroisse de décembre 1867 à octobre de l'année suivante. Le presbytère commencé sous M. Maurel n'est pas encore terminé à l'arrivée du nouveau pasteur. Un mur de brique construit à la hâte s'étant écroulé, M. Agnel doit donc loger chez un paroissien. La chapelle n'est pas en meilleur état. Le curé Forget, qui a puisé abondamment dans les notes du curé Francœur, déclare qu'elle ressemble plus à une grange qu'à la maison de Dieu. Le bois étant encore vert lors de la construction, les murs se sont disjointés laissant de larges fissures par lesquelles s'engouffrent le vent, la pluie et la neige. Dans le dessein d'imiter le style gothique, un « peintre » l'a ornée de grossiers tracés de peinture rouge au-dessus des fenêtres. « On était loin des beautés de l'ogive. »¹⁴ Malgré l'état déplorable de la chapelle, le curé Agnel fait tout de même installer à son sommet une cloche de quelques centaines de livres qu'il a achetée à Montréal à raison de \$0.50 la livre.

En octobre 1868, l'abbé Joseph-Léandre Francœur succède à Paul Agnel. Né à Saint-Roch-des-Aulnaies en 1839, ordonné prêtre par Mgr Guigues le 18 octobre 1868, M. Francœur en est donc à sa première expérience dans une paroisse. C'est sous son ministère que le gouvernement provincial entreprend la construction d'un canal d'irrigation au nord du canton de Russell.¹⁵

Grâce à ces travaux, de nouveaux terrains sont maintenant accessibles à la colonisation et plusieurs nouvelles familles viennent s'établir dans la paroisse. Cette croissance rapide de la population cause certains problèmes à M. Francœur. Lors de sa visite du 22 juin 1868, Mgr Guigues avait recommandé de construire une nouvelle église en pierre plutôt que de réparer ou de rénover l'ancienne chapelle. Dans l'immédiat, le curé se voit toutefois dans l'obligation d'accommoder ces nouveaux colons en augmentant le nombre de bancs dans l'église. Il fait construire à cette fin, autour et sur trois côtés de la chapelle, un jubé qui peut recevoir une trentaine de bancs. Cet ajout a pour effet de contribuer à la consolidation de l'édifice aux dires du nouveau curé.

M. Francœur, qui a rédigé des notes historiques sur ses prédécesseurs et dans lesquelles le curé Forget a puisé pour rédiger son histoire de la paroisse, demeure cependant silencieux sur son propre ministère. Sauf pour les travaux de rénovation à la chapelle, l'information contenue dans ces notes consiste en faits anodins qui n'ont que très peu de valeur historique. Si l'humilité qui a guidé le curé Francœur est

¹⁴ Ibid., p. 35.

¹⁵ Contrairement à ce qu'affirme le curé Forget, ces travaux ont été effectués en 1870-1871 et non 1868-1870.

louable à bien des points de vue, on la déplore en ce qui concerne l'histoire d'Embrun. Le ministère de ce prêtre, que le curé Forget qualifie de « cœur franc », s'étend sur une période cruciale de l'histoire de la paroisse. Les années 1870 correspondent à la véritable naissance d'Embrun en tant qu'entité économique et sociale. Il est dommage que ses notes ne contribuent pas à mieux faire connaître cette période. Rappelé par Mgr Guigues en février 1871, M. Francœur quitte Embrun le 8 mars suivant pour s'installer à Ottawa.

Les effets de la canalisation dans le nord du canton de Russell se font surtout sentir sous le ministère de Jean-Jacob Guay. Nommé quatrième curé de la paroisse le 4 mars 1871, il est originaire de Saint-Romuald. Trois mois après sa nomination, M. Guay reçoit la visite de son évêque. Depuis son dernier passage, qui remonte à 1868, Mgr Guigues constate que la paroisse s'est accrue de 26 familles portant le total à plus de 200. Cette fois, et en raison de ces nouvelles données, l'évêque, qui avait déjà suggéré d'ériger une nouvelle église, revient à la charge mais avec plus d'insistance. De l'avis du prélat, une nouvelle église est nécessaire ainsi que des travaux de réparation au presbytère qui est toujours en mauvais état. Mgr Guigues précise même que le nouveau temple devra mesurer au

minimum 30 mètres sur 15 et être érigé en pierre. Le curé Guay, qui est d'accord avec les vues de son évêque, entreprend aussitôt de faire signer par la population d'Embrun des billets à ordre qui garantiraient la construction en pierre de la nouvelle église. Entre-temps, il s'occupe également des réparations au presbytère. Ainsi, lorsque Mgr Guigues revient en juin 1873, il a la joie de constater que le presbytère a été convenablement réparé et que les billets consentis par les paroissiens assurent la construction de l'église. Rappelé par Mgr Duhamel qui a succédé à Mgr Guigues décédé le 8 février 1874, le curé Guay quitte Embrun le 5 septembre 1875. Faut-il faire un lien entre ce départ et une lettre que le curé Guay avait écrite à son évêque le 24 juin précédent et dans laquelle il se plaignait du comportement de l'ancien missionnaire d'Embrun, le curé Boucher, qui l'accusait d'être un incompetent qui s'était mis les paroissiens d'Embrun à dos?¹⁶ D'après la lettre de M. Guay, le curé Boucher, dans le but de s'approprier la cure d'Embrun, dénigrait volontairement son confrère. Cette assertion est confirmée par une pétition que 200 paroissiens adressent à l'évêque et dans laquelle ils affirment que le curé Boucher, lors de son séjour à Embrun de 1861 à 1864 et en 1867 « n'a pas plu à la population ». Il

¹⁶ AAO, Paroisse d'Embrun.

aurait même vendu les billets à ordre qui devaient payer la chapelle au prix d'environ \$30. alors que leur valeur était d'au moins \$200. En conclusion, les paroissiens demandent à l'évêque de leur conserver leur curé qu'ils ont eu « l'avantage de connaître ». ¹⁷ La requête n'a pas été reçue puisque M. Guay quitte Embrun quelques semaines plus tard. S'il n'a pas assisté au début des travaux de construction de la nouvelle église, il lui revient tout de même le mérite et l'honneur d'avoir préparé son érection par son travail inlassable auprès des paroissiens.

En septembre 1875, Jacques Charles Guillaume devient le cinquième curé d'Embrun. Comme plusieurs de ses prédécesseurs, il est originaire de Gap, dans les Hautes-Alpes. C'est un prêtre pieux, ami de l'étude et jumelé d'une qualité appréciée d'écrivain. Lorsque le curé Guillaume arrive à Embrun, la paroisse est au cœur même des préparatifs en vue de la construction de la nouvelle église. Sa première tâche est d'écrire à son évêque pour lui faire le portrait de la situation. D'après sa lettre du 27 octobre, le plan, les spécifications, les devis et le rapport sur le terrain sont complétés. La souscription progresse bien et on envisage déjà de faire des démarches auprès d'un entrepreneur. ¹⁸ Moins de sept mois plus tard, à l'assemblée tenue le 7 juin 1876, la majorité des paroissiens se

prononce en faveur de la construction d'une église en pierre devenue indispensable. Ils sont appuyés par un groupe de 34 chefs de famille du canton de Cambridge qui fréquentent l'église d'Embrun. Il ne reste plus qu'à choisir le site d'érection du futur édifice.

Ce sujet semble avoir soulevé beaucoup de controverses à Embrun. Doit-on construire du côté nord ou du côté sud de la rivière? D'après l'ouvrage du curé Forget, l'avis des Embrunois est partagé sur la question. Si plusieurs pensent d'abord à l'intérêt général, ils s'en trouvent pour qui l'intérêt particulier passe avant tout. « Qu'on nous permette de le dire sans récrimination aucune et sans aigreur, nos chers compatriotes canadiens sont un peu trop normands à cet égard » ¹⁹ Après maintes discussions, la majorité s'entend pour construire du côté nord, sur le terrain qui appartient déjà à la fabrique et où s'élève la chapelle. Dans sa visite du 15 juin 1876, Mgr Duhamel semble avoir prévu les risques que cette décision implique pour la solidité de l'édifice. Il écrit : « Les craintes qui ont été exprimées ne se réaliseront pas je l'espère, mais si elles se réalisent, les

¹⁷ *Idem*.

¹⁸ *Idem*.

¹⁹ J.-U. Forget, *op. cit.*, p. 45

catholiques se rappelleront que c'est à leur demande expresse que nous avons permis de bâtir en pierre et, par conséquent, ils n'auront jamais de reproches à nous faire. »²⁰

L'emplacement étant choisi, il s'agit maintenant de déterminer l'orientation de l'église. Le tracé d'un plan fait par le curé Guillaume le 23 juillet 1876 ou 1877 indique deux possibilités : ou bien la façade donne sur le rang Saint-Augustin et l'ancienne chapelle devient la sacristie, ou bien elle est orientée vers la rue Notre-Dame et on doit construire une nouvelle sacristie à l'arrière. Dans son rapport à l'évêque du 1er août 1877, le curé Guillaume déclare :

Que vu quelques prétendues difficultés survenues entre les paroissiens au sujet de l'emplacement et l'orientation de la dite nouvelle église, j'ai fait appeler MM. les syndics de la paroisse pour m'informer et de leur opinion personnelle et de l'opinion générale de la paroisse et ai pu réussir après plus d'une demi-journée de propositions et contre propositions à obtenir d'eux que trois seulement sur cinq aient consenti à placer la dite nouvelle église, la façade sur la rue du village, à droite de l'ancienne église, à une distance d'icelle suffisante pour ne pas forcer la paroisse à acheter du terrain chez le voisin pour y placer l'arrière de l'église et la sacristie.²¹

Joseph Dufort, Jean Millaire et Fabien Gauthier qui sont favorables à cette décision et qui représentent « les opinions les plus arrêtées et les moins conciliantes » et par les deux syndics Benjamin Brisson et Ludger Marion qui s'opposent au choix. En plus des cinq syndics, on retrouve aussi la signature de Théophile Bruyère, Joseph Longtin, Pierre Poupard, de l'entrepreneur Étienne Hébert et du curé Guillaume. Il est intéressant de noter qu'à l'exception des deux derniers, aucune autre personne ne déclare savoir signer son nom.

D'après le plan du curé Guillaume de 1876 ou 1877, la nouvelle église serait donc érigée immédiatement à l'ouest de l'ancienne chapelle, à quelque 15 mètres du chemin, sur l'emplacement du presbytère actuel. Le tout serait ceinturé d'un remblai de cinq mètres de largeur et d'un canal rempli de pierre. Toutefois, d'après un autre plan, également du curé Guillaume et daté de 1885 alors que l'église est déjà construite, l'édifice serait situé à l'est de l'ancienne chapelle et mesurerait environ 18 × 19 mètres. M. Guillaume ajoute cependant que son plan est dépourvu de proportions exactes.²² En fait, il semble qu'il faille multiplier par deux toutes les dimensions

²⁰ *Idem*

²¹ AAO, Paroisse d'Embrun.

²² *Idem*

Le rapport est signé par les trois syndics



L'église d'Embrun en 1885

Cette troisième église fut commencée sous le ministère du curé Guillaume en 1876. Elle fut remplacée en 1891 par l'église actuelle

Archevêché d'Ottawa

du second plan.²³ Pour l'instant, en raison de cette contradiction, il est donc impossible de déterminer la localisation exacte de cette église. D'après les rapports annuels des curés de 1879 à 1891, les dimensions de l'église en pierre seraient d'environ 40 mètres de longueur sur 18 de largeur avec des murs latéraux, sans transept, de 9 mètres de hauteur. Nous disons environ puisque ces chiffres varient d'année en année!²⁴ L'église est dotée de fonts baptismaux et de confessionnaux. La sacristie, qui a été construite à la même époque, mesure 12 mètres sur 9. La construction de l'édifice, qui a débuté à l'automne de 1876, fut assez lente puisqu'il ne sera béni par Mgr Duhamel qu'en 1880.

La construction n'est pas encore terminée que déjà l'édifice cause des problèmes d'ordres financier et technique. Dans sa visite de 1878, Mgr Duhamel constate que le contrat de construction a été octroyé à M. Étienne Hébert de Québec pour la somme de \$15 000.²⁵ Déjà \$3000. ont été payés et \$3000. doivent l'être sous peu. Le solde est payable par versements annuels de \$1500. L'évêque exprime l'espoir que les fidèles continueront à verser régulièrement leurs souscriptions, de telle sorte qu'il ne sera pas nécessaire de faire un emprunt « ce que d'ailleurs nous ne pourrions pas permettre. »²⁶ Il semble que les

espoirs de l'évêque n'aient pas été comblés puisque l'entrepreneur Étienne Hébert, dans une lettre qu'il lui adresse le 28 avril 1879, annonce au prélat que les travaux de construction ont cessé au début de 1878, la fabrique ne pouvant se conformer aux clauses du contrat touchant les paiements. M. Hébert ajoute que son contrat a été résilié à la faveur de l'entrepreneur Joly et qu'il menace d'entreprendre des poursuites judiciaires si les travaux qu'il a effectués jusqu'à cette date ne sont pas estimés à leur juste valeur.²⁷ L'évêque accuse réception de la lettre et promet de s'enquérir de la situation auprès du curé Guillaume. Dans sa réponse du 20 mai, M. Guillaume déclare :

M. Hébert qui nous a abandonnés malgré tous les services que nous avons voulu lui rendre pour l'aider dans ses travaux n'a plus à venir vers nous. Il avoue lui-même dans une de ses lettres qui sont à l'Évêché avoir reçu de nous la somme de \$1200.00. C'est bien plus qu'il n'en faut pour payer son trouble. On voit donc qu'il

²³ L'échelle sur le plan du curé Guillaume est de 1 ligne au pied. Au XIX^e siècle, on disait souvent le pouce en 8 lignes plutôt que 16 comme aujourd'hui. Il faudrait donc multiplier par deux toutes les mesures du curé Guillaume.

²⁴ AAO, Paroisse d'Embrun. Rapports annuels.

²⁵ Le curé Forget avance le chiffre de \$500 alors que l'entrepreneur dans une lettre à l'évêque parle de \$1500.

²⁶ J.-U. Forget, *op. cit.*, p. 46.

²⁷ AAO, Paroisse d'Embrun.

*a reçu quelques choses et qu'il n'a pas été mis dehors sans rien avoir reçu suivant qu'il le prétend.*²⁸

Il est impossible à partir de la documentation historique de connaître précisément la conclusion de cette affaire. Il semble que les arguments du curé Guillaume aient prévalu sur ceux de l'entrepreneur Hébert.

Aussitôt cette querelle terminée, le curé Guillaume doit faire face à un autre problème, beaucoup plus sérieux celui-là : la solidité de l'église. En juillet 1880, Mgr Duhamel revient à Embrun procéder à la bénédiction solennelle de la nouvelle église qui a maintenant ses murs et son toit et qui a déjà servi au culte. Constatant l'état général de l'édifice, il ordonne qu'on mette un terme aux travaux de construction. En réalité, l'église cause déjà d'incessants maux de tête aux autorités religieuses comme aux paroissiens à cause de l'instabilité de ses fondations. Il faudra bientôt penser à reconstruire un nouveau temple. Entre-temps, alors que le curé et les marguilliers travaillent à éponger la dette, le 19 juillet 1883, Mgr Duhamel vient bénir les deux nouvelles cloches de l'église. Deux ans plus tard, le 29 septembre 1885, après un ministère pleinement rempli de 10 ans, le curé Guillaume quitte Embrun.

En septembre 1885, M. Albert Philion

devient le sixième curé de la paroisse de Saint-Jacques d'Embrun. Marié puis veuf, il est ordonné prêtre à l'âge de 33 ans, le 24 juin 1878. Il passe les deux premiers mois de son ministère à Embrun à titre de vicaire. Le 27 septembre 1878, il est nommé curé de la nouvelle paroisse de Saint-Albert qui vient de se détacher de celle d'Embrun. C'est de cette localité qu'il arrive en septembre 1885 pour prendre charge de la cure d'Embrun. Deux mois plus tard, l'abbé Louis Ducolomb devient le premier vicaire régulier de la paroisse. Cette dernière nomination est un indice certain qu'Embrun est alors en pleine croissance. Non seulement le curé Philion participera-t-il à cette croissance, mais il en sera l'instigateur dans bien des domaines.

Après avoir construit un nouveau presbytère, en 1887, le curé Philion invite les *Sœurs Grises-de-la-Croix* d'Ottawa à s'établir à Embrun pour assurer l'instruction des jeunes du village. Par ses effets bénéfiques qu'il aura sur la population locale, ce geste de M. Philion s'avère comme étant l'un des plus importants de son ministère dans la paroisse. Pour la première fois, les élèves du village peuvent bénéficier d'un enseignement bien structuré, dispensé par des enseignants de profession. Dès leur arrivée à Embrun le 22 août 1887, les sœurs s'installent dans l'ancien presbytère qu'on a

²⁸ *Idem*



Le curé Philion

M. Philion fut curé d'Embrun de 1885 à 1896. La paroisse lui doit beaucoup d'innovations, surtout dans le domaine de l'éducation. C'est sous son ministère que fut construite l'église actuelle.

Presbytère d'Embrun

réparé pour la circonstance. À l'ouverture des classes, le lendemain, le curé présente les sœurs en ces termes : « Mes chers enfants, voilà que je vous amène des mères pour former vos intelligences et vos cœurs. Soyez toujours très respectueux, dociles et appliqués. »²⁹ En plus de leur rôle d'éducatrice, les religieuses, afin de rendre service aux prêtres de la paroisse, acceptent la charge de sacristines. Elles veillent à l'entretien du linge d'autel et des ornements liturgiques et préparent avec grand soin tout ce qui est nécessaire aux offices religieux. Pour les récompenser et les encourager, M. Philion obtient la permission du Vicaire-Général d'ériger dans leur couvent, un chemin de croix qu'elles ont apporté de leur maison mère d'Ottawa. Dans sa visite de juin 1888, Mgr Duhamel, archevêque depuis 1886, approuve tout ce qui a été fait : « Nous n'avons que des louanges à offrir au curé et aux paroissiens, et nous attirons sur eux toutes les bénédictions du ciel. »³⁰

Le curé Philion n'a pas encore terminé de payer la dette encourue par la construction de l'église et du presbytère, qu'il doit tenter de trouver une solution au problème constant de la solidité du temple. On se rappellera les craintes qu'avait suscitées l'église quant à sa stabilité quelques années seulement après son érection en 1876. À la

fin des années 1880, les doutes font place à la réalité : l'église « travaille ». Les fondations s'enfoncent, les murs se lézardent et l'église menace de s'écrouler sur les fidèles. Il faut reconstruire à neuf. Le 28 octobre 1889, le curé Philion écrit à l'archevêque d'Ottawa :

*Comme cadeau de la fête du 28, avec mes hommages les plus respectueux, je viens déposer aux pieds de Votre Grandeur une heureuse nouvelle. C'est que les paroissiens d'Embrun au nombre de trois cents à peu près ont décidé finalement de reconstruire leur église d'ici deux ans. . . C'est là Monseigneur une grande victoire pour vous qui connaissez Embrun.*³¹

Environ 20 familles seulement s'opposent au projet de reconstruction.

La première question que soulève la construction du nouvel édifice porte, encore une fois, sur son emplacement. Où doit-on construire l'église? Les expériences antérieures ont démontré que le choix des sites n'avait pas toujours été des plus heureux. Malgré tout et après de nombreuses assemblées des paroissiens, l'évêque, de qui relève la décision finale, choisit de reconstruire sur le même emplacement, un peu à l'ouest de l'église de 1876. Le fait que la fabrique

²⁹ Chroniques des Sœurs Grises-de-la-Croix à Embrun CI-apres CSGCE

³⁰ J-U Forget, *op. cit.*, p. 48

³¹ AAO, Paroisse d'Embrun

possédait déjà 100 acres de terrain dans ce secteur a probablement contribué pour beaucoup dans la décision des autorités cléricales. Les nombreuses réparations que subira cet édifice et son inclinaison actuelle démontrent que ce choix était, encore une fois, le mauvais.

L'étape suivante consiste à faire les appels d'offres et à accorder le contrat de construction à un entrepreneur. À une assemblée du comité de bâtisse qui se tient au presbytère le 15 septembre 1890 et à laquelle assistent MM. Joseph Lalonde, Raphaël Gagné, Jérôme Lévesque, Jean-Baptiste Gervais, François-Xavier Séguin, Moïse Richard, Séraphin Marion, Rémi Lussier, Louis Lapensée, Ludger Marion, Benjamin Marion, Cyprien St-Onge, Napoléon Filion, le curé Philion et le vicaire Carufel, il est décidé de rejeter la soumission des entrepreneurs Martineau et Fauteux parce que cette compagnie ne peut s'entendre avec l'architecte L.Z. Gauthier et que, en se basant sur le peu de garantie de stabilité qu'offre le terrain, elle a haussé sa soumission de \$26 000. à \$30 000. Le comité s'entend donc pour accepter les offres faites par l'entrepreneur Joseph Bourque qui s'engage à bâtir l'église et la sacristie, selon les plans de l'architecte, pour la somme de \$29 500. et à compléter les travaux avant le 25 décembre 1891. Les conditions d'exécu-

tion, de temps, de lieu, de nombre et autres procédés devront être déterminées par l'architecte. Quant aux modalités des paiements, elles sont comme suit : divers versements totalisant \$20 000. à l'achèvement des travaux et deux autres à 6% d'intérêt les 1ers janvier 1893 et 1894.³²

La première pierre de l'église actuelle de Saint-Jacques d'Embrun est bénite le 19 mai 1891 par Mgr Duhamel. Le 22 décembre suivant, l'archevêque revient dans la paroisse pour bénir l'église, la sacristie et une cloche de 115 kilos installée à son sommet. Selon l'acte officiel, l'église en pierre mesure 45,3 mètres de longueur à l'intérieur, 18,6 mètres de largeur à l'extérieur, 24 mètres au transept et 8,4 mètres de hauteur à partir du plancher. La sacristie mesure 18 mètres de longueur sur 10,8 mètres de largeur et 7,8 mètres de hauteur. Les plans ont été conçus par Gauthier et Roy de Montréal et réalisés par Joseph Bourque d'Ottawa. Les syndics sont MM. Joseph Lalonde, Cyprien St-Onge, Rémi Lussier, Moïse Richard, Joseph Marion, Benjamin Brisson, Napoléon Filion et Raphaël Gagné.³³

³² *idem*.

³³ *idem*.



Le presbytère d'Embrun

Cet édifice, situé en face de l'église, a d'abord servi de première église d'Embrun en 1856 avant d'être transformé en presbytère en 1864. Une partie de cette maison, qui fut convertie en couvent des Sœurs Grises-de-la-Croix en 1887, existe toujours au 16 de la rue Forget. La photo montre Mgr Duhamel lors de sa visite en 1885. Le curé Guillaume est à la droite de l'archevêque.

Archevêché d'Ottawa

Les travaux de construction étant terminés à l'extérieur, il faut maintenant songer à payer l'entrepreneur. À cette fin, le revenu des bancs est fixé à \$1500. par année. Une somme égale doit provenir de billets à ordre consentis pour 15 ans par les paroissiens. Malgré tous ces efforts, la dette augmente de façon régulière. Le 13 juillet 1894, Mgr Duhamel constate qu'elle est de \$37 168.27 alors que le déficit de la fabrique est de \$30.89.³⁴ Il en conclut que les paroissiens doivent s'imposer encore plus de sacrifices. Malheureusement, à peine terminée, l'église cause déjà des maux de tête aux autorités, ce qui contribue à grever davantage les finances. En 1894, on constate que la façade et les transepts se sont enfoncés, ce qui a pour effet de déséquilibrer l'édifice. L'entrepreneur Bourque fait alors raccourcir les colonnes de 20 à 25 centimètres à la base de façon à ramener le plancher au niveau original. La solution n'est toutefois que temporaire et d'autres vices font bientôt leur apparition.

Entre-temps, le travail et le dévouement excessifs du curé Philion finissent par altérer sa santé au point qu'en septembre 1896, il doit songer à la retraite. Son ministère de 10 ans à Embrun aura été des mieux remplis. En plus d'avoir veillé à la construction du presbytère, de l'église et de la sacristie, il a aussi contribué à mettre sur

pied divers organismes et confréries paroissiaux. Dans le domaine de l'éducation, le curé Philion est le responsable de la venue des Sœurs Grises-de-la-Croix à Embrun et de la construction ou de la réparation de plusieurs écoles. C'est également lui qui est à l'origine des noms des rangs que l'on retrouve aujourd'hui dans la paroisse.

Jean-Urgel Forget, le septième curé de la paroisse, arrive à Embrun le 14 octobre 1896. Il a 34 ans et il est le fils de Félix Forget, cultivateur, et de Thasile Nadon de Saint-Janvier dans le comté de Terrebonne. Il a fait ses études au séminaire de Sainte-Thérèse où il occupait la charge de premier-maître de discipline chez les grands. Déjà à cette époque, selon l'abbé Auclair, le co-auteur de l'histoire de Saint-Jacques d'Embrun, « tout le monde était d'avis qu'il taillerait de la besogne à ceux qui font des livres. »³⁵ C'était un homme à qui on reconnaissait un grand sens pratique. Ordonné prêtre à Ottawa par Mgr Duhamel le 17 décembre 1887, il occupa d'abord la charge de vicaire à Thurso puis celle de curé à Perkin's Mills de 1888 à 1896 avant de déménager à Embrun.

³⁴ APC, Papiers St-Jacques d'Embrun, bobine M-3129

³⁵ *Ibid.*

À l'arrivée du curé Forget dans sa nouvelle paroisse, la dette de la fabrique s'élève à \$37 823.71. Loin de diminuer, cette dette augmente d'année en année depuis au moins cinq ans empêchant ainsi les paroissiens de terminer l'église dont l'intérieur est encore inachevé. Toutefois, M. Forget est un excellent administrateur doué d'un sens pratique peu commun. Afin de remédier à la situation, il commence par convoquer les syndics et les membres du comité de bâtisse pour examiner les livres et faire payer les arrérages. Puis, le 21 février 1897, il réussit à renégocier un emprunt de \$35 000. avec la Law Union and Crown Company d'Angleterre au taux de 4,5%, soit, 0,5% inférieur au taux déjà établi. La même année, il organise un premier pèlerinage à Sainte-Anne-de-Beaupré qui rapporte la somme de \$1502. à l'église. Le succès de cette initiative incite le curé à renouveler l'expérience l'année suivante. Même l'ouverture de la ligne de chemin de fer Ottawa — New-York, le 5 septembre 1898 sert de prétexte à M. Forget pour gonfler les coffres de la fabrique. Il organise, à cette occasion, un concours de popularité qui, avec le pèlerinage, rapportent la somme de \$2826. L'avènement de ce chemin de fer, pour lequel le curé Forget s'est tant dépensé en faisant signer par les paroissiens un bon de \$10 000. à la compagnie et en incitant cette dernière à « s'incliner sous la main de

l'Église », a d'ailleurs très certainement contribué dans une large mesure à éponger la dette de la fabrique. Il suffit de comparer l'état stagnant de l'économie d'Embrun avant l'installation de cette voie avec celui du début du XX^e siècle pour comprendre que le chemin de fer a favorisé l'essor économique d'Embrun et partant, celui de la fabrique. Poursuivant son travail d'assainissement des finances, en 1899, le curé Forget conçoit un plan très original pour contribuer à payer la dette de l'église. Au cours de sa visite paroissiale, il demande à chaque chef de famille d'élever un veau jusqu'à l'âge de 18 mois, puis de le donner à la paroisse. « Je vous apporte les bénédictions de Dieu, vous savez que je prends vos intérêts. Eh bien! venez-moi en aide. »³⁶ Les profits de cette vente, joints à ceux d'un nouveau concours de popularité et un autre pèlerinage, font que la fabrique enregistre un surplus de \$6665.89 en 1900.³⁷ On est loin des déficits des dernières années du ministère du curé Philion.

Ce surplus arrive d'ailleurs à point car l'église travaille toujours. Le 30 juillet 1900, l'évêque écrit :

L'église a souffert de grands dommages à cause du sol sur lequel elle est bâtie. Il faudra

³⁶ J.-U. Forget, *op. cit.*, p. 61.

³⁷ APC, Papiers St-Jacques d'Embrun, bobine M-3129

*la faire examiner par des experts, afin d'aviser aux moyens de réparer ces dommages, si c'est possible, ou tout au moins de faire ce qui sera nécessaire pour empêcher un écroulement, s'il y avait lieu de le redouter.*³⁸

Les syndics demandent donc au constructeur Bourque de venir faire un nouvel examen de l'édifice. L'analyse révèle qu'il faut effectuer des travaux à la maçonnerie, la toiture, les piliers, les planchers, les marches des balustres, les lambourdes, les soliveaux. . . etc. La soumission la moins élevée est encore celle de M. Joseph Bourque à \$2750. Le début des travaux de réparation est prévu pour le printemps de 1902. C'est lors de ces travaux qu'on installe les colonnes à l'intérieur de l'église.

Au mois de mai 1903, Mgr Duhamel revient à Embrun en visite pastorale. Les syndics profitent de l'occasion pour lui demander la permission de terminer l'intérieur de l'église. La voûte en bois grossier est en mauvais état et dans les mois les plus rigoureux de l'hiver, le froid empêche plusieurs familles de se présenter à la messe. L'administration efficace du curé Forget qui, de 1896 à 1902, a réduit la dette de près de \$10 000. malgré les nombreuses réparations apportées à l'église, représente un gage de réussite pour l'évêque. Mgr Duhamel se plie donc à la requête des syndics en précisant toutefois que ces

travaux ne devront pas contribuer à accroître la dette de la paroisse. Encore une fois, le curé fait appel au système des billets pour assurer le succès de l'entreprise. Il parvient ainsi à amasser la somme de \$6000. remboursable dans cinq ans. Le montant est jugé suffisant par l'archevêque Duhamel pour autoriser les travaux. Les syndics demandent donc aux architectes Gauthier et Daoust de Montréal de préparer les plans et devis. Cinq entrepreneurs présentent ensuite des soumissions pour réaliser les travaux. M. Gilbert Énard se mérite le contrat au prix de \$3300. à la condition que les travaux soient complétés pour décembre 1905. Profitant de la présence des échafaudages, le curé Forget, avec l'assentiment des syndics, décide de faire quelques travaux d'enjolivement qui consistent en la sculpture des chapiteaux de la voûte, l'installation de boiseries en cèdre de la Colombie britannique et en bois blanc, de panneaux et barreaux tournés pour le sanctuaire et le jubé, la peinture, la décoration de l'autel, l'installation de deux castors à l'extérieur. . . etc. Ces travaux supplémentaires obligent la paroisse à emprunter la somme de \$5000. au taux de 5%.³⁹ Le coût total des travaux s'élève ainsi à \$20 000., soit 66% de la valeur de l'église à sa construction en 1891. Malgré les recommandations de l'archevêque

³⁸ J.-U. Forget, *op. cit.*, p. 62

³⁹ APC, Papiers St-Jacques d'Embrun, bobine M-3129.



L'église et l'école Saint-Jean en 1938

Mme Régina Mahen

Duhamel de 1903, la dette de la paroisse passe ainsi à \$38 000.⁴⁰ Le 26 janvier 1906, les architectes Gauthier et Daoust attestent que les travaux sont terminés et qu'ils ont été effectués selon les plans. Les syndics pour cette construction sont MM. Philius Thibault, Gédéon Burel et J. Didas Sigouin. La finition de l'intérieur de l'église coïncide avec les fêtes du cinquantenaire de la paroisse célébré le 24 mai 1906.

En septembre 1908, le curé Forget fait installer deux fournaises dans l'église et une autre dans la sacristie. Le mois suivant, il fait construire un perron en ciment devant l'église et des trottoirs, également en ciment, devant l'église, le presbytère et le couvent. Quelques mois plus tard, en février 1909, on procède à l'installation des statues de Saint-Jacques et de Saint-Jean-Baptiste dans les niches du retable du maître-autel. La même année, la fabrique fait creuser un canal ouvert en ciment tout autour de l'église pour recevoir les eaux de la couverture et un autre, également en ciment, dans la cave. Tous ces travaux effectués depuis 1891 font dire à l'abbé Auclair en 1909, que l'église d'Embrun a coûté près de \$100 000. Sa valeur réelle à l'époque était d'environ \$65 000.⁴¹

En 1910, les travaux de construction à l'église, au presbytère et aux dépendances

sont terminés. Malgré l'optimisme débordant de l'abbé Auclair dans les conclusions de son livre au sujet de l'avenir du village, tout comme dans le domaine économique et social, la paroisse semble alors avoir atteint un sommet. La correspondance religieuse des années 1910 à nos jours se compose presque exclusivement de faits anecdotiques qui n'ont pas une très grande valeur historique. Cette période est nettement marquée par le rôle omniprésent que le curé Forget a joué dans la paroisse. Quelques faits et gestes méritent toutefois d'être soulignés plus particulièrement.

En 1928, selon les données de la fabrique, l'église est évaluée à \$125 000., le presbytère à \$10 000., les dépendances à \$3000. et l'ameublement à \$2000. pour une valeur totale de \$140 000. La dette de la fabrique est alors de \$24 839.04.⁴² M. Forget, qui est curé depuis 1896, continue à diriger sa paroisse d'une poigne solide. Après avoir organisé la paroisse, l'éducation et même l'économie, il veille sur le bien-être de ses paroissiens. Il ne craint pas de dépenser temps et énergie pour les représenter auprès du gouvernement dans leurs démarches pour réclamer leurs droits et présenter leurs

⁴⁰ Ibid.

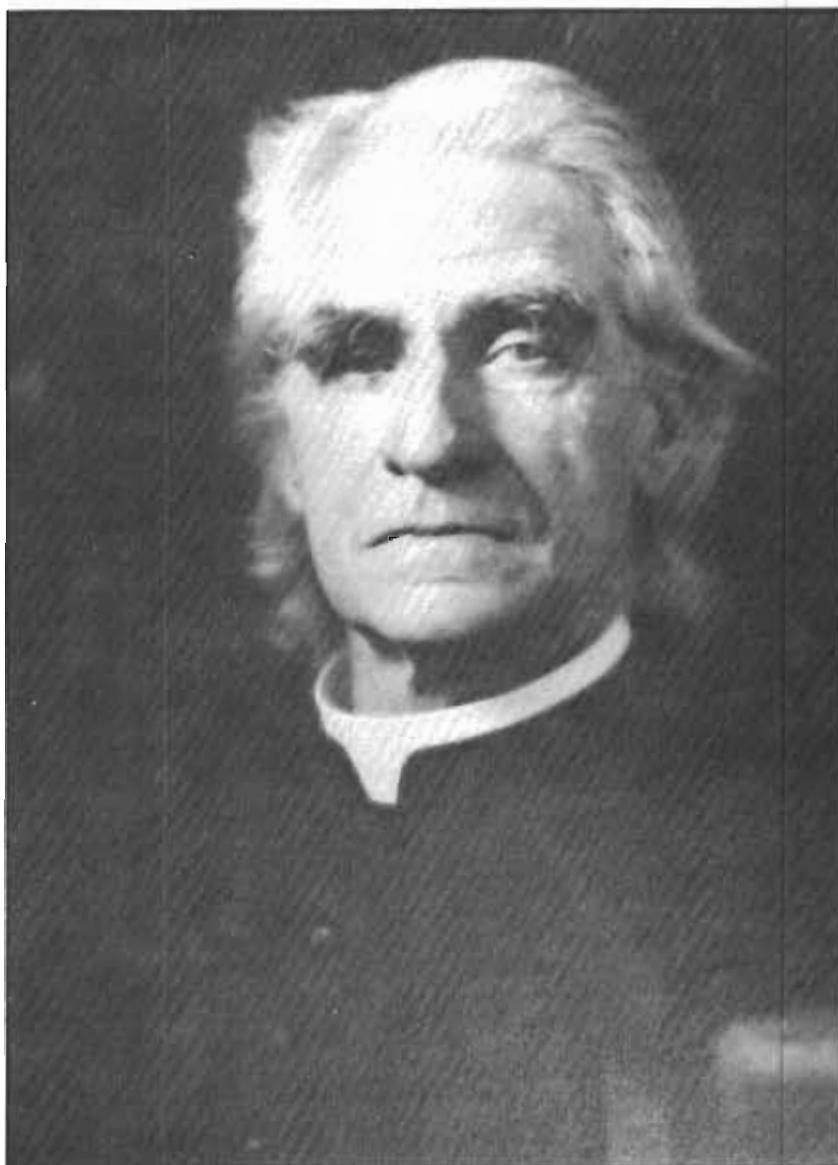
⁴¹ I.-U. Forget, *op. cit.*, p. 82.

⁴² APC, Papiers St-Jacques d'Embrun, bobine M-3129.

revendications. Qu'il suffise de se rappeler ses interventions dans l'obtention du chemin de fer, des écoles séparées, de l'école modèle, de l'école secondaire, de la société des alcools et du vaccin contre la tuberculose chez les animaux pour apprécier le rôle de leader que le curé Forget a joué à Embrun. Il s'occupe plus particulièrement des religieuses qui sont chargées de l'éducation. Souvent, il paie leurs déplacements jusqu'à Ottawa ou ailleurs; musicien, il vient régulièrement « faire de la musique » sur le piano du couvent qu'il leur a offert généreusement; pêcheur, il les approvisionne, ainsi que les familles les plus démunies de la paroisse, en poisson pris dans la Castor. Dans ses moments libres, le curé Forget cultive aussi sa terre, fabrique son propre vin de messe et son sirop d'érable et élève ses abeilles. À ce sujet, M. Jacques Sigouin, un ancien télégraphiste à la gare d'Embrun, raconte une anecdote pour le moins savoureuse. M. Forget, qui ne maîtrisait pas très bien la langue de Shakespeare, venait de recevoir un lot d'abeilles dont la reine était morte dans le transport. Il expédia donc le télégramme suivant à son pourvoyeur : « The queen is dead, send me another queen. »

Les paroissiens d'Embrun qui ont connu le curé Forget racontent également que son cheval pouvait revenir seul de la gare jusqu'à

son écurie. Est-ce à dire que M. Forget prenait tellement souvent le train, « avec ses crêpes », pour aller défendre les intérêts de ses paroissiens à Ottawa, Toronto ou ailleurs, que son cheval avait pris l'habitude du trajet? Il est certain qu'à titre d'agent des terres, le curé Forget avait souvent l'occasion de voyager à travers toute la province. Il possédait même une passe lui donnant accès gratuitement à tous les chemins de fer. Il s'est occupé activement, entre autres sujets, de la colonisation dans les régions du Nord de l'Ontario comme à Saint-Charles, Verner et Noëlville qui ont été établis par d'anciens paroissiens d'Embrun. Il possédait même des droits miniers dans le secteur de Porcupine. Cette mine a d'ailleurs causé certains ennuis au curé Forget face à l'archevêché. Alors qu'il menaçait d'excommunication les paroissiens d'Embrun qui refusaient de payer leurs taxes aux écoles séparées, lui-même payait les redevances sur sa propriété aux écoles publiques du conseil scolaire de l'endroit. À l'évêque qui lui demande de justifier ce comportement pour le moins équivoque, M. Forget répond qu'il est un défenseur des écoles séparées et que, s'il ne paie pas ses taxes à cette école, c'est que le transfert n'a pas été effectué tel qu'il l'avait demandé aux autorités locales. La réponse de M. Forget a sans doute satisfait l'archevêque puisque la documentation historique ne fait plus



Le curé Forget

Ce prêtre fut l'âme dirigeante de la paroisse de 1896 à 1946. La photo date de 1935.

Mme Régina Mahu

mention de ce démêlé.

En 1939, afin de subvenir aux besoins de ses œuvres de charité et à ceux de la fabrique, il organise un nouvel encan de veaux comme il l'avait fait 40 ans plus tôt. Les profits de la vente rapportent \$450. à la paroisse.⁴³ Il est intéressant de noter au sujet des œuvres de charité, que durant la Deuxième Guerre mondiale, les paroissiens d'Embrun ont contribué plus généreusement à l'œuvre des vocations qu'à l'œuvre de guerre. Ce geste est d'ailleurs bien caractéristique des communautés canadiennes-françaises.

Le 7 janvier 1945, le curé Forget est recommandé aux prières. Âgé presque de 83 ans, il achève son règne. Aussitôt remis de sa maladie, il s'occupe encore une fois de son église dont il fait allonger le jubé. Il profite de l'occasion pour doter le temple d'un système d'éclairage pour la croix au sommet du clocher. Le 27 mai, il est nommé chanoine honoraire de la cathédrale d'Ottawa.

Le chanoine Forget est admis à l'hôpital Général d'Ottawa le 17 février 1946. Il ne devait jamais plus revoir sa paroisse puisqu'il meurt le 24 février suivant. La perte de ce vénérable curé cause évidemment le désarroi dans la population de la paroisse. Chacun profite des funérailles, qui sont

chantées dans l'église d'Embrun, pour lui rendre un dernier témoignage bien infime de leur affection et de leur reconnaissance pour toutes ces années de dévouement. Le 28 février, le chanoine Forget est inhumé dans le cimetière paroissial avec les pionniers du village.

Il n'est pas facile de témoigner des 50 années de sacerdoce du curé Forget à Embrun. Il a œuvré dans tellement de domaines. M. Onésime Nadeau, porteparole des anciens paroissiens, a peut-être le mieux résumé cette superbe carrière dans un discours lors des fêtes de 1937 :

Amour et reconnaissance, en lisant hier après-midi, ces mots sur une banderole qu'on déployait devant notre église, je me disais : c'est bien là le motif de notre fête de demain, exprimer à notre cher et vénérable curé notre attachement et notre gratitude pour les inappréciables bienfaits que nous lui devons.

D'autres pourraient s'acquitter de ce devoir avec plus d'éloquence, mais peu sauraient le faire avec meilleure connaissance de cause. C'est nous les anciens qui, pour être nés et avoir grandi avec la paroisse, pouvons dire tout ce qu'a accompli pour nous M. le curé Forget.

Un demi-siècle de prêtrise, c'est déjà tout un monde de trésors spirituels. Dans le cas de notre pasteur, c'est plus que cela. Au cours des

⁴³ CSCCE.

quarante-deux ans qu'il a passés au milieu de nous il ne s'est pas que préoccupé de la vie de nos âmes. Il a été mêlé intimement à toutes les phases de notre vie journalière, il n'a cessé de partager et d'adoucir nos épreuves, il nous a soutenus et éclairés dans nos difficultés, il s'est dépensé avec une sollicitude toujours paternelle à tout ce qui pouvait contribuer au bonheur, à l'avancement de sa paroisse.

Au temps où nous étions qu'un groupe de pionniers peu instruits, peu versés dans les affaires, nous allions à M. le curé, certains de trouver en lui le meilleur des avocats ou des notaires et les consultations ne coûtaient pas cher et son étude nous était ouverte en tout temps.

Lorsqu'il s'agit d'alléger le fardeau de ses paroissiens lors de la construction de notre église, nous nous rappelons, nous les vieux, les démarches, les fatigues, tous les tracés qu'il s'est imposés pour l'organisation de pèlerinages ou d'autres entreprises qui ne tardèrent pas à éteindre notre dette.

Dans le cas des discordes, de malentendus comme il s'en élève parfois entre gens d'une même paroisse, avec quelle sagesse, avec quelle autorité toute paternelle, il savait intervenir pour ramener la paix et l'harmonie dans nos rangs.

Que d'entreprises et de réformes liées à la prospérité matérielle de notre paroisse n'a-t-il pas lancées et menées à bonne fin. Citons en passant, ce qu'il a accompli pour favoriser Embrun d'une voie ferrée.

Disons un mot de ses bienfaits comme prêtre-colonisateur. Qui sait toute la peine qu'il s'est donnée pour aider l'établissement sur des terres nouvelles de nombre de ses gens qui ne pouvaient plus trouver sur la ferme paternelle déjà morcelée, leur gagne-pain de laboureurs.

Enfin, depuis 42 ans, Embrun a-t-il connu un apôtre plus ardent et plus éclairé de l'éducation de nos enfants? Tout en veillant au progrès de nos écoles primaires, il nous a obtenu les avantages de l'enseignement supérieur. N'est-ce pas grâce à lui si, pendant une dizaine d'années une légion de nos jeunes ont pu se préparer presque gratuitement à la carrière de professeur? Notre Haute École avec ses cinq années d'études secondaires, voilà une autre de ses grandes œuvres.

C'est là un bien maigre aperçu de la féconde existence de M. le curé Forget. D'autres se sont chargés d'en faire le digne éloge.⁴⁴

Depuis 1946, sept prêtres se sont succédés à la cure d'Embrun. Il s'agit de MM. J. Hamelin, 1946-1948; G.A. Séguin, 1948-1951; P.E. Brunet, 1951-1956; A. Boyer, 1957-1960; A. Legault, 1961-1972; F. Carrière, 1973-1976; et Robert Huneault qui est le curé actuel de la paroisse d'Embrun. Durant le ministère de ces prêtres, l'église a subi plusieurs modifications et réparations. En 1947, la famille Maheu offre à l'église le grand crucifix qui est suspendu dans le

⁴⁴ L'Évêque, 4 octobre 1937

chœur. En 1952, on refait à neuf et au coût de \$3000. le système d'éclairage vieux de 20 ans. La fabrique autorise l'année suivante l'installation d'un nouveau système de chauffage dans l'église et la sacristie. Les travaux effectués par M. Maxime Millaire sont évalués à \$15 145.⁴⁵ À l'hiver de 1954, M. Roméo Lamoureux offre des fonts baptismaux exécutés par la maison Henri D'Aoust d'Embrun. Les travaux de réparations se poursuivent au printemps de 1955 par la réfection de la toiture et du clocher de l'église. Le 5 juin de la même année, M. Horace Brisson offre à l'église une statue de Saint-Jacques le mineur, patron de la paroisse, pour orner la niche située sur la façade de l'église et qui était toujours demeurée vide depuis la construction de l'édifice en 1891. En septembre 1957, en plus d'effectuer des réparations au plancher, la fabrique fait aussi installer 80 piliers dans le sous-sol de l'église. La même année on procède à l'installation d'un système de cloches fonctionnant à l'électricité, d'une croix lumineuse, don de la famille Maheu, et de deux bénitiers en chêne offerts et fabriqués par M. Roméo Lafrance. En 1960, dans la phase du renouveau liturgique, on enlève la chaire et le magnifique autel autour duquel était construit le chœur, pour les remplacer par des meubles dont le style moderne contraste avec celui de l'église. Finalement, au cours des années 1960, la

fabrique autorise la rénovation de la sacristie afin d'offrir des salles de réunions aux différentes associations paroissiales, l'achat d'un orgue et, bien sûr, les éternelles réparations à l'église.

Les presbytères

On se souviendra que lors de sa visite pastorale de 1857, Mgr Guigues avait déploré l'absence d'un presbytère à Embrun. Sept ans plus tard, à l'arrivée du premier curé résidant, la paroisse n'est toujours pas dotée d'une maison curiale. Afin de loger M. Maurel, l'évêque ordonne donc que la première chapelle, construite en 1856, soit aménagée en résidence pour le pasteur. Or, l'édifice construit « à coups de hache » est en très mauvais état et ne convient pas au curé qui demande la construction d'une nouvelle maison. L'opinion des paroissiens est divisée sur le bien-fondé de cette requête, mais la population finit par admettre que la construction d'un nouveau presbytère est justifiée. Les Embrunois imposent toutefois leurs conditions avant de céder aux instances de M. Maurel. Des récoltes désastreuses, jointes à la pauvreté de la fabrique et à la confiance limitée que les paroissiens ont dans la compétence administrative du curé, font que les syndics

⁴⁵ APC, Papiers St-Jacques d'Embrun, bobine M-3130.

prennent l'entière responsabilité des travaux. Ils tracent eux-mêmes les plans, fixent les dimensions et approuvent les dépenses si bien que M. Maurel n'a plus aucun pouvoir décisionnel. Les ouvriers qui travaillent par corvées, défont une partie de l'ancienne chapelle pour asseoir, au même endroit, les fondations du nouveau presbytère. La partie qui demeure intacte sert d'habitation temporaire au curé pendant les travaux. Il n'existe aucune description détaillée de ce presbytère. D'après une photo de 1885 et une autre du début du XX^e siècle, alors que l'édifice servait de couvent aux Sœurs Grises-de-la-Croix, la construction était en bois et avait 1½ étage avec une véranda à l'avant; elle mesurait 10 mètres sur 6,6. Une partie de cet édifice a été déménagée sur la rue Forget vers 1920.

À l'arrivée du deuxième curé résidant, en décembre 1857, le presbytère n'est toujours pas terminé. Un mur de brique s'est même écroulé et M. Agnel doit demeurer chez un paroissien en attendant l'achèvement des travaux. L'état déplorable de la résidence est signalé à nouveau par Mgr Guigues lors de sa visite de 1871. À sa visite de 1873, il se dit toutefois satisfait des réparations qu'on a apportées à l'édifice.

Le deuxième presbytère d'Embrun est l'œuvre de M. Philion, nommé curé de la

paroisse en 1885. Celui que le curé Maurel avait fait ériger en 1864 dans une partie de l'ancienne chapelle est alors en très mauvais état. Le 2 février 1886, M. Philion écrit donc à son évêque pour lui demander la permission d'emprunter \$1000. pour les travaux préliminaires. Le remboursement de cet argent, dans l'intervalle d'un an est garanti par un fonds de souscriptions volontaires déjà consenties par les paroissiens et par les profits d'un bazar.⁴⁶ La documentation historique est totalement silencieuse sur la suite des négociations. Le *Courrier fédéral* du 29 août 1887 ajoute cependant que le presbytère est en construction,⁴⁷ tandis qu'un rapport du curé Forget de 1898 annonce que le revêtement de brique n'est pas encore posé et que la maison n'est pas terminée à l'intérieur.⁴⁸ D'après le plan du village de 1902, cette magnifique maison curiale était située à mi-chemin entre l'emplacement du presbytère actuel et la rue Notre-Dame. Plusieurs photographies des années 1930 et 1940 témoignent d'ailleurs de ce fait. L'édifice avait deux étages et mesurait 15 mètres sur 9,6.

Le presbytère actuel date de la fin des années 1940. Dès son arrivée à Embrun à

⁴⁶ AAO, Paroisse d'Embrun.

⁴⁷ *Le Courrier fédéral*, 29 août 1887.

⁴⁸ AAO, Paroisse d'Embrun. Rapport annuel 1898.

titre de successeur du curé Forget, le curé Hamelin fait démolir le vieux presbytère de 1887 pour reconstruire à neuf sur l'emplacement actuel. Durant les travaux de construction, les prêtres emménagent dans la maison de M. Roy située presque en face du couvent. Au début de 1947, ils s'installent dans le nouveau presbytère qui ne sera terminé que l'année suivante.

La paroisse

Au sens canonique du mot, la paroisse de Saint-Jacques d'Embrun est relativement jeune ; elle ne fut instaurée qu'en 1902. De ses débuts jusqu'en 1864, la localité d'Embrun fut considérée comme une mission et fut desservie à ce titre par les missionnaires des paroisses environnantes. En 1864, avec l'arrivée du premier curé résidant, Embrun se voit décerner le titre officieux de paroisse. Il incombe alors aux divers prêtres qui se sont succédés à cette cure de prendre charge des missions voisines dont celles de Saint-Albert jusqu'en 1878, de Limoges jusqu'en 1884 et de Casselman jusqu'en 1889.

Les démarches en vue de faire reconnaître la paroisse canonique d'Embrun ont débuté en 1898 quand 228 paroissiens francs tenanciers faisaient parvenir à l'évêque, une

lettre dans laquelle ils demandaient que la paroisse soit reconnue sous l'invocation de Saint-Jacques. Ce n'est que quatre ans plus tard, le 3 mars 1902, que Mgr Duhamel émet le décret d'érection. À l'époque, la paroisse est l'une des plus considérables du diocèse. Si elle n'est pas très peuplée, elle couvre, par contre, un territoire très vaste. Selon le décret, les frontières de la paroisse correspondent alors à tout le canton de Russell, moins quelques lots au nord-est compris entre la IX^e concession et la Grande Ligne, plus une partie de Cambridge incluse entre les lots 25 à 30 entre la V^e et la VII^e concession.⁴⁹ Les habitants les plus éloignés sont à 11 kilomètres de l'église, ce qui représente une distance appréciable, surtout lorsque vient le temps de « marcher au catéchisme ». C'est dans le but d'amener la paroisse à des dimensions plus acceptables, que Marionville se détache en 1903 pour former une paroisse autonome. Le curé Forget est d'ailleurs à l'origine de cette nouvelle paroisse. C'est lui qui a fortement recommandé à Mgr Duhamel d'y construire une chapelle à l'époque où Marionville était située en pays protestant. Il a compris que les Anglais désiraient vendre leurs terres et qu'en y fondant une chapelle catholique, les Français viendraient occuper la place.

⁴⁹ J.-U. Forget, *op. cit.*, p. 64

En 1919, c'est au tour des paroissiens de Vars de se détacher d'Embrun pour former une nouvelle paroisse. Ils sont imités par les Catholiques francophones de Russell qui, en 1945, érigent leur propre paroisse sous la protection de Notre-Dame-de-la-Médaille-Miraculeuse. Le territoire de la paroisse de Saint-Jacques d'Embrun est aujourd'hui limité comme suit ; à l'ouest par les rangs Saint-André et Saint-Guillaume jusqu'au chemin séparant les lots 15 et 16 ; de là vers l'est jusqu'au rang Saint-Augustin ; puis vers le nord jusqu'à l'autoroute 417. Cette route borne la paroisse jusqu'au chemin qui sépare les lots 24 et 25 dans la Ve concession de Cambridge ; de là, au sud jusqu'au VIIe chemin de concession ; puis vers l'ouest jusqu'au chemin divisant les lots 28 et 29 ; à nouveau en direction sud jusqu'au VIIIe chemin de concession ; puis vers l'ouest jusqu'à la Grande Ligne. Les limites suivent ensuite cette ligne vers le sud jusqu'à la frontière du canton de Russell ; puis vers l'ouest jusqu'au point de départ.

Les cimetières

C'est au curé Maurel qu'on doit le choix de l'emplacement du cimetière actuel situé entre la rue Notre-Dame et la rivière. Le premier cimetière était situé à l'endroit où s'élève aujourd'hui la Caisse populaire. C'est

dans ce terrain que les pionniers avaient inhumé leurs morts entre 1845 et 1864. Cette année-là, le curé Maurel fait exhumer les corps qui y reposent pour les déposer dans une fosse commune de 30 mètres de longueur sur 3,5 mètres de largeur creusée dans le nouveau cimetière. Cette fosse se trouve sur le lieu d'inhumation du curé Forget.

Le cimetière du côté nord de la rue Notre-Dame est ouvert par le curé Philion en 1887. C'est d'ailleurs à cet endroit que repose son père.

En 1910, la fabrique ajoute 160 lots au cimetière du côté sud. Elle procède par la même occasion à l'installation d'une clôture et d'une barrière de fer ainsi que d'un autel sur la fosse commune que le curé Maurel avait fait creuser en 1864.

Les fêtes

Les gens qui ont connu la première moitié du XXe siècle, savent très bien l'importance que prenaient les fêtes religieuses et liturgiques dans la vie quotidienne, surtout en milieux ruraux. Le calendrier agricole, en particulier, obéissait à des règles immuables concernant les semences, les récoltes, la boucherie... etc. Ces gestes devaient se faire à des dates

précises qui coïncidaient généralement avec la fête d'un saint.

En plus de ces points de repères, la population prenait aussi le temps de célébrer les fêtes à caractère purement religieux. Noël et Pâques étaient, bien sûr, de grands événements mais on soulignait aussi l'Ascension, l'Épiphanie, la Fête-Dieu, le mois de Marie. . . etc. À Embrun, comme dans toutes les communautés chrétiennes de l'époque, ces fêtes ont fait l'objet de processions et de recueillement.

Mais en plus de ces célébrations, il arrivait aussi que la population marque d'une cérémonie spéciale un anniversaire relié à l'histoire de la paroisse ou au curé. Le 24 mai 1906, la population du village d'Embrun célèbre le cinquantième anniversaire de la construction de la première chapelle. Mgr Duhamel préside à cette cérémonie. L'abbé Michel, missionnaire à Embrun de 1855 à 1857, MM. Charles Larose et E. Guérin ainsi que le curé Forget prennent la parole. M. Forget, entre autres, souligne l'importance pour les Canadiens français de s'attacher au sol et à leur foi : « Qu'ils tiennent dans leur main gauche les prospérités, une honnête aisance; dans la droite, la force corporelle, la volonté, puis ce flambeau de la foi, qui donne la vigueur morale et religieuse, gage de la puissance et

de la gloire. »⁵⁰ Sont également présents à cette fête, 36 pionniers encore vivants accompagnés de leurs 332 enfants et de leurs 1098 petits-enfants. Ces pionniers sont :

Siméon Séguin	Octave Blais
Xavier Séguin	Jean Millaire
Thomas Dazé	Charles Tessier
Onésime Desrosiers	Joseph Clément, père
Ludger Bourgeois	Joseph Clément, fils
Ludger Brisson	Toussaint Gagnon
Jérémie Brisson	Honoré St-Amour
Benjamin Carrière	Mme Marie
Cyprien Carrière	Blanchard
Édouard Gignac	Mme Calixte Clavel
Élie Gignac	Théophile Bruyère
Jérôme Lévesque	Fabien Gauthier
Olivier Mailhotte	Louis Robillard
Mme Edwidge	Mme Émilie Brisson
Gagnon	Louis Sarasin
Charles Larose	Séraphin Marion
Mme Marcelle	Joseph Brisson, fils
Lafantaisie	Jean-Baptiste
Charles Brisson	Desormeaux
Joseph Germain	Jules Desormeaux ⁵¹
Brisson	

La bénédiction du nouveau carillon, le 9 octobre 1910, donne lieu à une autre fête imposante à Embrun. Un train spécial amène plus de 200 personnes dans

⁵⁰ *Ibid.*, p. 13.

⁵¹ *Ibid.*, p. 15-16



Noces d'Or de la paroisse de St-Jacques d'Embrun, 1853-1906.

Noces d'or de la paroisse le 24 mai 1906

Forget, J.-U. et E.J. Auclair. Histoire de Saint-Jacques d'Embrun, 1910, p. 120.

la paroisse pour assister au baptême des cloches. Ces cloches ont les sonorités du fa, sib, do, ré et fa. Elles pèsent respectivement 135, 225, 270, 450 et 945 kilos. Chacune porte des effigies qui lui sont propres. Ce sont, de la plus petite à la plus grosse, le Christ, Saint-François-Xavier, Saint-Antoine et Sainte-Anne; le Christ, la Vierge, et Saint-Joseph; le Christ, Saint-Jacques, les trois vertus théologiques et les armoiries du Canada; le Christ, Saint-Jean, les armoiries de l'Église et le curé Forget; le Christ, Saint-Paul, le pape Pie X, l'église d'Embrun et le nom des syndics qui sont O. Gervais et A. Bourdeau. Ce carillon, qui est l'œuvre de la maison Pacard de France, a coûté \$1795. Chacune des cloches, qui ont été gracieusement offertes par des paroissiens d'Embrun, vise à commémorer un personnage de l'histoire ou un saint. La plus petite, don du médecin Chevrier, rappelle le souvenir de François-Xavier Séguin, Théophile Bruyère et Simon Séguin, trois colons-fondateurs; la deuxième, don de MM. Trefflé et Gilbert Énard, commémore l'évêque Routhier, successeur de Mgr Duhamel; la troisième, offerte par M.J. Jouvent, est dédiée à Saint-Jacques; la quatrième, don du curé Forget, rappelle son souvenir; la cinquième, offerte par les paroissiens, commémore les six

premiers curés d'Embrun.

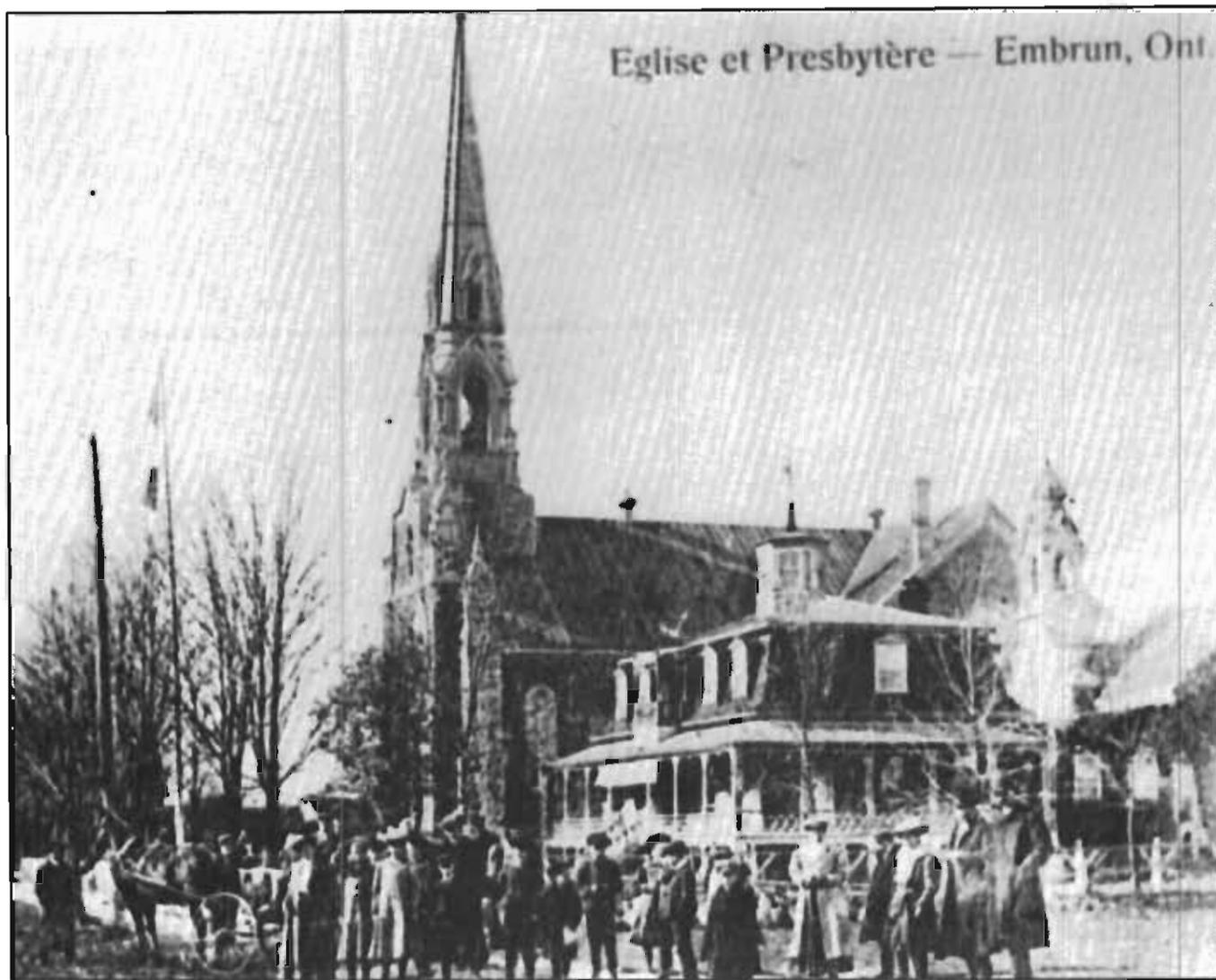
Un journaliste de La Patrie qui était présent à la fête écrit dans son journal :

La population du village d'Embrun peut s'enorgueillir de la fête d'hier. M. le curé Forget, le digne pasteur de cette paroisse, peut, à juste titre, être fier de la population qu'il dirige, et le diocèse d'Ottawa possède en ce coin du comté de Russell, l'une des paroisses les plus intéressantes que l'on puisse trouver en Canada.⁵²

À compter de ce jour, les cloches sonneront pour les événements gais, tels les mariages, les baptêmes et les grandes célébrations, et les événements tristes comme la mort et les incendies. Elles sonneront aussi l'appel à la prière comme la messe, les vêpres et l'angélus. Chaque sonorité à un sens précis : les grandes envolées pour les fêtes, les sons monotones pour la mort, les coups vifs et répétés pour donner l'alarme.

L'année 1937 marque l'anniversaire des noces d'or sacerdotales du curé Forget. Le clergé et les fidèles profitent de l'occasion pour lui rendre hommage. Le 3 octobre, une foule en liesse, de nombreux membres du clergé et des amis reconnaissants se réunissent sous le patronage de Mgr Guillaume Forbes, archevêque d'Ottawa,

⁵² La Patrie, 11 octobre 1910.



L'église et le presbytère

Cette photo fut prise à l'occasion de la cérémonie de la bénédiction des cloches en 1910. Le drapeau devant le presbytère ressemble étrangement à celui de la France.

M. Henri Forget

pour célébrer l'événement. D'après l'envoyé spécial du journal *Le Droit*, le coquet village d'Embrun est décoré à profusion et respire un air de fête digne de cette solennité qui n'a pas son égale dans les annales du diocèse.⁵³ On a même construit, pour l'occasion, une salle à l'arrière de l'école secondaire pour accueillir tous les invités. Après la messe d'usage chantée par le curé Forget, les dignitaires procèdent à la bénédiction de quatre croix de chemin qui sont l'œuvre de M. Eugène D'Aoust et un don du curé. Ces croix sont érigées à la rencontre des rangs Saint-Guillaume et Saint-André; Sainte-Marie et Saint-Pierre; Saint-Thomas, Saint-Joseph et Saint-Jean; et Saint-Jacques et Saint-Augustin, en face de l'église. A la grand'messe de 10 heures, plusieurs orateurs prennent la parole dont les pères Edmond Lemieux et Delphis Desrosiers qui sont originaires d'Embrun et qui ont été baptisés par le curé Forget. Tous rappellent les mérites et le talent du jubilaire. Après le *Te Deum* et la lecture de l'adresse, les dignitaires sont invités à participer à des jeux en attendant le banquet offert par les paroissiens d'Embrun. Ce repas se termine d'ailleurs sur une note tragi-comique. Au menu on retrouve un jus de fruit « Forget », un consommé de poulet « Lemieux », de la dinde rôtie et farcie « Émard », une sauce aux airelles « Embrunoises », des pommes de terre du « Castor », une gelée de fruits

« Lacasse », des pâtisseries aux « Visiteurs » des petits fours « Saint-Onge » et de la crème glacée de la « Noce d'Or ». Tous mangent avec goût et appétit mais voilà que quelques heures plus tard, l'assemblée est prise de sévères maux de ventre. On imagine la scène. Chacun croit être le seul à être indisposé alors que c'est la règle générale. La cause de ce contretemps résidait dans le fait que la personne chargée de préparer la nourriture, avait fait cuire les pommes de terre la veille du banquet. Celles-ci avaient fermenté suffisamment pour rendre tout le monde malade. On devine la suite. . .

D'autres célébrations d'un caractère plus modeste ont aussi marqué l'histoire locale au cours des années 1940 et 1950. C'est d'ailleurs lors d'une fête pour souligner l'année mariale, que les paroissiens ont fait installer, en 1954, la statue de la Vierge dans la niche située au coin des rues Jeanne d'Arc et Forget. À cette occasion, la fin d'août et le début de septembre ont donné lieu à de nombreuses processions.

⁵³ *Le Droit*, 4 octobre 1937

Chapitre VI

L'éducation

Dans le processus de colonisation au XIX^e siècle, l'apparition des écoles suit généralement de très près l'établissement des premiers colons et l'organisation de leur vie religieuse. Ce fait est d'autant plus vrai à Embrun, que la jeune colonie était située dans une province officiellement anglaise qui n'offrait pas d'enseignement en français. Afin de minimiser les risques d'assimilation rapide, les pionniers ont donc dû mettre sur pied un système d'enseignement propre à leur culture. Grâce en particulier au curé Forget, à Embrun, peut-être plus qu'ailleurs en Ontario, l'éducation a joué un rôle primordial dans l'histoire de la petite localité. Très tôt, les colons, qui pour la plupart ne savaient même pas signer leurs noms, ont compris l'importance de faire instruire leurs enfants. C'est au prix de bien des sacrifices qu'ils ont légué à leurs descendants, des écoles capables de leur donner les bienfaits

de l'instruction. Embrun a possédé sa première école élémentaire dès 1858, ses premières écoles de rangs vers 1869, une classe supérieure en 1906, une école modèle en 1925 et une école secondaire bilingue dès 1935.

Les écoles élémentaires du village

La première école d'Embrun, construite à l'instigation du missionnaire François-Xavier Michel, date de l'année 1858. Sauf pour ce qui est de sa localisation, la documentation historique est muette au sujet de cette institution. Cette école était située à l'est du village, dans la VIII^e concession du canton de Russell, sur l'emplacement de l'ancien moulin à bardeaux, sur les lots 11 et 13 qui appartenaient à la Corporation épiscopale d'Ottawa (331 et 335 rue Notre-

Dame). L'instruction des jeunes franco-phones catholiques dans cette école était confiée à des professeurs laïcs dont MM. J. Blanchette, J. Larochelle, J. Deguire, G. Dufort, P.E. Guérin, J. Jouvent, J. Boulton et Mlle Anna Mooney. Cette dernière épousera quelques années plus tard, M. Joseph Lalonde, un homme influent dans l'histoire d'Embrun.

Il est impossible à partir des rapports sur les écoles des années 1860 et 1870, de connaître le nombre précis des enfants d'Embrun qui ont fréquenté cette institution. Toutefois, ces rapports permettent tout de même d'avoir une idée du contexte scolaire de l'époque. D'après le document de 1869, le comté de Russell compte 1830 élèves dont 1141 garçons et 689 filles. Les écoles anglaises sont évidemment incluses dans ces données.¹ Selon un autre rapport du révérend Thomas Garette de 1872, les écoles du comté de Russell sont en général très pauvres, inadéquatement meublées et pourvues d'un choix de manuels scolaires très limité.² Ces lacunes s'expliquent, précise-t-il, par le fait que la ville d'Ottawa est le seul endroit où l'on peut se procurer ces articles. Le comté ne possède, au total, que cinq ou six bibliothèques publiques. Si les professeurs sont un peu mieux payés, plusieurs sont mal qualifiés. Un très grand nombre d'entre eux proviennent du Québec

et détiennent des certificats spéciaux. Les jeunes qui pourraient devenir instituteurs n'ont pas les moyens financiers de quitter leurs foyers et d'aller poursuivre leurs études dans les « High Schools. »³ On imagine facilement que ces remarques s'appliquent fort bien à la région d'Embrun. Le révérend Garette, de passage dans la localité cette même année 1872, oblige les commissaires à construire une nouvelle école. La correspondance du curé Guay fait état d'une lettre du 8 mars 1872 qui laisse supposer que ses ordres ont été suivis.⁴

Une étude de 1877, qui porte sur la région d'Embrun, démontre que les commissaires n'appliquent pas la loi sur l'éducation obligatoire et qu'ils se préoccupent peu de mettre sur pied des bibliothèques scolaires.⁵ Les rapports annuels révèlent qu'il existe dans la paroisse d'Embrun, six écoles fréquentées par 133 garçons et 123 filles. Le catéchisme n'est pas suffisamment enseigné parce que les commissaires et les instituteurs craignent d'enfreindre les lois et les règlements des inspecteurs.

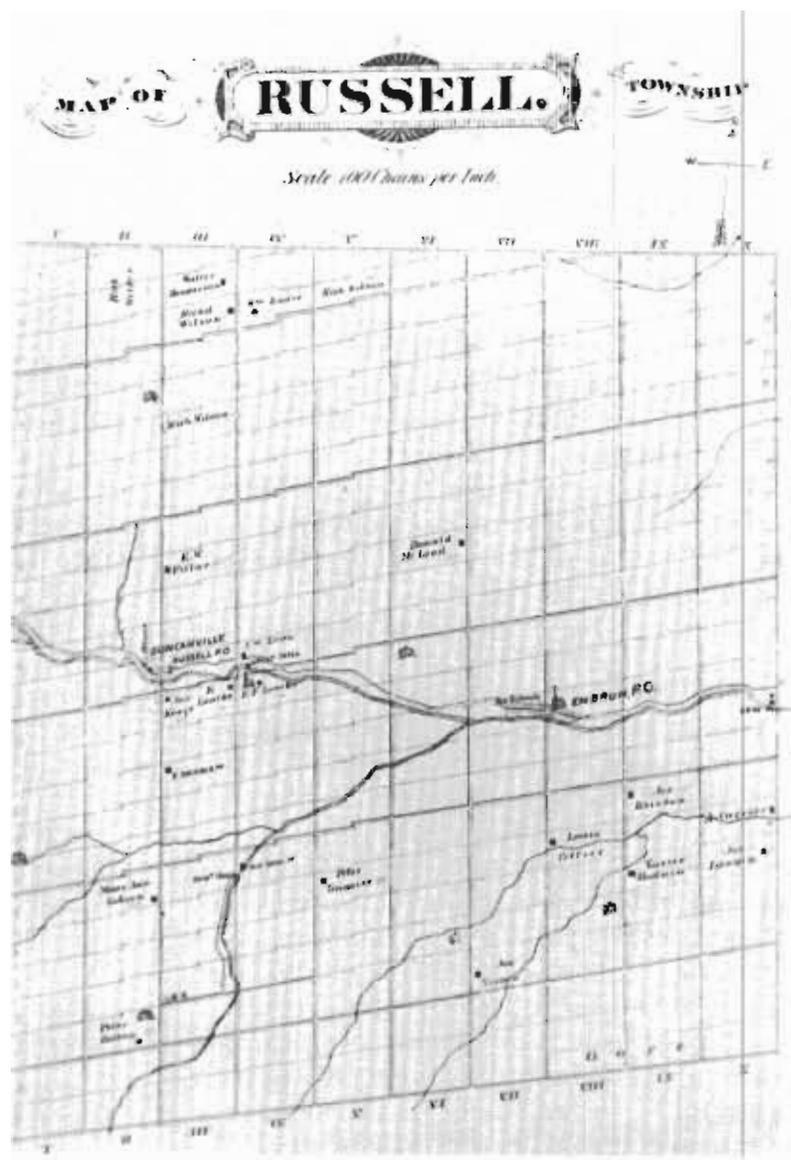
¹ *Ontario Sessional Papers*, 33 Victoria, 1869, no 3

² *Ibid.*, 36 Victoria, 1872-1873, no 5.

³ *Ibid.*

⁴ AAO. Paroisse d'Embrun

⁵ *Ontario. Sessional Papers*, 40 Victoria, 1877, no 23



Le canton de Russell vers 1879

Déjà à cette époque, le canton de Russell est divisé en deux secteurs : la partie ouest est occupée par les Anglais et la partie est par les Canadiens français. Les maisons qui apparaissent sur cette carte indiquent la présence d'écoles.

Belden, H., *Illustrated historical atlas of the counties of Stormont, Dundas and Glengarry; Prescott and Russell, supplement of the illustrated atlas of the Dominion of Canada, 1881*. Port Elgin. Ross Cumming, 1972, p 74

L'école séparée numéro 6

Lorsque le curé Philion arrive en 1885, il trouve inadéquate l'humble maison tenant lieu d'école et nourrit d'autres ambitions pour l'école du village. Il entreprend immédiatement des démarches pour que cette institution soit érigée, avec les formalités requises, en section d'école catholique séparée, ce qu'il obtient en 1887. De plus, il engage les Sœurs Grises-de-la-Croix d'Ottawa pour dispenser l'enseignement aux enfants. Désirant offrir aux élèves une école plus spacieuse tout en évitant d'autres frais aux colons déjà surchargés, il propose de déménager près du presbytère, du côté sud de la rue principale, la salle municipale située près de l'église et propriété de la fabrique.

Le 22 août 1887, les deux religieuses fondatrices des Sœurs Grises-de-la-Croix à Embrun, les révérendes sœurs St-Raphaël et St-Domitile, arrivent à South Indian par train. Elles s'empressent aussitôt de se rendre à Embrun pour visiter le couvent qui leur est destiné. C'est une petite maison grise qui a d'abord servi de chapelle puis de presbytère de 1864 à 1887. L'école est à deux pas. D'abord salle municipale, cette humble maison a été déménagée sur son nouvel emplacement en face de l'église avant d'être transformée en école, selon le souhait du

curé Philion. Munie d'un petit clocher placé au centre du toit, d'une cheminée et de lucarnes, l'école renferme deux classes bien propres, une au rez-de-chaussée, l'autre au premier. Des hommes procèdent à l'installation du mobilier car, dès le lendemain, 85 écoliers doivent se présenter à l'école au son de la cloche. Le dimanche suivant, des amis d'Ottawa viennent donner un concert en plein air aux paroissiens en guise de félicitations pour l'arrivée des religieuses. La bénédiction de l'école et du couvent a lieu après les vêpres. Le couvent est placé sous le vocable de Sainte-Anne et l'école qui n'a pas encore de nom, porte le numéro 6; on parle à cette époque de l'école du village.

Dès la première année de l'arrivée des religieuses, les Protestants s'insurgent contre l'usage de livres religieux et surtout contre l'enseignement du catéchisme dans l'école d'Embrun où se retrouvent des élèves des deux langues et des deux religions, sous un même professeur français et catholique.⁶ Les religieuses notent dans leurs chroniques du 20 mars 1889; «... un inconnu se présente à nos classes et fait plusieurs questions auxquelles nous répondons bien volontiers, puis se retire sans se faire connaître. C'est un espion envoyé par les

⁶ Gloriana J. Martineau, *La surveillance française dans les comtés de Prescott et Russell*, thèse de maîtrise présentée à McGill, 1947, p. 122.



Le couvent et l'école

Cette photo fut prise vers 1906. Elle montre le couvent à gauche et l'école du village à droite. Le couvent, dont la date de construction remonte à 1856, a d'abord servi d'église puis de presbytère. Les Sœurs Grises-de-la-Croix l'ont occupé à compter de 1887. L'école est un édifice qui appartenait à la fabrique et qui était situé à l'arrière de l'église. À l'arrivée des religieuses, la maison fut déménagée à côté du couvent pour servir d'école.

M. Charles-Hubert Bruyère

Protestants qui en veulent aux écoles catholiques. Monsieur le curé a été prévenu de cette démarche. »⁷ Il est très étonnant que ces Protestants entreprennent ces démarches quand on sait qu'en 1887, la paroisse d'Embrun ne compte que deux familles protestantes et aucune en 1889. Les inspecteurs, pour s'assurer de la qualité de l'enseignement des deux langues française et anglaise, font de fréquentes visites dans les écoles. En 1890, le Ministère de l'éducation se montre très satisfait du progrès réalisé par les jeunes regroupés dans deux classes surchargées. La première classe a enfin un ameublement complet, grâce à la bonté du curé Philion. Le nombre toujours croissant d'étudiants oblige l'ouverture d'une troisième classe. L'année suivante, l'école est transformée en chapelle durant la construction de la nouvelle église. Les cours se donnent alors à une centaine d'élèves réunis dans l'ancienne école qui n'est certes pas un palais.

La première école Saint-Jean

En 1906, les élèves les plus avancés sont regroupés en une quatrième classe installée dans la salle municipale sur la rue Saint-Augustin. Une nouvelle école s'impose. C'est avec une fierté bien légitime que les gens du village voient s'élever, la même

année, un bel édifice de deux étages, en brique rouge, contenant cinq classes. Les entrepreneurs sont MM. Gilbert et Ernest Énard ainsi que M. Charles Lussier. Érigée en face de l'église, sur l'emplacement actuel de la Caisse populaire, cette maison d'éducation voit le jour grâce à la collaboration financière de tous les Embrunois. Le 31 octobre 1907, Mgr Routhier du diocèse d'Ottawa bénit la nouvelle école appelée Saint-Jean en l'honneur de M. le curé Jean-Urgel Forget. Plusieurs dignitaires assistent à la fête et prononcent d'éloquents discours dans lesquels ils félicitent les gens d'Embrun d'avoir compris l'importance de l'école et les encouragent à faire instruire leurs enfants. Un chœur d'enfants de 200 voix clôture la fête par les chants « O Canada, terre de nos aïeux » et « Vive la Canadienne ». Une idée originale est lancée à cette occasion pour aider à défrayer les fortes dépenses occasionnées par la construction des nouveaux locaux : il s'agit de vendre à la loterie la vieille école. Le tirage rapporte la somme de \$900. Le gagnant, M. Aristide Leduc, la revend immédiatement au curé au prix de \$100. M. Forget redonne ensuite l'école à la paroisse qui enregistre ainsi un beau profit.

Devant l'intérêt toujours croissant que

⁷ CSGCE

les parents portent à l'éducation, les professeurs préparent dorénavant les élèves aux examens « d'entrée » qui leur permettent d'accéder au « High School ». Le Ministère de l'éducation accorde de plus, la permission d'ouvrir une « Continuation Class ». Cette classe supérieure, qui correspond à la 9^e et à la 10^e années, prépare les élèves à l'école modèle ou normale. Les paroissiens qui n'appartiennent pas à la circonscription scolaire du village posent toutefois comme condition à leur coopération, que chaque enfant jugé digne par M. le curé et les religieuses, soit admis gratuitement à la « classe de continuation ». Par ailleurs, le curé Forget s'engage à défrayer lui-même, tous les coûts pour les enfants des familles trop pauvres.

Le 4 novembre 1907, l'école Saint-Jean ouvre ses portes à 210 enfants. Pendant la première décennie de fonctionnement, plusieurs étudiants sont admis à l'école modèle d'Ottawa tandis que d'autres réussissent avec succès leurs examens « d'entrée ». Deux classes sont fermées lors de la Première Guerre mondiale. Un seul côté de l'école est alors chauffé, au bois, faute de charbon. Vers cette époque, le couvent, dont la construction remonte à 1856, est en pitoyable état et les religieuses menacent de se retirer si elles ne sont pas mieux logées.

En 1918, la grippe espagnole force les autorités à fermer l'école du 10 octobre au 21 novembre. La classe des petits n'ouvrira qu'en janvier 1919. Malgré tout, l'inspecteur Walsh écrit dans son rapport de 1918 : « Il me fait plaisir de constater, que, comme de coutume, un grand nombre d'élèves ont réussi aux examens d'entrée aux écoles supérieures et aux écoles modèles. À cet égard, votre école occupe le plus haut rang parmi toutes les écoles de mon inspectorat. »⁸ De fait, depuis son ouverture, la classe de « continuation » a produit une centaine de professeurs. Mais ce sont des années difficiles, en raison surtout du règlement XVII alors en vigueur. Les professeurs suivent la ligne de conduite tracée par la Commission scolaire et l'Association d'éducation catholique des Canadiens français et, comme dans bien des localités de l'Ontario, cette situation engendre des conflits dans la collectivité. Les enseignantes, déjà aux prises avec les problèmes que cause l'enseignement, doivent, en plus, voir à la propreté de l'école qu'elles nettoient avec l'aide des étudiantes les plus âgées et quelques femmes.

Durant les années 1920, pour inciter les enfants à la lecture, les professeurs

⁸ *Idem*



L'école Saint-Jean

La construction de cette école, sur le site du bureau de poste, fut terminée en 1907. Elle fut démolie en 1963

Mme Régina Mahieu

abonnent l'école au journal *Le Droit*. C'est avec les profits réalisés par la vente de roses à l'occasion de la fête de Dollard, qu'on parvient, chaque année, à payer l'abonnement. En 1932, à l'occasion d'une séance littéraire, les élèves du deuxième cours inventent une télévision qu'ils nomment « radio-vision ». En 1938, le conseil scolaire dote la cour et la salle à manger de l'école, de bancs et de chaises; elle accorde en plus une salle de bibliothèque. Un bazar organisé pour aider à défrayer le coût de la rénovation de cette salle rapporte la somme de \$125. Ce montant, amassé uniquement auprès des parents et des enfants, permet même d'acheter une radio pour l'école. M. J.E. Marcil, professeur à l'école normale Jacques Cartier de Montréal, envoie 15 volumes pour encourager les enfants qui ont eux-mêmes nettoyé et peinturé la pièce transformée en bibliothèque. En septembre 1940, l'école subit d'autres améliorations. Elle est pourvue de toilettes des plus modernes, de six balançoires qui sont installées sur le terrain de l'école dans la cour de récréation des filles et d'un « pas de géant » dans la cour des garçons. À compter de 1949, on commence à servir du chocolat chaud aux dîneurs, grâce à l'initiative du président de la Commission scolaire, M. E. Lemieux.

La deuxième école Saint-Jean

En 1950, l'école ne répond plus aux besoins de la population estudiantine. Une sixième classe vient d'être aménagée dans l'ancien réfectoire de l'école. La population profite de la visite de l'inspecteur, M. A. Gascon, pour faire avancer le projet d'une nouvelle école. Ce n'est qu'en avril 1951 que le choix définitif du terrain est fixé par les commissaires. Le nouvel édifice sera érigé à l'est de l'église, sur le côté nord de la rue Notre-Dame. Il comprendra six classes, un auditorium et une bibliothèque scolaire. C'est aux entrepreneurs Eugène D'Aoust & fils que la Commission scolaire confie le soin d'ériger cet édifice. Le 8 décembre 1952, les enfants entrent dans leurs nouveaux locaux. L'école, qui garde le nom de Saint-Jean, est bénit le 8 novembre 1953 par Mgr J.H. Chartrand. Jusqu'en 1960, l'inscription ne dépassera guère 250 élèves. Cette année-là, la télévision fait son apparition dans l'école. En 1963, la vieille école Saint-Jean, qui sert depuis plusieurs années de bibliothèque publique et de centre communautaire, est démolie.

À la fin de 1964, l'inspecteur Horace Dubois convoque les commissaires d'école et les contribuables pour discuter de centralisation. Il est entendu qu'éventuellement, tous les élèves de la campagne fréquente-

ront l'école Saint-Jean. À partir de 1965, les enfants des rangs se joignent graduellement à ceux du village. En septembre de cette même année, la directrice, Sr Germaine Despatie, qui pour la première fois n'a pas charge d'une classe, accueille 362 élèves et 11 professeurs. Faute de local, le jardin d'enfants occupe une partie de la grande salle. Malgré l'opposition de certains parents à voir leurs enfants parcourir, chaque jour, plusieurs kilomètres en autobus, l'école du village reçoit 395 élèves en septembre 1966. Un agrandissement s'impose. En mars 1967, six salles de classe, une bibliothèque, un gymnase, ainsi qu'une salle pour les professeurs sont ajoutés aux locaux déjà existants. L'année suivante, l'inscription passe à 442 élèves avec 16 professeurs et une bibliothécaire. En 1968, l'école ne peut contenir ses 501 étudiants et ses 21 professeurs. On se voit déjà dans l'obligation d'installer une classe préfabriquée dans la cour, près du gymnase. L'année 1969 bat tous les records : 662 élèves se présentent à l'inscription. Les derniers arrivés doivent rester debout, faute de place. Au mois de septembre 1971, l'école perd une centaine d'élèves qui sont récupérés par l'école Saint-Joseph de Russell. Confiée aux religieuses depuis 1887, la direction de l'institution est remise à un laïc, M. Pierre Marcil, en octobre 1974. Il a charge de 530 enfants et de 27 professeurs.

Aujourd'hui, l'école connaît une baisse importante de ses effectifs. On compte 449 élèves et 24 professeurs dont deux religieuses. L'école actuelle comprend 20 classes dont quatre portatives. Un projet qui vise à améliorer sensiblement l'école est à l'étude et devrait se concrétiser d'ici quelques années. Ce projet n'est pas sans causer quelques inquiétudes. Un comité de parents fait des pressions constantes auprès du conseil scolaire pour que l'agrandissement promis soit convenable et corresponde aux besoins réels de la population estudiantine. En septembre 1980, l'école accueille pour la première fois les tout-petits qui, jusqu'alors, fréquentaient la maternelle de la Municipalité.

Les écoles de rangs

L'école du village n'a pas été la seule école élémentaire de la paroisse. Peu à peu, les colons disséminés dans la campagne s'organisent en corporations scolaires et dotent leurs rangs d'une école. Toutes publiques à l'origine en raison de la loi qui l'oblige, elles apparaissent d'abord, comme en témoignent des cartes de 1875 et 1879, dans les rangs Saint-Guillaume, Saint-Joseph, Sainte-Marie et à Longtinville. Ne portant pas de nom, elles sont identifiées à l'aide de numéros. Ces numéros ont été

attribués par les arpenteurs gouvernementaux qui, à l'origine de la province, ont divisé les cantons en sections scolaires numérotées. Ainsi, l'école porte toujours le même numéro que celui de la section scolaire dans laquelle elle est sise : à titre d'exemple, la première école d'Embrun porte le numéro 6 parce qu'elle est située dans la section publique numéro 6. Lorsque les écoles publiques acquièrent le statut d'écoles séparées, elles conservent le même numéro. En théorie, à partir de ces données, on devrait donc pouvoir situer toutes les écoles publiques de la paroisse. À Embrun, cependant, toutes les écoles ne se conforment pas à cette règle. Certaines d'entre elles, en devenant séparées, prennent un nouveau numéro. C'est le cas notamment de l'école publique numéro 4 du rang Saint-Guillaume qui devient l'école séparée numéro 13. Cette exception à la règle est peut-être due au fait qu'il existait déjà une école numéro 4 dans le rang Saint-Guillaume à l'époque du changement. L'origine de la numérotation 13 est toutefois inconnue. Les rapports des écoles préparés par les curés et conservés à l'archevêché auraient pu être d'un précieux secours, mais ces rapports contiennent tellement d'inconstances dans l'identification et la localisation des écoles publiques, qu'il est impossible d'en dresser une liste complète.⁹

Les écoles publiques deviennent séparées sous les pressions répétées de l'évêque, Mgr Duhamel. Étonnamment, très peu de gens se souviennent ou ont entendu parler des problèmes que ce transfert a suscités à Embrun. Pourtant, comme dans bien des endroits en Ontario, la transition de l'école publique à l'école séparée ne s'est pas faite sans heurt.¹⁰ À la fin du XIX^e siècle, isolée géographiquement et constituée de Canadiens français catholiques, la paroisse d'Embrun ne se sent guère menacée dans sa langue et dans sa foi. Le coût du support aux écoles séparées étant beaucoup plus élevé que celui aux écoles publiques, plusieurs résidents sont réticents à se soumettre à la directive de Mgr Duhamel qui exige que tous les Catholiques, dans les limites du possible, fréquentent les écoles séparées. Dans une longue lettre, un colon d'Embrun explique à son évêque ce qu'il en coûte de soutenir les écoles séparées. Dans son cas, il devrait déboursier cinq fois plus d'argent, ce qu'il ne peut se permettre sans nuire au bien-être de sa famille. Cette estimation semble quelque peu exagérée. Selon les chiffres de l'archevêché, sur une évaluation de \$6000., il en coûte \$39. pour soutenir les

⁹ AAO, Paroisse d'Embrun Rapports des écoles

¹⁰ Il n'est pas dans notre but de faire le procès des différents systèmes scolaires. Il existe pour ceux que le sujet intéresse des ouvrages écrits par Godbout, Choquette, Plante

écoles publiques et \$67.80 pour les écoles séparées, soit un peu moins que la moitié.¹¹

L'opposition au transfert vient surtout des contribuables des rangs Saint-Guillaume, Sainte-Marie et Saint-André. Durant les années 1892 et 1893, plusieurs requêtes sont envoyées à l'évêque pour lui demander de permettre, comme par le passé, le fonctionnement des écoles publiques à Embrun.¹² De son côté, le curé Philion, qui partage les vues de Mgr Duhamel, plaide toutefois auprès de son supérieur pour qu'il retarde d'un an ou deux le transfert d'un système à l'autre. Le 28 décembre 1892, il écrit à son évêque :

Je vous écris de nouveau à propos de la difficile décision de l'école numéro 4 de Russell. Les gens du rang Saint-Guillaume qui ont leur école publique depuis peut être 20 ans, consentent difficilement à l'éloigner du site actuel.

Aujourd'hui, jour de l'assemblée annuelle de toutes les écoles, il y eut au numéro 4, école publique, une forte résistance à l'ordonnance de Votre Grandeur, on consent à laisser ériger une école catholique séparée, tous y souscrivent sans désobéissance mais à condition que l'ancienne maison d'école ne sera pas déplacée, éloignée.

Cet après-midi, les gros mécontents sont venus en délégation au presbytère pour me faire connaître leur grave décision. Après bien des pourparlers, Monseigneur, j'ai trouvé, je crois

la solution de la difficulté. Deux des anciens vont demain auprès de Votre Grandeur pour obtenir la permission de continuer leur école publique deux ans encore après lequel temps ils s'effaceront complètement et accepteront l'arrangement recommandé et ordonné par Votre Grandeur. Vu leur esprit d'hostilité, premier sentiment, vu aussi l'immense inconvénient et dérangement que nécessite le changement proposé, vu surtout leur unanimité à perdre de l'argent protestant et à obéir au mandement épiscopal, étant considéré que ces gens sont les plus anciens d'Embrun et fortement attachés à une école quasi historique, je demande à Votre Grandeur de permettre au numéro 4, école publique, de continuer ainsi pour deux ans encore l'enseignement y étant exclusivement catholique. La nouvelle école séparée ouvrira ses portes, le 3 janvier prochain. Rien ne sera dérangé. Voici Mgr la partie de cette lettre que je ferai connaître demain matin aux deux messieurs délégués, auprès de Votre Grandeur.

Voici la partie confidentielle. Ces MM. devant vous demander un sursis de deux à trois ans, pour le plus grand bien, cela serait désirable vu l'état d'excitation des esprits mais que Votre Grandeur daigne m'écouter. Qu'elle persuade ces MM. Ménard et Séguin que vous n'accordez qu'une année, le changement devenant de plus en plus pressant, que vous comptez sur ces deux MM. (qui commandent à

¹¹ AAO, Paroisse d'Embrun

¹² *Idem*

tous les autres) pour ce changement désirable. À cette condition, tout sera gagné, ceux-ci auront gagné pour un an, quelle victoire, et ceux de l'école séparée patienteront un an encore, tout en tenant de suite leur école. De cette façon, tout ira bien. D'ailleurs, la nouvelle maison d'école ne sera bâtie que dans un an, les commissaires louent une maison en attendant.

Dites s.v.p. Monseigneur, à ces MM. que vous allez m'écrire pour dimanche, accordez la faveur demandée, mais pour un an seulement.

Et soixante familles bien bonnes mais tourmentées seront dans la paix. Je me charge de tout après celà. La chose est grave, Monseigneur, quasi autant que de bâtir une église sans permission et sans argent.

Cette affaire réglée, peu après, je viendrai à bout d'une autre section plus difficile encore.¹³

Mgr Duhamel, qui désire que le changement se fasse le plus rapidement possible, ne semble pas avoir suivi le conseil de M. Philion. En décembre de la même année, il écrit au sujet de l'école publique numéro 4 : « Je me persuade aisément qu'il n'y aura personne qui voudra rester à l'école publique. Pour obvier à toute éventualité, je rappelle à ceux qui refuseraient de soutenir l'école séparée qu'ils sont indignes des sacrements et j'ordonne à tous de remplir les formalités légales pour appartenir au groupe de l'une ou l'autre des écoles séparées. »¹⁴ Malgré les menaces, plusieurs groupes de parents

refusent de se soumettre à leur évêque. La correspondance entre la cure d'Embrun et l'archevêché à ce sujet est volumineuse. En décembre 1893, la question de l'école publique numéro 4 n'est pas encore réglée. Le curé Philion revient à la charge auprès de Mgr Duhamel :

Le devoir de changer nos écoles publiques en écoles séparées coûte bien des sollicitudes. Je rencontre peu d'esprits rebelles, mais certaines sections peuvent difficilement s'ériger immédiatement en écoles séparées. Les deux MM. que j'envoie à Votre Grandeur vous exposeront la situation. Ils font partie de l'école publique numéro 4 de Russell. Cette ancienne section s'étend sur une longueur de cinq milles et l'école actuelle se trouve à trois milles et demi de quelques familles. Ayant déjà formé une nouvelle école numéro 7 à un mille et demi du numéro 4, je désire transporter celle-ci plus loin afin de procurer à tous les enfants le moyen de s'instruire. Les supporteurs du numéro 4 ne veulent pas en entendre parler. Ils veulent bien s'ériger en école séparée mais au même endroit. Ces MM. qui se rendent auprès de Votre Grandeur vous diront que j'ai établi une section séparée pour leurs familles, mais ils ne pourront tenir l'école projetée qu'avec le concours de leurs voisins les plus rapprochés ; or ceux-ci ne veulent pas laisser l'ancienne école quoi qu'éloignée parce que la nouvelle coûtera plus cher, surtout pour commencer. Je

¹³ *Idem*.

¹⁴ J.-U. Forget, *op. cit.*, p. 95-96

vais Mgr, sur la page suivante tracer un petit diagramme qui vous fera aisément comprendre toute la situation.

*Si les gens du numéro 4 école publique voulaient, tous les enfants pourraient avoir une école accessible et en ce cas, il n'y aurait au lieu de trois que deux écoles très fortes, capables de se maintenir parfaitement. Si à cause de l'établissement déjà très prospère de l'école catholique numéro 7, les gens du numéro 4 (publique) recevaient de Votre Grandeur l'ordre de se rapprocher du numéro 4 (école séparée), tout serait parfait. Ces braves gens ne voudront pas m'entendre, tandis qu'ils devront écouter Votre Grandeur et lui obéir. Il y aura quelque déplaisir mais pour peu de temps.*¹⁵

Bon nombre d'Embrunois se voient refuser les sacrements en relation avec cette affaire. Le 21 décembre 1893, Mgr Duhamel constate de nouveau au sujet des écoles d'Embrun : « Je dois dire que je suis surpris que des catholiques ne veuillent pas se soumettre aux décisions de l'autorité ecclésiastique, d'ailleurs conformes aux décrets des Conciles approuvés par le Saint Siège. Ils n'ont pas réfléchi suffisamment sans doute. Lorsqu'ils auront été avertis de nouveau, je suis persuadé qu'ils se montreront plus obéissants. »¹⁶ Lorsque le curé Forget arrive en 1896, il prend les choses en mains et décide de régler la question une fois pour toute. « À son arrivée, ses yeux de prêtre dévoué à la gloire de Dieu, s'offus-

quaient de ne voir que des écoles publiques au milieu d'une population catholique et tout de suite, il se mit à l'œuvre. Le succès couronna ses efforts. »¹⁷

Au début du XX^e siècle, les écoles des rangs Saint-Guillaume et Sainte-Marie se joignent finalement au système séparé. L'école numéro 15 du rang Saint-Théophile, dans le canton de Cambridge, devient séparée à son tour en 1906. L'école numéro 22, construite en 1919, est d'abord fondée publique mais à la suite de plusieurs réunions, elle devient séparée le jour de son ouverture. Un journaliste de *La Patrie* en conclut : « Sait-on que certains centres de la province d'Ontario et des plus prospères n'ont que des écoles séparées? Il semble que ce soit une hérésie commise contre le gouvernement d'Ontario et cependant ce schisme s'est produit pacifiquement à Embrun. »¹⁸ Malgré quelques désagréments, il semble juste d'affirmer avec ce journaliste que, dans l'ensemble, le transfert s'est fait relativement bien. Le curé Forget avait d'ailleurs mainmise sur ces écoles. Ainsi, à l'époque de l'application du règlement XVII, il faisait souvent évacuer les écoles lors des visites de l'inspecteur Summerby.

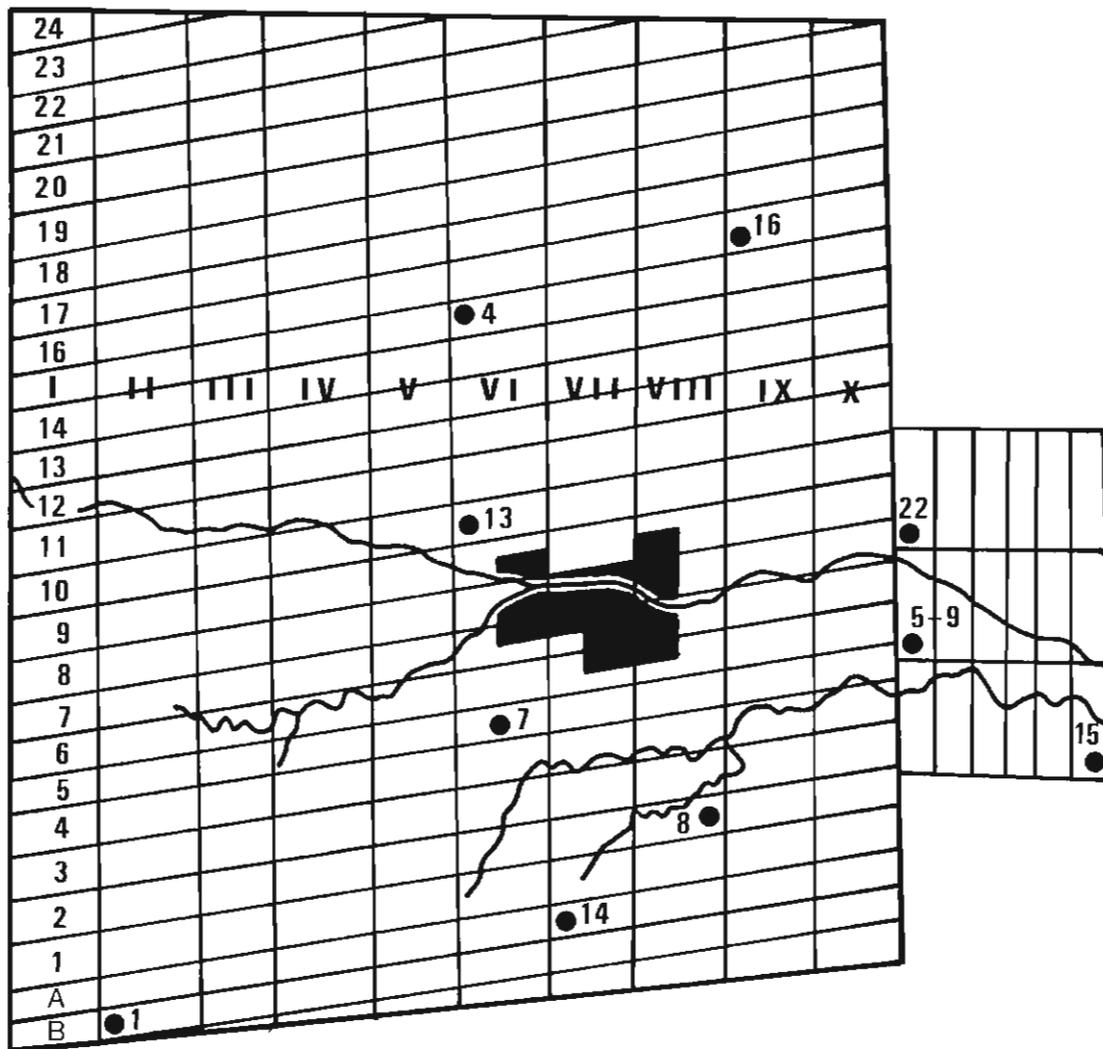
¹⁵ AAO, Paroisse d'Embrun.

¹⁶ J.-U. Forget, *op. cit.*, p. 96

¹⁷ *La Patrie*, 17 décembre 1912

¹⁸ *Ibidem*.

École # 1: école sur la
 frontière des cantons de
 Russell et de Winchester
 École # 4: école du rang
 Saint-Guillaume
 École #5-9 école de
 Longtinville
 École # 7. école du rang
 Saint-André
 École # 8: école du rang
 Saint-Joseph
 École # 13: école du rang
 Saint-Guillaume
 École # 14. école du rang
 Sainte-Marie
 École # 15: école du rang
 Saint-Théophile
 École # 16: école du rang
 Saint-Thomas
 École # 22: école de la
 Grande Ligne



Les écoles rurales séparées de la paroisse d'Embrun : 1890-1965

Chacune de ces petites écoles a son histoire qu'il est malheureusement impossible de retracer en détails. Disparues dans les années 1960, ces écoles de rangs étaient construites en bois ou en brique. La plupart n'avait qu'une seule salle de classe qui accueillait parfois une soixantaine d'élèves. Elles ne connaissaient pas le confort des écoles modernes. Une fournaise à bois en fonte placée au milieu de la pièce et dont le feu était entretenu par la maîtresse ou un élève pendant la journée, réchauffait la classe. Ce poêle à bois était allumé quelques minutes avant l'arrivée des élèves quand la tâche n'incombait pas au premier arrivé. Les toilettes étaient situées à l'extérieur, ensevelies sous la neige en hiver.

Plusieurs élèves, pour se rendre en classe, devaient marcher, beau temps mauvais temps, jusqu'à 5 kilomètres. En hiver, ils marchaient sur la croûte et, quand les chemins étaient vraiment impraticables ou que le froid mordait trop, il arrivait à l'occasion, mais ce n'était pas chose courante, que les parents aillent conduire leurs jeunes en « cutter » ou en « sleigh ».

Certaines de ces écoles avaient un clocher pour indiquer l'heure d'entrée, du dîner et des récréations. Les professeurs étaient très sévères à cette époque. Il n'était pas rare de recevoir le martinet ou d'être

gardé en retenue après la classe. Les élèves avaient beaucoup de devoirs et surtout beaucoup de matières à apprendre par cœur. Malgré tout, les anciens et les anciennes nous parlent de leur petite école avec un plaisir évident. Ils se rappellent les tableaux en carton, les cartes géographiques qui tapissaient les murs, les cours de français, de géographie, d'histoire, du chapelet après l'heure du dîner et des inoubliables débats de « spelling » des vendredis après-midi. La plupart de ces écoles existent encore dans les rangs de la paroisse. Transformées en résidences, elles ne sont toutefois pas faciles à repérer pour ceux qui ne les ont pas connues.

L'école modèle

Vers la fin du siècle dernier, les élèves de Prescott et de Russell qui désiraient poursuivre leurs études en vue de l'obtention d'un brevet d'enseignement, devaient subir des examens auprès d'un Bureau d'examineurs qui siégeait dans les comtés et, plus tard, auprès des inspecteurs qui octroyaient ces diplômes.

Les écoles modèles bilingues apparaissent dans l'Est ontarien en 1890 à Plantagenet, puis en 1912 à Vankleek Hill. D'autres écoles modèles bilingues existent

également en Ontario à cette époque, soit à Sturgeon Falls et à Ottawa.¹⁹ Plusieurs jeunes d'Embrun poursuivent leurs études à l'école modèle située dans la maison mère des Sœurs Grises sur la rue Bruyère à Ottawa, mais, pour une raison qui est difficile à évaluer, certains préfèrent se rendre à Sturgeon Falls. Lorsque l'école de Vankleek Hill ferme ses portes, le curé Forget insiste auprès du gouvernement ontarien pour qu'une nouvelle école modèle bilingue soit construite à Embrun.

Le besoin d'une pareille école d'entraînement pour l'est d'Ontario, était évident et s'imposait. Pour amener à l'école de Sturgeon Falls, tous les ans, nos enfants des comtés d'Ottawa, de Prescott et de Russell, votre gouvernement devait encourir des frais importants. De la seule paroisse d'Embrun, nous envoyions là, chaque année, depuis quinze ans, de 10 à 15 ou 18 élèves et, sans doute, nos autres paroisses, nombreuses et prospères, occasionnaient, pour les mêmes fins, au département de l'éducation des dépenses en proportion.²⁰

Encore une fois, le curé Forget a gain de cause. Au printemps de 1925, du côté sud de la rivière, sur le terrain actuel de l'école secondaire, s'élève la nouvelle école d'entraînement pour les professeurs. Son premier principal M. F. Béchard et son assistante Mlle A. Fortier, accueillent, le 21 septembre 1925, des étudiants venus principalement des Comtés unis mais

également d'aussi loin que Field. Le curé Forget aurait préféré que les Sœurs Grises-de-la-Croix en prennent la direction, mais il leur était impossible d'assumer cette responsabilité en raison d'un règlement interne qui leur interdisait d'enseigner aux jeunes garçons. M. le curé obtient néanmoins qu'elles prennent la direction du pensionnat pour jeunes filles qui est érigé en 1929, en face de l'école modèle, l'actuel foyer Lapalme.

L'inauguration officielle de la nouvelle école donne lieu à des célébrations qui débutent à 10h30 par une messe solennelle chantée en l'église Saint-Jacques, le 13 mai 1926. Les assistants, précédés de la fanfare de Rockland, se rendent à l'école au sortir de la messe. Le curé Forget bénit l'édifice, après quoi une réception est offerte aux représentants de l'Instruction publique de l'Ontario, M. A.J. Doucet, représentant du Premier ministre H. Ferguson, M. V.K. Greer, inspecteur en chef des écoles d'Ontario, et M. J.E. Gratton, inspecteur des écoles bilingues du Nord-ontarien ainsi qu'aux députés fédéral et provincial du comté de Russell, MM. A. Goulet et A. Bélanger. Dans leurs discours, les intervenants expriment l'espoir que le gouverne-

¹⁹ L. Brault, *op. cit.*, p. 158.

²⁰ *La Presse*, 17 mai 1926

ment fasse justice aux réclamations des Ontariois. Le curé Forget remercie le Premier ministre au nom de tous les Canadiens français :

. . . de nous avoir donné ici, à Embrun, dans l'est d'Ontario, une école d'entraînement pour nos instituteurs et nos institutrices, dont nous avons lieu d'espérer pour l'instruction et l'éducation franco-anglaise de nos jeunes gens et de nos jeunes filles de réels et sérieux avantages.

Le plus pratique de ces avantages consiste en ce fait que seuls les diplômés d'une pareille École du gouvernement sont officiellement admis à enseigner dans notre province et qu'il nous importe au plus haut point à nous Canadiens français, d'avoir des fils et des filles munis de ces diplômes.

Je me permets d'ajouter, et je le fais avec fierté, que notre progressif village d'Embrun méritait d'être choisi pour devenir ce centre scolaire.

Dès 1914 dans son rapport d'inspection officiel, M. le Dr Marchant, que je suis heureux de voir ici, rendait à notre école du village d'Embrun un bel hommage, en signalant les succès de ses élèves pour l'écriture, la conversation et la composition et il recommandait, en 1925 la construction chez nous, d'une école d'entraînement pour les instituteurs et institutrices anglo-françaises.

Naturellement pour avoir accès à cette école d'entraînement, que votre gouvernement a construite spacieuse, hygiénique et fort belle, il faut justifier de certaines conditions. C'est à

dire que seuls les élèves ayant subi avec succès les examens d'entrée et ayant promis de s'engager dans l'enseignement seront admis.

Ces conditions nous paraissent raisonnables et offrent pour l'avenir de solides garanties. Nous avons confiance que nos enfants de l'est d'Ontario répondront à ce que l'on demande et à ce que l'on attend d'eux.

Dans nos écoles d'entraînement d'Embrun où nous avons pu compter, dès la première année, pas moins de 110 élèves inscrits, nous nous plaisons à le reconnaître et vous comprendrez que ce nous est un sujet de satisfaction profonde, le français est enseigné aussi bien que l'anglais.

Votre gouvernement d'Ontario nous envoie même des jeunes filles de langue anglaise pour qu'elles étudient le français, et elles le font avec beaucoup de succès. Je suis heureux et fier de vous signaler ce fait qui constitue une leçon de choses dont on pourrait s'inspirer et bénéficier ailleurs.

Enfin, je tiens aussi à le noter, la nomination, comme principal d'un Canadien français, M. Joseph Richard (sic), un pédagogue au reste parfaitement qualifié dans les deux langues. Ceci nous a été, à nous qui sommes de race française, un motif de haute satisfaction. Il en est ainsi de son assistante, Mlle A. Fortier. . .

Dans la fondation de notre École, dont la place qu'on y fait au français et dans la nomination de son principal, nous nous plaisons à voir des gages de cette bienveillance et cet esprit de justice, et nous comptons, pour l'avenir, sur le

« faire play » que vous aurez à cœur, nous en avons la confiance, de toujours nous accorder, dans cette primordiale et vitale question de la formation de nos enfants.²¹

Le 14 mai 1926, M. Charles Gauthier exprime une opinion fort différente en ce qui a trait à la fondation de cette nouvelle école modèle à Embrun :

L'école d'Embrun, toute bénite qu'elle soit, quels que soient ses parrains, malgré son principal français et les enfants de langue française qui la fréquentent, constitue, si le programme d'études actuel demeure, le plus audacieux projet d'anglicisation qu'on ait encore conçu.

En effet, cet enseignement que le gouvernement donne dans cette école d'Embrun, est presque exclusivement anglais et les enfants, avant de le recevoir, doivent passer l'examen « d'entrée » qui se fait non seulement en anglais, mais pour la préparation duquel les enfants doivent complètement abandonner l'étude du français dès l'âge de 11 ou 12 ans.

Si encore le gouvernement voulait combler une lacune, il aurait une excuse. Mais cette lacune n'existe pas, puisque des cinquièmes cours sont déjà établis à Hawkesbury, Saint-Eugène, Bourget, Rockland, Alfred, Clarence Creek, Orléans, South Indian, Casselman.

Ces cinquièmes cours ont ceci de différent avec celui d'Embrun, qu'ils sont bilingues et paroissiaux. Ils tiennent compte de la langue maternelle de l'enfant, du génie de sa race et de ses traditions nationales, tandis qu'à l'école

d'Embrun l'enseignement de toutes les matières se fait en anglais. L'anglais y est la langue de communication entre le maître et l'élève, et le français n'y tient pas une place plus importante que l'histoire et la géographie.

Les cinquièmes cours paroissiaux ont de plus l'avantage de ne pas déraciner les enfants; ceux-ci continuent leurs études en restant dans leurs paroisses. L'école d'Embrun, au contraire, est une école centralisatrice destinée à recueillir tous les enfants de tous les centres français de l'Est de l'Ontario, dans le but évident de les soustraire à l'enseignement essentiellement bilingue établi, malgré les règlements scolaires dans les cinquièmes cours paroissiaux. . .

Malgré toutes les cérémonies qui ont accompagné son inauguration, cette école est un défi à la population canadienne-française de l'Est de l'Ontario, une nouvelle tentative, plus audacieuse que la précédente de dénationalisation.

Le gouvernement paie les dépenses de voyage et d'entretien des élèves qu'il reçoit dans cette école. Mais ceux et celles qui veulent y avoir accès doivent passer un examen totalement anglais. Beau couronnement d'un cours primaire pendant lequel le gouvernement ne permet pas qu'on enseigne plus d'une heure de français par jour et par classe!

Et quel est le programme de cette école d'Embrun? Cinq heures de grammaire et de

²¹ Idem

*littérature françaises, par semaine, distribuées invariablement au début de l'après-midi, c'est-à-dire au moment le plus défavorable de la journée. Toutes les matières, la grammaire et la littérature anglaises, l'arithmétique, les sciences physiques et naturelles, la géographie, l'histoire du Canada elle-même, s'enseignent en anglais dans des manuels anglais.*²²

L'enthousiasme du curé Forget au sujet de son école n'est donc pas partagé par tous les milieux franco-ontariens. Sa vie sera d'ailleurs relativement courte, soit à peine 10 ans. En 1932, l'école compte 118 étudiants mais deux ans plus tard, il n'en reste plus qu'une cinquantaine. En 1935, le gouvernement coupe définitivement les subsides et les 64 élèves de l'école modèle d'Embrun sont transférés à l'école normale de l'université d'Ottawa. L'école modèle est alors transformée en école secondaire bilingue. D'après l'historien Lucien Brault, « la fermeture de l'École modèle d'Embrun fut en soi un véritable bien pour nos écoles séparées bilingues de l'Ontario puisque les qualifications inférieures depuis longtemps désuètes pour les Anglais, se trouvaient enfin abolies pour les Canadiens français. »²³ Pour sa part, M. Charles Gauthier corrobore ce jugement en démontrant quels préjudices ces écoles causaient aux professeurs ontariois :

En effet, regardons avec un peu plus d'attention. Supposons par exemple, que deux jeunes filles se

présentent à une des écoles officielles d'entraînement pédagogique où sont formées nos institutrices. L'une vient, disons, de l'école d'Embrun d'où elle est sortie avec le certificat « English-French Model Entrance » ; l'autre d'une Continuation School ou d'un High School anglais, où elle aura obtenu un « Model Entrance Certificate ». Qu'advient-il lorsque ces deux jeunes filles auront terminé leur cours professionnel? La première recevra un diplôme appelé « English-French Teacher's Certificate, Grade C », valide pour trois ans ; la deuxième aura le même diplôme, mais grade B, et valide pour cinq ans.

Par conséquent, l'avantage sera donné à celle qui, bien que destinée à l'enseignement dans nos écoles bilingues, aura passé par une école absolument anglaise. Le gouvernement accorde donc une prime à l'ignorance du français.

Autre détail : ces diplômes correspondent à des certificats de troisième classe, certificats qui ne sont pratiquement plus acceptés dans les écoles anglaises de la province où ne sont engagées maintenant que des institutrices possédant des certificats de deuxième et de première classes. Et que nos institutrices le veuillent ou non elles ne peuvent obtenir, en passant par les écoles d'entraînement pédagogique bilingues, de meilleurs certificats. Si elles veulent des certificats de deuxième et de première classes, il faut qu'elles suivent les cours des écoles normales, exclusivement anglaises.

²² *Le Droit*, 14 et 18 mai 1926.

²³ L. Brault, *op. cit.*, p. 318

Le cours primaire bilingue, les « Continuation Schools », la formation reçue par les institutrices, tout est destiné à faire disparaître la langue française, et rien n'a encore été modifié de ce système d'oppression. Où serions-nous si nous n'avions pas établi, en marge du système officiel, une organisation véritablement bilingue de nos écoles, de nos programmes, de la formation pédagogique de nos institutrices?²⁴

Le pensionnat

Le pensionnat connaît un sort à peine différent de celui de l'école modèle ; lui aussi n'existera qu'une dizaine d'années. Construit au coût de \$27 600. et dirigé par les Sœurs Grises-de-la-Croix, il ouvre ses portes en février 1929 pour accueillir les jeunes filles des villages environnants qui fréquentent l'école modèle. Les élèves restent pendant toute la durée de leurs études sous la dépendance de ces religieuses qui habitent également le pensionnat. Avant la construction de cet édifice, les sœurs étaient logées par la Corporation scolaire numéro 6, dans l'ancien presbytère. À compter de 1929, elles emménagent toutes, y compris les institutrices de l'école Saint-Jean, au pensionnat. La Corporation scolaire numéro 6 étant déchargée de loger les religieuses, celles-ci reçoivent donc une augmentation de salaire de \$500. par année.

Le pensionnat, dédié à Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, reçoit, durant ses premières années de fonctionnement, une quarantaine d'étudiantes. En septembre 1933, le gouvernement ayant discontinué de payer la pension pour les premières années du « Lower School », il s'ensuit une diminution du nombre des pensionnaires qui tombe à 35 seulement. L'année 1934 étant la dernière de l'école modèle, il ne reste plus alors que 10 élèves de 9^e et 10^e années. Cette grande maison, propriété de la Corporation épiscopale d'Ottawa, devient, en août 1940, un juvénat sous la direction des Clercs de Saint-Viateur qui accueillent des élèves francophones venus des quatre coins de la province, poursuivre leurs études à l'école secondaire. Suite à ce changement, les religieuses enseignantes de l'école Saint-Jean doivent se trouver un nouveau toit. M. le curé leur cède alors un terrain près de l'ancienne école Saint-Jean. La communauté fait démolir la maison qui s'y trouve et se charge de la construction d'un nouveau couvent. L'actuel couvent des sœurs, dédié à Sainte-Thérèse en souvenir du pensionnat, est inauguré en janvier 1941. En 1955, le pensionnat change une fois de plus de propriétaire. Les Frères du Sacré-Cœur en font un scolasticat. Cette jeune communauté ne restera qu'une dizaine d'années à Embrun

²⁴ *Le Droit*, 18 mai 1926.



Vue du rang Saint-Jacques

Cette photo, prise du clocher de l'église vers 1930, montre une partie du rang Saint-Jacques, l'école secondaire et le pensionnat. L'école fut détruite par le feu en 1949 et le pensionnat est maintenant un foyer pour personnes âgées.

Mme Régina Maheu

où elle aura une vingtaine de membres. En 1965, la propriété est à nouveau vendue et transformée en foyer pour personnes âgées.

L'école secondaire

À la demande des autorités, du curé Forget, du préfet Adrien Lériger et du sous-préfet Victor Bourbonnais, l'école modèle, qui avait fermé ses portes en juin 1935, est transformée en un « High School » bilingue. Dès le mois de septembre suivant, cette nouvelle maison d'éducation, sous la direction de M. Maurice Brunet, aidé des professeurs Mlle C. Blanchard et M. Henri Clément, accueille 85 élèves. Il s'agit d'une importante victoire pour les gens d'Embrun puisqu'il existe très peu d'écoles secondaires bilingues à cette époque dans Prescott-Russell. Comme en témoignent ses efforts constants pour doter la paroisse d'Embrun d'écoles adéquates, le curé Forget a toujours été l'apôtre ardent d'une instruction solide pour ses paroissiens. Dès le départ, il entend bien faire reconnaître le caractère français de cette école secondaire et tient à souligner le fait qu'elle est fréquentée par des Catholiques. En 1937, un nouveau cours commercial est ajouté au programme scolaire. La même année, le curé Forget fonde une bourse d'études de \$5000. pour aider les enfants pauvres de la paroisse qui

désirent poursuivre leurs études.²⁵

Le nombre des étudiants n'augmente guère dans les années 1940 alors que M. Henri Clément est le principal. D'après les statistiques de cette décennie, des 50 000 élèves qui fréquentent les écoles bilingues de l'Ontario, 3750 sont au niveau secondaire, dont plus de 3400 dans les deux premières années.²⁶ Il est impossible de fournir des données précises pour l'école secondaire d'Embrun, tous les documents ayant péri, mais il est certain que le même phénomène se retrouve ici. Les Clercs de Saint-Viateur qui ont pris possession de l'ancien pensionnat des sœurs, fournissent cependant un nombre supplémentaire d'élèves. Ces jeunes pensionnaires, recrutés dans les villages environnants ainsi que dans les localités francophones du Nord et du Sud de l'Ontario, demeurent au collège tout en poursuivant leurs études à l'école secondaire. Plusieurs d'entre eux venus de l'extérieur pensionnent aussi dans les familles du village. Cette coutume, inaugurée en 1925 avec l'école modèle, contribue à améliorer la situation financière de plusieurs habitants d'Embrun durant les années de dépression économique et les années 1940. Ce sont ces pensionnaires qui viennent de l'extérieur

²⁵ APC, Papiers St-Jacques d'Embrun, bobine M-3129

²⁶ *Écho*, 1943

qui sont à l'origine de la disparité qui existe en 1949 entre le nombre de garçons et de filles de 11 à 18 ans qui bénéficient d'un enseignement secondaire à Embrun. Cette proportion est de 70 garçons pour 35 filles.

Le dimanche 23 janvier 1949, un incendie d'origine inconnue détruit complètement l'école secondaire, causant des pertes évaluées à \$50 000. dont le tiers seulement, soit \$16 000., est couvert par les assurances. Les flammes sont aperçues pour la première fois par les Clercs de Saint-Viateur qui habitent en face. La brigade des pompiers volontaires, sous la direction du chef M. Gérard Bourgie, transporte immédiatement deux pompes à incendie sur les lieux du sinistre. Ces pompes sont reliées à la rivière Castor située à quelques centaines de mètres de l'école. Le travail des 20 pompiers est toutefois grandement retardé lorsque l'un des boyaux se brise. Environ deux heures après le début de l'incendie, le toit s'effondre et il ne reste que trois murs debout.

Le directeur, M. Royal Comtois, dresse immédiatement un plan pour reloger les 105 élèves. Grâce à la collaboration des Clercs de Saint-Viateur et du curé, Mgr Brunet, les étudiants sont temporairement regroupés au juvénat et à la sacristie de l'église. De toute évidence, une nouvelle construction

s'impose, mais la controverse au sujet du site de l'école retarde l'érection du nouvel édifice. La transaction du terrain donné en 1925 par M. A. Bourdeau, depuis décédé, n'ayant pas été enregistrée, le Ministère de l'éducation refuse que l'école soit érigée au même endroit. De plus, les autorités gouvernementales sont réticentes à reconstruire. Elles proposent plutôt de transférer les élèves d'Embrun à l'école secondaire de Casselman. Pour contourner le problème, le conseil scolaire achète une bande de terre tout autour du terrain en question et l'inclut dans le contrat. Le gouvernement maintient toutefois sa position. Le président du conseil scolaire, M. Guillaume Émard, s'abouche alors avec M. Conrad Loiselle, un entrepreneur d'Embrun, qui dépêche sur les lieux des camions et tout le matériel nécessaire à la construction. Le président télégraphie alors au Ministre de l'éducation pour l'aviser que la construction débutera le lendemain. Devant la détermination des Embrunois à conserver leur école et leur volonté de voir ce problème solutionné, le Ministère accorde finalement le permis de construction. M. René Richard, architecte, et M. Conrad Loiselle, entrepreneur, sont respectivement chargés de tracer les plans et de construire l'école. La construction est terminée à l'été de 1952. À l'automne suivant, 119 élèves font leur entrée dans leurs nouveaux locaux. Trois ans plus tard, en raison de l'accroisse-



L'incendie de l'école secondaire

En janvier 1949, le feu détruisit complètement l'école secondaire d'Embrun. Construit en 1925, l'édifice ne fut remplacé qu'en 1952

M. Rosario Émard

ment constant du nombre des élèves, on doit ajouter deux classes. En 1960, alors que M. Fernand Lortie est le directeur, le conseil scolaire permet le rajout de deux nouvelles classes et la construction d'un gymnase. Le mouvement de croissance se maintenant tout au cours des années 1960, la fin de cette décennie voit l'apparition des premières portatives. En 1969, le conseil scolaire local est amalgamé au nouveau Conseil scolaire régional de Prescott-Russell. Vers la même époque, le nouveau conseil scolaire convoque tous les contribuables d'Embrun à une discussion portant sur le sort de leur école secondaire. Une fois de plus, Embrun est menacée de perdre cette institution que le Conseil régional voudrait faire déménager entre Embrun et Casselman. Devant l'opposition énergique des parents, le conseil scolaire décide de maintenir l'école à Embrun, de même que les cours académiques et commerciaux. L'inscription en septembre 1970 est de 311 élèves dont 233 sont transportés par autobus. En 1972, alors que M. Robert Patenaude est le directeur, l'école est dotée d'ateliers, d'un centre de recherches, d'un laboratoire et de nouveaux bureaux administratifs. Bien que française dans les faits depuis son ouverture, ce n'est qu'en février 1979 que l'école secondaire est enfin reconnue officiellement française à la demande de la population d'Embrun.

En 1980, l'école ne répond plus aux besoins de sa clientèle. Environ 50% des filles et des garçons qui fréquentent l'école doivent assister à leurs cours dans les huit classes préfabriquées qui se sont ajoutées depuis une dizaine d'années. Une cinquantaine d'étudiants sont transportés quotidiennement à l'école secondaire de Casselman pour y suivre leur 13^e année ou des cours techniques. L'école secondaire d'Embrun, sous la direction de M. Richard Rancourt, compte maintenant 298 élèves et 18 professeurs. Elle connaît un très faible taux d'abandons, soit 1%. Appelée à subir de nouvelles modifications, le Ministère de l'éducation ayant approuvé une somme de \$1 911 000. affectée à la rénovation et à la construction, un comité de parents a été mis sur pied pour s'assurer que l'école réponde véritablement aux besoins de la population d'Embrun. Les parents n'ont jamais été indifférents à la question scolaire, surtout au niveau secondaire. Depuis sa fondation, c'est au prix de bien des sacrifices que les gens d'Embrun ont réussi à la conserver. Conscients de l'importance de cette école dans le village, c'est avec beaucoup d'acharnement qu'ils sont prêts à la défendre.

Le corps de cadets et les Compagnons

Affilié au régiment de Hull, le corps de cadets a fait la renommée de l'école secondaire d'Embrun en gagnant régulièrement les trophées de la région de l'Est de l'Ontario.

Depuis 1944, l'école secondaire d'Embrun possédait son corps de clairons. Toutefois, en 1965, le directeur M. Fernand Lortie rêve d'un corps pouvant offrir un répertoire plus varié grâce à des instruments plus complexes. Il fonde alors, avec la collaboration de M. Paul Bourgie et de M. Maurice Legault, un corps de trompettes et tambours qu'il appelle Les Compagnons. Les deux étés suivants, les Compagnons participent à plusieurs parades et concerts. En 1968, ils ajoutent à leur spectacle des marches et des manœuvres militaires. Deux ans plus tard, le corps de trompettes et tambours remporte les honneurs de la compétition du circuit central canadien junior B. En 1971, il se classe en première place lors des compétitions des corps du calibre junior A. Cette année-là, les Compagnons d'Embrun représentent l'Est ontarien au défilé d'inauguration et au spectacle qui marque l'ouverture officielle de Place Ontario à Toronto. Ces 40 filles et 38 garçons qui composent les Compagnons font, pendant les années 1970, la renommée de l'école secondaire et la fierté des gens d'Embrun. Dissous en 1976, les

Compagnons ont permis à plusieurs jeunes d'Embrun de mettre à profit leurs talents musicaux et de vivre des expériences enrichissantes lors des compétitions et des voyages.

Chapitre VII

Les communications

À Embrun comme ailleurs, les premiers habitants ont cherché, dès le début de la colonie, à communiquer avec leurs semblables. Ce besoin d'échanger avec l'extérieur pour s'approvisionner, pour accomplir leurs devoirs religieux et civils ou tout simplement pour se récréer, les a incités à trouver des moyens pour vaincre l'isolement. Ils ont délaissé très tôt les voies d'eau au profit des routes qui étaient plus rapides. Avec le développement de l'économie, ces moyens sont toutefois devenus insuffisants. À la fin du XIX^e siècle, l'avènement du chemin de fer et des télécommunications « modernes » ont amélioré les échanges en rendant le monde extérieur plus accessible.

La rivière Castor

La rivière Castor, qui traverse le village

d'Embrun et le canton de Russell, fut, pendant un bon nombre d'années la seule route de communications. Elle servit d'abord de voie de pénétration aux Indiens et aux coureurs de bois des compagnies de la Baie d'Hudson et du Nord-Ouest qui venaient chasser le gibier dans la région. Après avoir été le chemin des trappeurs, elle fut celle des bûcherons. Avant l'arrivée des premiers colons anglais en 1826, les rives de la rivière Castor, bordées de chênes, se transformèrent en chantiers de la coupe du bois. Le géographe Belden décrit la rivière comme étant suffisamment importante pour qu'on la préfère, à plusieurs égards, à la rivière Rideau.¹

Vinrent ensuite les colons qui emprun-

¹ H. Belden, *Illustrated historical atlas of the County of Carleton*, op. cit., p. 37.

tèrent cette route, seule voie d'accès aux terres de colonisation. Les colons anglais qui se rendaient dans le canton d'Osgoode furent les premiers à remonter la rivière durant l'hiver de 1826-1827. Ils redescendront régulièrement la Castor pour aller faire moudre leur blé aux moulins déjà établis le long de la Petite-Nation-du-Sud. À partir de 1845, ce sont les immigrants francophones qui utilisent presque exclusivement cette rivière. M. Charles Larose, un des premiers arrivants à Embrun, raconte qu'au début de la colonisation, la rivière était la seule route pour aller chercher les provisions, hiver comme été. Il existait bien un sentier qui longeait la rivière dès 1858, mais le sol submergé une partie de l'année rendait extrêmement difficile l'utilisation de cette route à travers la forêt dense. Pour l'approvisionnement qui venait surtout de Russell, la rivière restait donc la voie de communication la plus rapide à cette époque. Ce trajet se faisait sur la glace en hiver et en canot l'été. La rivière servait aussi au transport local du bois que les colons acheminaient vers les scieries et les centres urbains. On raconte que pendant de nombreuses années, le bois étant la principale exploitation locale, il « était soit transporté en traîneau pendant l'hiver, soit remonté sur la Castor au printemps pour alimenter les énormes fournaises du Parlement et les poêles des résidents d'Ottawa. »²

Si la rivière assure la survie de la jeune colonie, elle permet aussi de reprendre contact avec la « civilisation ». En hiver, la rivière devient le chemin tout désigné pour aller visiter la parenté. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, cette saison est propice aux réunions de familles, aux plaisirs et aux amusements. Aussi voit-on venir l'hiver avec joie.

Les colons établis dans la région profitaient généralement de cette saison morte pour visiter leurs parents et amis éloignés demeurant au Bas-Canada. Après de longs préparatifs, des familles entières, au risque d'affronter le froid et la tempête, partaient en traîneau attelé de deux chevaux l'un en arrière de l'autre pour des voyages de deux et de trois semaines.³

Bien protégées contre la poudrerie et les bancs de neige, la Castor et la Petite-Nation-du-Sud étaient particulièrement favorables à cet égard. Des cabanes bien chauffées, avec tenanciers, où les voyageurs s'arrêtaient nuit et jour pour se réchauffer « l'intérieur et l'extérieur », étaient disposées à des intervalles de 15 à 25 kilomètres. Plusieurs de ces tenanciers deviendront les aubergistes ou les hôteliers de nos villages.

Avec le développement de la colonisation, la rivière perd graduellement de son

² Ontario. Ministère des ressources naturelles, *Forêt Larose*

³ L. Brault, *op. cit.*, p. 83-84.

importance. Les routes la supplantent bientôt comme moyen de communication. À cause du drainage des terres et du déboisement des forêts, la rivière, jadis aux eaux volumineuses, est aujourd'hui devenue une petite rivière paisible qui fait la joie des canoteurs en été et des skieurs, des patineurs et des motoneigistes en hiver.

Les chemins

Les arpenteurs qui font le relevé du territoire vers 1820 notent l'absence complète de route dans le canton de Russell. En fait, le canton est encore inhabité. Un seul colon y réside en permanence ; il s'agit d'un M. Loucks qui demeure le long de la rivière Castor.⁴ En 1840, le village de Russell, qui s'est développé avant Embrun, possède son chemin. En raison de l'accroissement constant de la population, le 12 août 1845, le Conseil des comtés propose de continuer cette route à partir de la concession III du canton de Russell, au nord de la Castor et en direction est jusqu'à l'intersection du chemin projeté entre les concessions V et VI du canton de Cambridge.

Lorsque les premiers colons français arrivent à l'endroit qui deviendra Embrun cette même année 1845, ils n'y trouvent qu'une forêt vierge et dense. La route n'est évidemment pas encore construite. Pendant

quelques années, ces gens resteront donc complètement isolés du monde extérieur. Sans chemin, ils n'auront que la Castor pour aller se procurer leurs provisions. Une carte de 1858 montre cependant que le chemin projeté en 1845 entre le village de Russell et le canton de Cambridge, est terminé. Cet humble sentier part de Duncanville, traverse Embrun en suivant le tracé qui deviendra la rue Notre-Dame et se rend jusqu'à une bifurcation dans le canton de Cambridge, à la hauteur du lot 28 dans la Ve concession. De là, une voie remonte vers le nord et va rejoindre le ruisseau South Indian qui se déverse dans Bear Brook. Il est intéressant de noter qu'il existe encore aujourd'hui, à quelques centaines de mètres de ce tracé original, un sentier sauvage. Situé sur le terrain de pique-nique appelé le Castor, il s'enfonce dans la forêt Larose jusqu'à un petit ruisseau qui se jette dans le ruisseau South Indian. Parcourir ce sentier, c'est refaire le trajet des pionniers de 1858 qui se rendaient à South Indian (Limoges) ou au Brook (Bourget). L'autre voie qui relie Embrun à High Falls est également terminée. C'est l'actuelle route de Casselman. En étudiant la carte de près, on constate aussi que des routes séparent les concessions V — VII et VII — VIII. Ce sont maintenant les rangs Saint-André, Saint-Guillaume et Saint-Jacques.

⁴ John Galt, *The Canadas*, London, E. Wilson, p. 142-143

Ces chemins sont encore bien primitifs. Construire des routes dans la région d'Embrun n'est pas chose facile en raison de la forêt dense et des terres submergées une partie de l'année. Toutefois, le drainage des terres provoque l'arrivée d'un plus grand nombre de colons et l'ouverture de routes plus carrossables devient la préoccupation première du Conseil. Sous la surveillance de M. David Rochon, qui est responsable de la voirie entre Russell et le canton de Cambridge, les nouveaux chemins ne tardent pas à s'ouvrir. À la demande des colons, le gouvernement fait même des allocations à cet effet. Ceux-ci désirent ardemment sortir de leur isolement et voir leur petite colonie reliée aux grands centres. Avec les routes, les terres prennent de la valeur et les colons trouvent plus facilement des débouchés pour leur bois et les produits de la ferme. C'est avec grande satisfaction qu'ils assistent, en 1861, à l'ouverture du chemin de la malle.⁵ Cette route longe la rivière Castor et se dirige vers Casselman puis, à travers les terres, jusqu'à L'Original. Sur une carte de 1862, on remarque que le petit sentier qui mène à South Indian est maintenant quelque peu modifié; sur celle de 1874, il est disparu. On l'a probablement délaissé au profit de la nouvelle route de L'Original.

Une voie directe relie également la

mission d'Embrun à Ottawa en 1862. Selon Mgr Guigues, cette nouvelle route réduit à 27 kilomètres seulement la distance séparant les deux centres.⁶ Pourtant, le curé Francœur qui arrive à Embrun par ce chemin en 1868, raconte ce qu'il en coûte de misères pour faire ce voyage. Parti d'Ottawa à 7 heures du matin, il arrive à Embrun vers 15 heures! Aujourd'hui, nous mettons moins de 30 minutes à parcourir ce trajet.

À la fin du siècle dernier, bien qu'il soit plus élaboré, le système routier est encore inefficace. Les chemins sont construits et entretenus aux frais du Conseil de comté. En hiver, « on herse et on roule » les chemins pour abaisser la neige et permettre aux carrioles de circuler. Ces techniques demeureront d'ailleurs en usage jusqu'à l'apparition des premières charrués vers 1915. Le gouvernement provincial n'octroie encore aucun subside pour la construction des routes. Mme A. Gagné raconte qu'au début du siècle, pour aller à Ottawa via Vars, il fallait payer un droit de passage à Carlsbad Spring. Les colons profitent généralement de la saison morte pour aller

⁵ À Embrun, comme un peu partout au Canada français, on confond souvent le mot malle et le mot courrier. Bien qu'à prime abord, on a l'impression que ce soit un calque du mot anglais « mail », il n'en est rien. Le mot malle a des origines beaucoup plus pittoresques. Autrefois, le courrier parvenait en voiture dans des malles. Par métonymie, le mot est passé dans le langage populaire.

⁶ A. de Barbezieux, *op. cit.*, p. 347.

vendre leurs produits à Ottawa. La route qu'ils suivent passe par le rang Saint-Guillaume, qui est ponté à certains endroits, le chemin de Russell puis Carlsbad Spring où ils s'arrêtent pour faire reposer les chevaux et se réchauffer. Partis de nuit pour s'assurer une bonne place au marché, ils atteignent la basse-ville d'Ottawa quelque huit heures plus tard.

Ce sont les hommes de 18 à 60 ans qui doivent construire, réparer et entretenir les chemins en faisant ce qu'ils appelaient du « temps de chemin ». Ce prix est souvent exorbitant pour les pauvres habitants et, peu à peu, le gouvernement provincial assume le coût de l'entretien des routes principales, laissant les chemins secondaires aux Conseils de comté et de canton. Avec les années, les chemins s'améliorent mais ils restent, malgré tout, impassables à bien des endroits. Le 24 décembre 1895, la messe de minuit est même annulée en raison de l'état des routes. Au mois de décembre 1907, le Conseil municipal doit également accorder un mois de sursis aux payeurs de taxes, toujours à cause des mauvais chemins.

À cette époque, les chemins de concessions sont déjà construits comme en témoigne l'existence de cinq bureaux de poste dans la paroisse. Bien que légalement ces routes portent des numéros de conces-

sions, les Embrunois, à la suggestion du curé Philion et selon la coutume du Bas-Canada, leur donnent le nom de rangs qu'ils baptisent de noms de saints. C'est ainsi qu'on retrouve, dès cette époque, les rangs Saint-André, Saint-Guillaume, Sainte-Marie, Saint-Pierre, Saint-Jacques, Saint-Augustin, Saint-Joseph, Saint-Thomas, Saint-Édouard, Saint-Jean et Saint-Théophile.

Le XX^e siècle inaugure une ère nouvelle dans les moyens de transport. La voirie doit alors faire face à de nouveaux problèmes qui sont causés par l'apparition des véhicules motorisés. La première automobile à traverser Embrun est celle de M. Coupal de Casselman en 1902. M. Gilbert Émard est le premier résident d'Embrun à posséder un tel « engin » en 1905. Peu à peu, les machines aratoires actionnées à la vapeur remplacent également les chevaux, si bien que dès 1909, un règlement municipal interdit, sous peine de \$50. d'amende, l'accès aux ponts et aux ponceaux à ces véhicules trop lourds. Il faut maintenant prévoir des structures plus solides pour les ponts, élargir et améliorer les routes et en modifier les tracés. En 1912, d'après un article de *La Patrie*, le chemin public suit les capricieux méandres de la rivière.⁷ Vers 1915, un nouveau tracé à l'est du village s'éloigne quelque peu de la

⁷ *La Patrie*, 17 décembre 1912

rivière et sépare plusieurs maisons des bâtiments de ferme. C'est à la même époque qu'on voit aussi apparaître des routes à surface plus dure. Mais le progrès est lent. Dans les années 1920, les chemins demeurent toujours impraticables une partie de l'année. Tous les printemps, les voitures s'enlisent dans la rue principale. Plusieurs routes sont alors en construction ou en réparation. Ces travaux s'effectuent à l'aide d'une cinquantaine d'attelages de chevaux qui transportent, en tombereaux, 1,5 mètre de pierre par voyage. C'est à cette époque que la population d'Embrun assiste à la naissance des clubs de neige. Ces clubs ont pour but d'amasser l'argent nécessaire à l'entretien des chemins. De son côté, le Conseil des comtés offre un montant équivalent à l'argent souscrit par la population.

Les années 1940 apportent une nette amélioration au système routier principal mais les routes de campagne restent encore ensevelies sous la neige une bonne partie de l'hiver. Il faut attendre les années 1950 avant de pouvoir rouler sur de belles routes pavées et jouir d'un système de voirie plus efficace. En 1956, la Municipalité refait le tracé du chemin qui mène à Russell et pave les rues du village d'Embrun. Durant toutes ces années, la grande voie commerciale vers Ottawa traverse les villages de Russell et de

Metcalfé avant d'emprunter la route 31 jusqu'à Gloucester et Ottawa. Certains continuent à utiliser la route des anciens qui mène à la basse ville d'Ottawa via Carlsbad Spring. À la fin des années 1960, les Embrunois délaissent la route 31 au profit du rang Saint-Guillaume maintenant pavé. D'autres s'y rendent par Russell et Edwards. À partir de 1975, tous se rallient à la 417, la nouvelle autoroute Ottawa-Montréal qui passe à proximité du village.

Les ponts

La rivière Castor divise le village et la paroisse d'Embrun en deux parties. Si la section située du côté nord du cours d'eau a probablement été la première à se développer, la partie sud est également très ancienne. Déjà sur une carte de 1862, on distingue des habitations qui s'échelonnent le long du rang Saint-Jacques et sur la rive sud de la rivière. La très grande majorité des commerces et des services étant située du côté nord, il a donc fallu très tôt relier les deux rives de la Castor afin d'offrir un service équitable à toute la population de la paroisse.

Le pont du rang Saint-Jacques, que tout le monde appelle le pont du village, est le plus ancien de la paroisse. Il est toutefois

impossible de retracer son origine. En 1896, un pont est déjà construit à cet endroit mais ce n'est certes pas le premier. Dès 1876, lorsqu'il est question de reconstruire l'église, on envisage la possibilité de la bâtir sur le côté sud de la rivière. Il est donc logique de croire que, dès cette époque, il existait un moyen de communiquer entre les deux rives. De plus, une photographie, dont la date précise est inconnue mais qui fut certainement prise entre 1891 et 1896, montre un vieux pont de bois à cet endroit. D'après le plan du village de 1902, un pont de bois enjambe alors la rivière. Vers 1907, il est remplacé par un pont de fer qui a peut-être existé jusqu'au printemps de 1946 alors que la débâcle emporte le pont du village. Le nouveau pont qui est érigé suite à ce désastre, dessert les gens du village jusqu'en 1976 alors qu'il est remplacé par le pont actuel.

Quatre autres ponts relient actuellement les rives nord et sud de la Castor dans les limites de la paroisse. Le pont du rang Saint-Joseph peut dater de 1915. Avant cette date, les colons habitant la rive sud devaient emprunter des « chemins de neuf milles »⁸ ou les chemins de ferme des familles Nadeau et Grignon, aujourd'hui le parc des Mousquetaires et la terre de la famille Lanois, pour venir traverser au pont du village. Il est aussi possible qu'il ait existé

à cet endroit, un pont flottant en été et un pont de glace en hiver. Chose certaine, à partir de 1928, le rang Saint-Joseph possède son pont. Ce pont en acier a fait place à un pont plus moderne en 1979.

Le pont du rang Sainte-Marie a la particularité d'être situé précisément au confluent des rivières Castor et Castor de l'Est. Du côté ouest du pont, on aperçoit deux rivières alors que du côté est il n'y en a plus qu'une seule. Un nouveau pont portant le nom du maire Gaston Patenaude a été construit en 1979 pour remplacer l'ancien que les gens nommaient le pont de Saint-Onge.

Le pont actuel du rang Saint-André date de 1937. Massif et construit en acier, il est le dernier exemple de ce genre de constructions qui surplombaient autrefois la rivière.

Le pont de la Grande Ligne date de 1975. Il est construit sur la rivière à la frontière des cantons de Russell et de Cambridge. Le premier pont bâti à cet endroit remonte à une époque lointaine puisque déjà en 1884, un pont menait à Longtinville. Emporté par les glaces en 1938, il est reconstruit la même année.

⁸ C'est ainsi que tous les Embrunois appellent les chemins de lots qui traversent le canton de l'est à l'ouest.

À l'ouest de la paroisse, sur l'ancien chemin qui menait à Russell, un autre pont traversait autrefois la rivière entre les concessions IV et V. Abandonné depuis très longtemps, il a été démoli vers 1960. Il ne reste plus que les approches en bois qui témoignent encore d'un temps où le peuplement s'échelonnait, à cet endroit, sur les deux rives de la Castor.

Le chemin de fer

À la fin du XIX^e siècle, l'avènement du chemin de fer dans Prescott-Russell vient modifier la vie sociale et économique des petites paroisses échelonnées le long de son parcours. La population d'Embrun, complètement isolée des grands centres, comprend très tôt l'importance de voir passer à proximité du village, une nouvelle voie de communication qui apparaît comme un signe de prospérité. Déjà en 1879, on retrouve dans la correspondance du curé Guillaume, une lettre adressée à Mgr Duhamel et dans laquelle le pasteur démontre que l'idée d'un chemin de fer à Embrun a commencé à germer dans l'esprit des gens. La population est même éventuellement prête à voter un bonus pour voir se réaliser ce dessein. Le projet reste toutefois sans écho.

La fin de 1881 demeure cependant mémorable pour les gens d'Embrun. Pour la première fois, un train passe dans les limites de leur paroisse. Le Canada Atlantique, qui s'appellera plus tard le Grand Tronc puis le Canadien National et qui relie Montréal à Ottawa, traverse les villages de Casselman, Limoges et Vars. Ce chemin de fer, bien qu'il passe à quelques kilomètres d'Embrun, va tout de même contribuer au progrès et au bien-être de toute la région. Les voyageurs peuvent maintenant se rendre plus facilement et plus rapidement à Ottawa ou Montréal. Ainsi, les premières Sœurs Grises à venir s'établir à Embrun en 1887, arrivent à South Indian par le train. Certains commerçants, voyant là un signe de progrès, font aussi venir des produits des grands centres. Mais cette initiative suppose des déplacements. Il faut aller chercher les marchandises en voiture à la gare la plus près. Très souvent, l'état déplorable des routes empêche les commerçants de faire le trajet, si bien que plusieurs se remettent à rêver à un chemin de fer qui passerait à l'intérieur du village et qui, à l'instar de Casselman, donnerait à Embrun un essor considérable.

À cette époque, le village d'Embrun compte une centaine de maisons échelonnées le long de la rivière et l'activité commerciale fonctionne au ralenti. Les



Accident ferroviaire

Déraillement d'un train du New York Central près de la gare d'Embrun en 1927.

Mme Claire Désormeaux

fermiers vendent les produits de leurs fermes aux chantiers de la coupe du bois ou les portent en voiture à South Indian et Ottawa. Un chemin de fer permettrait de trouver de nouveaux débouchés pour les produits de la ferme. Lorsqu'en 1897, la compagnie Ottawa-New York parle de construire un chemin de fer reliant Ottawa et New York, la population d'Embrun s'emballe et croit pouvoir réaliser un vieux rêve. Malgré leur pauvreté relative, les gens votent un bonus de \$10 000. à la compagnie ferroviaire pour que le tracé passe près du village. Le projet est accepté, en partie grâce au curé Forget qui représente les intérêts des Embrunois. La compagnie consent à accorder de \$4. à \$6. l'arpent pour le terrain concédé pour le passage du chemin de fer. La construction de la nouvelle voie requiert l'embauche de plusieurs travailleurs locaux. Tout le travail s'exécute à l'aide d'attelages de mules et de chevaux. Une fois complétée, la nouvelle voie ferrée traverse la paroisse entre St-Onge et Embrun. Elle dessert, à partir d'Ottawa, Hawthorn, Ramsayville, Piperville, Edwards, Pana, Russell, Embrun, Cambridge, Crysler, Berwick, Finch, Newington, Northfield, Harrison, Black River, Cornwall Junction et Cornwall. Embrun devient un point d'arrêt important sur la ligne de chemin de fer qui s'appellera bientôt le New York Central.

Le 5 septembre 1898, Mgr Duhamel, à la demande du président de la compagnie Ottawa-New York M. C.B. Hibbard, vient bénir le nouveau chemin de fer à la gare d'Embrun. L'inauguration de la voie ferrée fait l'objet d'une manifestation importante; c'est un événement heureux pour le village d'Embrun. Plusieurs dignitaires assistent à la cérémonie. En plus de Mgr Duhamel et de M. Hibbard, on retrouve MM. J.E. Hébert du Canadien Pacifique, O. Guibord député provincial de Russell, O. Durocher maire d'Ottawa, le père Alexis de Barbezieux historien, le curé Forget et plusieurs prêtres des paroisses avoisinantes et, bien sûr, toute la population d'Embrun. L'allocution de circonstance est prononcée par le père Alexis de Barbezieux à qui nous devons de précieux renseignements sur la colonisation de la région. Une fête champêtre marquée d'un concours de popularité couronne cette journée.

Le premier agent de la gare est M. Alfred Larocque. Dès la première année de service, un accident ferroviaire à proximité d'Embrun cause la mort des deux ingénieurs du train.

Avec l'avènement du train, la paroisse est dotée d'un moyen de transport efficace, d'un système de télégraphie et d'une réception régulière de son courrier. Au début, les

commerçants utilisent le train pour expédier des animaux et des produits agricoles mais, peu à peu, ils se mettent à importer des denrées. Deux grands hangars sont construits à cette fin près de la voie ferrée dès 1902. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les cultivateurs achètent collectivement et en grande quantité, certains produits tels le blé de l'Ouest et le sucre qu'ils déchargent eux-mêmes des convois. C'est le début du mouvement coopératif à Embrun. Vers la même époque M. Noël Desrosiers remplace M. Émile Blais à titre d'agent de la gare.

Si le train contribue largement au progrès économique de la paroisse, il conditionne tout aussi étroitement la vie sociale. On peut maintenant recevoir ou visiter des parents et des amis dans les villes les plus éloignées, ou tout simplement se permettre une petite balade en train. On monte à bord du train à Embrun et on en descend quelques villages plus loin; puis on reprend un train qui passe en sens inverse pour le retour. Quand on ne peut se permettre une telle extravagance, on s'amuse à regarder passer le train.

Elle serait longue la liste des événements heureux et malheureux qui se rattachent au New York Central. Pendant plusieurs années, le chemin de fer sera le fidèle témoin de l'évolution et du progrès du village. Qu'il

suffise de mentionner qu'il a inauguré, à Embrun, une ère de prospérité; c'est cette prospérité qui causera d'ailleurs la perte du chemin de fer. Durant les années 1920, la compagnie rencontre déjà des difficultés en raison de la pourriture hâtive des traverses. En 1922, les ouvriers remplacent le bois de cèdre par de l'épinette blanche mais sans succès puisqu'en 1924 ils doivent poser de nouvelles traverses en érable et en chêne trempées dans de la créosote. Ces coûts s'avèrent exorbitants pour le New York Central. Le déraillement de 1927 s'ajoute à la situation difficile. Les années 1940 laissent présager un sombre avenir. Depuis 1898, le train assure une liaison régulière entre Embrun et les grands centres mais l'utilisation de plus en plus fréquente de l'automobile, l'instauration d'un service d'autobus vers Ottawa et surtout le recours aux camions pour le transport des marchandises, opposent une si vive concurrence au chemin de fer, qu'en 1939, la compagnie se voit dans l'obligation de retirer deux trains de son horaire. En 1951, elle abandonne son service pour la première fois du 16 août au 22 septembre. À l'été de 1952, les trains sont de nouveau arrêtés du mois d'avril jusqu'à l'automne. La poste est alors acheminée par camion. Deux ans plus tard, la compagnie suspend son service de voyageurs. Finalement, le 14 février 1957, le dernier train du New York Central quitte



La gare d'Embrun

En 1961, cette gare fut déménagée au 24 de la rue Bourassa pour être convertie en résidence privée. Sa construction date de 1897 et elle a desservi la population d'Embrun jusqu'en 1957.

Mme Régina Maheu

Ottawa à 15h30. Ce convoi de marchandise, tiré par une locomotive de 1600 chevaux-vapeur, fait escale à chaque petite gare, maintenant désaffectée, où une foule mélancolique est venue lui faire ses adieux. À chaque arrêt, le chef de gare remet au conducteur du train les papiers officiels. Il fait nuit lorsque le train atteint finalement Cornwall où il est accueilli par des curieux et des journalistes venus immortaliser la fin d'une époque. Le lendemain, la compagnie remet sa charte et discontinue définitivement toute opération. Cette même année 1957, le Canadien National, qui a fait l'acquisition du New York Central, enlève les rails et démolit les ponts. La gare, dernier vestige de l'existence du New York Central à Embrun, est déménagée en 1961 au 24 de la rue Bourassa pour être convertie en résidence.

La ligne de chemin de fer New York Central n'aura fonctionné qu'une soixantaine d'années; pourtant les plus âgés en parlent encore avec nostalgie, presque avec tendresse. C'est une histoire bien singulière que le passage de ce chemin de fer à Embrun. De ce passage, il ne reste plus qu'un sentier bordé d'arbres qui traverse la paroisse. Ce tracé, ancienne propriété du Canadien National et de la compagnie Bell Téléphone, a été acquis par la Municipalité du canton de Russell et transformé en piste de ski de

fond en hiver et en circuit pour bicyclette en été. À cette heureuse initiative, s'ajoute l'acquisition de la plus ancienne gare du New York Central en sol canadien. La vieille gare de Berwick a été transportée à Embrun où elle sera restaurée et installée le long de l'ancienne voie ferrée. Elle sera aménagée en musée ferroviaire, témoin d'une époque que les moins de 25 ans n'ont pas connue.

La poste

C'est sûrement dans la plus grande joie que les colons d'Embrun reçoivent du courrier pour la première fois, le 1er novembre 1858. La petite colonie, éloignée de tout, n'a guère d'autres communications avec l'extérieur que ces lettres qui proviennent de parents et d'amis du Bas-Canada. On imagine le bonheur de ces braves gens d'avoir de leurs nouvelles.

On connaît assez mal le parcours que suit la poste pour se rendre jusqu'à Embrun à cette époque. Elle parvient, on le suppose, par la rivière et par les humbles sentiers qui traversent la forêt. Il semble que des contrats étaient alloués à des particuliers pour transporter le courrier d'un village à l'autre. Ainsi, on a pu retracer le contrat de M. Charles Larose, un pionnier d'Embrun. Du 1er novembre 1858 au 31 octobre 1862,



Le bureau de poste

Cet édifice servait de bureau de poste et de central téléphonique avant 1932. À la droite de la photo, on remarque le magasin Maheu et à la gauche, l'hôtel de M. Debonville.

Mme Desanges Bruyère

M. Larose porte la malle à cheval jusqu'à Russell une fois par semaine. Le trajet prend une heure et lui rapporte \$26. par année.⁹ M. Lachapelle, qui le remplace en 1862 effectue le parcours deux fois par semaine à raison de \$0.36 du voyage. En 1863, M. Larochelle, le premier maître de poste d'Embrun, cède son poste à M. Joseph Lalonde, un homme influent de la place. Celui-ci conserve son emploi jusqu'à sa mort en 1893. Il sera remplacé par M. S. Goulet jusqu'en 1895.

Avec l'avènement du Grand Tronc en 1881, la poste arrive quotidiennement à Limoges par le chemin de fer. À cette époque, il en coûte \$0.09 pour expédier une lettre d'une demi-once à moins de 100 kilomètres. Au-delà de cette distance, il faut payer à nouveau. La poste se paye alors sur réception du courrier. Les journaux, qui sont très rares et très appréciés puisqu'ils sont passés de voisins en voisins, sont toutefois expédiés gratuitement.¹⁰ De Limoges, des postillons, dont M. Cyprien Latrémouille, acheminent le courrier à cheval jusqu'aux différents bureaux de poste de la paroisse. À partir de 1898, le New York Central permet une réception quotidienne et régulière du courrier à Embrun. Avec ce chemin de fer, le service de la poste s'améliore sensiblement. Le courrier est amené quatre fois par

jour par les trains 60, 61, 62 et 63 qui entrent en gare à 8h51, 10h14, 17h25 et 18h22. À bord du train, un maître de poste trie immédiatement les lettres qui sont distribuées tout le long du parcours. Des contrats sont aussi donnés à des Embrunois qui sont chargés d'aller chercher le courrier à la gare et de l'acheminer aux différents bureaux de poste de la paroisse. Ainsi, au début du siècle, Mme Albina Bourgie apporte la malle en charette aux succursales de la région.

Ces succursales sont réparties dans les principaux rangs de la paroisse. Déjà en 1910, le secteur d'Embrun en compte cinq : Longtinville, dans la Grande Ligne qui sépare les cantons de Russell et de Cambridge, ouvre ses portes le 1er octobre 1884 ; St-Onge, à l'ouest du village, le 1er juillet 1886 ; Cambridge, dans le rang Saint-Édouard, le 1er juin 1903 ; Forget, dans le rang Sainte-Marie, le 1er mai 1904 et Brisson, dans le rang Saint-Guillaume, le 1er septembre 1907. Toutefois, un service mieux organisé de distribution du courrier dans la campagne entraînera bientôt la fermeture de la plupart de ces succursales. L'apparition des boîtes rurales à domicile,

⁹ Ontario. *Sessional Papers, 1859* Return of all new contracts entered into in the Kingston Division

¹⁰ Russell. Bibliothèque municipale. Tweedsmuir History.

en particulier, force la fermeture du bureau de Cambridge le 24 mai 1915, de Forget le 15 janvier 1916, de Longtinville le 9 avril 1917 et de Brisson le 31 janvier 1918.

De 1895 à 1956, M. Joseph Bruyère et son fils Pierre seront les deux seuls maîtres de poste. Cette dernière année marque d'ailleurs un tournant dans l'histoire des postes à Embrun. Le chemin de fer ayant cessé toute activité, le courrier arrive dorénavant par camion, deux fois par jour, de Cornwall et d'Ottawa. Mme Solange Gagné devient alors la première maîtresse de poste.

Le 24 juin 1964, après avoir connu plusieurs domiciles et subi deux incendies en 1932 et en 1963, un nouveau bureau de poste ouvre ses portes dans un édifice neuf situé en face de l'église. Des bureaux ruraux, seul celui de St-Onge reste encore ouvert. Il continuera à desservir la population habitant la section ouest du village jusqu'en 1970. À partir de cette date, tous les résidents du village sont desservis par le bureau central. Les gens de St-Onge qui le désirent peuvent toutefois recevoir leur courrier grâce à des boîtes-groupes et ceux de la campagne par l'intermédiaire d'un service de distribution à domicile. Il semble bien loin le temps où la poste arrivait en voiture de L'Original deux fois par semaine.

Aujourd'hui, elle parvient d'Ottawa en camion, deux fois par jour. Le village d'Embrun possède un bureau de poste semi-urbain en plein essor qui dessert 700 clients dans le village et 334 autres répartis sur deux routes rurales.

Le téléphone

La compagnie de téléphone Bell du Canada fut juridiquement constituée le 29 avril 1880. À la fin de l'année, la jeune entreprise avait déjà ouvert 32 centraux et agences et installé plus de 5000 kilomètres de fil téléphonique en Ontario et au Québec. L'histoire du téléphone dans Prescott-Russell commence à Hawkesbury en 1887. En raison de sa position stratégique à mi-chemin entre Montréal et Ottawa, ce centre était devenu un poste de vérification relatif au dépistage des difficultés de transmission de la ligne reliant ces deux grandes villes. Trois ans plus tard, M. Costello, un marchand général, devenait l'agent local. Un tableau comportant 47 commutateurs pour lignes interurbaines était installé dans son magasin. Le public pouvait utiliser cet outillage une heure par jour, soit de 7h à 8h du matin.¹¹

La première ligne téléphonique à

¹¹ L. Braut, *op. cit.*, p. 103-104

Embrun date de 1902. La pose de cette ligne, qui relie le village d'Embrun à celui de Russell, donne, une fois de plus, l'occasion aux Embrunois de se montrer généreux en assumant eux-mêmes les dépenses qu'entraîne l'installation des poteaux. L'outillage est composé de leviers de fer, de pelles, de pioches, de grappins à billes et de perches. Chaque homme a un seau contenant son repas qu'il prend en bordure de la route. Selon la politique de la compagnie, le contre-maître n'a ni de commis ni de contremaîtres-adjoints si bien qu'il doit lui-même inscrire les heures de travail, payer les hommes et voir au transport des poteaux. Cette ligne comprend 10 kilomètres de poteaux et 11 kilomètres de fil de fer no 9. Une fois les travaux terminés, Embrun devient une succursale de Russell; un appareil téléphonique est installé au village, mais les appels interurbains doivent être acheminés via le central de Russell. Le poste téléphonique public d'Embrun est ouvert de 6h à 21h tous les jours, y compris les jours fériés.

L'annuaire du mois de mars 1903 de la région de l'Est de l'Ontario mentionne deux postes publics à Embrun qui sont opérés par O. Dufort à la gare et J. Bruyère au bureau de poste. En 1906, en plus de ces deux postes publics, le village compte aussi cinq abonnés desservis par le central de Russell. Ce sont MM. Joseph Bruyère

marchand, Jerry Brisson propriétaire d'un four à chaux, Émile Guérin, Antoine Paquette transporteur et Cyprien St-Onge marchand.

Le premier central d'Embrun est inauguré en décembre 1909. L'annuaire de mars 1910 pour la région de l'Est de l'Ontario comprend les abonnés suivants : C.H. Brisson boucher et vendeur de foin, J. Brisson bureau, T.R. Bruyère cordonnier et épicier, A. Chevrier médecin, H.A. Dupuis ferblantier et quincaillier, T. Émard hôtelier, J.-U. Forget curé, P.E. Guérin agent, F.J. Larocque marchand à St-Onge, Legault et Liboiron tailleur et barbier, J.N. Lévesque fromager, L. Maheu marchand, L. Ménard fromager, la gare d'Embrun, A. Paquette agent d'assurance et la Traders Bank du Canada.

Le 22 janvier 1912, M. Pierre C. Bruyère remplace M. Émile J. Ménard au poste de gérant du central téléphonique. Il occupera ce poste jusqu'à sa retraite en 1951. En 1920, Embrun compte 145 abonnés. Le 200^e appareil est installé en 1924.

Bien que la crise économique provoque une baisse du nombre des appareils téléphoniques, la pire épreuve est encore à venir. En septembre 1932, un incendie qui débute à l'hôtel Debonville, situé à côté du

central, rase entièrement celui-ci. Toutefois, l'interruption du service ne dure que quelques heures. Un reportage paru dans la revue *Blue Bell*, publiée par Bell Canada en novembre 1932, raconte les démarches entreprises par la compagnie pour rétablir le service. Voici la traduction de ce compte rendu :

Le feu a d'abord été aperçu par M. Gérard Bruyère qui dormait dans une chambre attenante au central téléphonique. M. Bruyère réveilla immédiatement son père M. Pierre Bruyère et toute la famille qui habitait dans le même immeuble. Il téléphona ensuite aux pompiers volontaires d'Embrun. Ceux-ci, avec l'aide de M. Pierre Bruyère, ne perdirent pas de temps et transportèrent aussitôt tous les dossiers du Bell Téléphone et du bureau de poste à la banque, de l'autre côté de la rue. Le feu faisait éclater les vitres lorsque M. Pierre Bruyère fit un dernier appel pour avertir M. Davidson, le surintendant du district, qu'il n'y avait plus aucune chance de sauver l'édifice. Ce dernier avisa quelques hommes qui revenaient de chez M. Simpson. MM. Davidson et Wood arrivèrent à Embrun à 4h30 du matin pour constater la destruction du central téléphonique, de deux magasins, deux résidences ainsi que de l'entrepôt de la compagnie Bell. Lorsque M. Richardson, le surintendant de la construction fut informé de la situation, il dépêcha sur les lieux une équipe d'hommes et tout le matériel nécessaire aux réparations d'urgence.

À 8h du matin, les lignes étaient rétablies et en opération à partir d'un édifice temporaire. À 17h, tous les poteaux et les fils aériens étaient en place. À 8h le lendemain matin, le tableau temporaire arrivait de Montréal et était installé. Puis, avec une rapidité incroyable, les employés complétèrent les raccordements si bien qu'à 17h, 75% des lignes étaient en service. Le lundi suivant, tout fonctionnait normalement à Embrun.¹²

En 1945, le service téléphonique entreprend une remontée mais ce n'est qu'en 1950 que le nombre des abonnés atteint à nouveau le nombre de 200. En janvier 1960, la compagnie de téléphone Bell du Canada fait l'acquisition d'un terrain au 18 de la rue Saint-Jean-Baptiste afin d'y construire un central entièrement automatique. La composition « tous chiffres » est introduite à compter du 16 août 1964. Le 1000^e appareil de téléphone est installé à Embrun en 1972 et le 2000^e en 1977. Le 21 octobre 1978, les abonnés d'Embrun sont les premiers résidents du Canada à être desservis par le central à autocommutateur numérique DMS-10. En décembre 1979, il y avait 2391 appareils reliés au central téléphonique d'Embrun.¹³

¹² *Blue Bell*, novembre 1932. D'après l'article du *Droit* du 17 septembre 1932 déjà cité au chapitre IV, M. Pierre Bruyère était absent lors de l'incendie.

¹³ Service historique de Bell Canada, Montréal.

Chapitre VIII

L'industrie et le commerce

Comme bien d'autres villages qui gravitent autour d'un grand centre de peuplement, l'âge d'or de l'industrie et du commerce à Embrun n'est pas dans l'avenir mais bien dans le passé. La comparaison des données de 1902 et de 1980 révèle que l'activité industrielle dans la localité était beaucoup plus développée au début du siècle qu'elle ne l'est maintenant. Bien sûr, beaucoup de ces petites industries qui existaient à l'époque n'auraient plus leur raison d'être de nos jours. C'est le cas notamment des voituriers et des selliers. Il n'en demeure pas moins que d'autres entreprises comme les carrières de pierre, les fromageries et les briqueteries qui engendraient beaucoup d'emplois au début du siècle et qui répondent encore à un besoin, sont maintenant disparues. Les grandes voies de communication qui relient Embrun à Ottawa et l'absence de quelques

services essentiels à l'implantation des grandes industries ont certainement joué un rôle déterminant dans ce déclin.

Les fourrures

Comme en témoigne le nom de la rivière et celui que portaient les habitants du village avant 1857, la première activité commerciale de la région fut celle de la fourrure au XVIII^e siècle. Les coureurs de bois de la compagnie de la Baie d'Hudson et de la compagnie du Nord-Ouest parcourent alors les rives de la rivière Castor à la recherche des précieuses pelleteries qu'ils apportent aux postes de la compagnie. À l'époque où ce commerce atteint un sommet, la région n'est pas encore peuplée de façon permanente. On peut cependant soupçonner ces trafiquants d'avoir révélé aux futurs

colons les ressources du territoire. À l'arrivée des premiers habitants, au début du XIX^e siècle, le commerce des fourrures n'est déjà plus qu'un souvenir. Les chasseurs et les trappeurs ont dépeuplé de façon intensive le territoire de ces précieux animaux. Le recensement de 1871 rapporte d'ailleurs que le canton de Russell n'a produit aucune peau de castor.¹ Selon certains témoignages, depuis quelques années, les castors sont toutefois revenus habiter leur ancien domaine.

Le bois

Tous les arpenteurs qui ont fait le relevé de la région d'Embrun vers 1820, s'entendent pour dénigrer la valeur agricole des terres. Trop basses, elles sont mal drainées et forment de nombreux marécages impropres à la culture. Cependant, lorsque le colonel Archibald McDonell de Cornwall remonte la Castor pour s'établir à Metcalfe en 1827, il note la quantité importante de beaux chênes d'excellente qualité qui bordent la rivière. Il n'en faut pas plus pour donner naissance à la première véritable industrie d'Embrun, le bois.

Cette industrie a connu un essor considérable au Canada dans la première moitié du XIX^e siècle. Privée de ses

ressources en bois par le blocus continental établi par Napoléon, l'Angleterre exige de ses colonies qu'elles pourvoient à ses besoins. En raison de la situation politique européenne, le Canada, ce vaste pays pratiquement couvert de forêts, devient donc rapidement une source d'approvisionnement pour la métropole. La rivière Castor a joué un rôle important dans la naissance de cette industrie dans la région. À l'époque où la demande en bois équarri est encore très faible, les colons coupent le bois en billes qu'ils jettent à la rivière. Il y a à peine 50 ans, M. Parfait Brisson enlevait encore de ces billes restées prises dans la rivière. Via cette route fluviale, le bois atteint la Petite-Nation-du-Sud, la rivière Outaouais, puis Montréal et Québec. De là, il est chargé à bord des navires pour être expédié en Angleterre. Au début, l'exploitation se fait surtout vers la tête des nombreux embranchements de la rivière. Ces ramifications s'approchent à quelques kilomètres seulement de la rivière Rideau. Pourtant, pendant plusieurs années, les commerçants ont préféré acheminer leur bois destiné à l'exportation via la rivière Castor plutôt que la Rideau coupée de nombreux rapides qui rendaient le flottage difficile. Ce rôle de la rivière Castor au tout début de l'exploitation forestière dans l'Outaouais est encore mal

¹ APC, Recensement du Canada, 1871

connu et mérite certainement une étude plus approfondie.

L'exploitation forestière commerciale sur une haute échelle est de courte durée dans la région d'Embrun. Après quelques années, la réserve d'arbres propres à la production de bois équarri, qui est de plus en plus en demande, s'épuise rapidement. Mieux pourvues et mieux organisées, les régions au-delà de Hull et d'Ottawa prennent l'initiative de ce commerce. Vers 1850, à l'arrivée des premiers colons canadiens-français dans la région, l'industrie forestière n'a plus qu'un caractère local. Bien sûr, le bois flotte toujours sur la Castor, mais il est maintenant destiné aux scieries situées sur la Petite-Nation-du-Sud. À mesure que la réserve de bois recule à l'intérieur des terres et que de nouveaux centres comme Embrun se développent, les scieries remontent le cours des rivières. On en rencontre d'abord à Hawkesbury, Plantagenet, Jessop's Falls et Casselman puis à Embrun sur la Castor. Le drainage des terres par les habitants et par le gouvernement provincial a sûrement contribué à la construction de nouvelles scieries dans la région. Si on en croit une pétition de 1812, le sol était tellement plat et les rives de la Castor si peu élevées à cette époque, que les barrages des moulins inondaient du même coup une très grande superficie du

territoire.² Dans les années 1870, grâce aux correctifs apportés à cette situation, la région d'Embrun compte déjà deux moulins à farine et quatre scieries dont celle de M. Antoine Carrière située sur le lot 4, concession X et celle de M. Joseph Lalonde. Cette dernière entreprise est si prospère, que son propriétaire possède la moitié du village.³ L'explosion de la chaudière de ce moulin fait trois morts le 28 septembre 1892.

L'industrie du bois, à l'époque, a aussi des effets secondaires sur la population d'Embrun. Les chantiers voisins sont une source d'emplois importante pour les jeunes qui s'engagent ou comme bûcherons ou comme draveurs. Ils partent à l'automne et ne reviennent qu'au printemps suivant. Les salaires varient entre \$10. et \$30. par mois, logé, nourri et transporté. De plus, les fermiers comptent sur les besoins de ces chantiers pour écouler leurs surplus de production agricole.

Lorsque les chantiers ferment ou qu'ils deviennent trop éloignés pour que les agriculteurs puissent y expédier leurs surplus, la ville d'Ottawa prend la relève.

² *The Journal of the Legislative Assembly of Upper Canada*, vol. 3, Ontario Archives, Toronto, 1912, p. 46.

³ Canada Énergies, Mines et Ressources Noms géographiques, Lettre de Joseph Bruyère

Alors en pleine croissance, la capitale a un besoin pressant de bois et de nourriture pour sa population et de fourrage pour ses animaux. Des quantités importantes de denrées et de bois de chauffage prennent alors la direction de la ville. Ce commerce prendra fin vers 1885 avec l'apparition du charbon. Un événement peu commun et qui est tout à l'honneur des Embrunois est d'ailleurs relié à l'industrie du bois. À la fin de janvier 1878, les classes pauvres d'Ottawa sont aux prises avec la faim et le froid. Le curé Guillaume d'Embrun décide alors d'organiser une expédition pour porter secours à ces gens dans le besoin. Le 31 janvier, les fermiers d'Embrun partent avec leurs traîneaux chargés de 80 cordes de bois destiné aux pauvres de la capitale. Le geste charitable de ces colons soulève la joie de la population de la ville. En témoignage de leur gratitude, ils invitent les gens d'Embrun à dîner et à assister à une représentation théâtrale.⁴

La potasse

Une industrie qui fut très populaire à Embrun est celle de la potasse. Cette industrie est généralement associée à la période de défrichement d'une région puisque, les routes permettant la vente et l'exportation du bois n'existant pas encore,

ce bois n'a aucune valeur. Pendant plusieurs années, la potasse sera la seule ressource négociable du colon. Si sa fabrication est peu compliquée, elle exige toutefois beaucoup d'énergie. Le colon doit transporter ou tirer d'énormes billes d'orme ou de frêne qu'il dispose en forme de bûcher. Après les avoir fait brûler, il met les cendres à bouillir dans d'immenses chaudières pour obtenir une première lessive. Quelques-unes de ces chaudières existent toujours à Embrun. En s'évaporant, cette lessive donne le salin ou gros sel noir. La dernière étape consiste à faire cuire ce salin à plusieurs reprises pour obtenir la potasse. Le produit fini sert, entre autres et principalement, à la fabrication de savon doux. De 15 arpents de défrichement, le colon tire environ 7 barils de potasse pour une valeur totale de \$150. Ce produit est généralement échangé contre les provisions les plus nécessaires à la survie. Au début du XXe siècle, cette industrie est complètement disparue d'Embrun.

Les fromageries

Au début des années 1880, Embrun a atteint un niveau de développement respectable. Alors que 20 ans plus tôt le village ne possédait que trois commerces,

⁴ C. J. Bond, *The Ottawa County: a historical guide to the National Capital*, Queen's Printer, Ottawa, 1968, p. 166

soit la forge de M. Luc Ducharme et les magasins de tissus de Mesdames Delima Gagnon et Marguerite Sabourin, en 1881, la localité compte quatre marchands qui sont MM. Théophile Lachapelle, Louis Goulet et Joseph et Augustin Lalonde, deux cordonniers (O. Pitre et Charles Bodin), trois forgerons (Louis Poupart, Luc Ducharme et Calixte Gravelle), un boucher (Narcisse Latrémouille), deux selliers (Ulrick Lemieux et Seigfroid Lapalme), un boulanger (Césaire Pelletier) et un meunier (Antoine Carrière). Les années 1880 sont toutefois cruciales pour la population embrunoise en raison de l'évolution de la situation économique.

Vers 1885, l'industrie forestière est encore en pleine activité dans l'Outaouais mais l'exploitation intensive des réserves a fait que les chantiers sont désormais tellement éloignés, qu'ils ne servent plus de débouchés à la production agricole d'Embrun. À la recherche de nouvelles sources de revenus, les agriculteurs locaux se lancent alors dans l'industrie laitière. Cette innovation coïncide d'ailleurs avec l'apparition du chemin de fer dans la région. Toutefois, malgré ce nouveau mode de transport qui facilite la mise en marché des produits, il est encore impossible d'exporter le lait frais vers les grands centres. Les producteurs locaux doivent donc trouver

sur place, un dérivé du lait qui soit exportable tout en conservant sa qualité. On assiste alors à la naissance des fromageries qui deviendront l'une des industries les plus prospères d'Embrun et qui permettront au village de se développer pendant plus d'un demi-siècle.

Nous ne connaissons pas l'année d'ouverture de la première fromagerie d'Embrun. Selon le recensement de 1871, les fromageries n'existent pas encore à cette époque puisque la population entière du canton de Russell ne produit que 54 kilos de fromage cette année-là.⁵ Il s'agit évidemment d'une production artisanale qui ne répond qu'aux besoins domestiques. Le recensement nominatif de 1881 ne fait état, non plus, d'aucun fromager dans la paroisse⁶. Par contre, une liste de la population d'Embrun de 1895 indique deux fromageries à St-Onge tandis qu'un plan du village de 1902 en montre une autre située à l'actuel numéro 341 de la rue Notre-Dame. Ces « factries », comme on les appelait, auraient donc fait leur apparition dans les années 1880. D'après le curé Forget, qui a rédigé son histoire d'Embrun en 1909, la paroisse compte alors 11 fromageries. M. Louis Ménard en possède trois et M. Noé

⁵ APC, Recensement du Canada, 1871

⁶ *Ibid.*, 1881.

Lévesque deux. Les autres sont la propriété de MM. Parfait Brisson, Cyprien St-Onge, Omer Maheu, W. Eager, D. Racine et W. Fraser. Au total, ces entreprises rapportent à Embrun la somme de \$12 000.⁷

À cette époque, chaque producteur doit livrer quotidiennement, sauf le dimanche, son lait à la fromagerie la plus près.⁸ Les moyens de transport étant encore très lents, il est important que cette livraison s'effectue rapidement, sans perte de temps pour le cultivateur. C'est la raison pour laquelle on assiste à l'ouverture de fromageries dans tous les coins de la paroisse. En 1925, Embrun compte huit de ces entreprises situées dans les rangs Saint-Guillaume, Saint-André, Saint-Augustin, Saint-Joseph, Saint-Thomas et à Longtinville, Forget et St-Onge. Généralement, on retrouve près de ces entreprises une école rurale et un magasin général. Les fromageries sont en opération du mois d'avril au mois de novembre, l'hiver étant réservé à faire de la mouture pour les animaux.

Avant les années 1920, il n'existait aucun contrôle sur la qualité du lait que les cultivateurs acheminaient à la fromagerie. C'est le produit fini, le fromage, qui faisait alors l'objet d'une vérification de la part des inspecteurs gouvernementaux. M. Guillaume Émard, un ancien fromager d'Embrun,

raconte qu'on trouvait même des chats noyés dans les bidons. Vers 1925 toutefois, le gouvernement impose le test de tuberculose pour toutes les vaches laitières. En principe, les producteurs laitiers acceptent bien cette nouvelle loi mais plusieurs craignent de perdre des revenus importants si le test est administré au printemps. Il faut se rappeler, qu'à l'époque, les cultivateurs ne traient pas leurs vaches en hiver à l'exception de une ou deux pour la consommation domestique. Diverses raisons sont à l'origine de cette pratique. Entre autres, il faut noter que les vaches vêlaient généralement au printemps parce qu'il était moins risqué d'élever un veau en été au grand air, à la chaleur et avec de la nourriture fraîche ; de plus, la quantité et la qualité du lait d'hiver étaient inférieures à celles du lait d'été ; finalement, parce que plusieurs cultivateurs profitaient de l'accalmie hivernale pour s'engager dans les chantiers forestiers voisins ou pour pratiquer un métier pouvant rapporter un revenu supplémentaire, on tentait de réduire au minimum les travaux de la ferme durant cette saison. Ainsi, en faisant subir le test de tuberculose au printemps, les agriculteurs couraient donc le risque de nourrir inutilement une ou plusieurs vaches durant tout l'hiver pour

⁷ J.-U. Forget, *op. cit.*, p. 112

⁸ La cueillette du lait en camion date de la fin des années 1930

les faire tuer au printemps si elles étaient atteintes de la maladie. Grâce à l'influence du curé Forget, les cultivateurs d'Embrun obtiennent finalement que l'analyse soit faite à l'automne, après la saison de production laitière.

Chaque fromager possède alors son propre vendeur qui est habituellement un cultivateur des environs. Ce représentant veille à la mise en marché des produits qui sont exportés par le train vers les grands centres comme Montréal et même jusqu'en Angleterre. Ce sont d'ailleurs les Anglais qui auraient appris aux gens d'Embrun à faire mûrir le fromage.

Au milieu du XX^e siècle, le comté de Russell se classe au premier rang des producteurs de fromage de tout l'Ontario. Selon un témoignage du député Gour, l'industrie semble toutefois en difficulté en raison de la hausse des coûts de production et de la baisse du prix de vente des produits. À un ami citadin dont le salaire horaire était de \$1.50 et qui se plaignait des prix du lait et du beurre, le député fit l'offre suivante : « si tu peux traire, dans une heure, assez de lait pour rapporter une valeur de \$1.50 de beurre, je te donne la vache, la chaudière et la grange avec. »⁹ M. Gour ne précise pas qui de lui ou de son ami a remporté la gageure! C'est vers la

même époque que l'Union des cultivateurs franco-ontariens participe à la création d'enchères publiques de fromage. Ces encans ont pour effet de conserver le monopole de ce commerce entre les mains des cultivateurs tout en évitant les intermédiaires coûteux. Malgré tout, plusieurs petites entreprises ferment alors leurs portes.

Aujourd'hui, au regret de plusieurs, les petites fromageries de type familial sont complètement disparues d'Embrun. Elles ont été absorbées ou simplement fermées par les grosses compagnies qui concentrent la production ailleurs. La disparition du chemin de fer en 1957 et l'amélioration du réseau routier ont joué un rôle important dans le déclin de cette industrie qui a caractérisé Embrun pendant plus d'un demi-siècle. La production laitière est aujourd'hui acheminée directement vers les industries de transformation situées dans les grands centres. Cette production est d'ailleurs à la baisse depuis quelques années : en 1971, le comté de Russell venait au sixième rang de tous les comtés ontariens pour la production laitière avec un total de 77 855 kilolitres; en 1978, il était tombé en seizième place avec 53 651 kilolitres.¹⁰

⁹ Canada. *Débats de la Chambre des Communes*, 1948

¹⁰ *Agricultural Statistics for Ontario 1978*, op. cit., p. 47



L'hôtel Burel

Cet hôtel, qui est aujourd'hui l'Hôtel du Village, est l'un des plus vieux commerces d'Embrun. Sa fondation est antérieure à 1895.

Mme Vinalda Blais

L'âge d'or

La fin du XIX^e siècle et le début du XX^e marquent un sommet dans l'histoire de l'industrie et du commerce à Embrun. Le village atteint alors un niveau d'auto-suffisance jamais égalé par la suite. Il est donc important de s'attarder quelques instants à cette période pour donner une description de la vie économique. Certains des commerces de cette époque ont survécu pendant plusieurs années et même jusqu'à nos jours sous un autre propriétaire.

En 1888, Embrun compte 500 habitants. Le village possède alors cinq magasins généraux qui sont la propriété de Samuel Goulet (388 Notre-Dame), A. Lalonde (372 Notre-Dame), A. Langlois, Cyprien St-Onge et Joseph-Didas Sigouin (356 Notre-Dame). Selon le curé Forget, en 1896, ce marchand est le plus prospère du village. Son magasin occupe alors la moitié de sa résidence et il demande à la fabrique de lui vendre un terrain de 9 mètres de largeur pour ériger un nouveau magasin (360 Notre-Dame).¹¹ Le village compte aussi deux forgerons (J.B. Archambault et Luc Ducharme), trois cordonniers (C. Baudin, Joseph Gagné et H. Robert), trois hôteliers (Simon Breton, Théophile Lachapelle et N. Lalonde), un ébéniste (J.S. Lalonde), deux voituriers (F. Sauriol et Napoléon Fillion) et un

boulangier (A. Vachon). Le village possède aussi le moulin à moudre et à carder de Joseph Vézina et la scierie de Joseph Lalonde.

En 1895 Embrun compte 300 habitants et St-Onge 160.¹² J.B. Archambault, C. Baudin, S. Breton, L. Ducharme, J. Lalonde, J.S. Lalonde, N. Lalonde, A. Langlois, H. Robert, C. St-Onge, A. Vachon et J. Vézina ont alors cessé leurs activités. Aux noms déjà mentionnés il faut toutefois ajouter ceux des marchands Trefflé Bruyère (349 Notre-Dame), Henri A. Dupuis (326 Notre-Dame) et Lalonde et Frères (372 Notre-Dame), ceux des hôteliers Pierre Burel (399 Notre-Dame), Cyprien St-Onge (Hôtel Commercial) et Joseph St-Onge, du cordonnier D. Pitre, des bouchers F. Émard et J. Cliche (556 Notre-Dame), du boulanger Isidore Guérin, des forgerons Louis Poupart (404 Notre-Dame) et Napoléon Deschambault (571 Notre-Dame), du fromager W. Eager, de la marchande F. Lalonde et de l'entrepreneur de pompes funèbres Urgel Bourgie (10 Sainte-Marie).

En 1897, le magasin général de Lalonde et Frères disparaît mais il est remplacé par

¹¹ AAO, Paroisse d'Embrun

¹² Union Publishing Co., *op. cit.*, 1895.



Le magasin J.D. Sigouin

Ce magasin existait déjà en 1895 dans une moitié de la vieille maison située au 356 de la rue Notre-Dame. Vers la fin du XIX^e siècle, il fut transféré dans le bâtiment voisin au 360 de la rue Notre-Dame. La famille Sigouin a géré l'entreprise jusqu'en 1978.

M Jacques Sigouin

celui de Joseph Bruyère (394 Notre-Dame). Aux noms déjà mentionnés pour l'année 1895, il faut maintenant ajouter ceux du boucher Moïse Ménard, du forgeron Hormidas Marleaux, des charpentiers Gilbert Émard et Exias Amyot, des hôteliers Ovila Goulet et Alfred Lafrance, du maçon Ferdinand Dupuis, du journaliste Napoléon Paul, du fromager Pierre Farrell et du ferblantier William Dupuis (385 Notre-Dame) d'Embrun et celui du boucher H. Lemieux de St-Onge.

Deux ans plus tard, en 1899, la population du village d'Embrun s'élève à 350 habitants et celle de St-Onge à 200.¹³ MM. Trefflé Bruyère, Moïse Ménard, H. Lemieux, F. Lalonde et Urgel Bourgie ont alors fermé ou vendu leurs entreprises. Par contre, de nouveaux commerces et de nouvelles industries ont vu le jour. Il s'agit du magasin général d'Ovila Dufort, du moulin à farine de Placide Gosselin, du sellier Joseph Leblanc (405 Notre-Dame), du boucher Hormidas Gosselin, du fromager G.N. Marquette, de l'entrepreneur de pompes funèbres Exias Amyot, des marchands Napoléon Labrosse et Adélarde Goulet, du cordonnier Antoine Lefebvre et de la scierie de Samuel Séguin (457 Notre-Dame) à Embrun. St-Onge compte maintenant un épicier, M. Joseph Leblanc.

L'année 1902 est le témoin de l'apparition de plusieurs nouveaux métiers et commerces. À Embrun, aux noms précédemment cités, s'ajoutent ceux de la manufacture de planches des frères Amyot (491 Notre-Dame), de l'hôtel de Trefflé Émard (déménagé en 1979 sur la rue Blais), de la meunerie de Marc Goulet, du magasin de mode de Mme Augustin Lalonde (372 Notre-Dame), de la bijouterie Henri Lapin, de la forge de Léon Lamaire (500 Notre-Dame), de l'entrepreneur de pompes funèbres Arthur Paquette, du fromager Joseph Noé Lévesques, du moulin à moudre de Dosithé Rivet (à l'arrière de chez Henri D'Aoust), du cordonnier Cléophas Hébert et du charpentier Ernest Émard. D'après le plan du village de 1902, il faut ajouter à cette liste un moulin à bardeaux (331 Notre-Dame) et un vendeur de machines aratoires (400 Notre-Dame). À St-Onge, les magasins généraux de Cyprien Latrémouille (à l'intersection des rangs Saint-André et Saint-Guillaume) et de Joseph St-Onge (5 Sainte-Marie) et la briqueterie Séguin et Gagnon (près de l'ancien dépotoir) ouvrent leurs portes. Il faut toutefois soustraire de ce nombre les noms de Joseph Gagné, Isidore Guérin, D. Pitre, François Sauriol, Placide Gosselin et Joseph Leblanc d'Embrun et William Eager et Joseph St-Onge de

¹³ *Ibid.*, 1899

St-Onge qui ont fermé ou vendu leur commerce.

En 1904, le magasin Henri A. Dupuis devient une quincaillerie, celui de J.-D. Sigouin passe aux frères du même nom, Marleau et Martel (404 Notre-Dame) s'associent dans l'exploitation d'une forge, Joseph Émard et Eusèbe Amyot sont charpentiers, Joseph Lavictoire est fromager, Olivier Mailhotte est marchand, Gédéon Legault est barbier et Jean Dubois gère une boutique de forge. À St-Onge, Jean-Baptiste Bourgie (entre le 550 et le 556 Notre-Dame) est le nouvel entrepreneur de pompes funèbres, C. Hébert est cordonnier, Eugène Langevin est marchand alors que Émard et Ménard ouvrent une nouvelle briqueterie (près du pont du chemin de fer). La bijouterie Henri Lapin, le moulin à moudre de Dosithé Rivet et la forge de Louis Poupart cessent d'exister à Embrun de même que la fromagerie Craig à St-Onge.

D'après une lettre de M. Joseph Bruyère écrite en 1905, le village, qui se compose alors d'une centaine de maisons, compte quatre bons magasins, trois boutiques de forge, un voiturier, un sellier, un barbier et deux briqueteries. M. Bruyère conclut sa lettre en disant : « Les temps sont bien changés, dire que vers cette époque reculée nous allions vendre notre grain et foin à

Ottawa et à présent nous vendons le tout par ici nous avons beaucoup de fromageries dans cette place et c'est par la manufacture du fromage que nous faisons en quantité qui fait la richesse de cette place. »¹⁴

D'après un annuaire de 1908, Embrun possède, entre autres, sept magasins, quatre hôtels, une scierie et deux manufactures de portes et fenêtres.¹⁵

L'année 1910 marque la fin de l'âge d'or de l'industrie et du commerce à Embrun. Pour des raisons qui ont déjà été mentionnées, le village entre alors dans une période de difficultés économiques et démographiques qui dureront un demi-siècle. L'œuvre du curé Forget arrive donc au bon moment pour nous donner un dernier aperçu de cette période si prospère. Selon le curé, les hommes d'affaires sont alors nombreux dans la localité. Il cite, entre autres, MM. J.-D. Sigouin, Augustin Lalonde, Samuel Goulet, Romuald Fillion (394 Notre-Dame) d'Embrun; Léandre Maheu (déménagé sur la rue Blais en 1979) de la station; Albert Latrémouille (561 Notre-Dame) et A. Larocque (5 Sainte-Marie) de St-Onge; Omer Maheu et A. Lafrance de Longtinville

¹⁴ Canada. Énergies, Mines et Ressources. Noms géographiques. *op. cit.*

¹⁵ C.M. Adam ed., *Lovell's Gazetteer of the Dominion of Canada*, Montréal, John Lovell & Son, 1908, p. 455



La scierie d'Alphonse Larocque

Cette scierie était exploitée au début du XX^e siècle. Elle était située près de la rivière, à l'arrière du 449 de la rue Notre-Dame. Elle a fermé ses portes vers 1920.

M. Wilfrid Blanchet

qui tiennent magasin; MM. Trefflé Énard (pont du chemin de fer) et O. Ladouceur (dépotier) qui sont propriétaires de deux briqueteries; MM. Gilbert Énard (54 Blais) et Eusèbe Amyot qui sont manufacturiers de bois; Xavier Séguin qui possède une scierie; N. Fillion qui est voiturier et Théophile Lachapelle (386 Notre-Dame), Pierre Burel et Trefflé Énard qui sont hôteliers. L'hôtel Lachapelle en particulier est un immense édifice de trois étages comptant 23 chambres. Construit en 1908, il sera détruit dans le feu de 1919 et remplacé par l'hôtel Loiselle qui brûlera avant d'être complété. À cette liste déjà impressionnante pour un village de la grandeur d'Embrun, il faut ajouter les 11 fromageries dont nous avons déjà parlé, le cordonnier-épicier Trefflé R. Bruyère, le boulanger Cyprien Laberge, le boucher C.H. Brisson et les barbier et tailleur Legault et Liboiron. Le village d'Embrun est de plus doté d'une succursale de la Traders Bank (400 Notre-Dame) qui a ouvert ses portes en 1909.

Le XXe siècle

L'activité économique décline à Embrun à compter de 1910. Plusieurs des entreprises déjà mentionnées cessent alors leurs opérations. Toutefois, malgré ce déclin, de nouveaux commerces et de nouvelles

industries voient le jour dans les premières années du XXe siècle, tandis que d'autres vont survivre et même prospérer jusqu'à nos jours. Parmi les industries, il faut mentionner les carrières de pierre. Une de ces carrières, qui est aujourd'hui disparue, était située près de la rivière, derrière l'actuel foyer Lapalme, sur l'ancienne propriété de M. Maisonneuve. C'est à cet endroit qu'on extrayait la pierre qui a servi à la construction de l'église et à la fabrication de monuments funéraires. Certains de ces monuments sculptés par M. Charles Desmarchais existent toujours dans le cimetière local. L'exploitation de la carrière située sur la rive sud de la rivière, du côté ouest du rang Saint-Jacques, remonte au tout début du siècle si on en croit une carte géologique de 1906 qui indique une carrière et un dépôt de fossiles à cet endroit. La carrière à l'est du rang Saint-Jacques, sur l'ancienne terre de M. Josephat Grignon, a été exploitée de façon continue, depuis le début du siècle jusque dans les années 1950 par Jean-Baptiste et Osconio Bourgie qui louaient le dépôt. Le loyer était déterminé à partir du nombre de verges de pierre extraite de la carrière. Les Sœurs Grises-de-la-Croix rapportent dans leurs chroniques, que le dynamitage faisait parfois tomber les statues des consoles dans le couvent. Pendant plusieurs années, cette carrière a été l'une des deux plus importantes indus-

tries d'Embrun. On y employait 15 hommes qui cassaient la pierre à la main à un salaire de \$0.09 de l'heure. On raconte que durant la crise, l'exploitant aurait décidé de fermer le chantier parce que les ouvriers menaçaient de faire la grève afin d'obtenir une augmentation de \$0.01 de l'heure. Devant une décision aussi radicale, les employés revinrent sur leur décision et continuèrent à travailler au même salaire. Cette carrière, qui est encore partiellement en opération, a servi, entre autres fins, à la construction de l'autoroute 417.

Une autre industrie qui a joué un rôle important dans l'histoire économique d'Embrun est celle de la manufacture de boîtes à fromage. Cette entreprise a été fondée en 1927 par M. Guillaume Émard sur un emplacement situé près de la voie ferrée, au nord de la rue Notre-Dame. En 1929, M. Émard déménage sa manufacture dans le rang Saint-Joseph. Les boîtes qui sortent de cette usine sont livrées à tous les fromagers de la région jusqu'à Saint-Isidore-de-Prescott. En 1931, M. Olida Tessier acquiert l'établissement qu'il lèguera quelques années plus tard à ses fils MM. Alcide et Cyprien Tessier. Ce dernier la conservera jusqu'en 1969. La manufacture, située au 528 de la rue Notre-Dame, passe alors aux mains de M. Laurin qui la dirigera pendant quelques années seulement avant qu'elle ne

ferme ses portes. Sous la gérance de M. Cyprien Tessier, cette usine, jumelée à la manufacture de bois de placage qui servait à la fabrication des boîtes à fromage et qui était également la propriété de M. Cyprien Tessier, a employé jusqu'à 30 hommes. Elle était la plus importante usine du genre de tout l'Est du Canada. On y fabriquait jusqu'à 2000 boîtes pour meule de fromage par jour. Ces boîtes étaient expédiées par train et par camion dans tout l'est du pays et aux États-Unis. Lorsque l'établissement a fermé ses portes au début des années 1970, les fromagers ont commencé à produire le fromage en blocs parce qu'ils ne pouvaient plus se procurer de contenants pour les meules.

Dans les années 1920 à 1950, parmi les industries et les commerces qui sont maintenant disparus, il faut noter la scierie d'Horace Brisson (55 rue Forget), l'usine de blocs de ciment de Rosario Émard (292 Notre-Dame), la cour à bois de Gilbert Émard, une briqueterie située près de l'ancien pont du chemin de fer, le commerce d'animaux de Ludger Brisson (au coin de Saint-André et Notre-Dame), le vendeur d'œufs et de volailles T. Bastien (édifice déménagé sur la rue Blais), le restaurant Alcide Millaire (1 St-Jacques), les magasins généraux Alfred Desormeaux (388 Notre-Dame) et Guillaume Émard (édifice déménagé



Usine de boîtes à fromage

Pendant une quarantaine d'années, cette industrie a joué un rôle important dans l'économie locale. Cette usine fournissait les contenants à plusieurs fromageries de l'Est du Canada.

M. Cyprien Tessier

sur la rue Blais), les salons de coiffure Gagné-Brisson (434 Notre-Dame) et Lorraine Clément (379 Notre-Dame), l'épicier Hector Brisson (508 Notre-Dame) le plombier Maxime Millaire, le boucher et marchand général Rosario Rochon (24 Forget), la chapelière Albertine Gagné (549 Notre-Dame) le marchand de couvre-plancher Paul Latrémouille (5 Ste-Marie), le forgeron Alexandre Martel (404 Notre-Dame), l'entrepreneur en construction Conrad Loisselle et certains autres commerces qui n'auront survécu que l'espace de quelques années. Il est à noter que la très grande majorité des industries de cette époque étaient associées à la construction.

À ces industries et ces commerces de la première moitié du XX^e siècle, s'ajoutent quelques très anciennes entreprises qui ont récemment fermé ou changé de propriétaires. Il s'agit du magasin Sigouin qui existait déjà en 1895 dans une moitié de la vieille maison située au 356 Notre-Dame. Vers la fin du XIX^e siècle, M. Sigouin transfère son magasin au 360 Notre-Dame. MM. Sigouin, père et fils, continuent à gérer leur entreprise jusqu'en 1978. La maison funéraire Bourgie date également d'avant 1895. Propriété successive de Urgel Jean-Baptiste et Osconio Bourgie, le commerce a été vendu en 1977. Le restaurant Marleau a fermé ses portes en 1978

après 59 années de service au public et la forge d'Aldoria Martel en 1975 après 30 années de pratique. Finalement, en 1974, le garage Bourgie-Lepage met un terme à 43 années de service à titre de concessionnaire Ford. Ce garage, fondé par M. Omer Maheu en 1931, a changé de nom à plusieurs reprises au cours de son histoire. Au début, on vendait les autos « au comptoir », comme un simple appareil ménager. Ce n'est qu'avec la fondation du garage en 1948 qu'on pourra assurer un service d'entretien et de réparation aux acheteurs.

Parmi les plus anciens commerces qui existent toujours à Embrun, on retrouve le magasin Latrémouille fondé en 1902 par M. Cyprien Latrémouille à la rencontre des rangs Saint-Guillaume et Saint-André. En 1910, M. Albert Latrémouille déménage le commerce au coin du rang Sainte-Marie et de la rue Notre-Dame. À cette époque, la façade du magasin général, qui abritera également une épicerie jusqu'en 1960, donnait sur le rang Sainte-Marie. Après plusieurs agrandissements successifs, le magasin se spécialise aujourd'hui dans le vêtement, les outils, les articles de sport et la quincaillerie. L'hôtel du Village et l'hôtel Commercial sont aussi parmi les plus anciens commerces du village. Ils apparaissent tous deux sur une liste de commerçants de la localité dès 1895 mais leur fondation



Le restaurant Marleau

Ce restaurant a desservi la population d'Embrun de 1919 à 1978. La photo, qui date du début des années 1930, montre aussi la forge de M. Alexandre Martel.

Mme Desanges Bruyère

est probablement antérieure à cette date. Le premier propriétaire connu de l'hôtel Commercial est M. Cyprien St-Onge; celui de l'hôtel du Village est M. Pierre Burel qui a dirigé l'entreprise pendant plusieurs années avant de la léguer à son fils. La maison Maheu fut fondée en 1896 à Longtinville par M. Omer Maheu. Le commerce débuta d'abord par une épicerie du coin qui se transforma bientôt en magasin général auquel M. Maheu ajouta quelques années plus tard la vente de voiture et de harnais. En 1919, M. Maheu déménage son commerce sur l'emplacement actuel. Sept ans plus tard, il forme, avec ses fils Osias et Albert, la compagnie connue sous le nom de O. Maheu et Fils Ltée. Rasé par les flammes en 1932, le magasin est reconstruit avec encore plus d'envergure. Aujourd'hui, il compte des succursales à Ottawa et se spécialise dans la vente des meubles, des tapis et des produits alimentaires. La compagnie Henri D'Aoust fut fondée en 1927 par M. Eugène D'Aoust. À cette époque, en plus d'opérer une scierie, la compagnie vendait également des appareils ménagers. Les employés qui travaillaient 12 heures par jour avaient droit à deux repas offerts par la compagnie en plus de leurs salaires. La scierie a fermé ses portes en 1950. Quelques années plus tard, la compagnie, gérée par M. Henri D'Aoust, se spécialisait dans la vente de matériaux de construction. Le garage

A.R. Grégoire a été fondé par M. Albert Grégoire en 1939 en face de l'emplacement actuel. En 1957, le garage devenait un concessionnaire de la compagnie General Motors. Avec ses 63 employés, le garage Grégoire est toujours l'un des plus gros employeurs du village d'Embrun. La forge de M. Émery Séguin a ouvert ses portes en 1928 à St-Onge, à l'endroit où se trouve aujourd'hui le poste d'essence de M. Robert Latrémouille. Vers 1945, M. Séguin déménage son commerce au village sur l'emplacement actuel qui est l'ancienne propriété du voiturier Fillion. Le magasin Bourbonnais a ouvert vers 1930, sous la direction de M. Lionel Bourbonnais sur l'emplacement actuel. À l'origine, l'entreprise consistait en un abattoir-boucherie jumelé d'une remise à glace. Cette glace était coupée en blocs sur la rivière Castor puis entreposée dans une « glacière » avant d'être distribuée à la population du village durant l'été. Cette industrie a pris fin avec l'avènement des réfrigérateurs. En 1948, M. Lionel Bourbonnais a ajouté une épicerie à la boucherie déjà existante. Finalement, en 1933, M. Roméo Lamoureux achète la boulangerie de M. Durocher. Bon nombre de résidentes se souviennent d'avoir utilisé l'immense four à pain pour faire cuire leurs jambons de Pâques ou pour préparer leurs réceptions. En 1939, M. Lamoureux ajoute une meunerie puis un élévateur à grain en



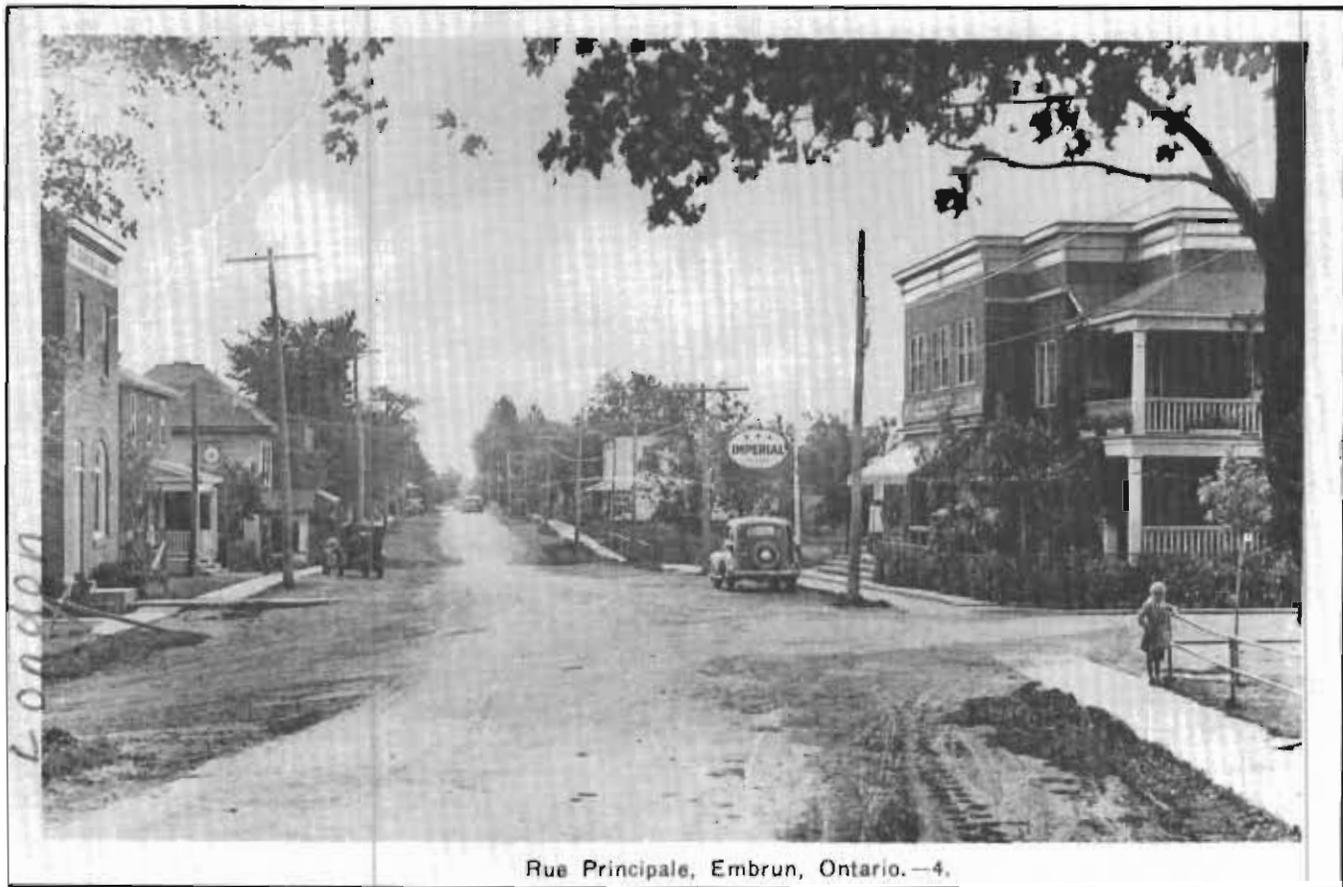
Le magasin Latrémouille

Fondé en 1902, le magasin Latrémouille fut établi à l'angle des rues Sainte-Marie et Notre-Dame en 1910. Sur cette photo, la façade de l'établissement donne sur la rue Sainte-Marie.

M. Denis Latrémouille

1945. C'est une première dans l'Est ontarien. Cette entreprise prend tellement d'envergure qu'en 1951, son propriétaire abandonne la production du pain pour se consacrer entièrement à sa graineterie.

L'activité économique d'Embrun est aujourd'hui orientée vers la vente et les services. Le village compte environ 120 commerces mais aucune industrie de transformation. Les possibilités que la situation s'améliore d'ici quelques années sont assez faibles. Même si le gouvernement ontarien vient de désigner l'Est de la province comme une région devant faire l'objet d'un développement industriel, il est peu probable qu'Embrun bénéficie de cette politique en raison du coût toujours croissant des transports qui incite les compagnies à s'établir plus près de leurs marchés.



Vue de la rue Notre-Dame

Cette photo de la rue Notre-Dame en direction ouest fut prise entre 1933 et 1938. À la droite, on voit le magasin Maheu. Établi sur l'emplacement actuel dès 1919, ce commerce fut complètement rasé par les flammes en 1932. Les deux premières maisons à la gauche sont la banque Royale et le central téléphonique.

Mme Desanges Bruyère

Chapitre IX

L'agriculture

La vocation économique actuelle du comté de Russell est un exemple de paradoxe historique. Alors que tous les inspecteurs et les arpenteurs du début du XIX^e siècle s'entendaient pour discréditer la valeur des terres, Russell est aujourd'hui l'un des comtés les plus agricoles de tout l'Ontario. La documentation historique fournit toutefois une explication à ce qui semble être une contradiction. Il est bien évident que les conclusions des premiers agents anglophones des terres au sujet de la fertilité du sol étaient trop hâtives. L'erreur de plusieurs fut d'associer l'accessibilité et la facilité d'exploitation à la fertilité. S'il est vrai qu'au début, la mise en valeur des terres de Russell fut compromise par plusieurs facteurs, il n'en demeure pas moins que la composition du sol, en particulier dans la région d'Embrun, est presque identique à celle du comté de York reconnu pour sa très

grande fertilité. Sur le plan historique, les difficultés associées à l'exploitation agricole à Embrun ne sont donc pas reliées à la nature du sol mais plutôt à des éléments extérieurs qui se regroupent en quatre catégories : les terres submergées, l'absence de voies de communication, une saison de croissance trop courte et l'abondance des précipitations estivales. Si l'histoire d'Embrun démontre que les deux premières difficultés ont été maîtrisées avec succès d'où le caractère agricole moderne de la région, la saison de croissance et les précipitations, qui sont deux éléments incontrôlables, empêchent toujours l'agriculture d'atteindre un niveau de rentabilité élevé.

C'est à Duncan McDonell, un arpenteur de la Canada Company qui possède alors plusieurs terres dans la région, que nous devons la première description des terres

dans le canton de Russell en 1827 : « the lands are generally indifferent, large swamps in it with white sandy bottom. . . there are no roads in it ; it is well watered by the Castere (sic) which forms into several branches. . . I do not know of any sale of lands in this township, and I am of opinion that from 6s to 7s 6d per acre is a fair price for lands in it. »¹ Quelques années plus tard, comme en témoigne l'existence d'une société d'agriculture dans Russell en 1845, les Canadiens anglais commencent à exploiter les terres du comté. Ils s'établissent toutefois sur les terres hautes pour lesquelles ils marquent une nette préférence. Plus d'un demi-siècle après Duncan McDonell, le géographe Belden formule à peu près les mêmes commentaires que ceux de son prédécesseur au sujet des terres du canton. Il ajoute toutefois : « . . . but these lands are now in process of settlement by French Canadians who seem by their persevering industry, peculiarly suited to the task and circumstances. »² En réalité, l'agriculture dans les terres basses d'Embrun ne débute qu'avec la venue de ces Canadiens français au milieu du XIX^e siècle. Habitué aux terres basses du Bas-Canada dont ils connaissent bien les techniques d'exploitation, ils achètent à bon prix les terres des environs d'Embrun et se mettent à la tâche.

Nous ne connaissons pas la nature de la

production agricole de ces premiers colons. Embrun étant encore située à l'écart des grandes routes commerciales et des voies d'accès pour les immigrants, il est probable qu'elle consistait principalement en légumes, en céréales et en fourrage nécessaires à l'établissement.

D'après Darquise Bilodeau, qui a rédigé le livre-souvenir de l'Union des cultivateurs franco-ontariens, c'est peut-être de cette époque que provient l'esprit individualiste dont les cultivateurs ont été qualifiés à maintes reprises.

Pendant ces années de durs labeurs, cultiver la terre était vraiment une entreprise familiale. Le cultivateur s'occupait de sa terre et sortait très rarement. Les voisins étaient éloignés, les chemins souvent impraticables. Chacun avait sa façon de faire les choses, et c'était naturellement la meilleure. Il n'en fallait pas plus pour que les paysans soient considérés comme une race de têtus et d'indépendants, dédaignant les conseils sous prétexte que « ça s'est toujours fait comme ça, et je ne verrais pas pourquoi ça devrait changer. »³

Heureusement, les choses ont changé.

¹ J. Galt, *op. cit.*, p. 143.

² H. Belden, *Illustrated historical atlas of the counties of Stormont* *op. cit.*, p. 58.

³ *Union des cultivateurs franco-ontariens. 50^e anniversaire*, s.l., 1979, p. 38.

La deuxième phase de l'histoire de l'agriculture à Embrun débute avec l'expansion de la ville d'Ottawa dans les années 1860 et le drainage des terres par le gouvernement provincial au début des années 1870. Le développement rapide de la capitale provoque l'ouverture de plusieurs voies de communication, dont un chemin de fer qui la relie à Montréal et aux États-Unis. Les colons profitent alors de ces nouvelles routes pour écouler leurs produits vers les nombreux marchés de consommation de l'Outaouais et de la Gatineau. Ils obtiennent d'ailleurs, dans ces endroits, le double du prix en vigueur à Montréal. Le recensement de 1871 fait état de la production agricole des cultivateurs du canton de Russell. Elle consiste en 7256 kilogrammes de beurre, 54 de fromage, 4791 boisseaux de blé de printemps, 18 de blé d'automne, 283 d'orge, 9114 d'avoine, 4441 de pois, 81 de fèves, 1989 de sarasin et 7520 de patates. Ils possèdent en plus, 192 chevaux, 6 bœufs de travail et 720 moutons.⁴ Une grande partie de cette production est écoulée dans les chantiers de construction et d'exploitation forestière de la région. La commande de la Compagnie Gillies, qui s'occupe de la coupe du bois, donne une excellente idée de l'importance de ces chantiers en tant que débouchés pour la production agricole. La compagnie commande pour ses dépôts de provision, 75 barils de farine, 568 de porc,

2250 kilogrammes de pommes, 2250 de sucre, 2250 de beurre, 10,8 tonnes de bœuf, 720 kilogrammes de thé, 25 caisses de savon, 900 kilogrammes de raisin, 675 de riz, 150 boisseaux de fèves, 12 765 d'avoine, 157,5 tonnes de foin et 3 tonneaux de pétrole.⁵ On constate qu'à elle seule, la commande de cette compagnie dépasse largement la production totale de tout le canton de Russell! Pendant plusieurs années, les agriculteurs d'Embrun approvisionneront également les hôtels d'Ottawa en foin nécessaire aux chevaux des clients.

Le deuxième facteur qui a contribué au développement de l'agriculture dans la région d'Embrun au début des années 1870, est le drainage des terres. Grâce à l'aide du gouvernement provincial qui, de 1870 à 1872, fait creuser un canal d'égouttement au nord de la rivière Castor, les colons récupèrent une superficie importante de terrains impropres à l'agriculture. Dans le canton de Russell seulement, cette superficie équivaut à 3520 hectares de terre neuve. Les travaux, réalisés au coût de \$11 543.77, comprennent le creusage et l'installation de deux drains totalisant une

⁴ Canada, Recensement du Canada, 1871. Le tableau de la production agricole du recensement de 1881, qui est le dernier disponible, a malheureusement été détruit. Il est donc impossible d'établir une comparaison entre les productions agricoles de 1871 et de 1881.

⁵ L. Brault, *op. cit.*, p. 115-116.

longueur de 12,8 kilomètres. Dans un compte rendu qu'il fait de sa visite dans la région d'Embrun en 1869, l'ingénieur adjoint T.N. Molesworth déclare :

From Castleman's Mills I went to Embrun, and thence to Duncanville, where I met Mr. Craig, M.P.P., who accompanied me to several of the large swamps in the Townships of Russell, Cambridge, Cumberland, Gloucester and Osgoode. The largest of these is a swamp containing an area of nearly 40,000 acres, and extends into Russell, Cambridge, Cumberland and Clarence. The Castor river runs nearly parallel to and about a mile from its southern limit, and Bear brook flows about the same distance from its northern side, while the Nation river flows in a northerly direction some distance on its eastern boundary.

The surface of the swamp is high above these streams, and the retention of the water on its area is caused by the surface being a depressed basin with slightly raised edges between it and the streams. These elevations can be cut through by main drains and branches with capacities proportioned to the area to be drained and the descents which can be attained, and there would be no difficulty in draining the whole at a cost not exceeding \$1.35 per acre.

The land in this, and most of the other swamps, is of good quality, and if drained, would be amongst the best for agricultural purposes in the County, and I consider its value would be increased by such works, not less than \$4 an

acre over its present worth, which is not more than 50 cents an acre.⁶

Les prévisions de M. Molesworth se sont confirmées puisqu'en 1881, grâce à l'exploitation intensive et au drainage des terres, la valeur d'un acre de terre dans Russell varie maintenant de \$4. à \$40. selon la qualité. À la même époque, le même acre de terre vaut de \$20. à \$80. dans le comté d'Oxford.⁷

La troisième et dernière phase de l'histoire de l'agriculture à Embrun débute dans les années 1880. Pour des raisons qui ont déjà été mentionnées, c'est à cette époque que les agriculteurs locaux commencent à orienter leur production en fonction de l'industrie laitière. Fondamentalement, ce type d'agriculture n'a pas varié à Embrun depuis bientôt un siècle. Les seules modifications, comme en témoigne le chapitre sur l'industrie et le commerce, se situent au niveau de l'utilisation que les agriculteurs ont fait du lait, des techniques agricoles et de la mise en marché des produits. Il n'y a pas de doute, qu'à ce dernier égard, l'apparition du chemin de fer à Embrun à la fin du XIX^e siècle, a grandement contribué à améliorer le rendement de l'agriculture en facilitant l'accès des produits aux grands marchés. Le nombre impres-

⁶ Ontario Sessional Papers, 1869, no 6

⁷ D.C. Cartwright, *op cit.*, p. 202

sionnant de fromageries qui ouvrent leurs portes au début du XX^e siècle en est le témoignage éloquent. Déjà à cette époque, une très grande partie de la production agricole consiste en fourrage pour les troupeaux laitiers.⁸ Toutefois, à compter de 1910, cette absence de diversité dans les revenus va s'avérer néfaste pour beaucoup de cultivateurs.

La sécheresse et les fléaux de sauterelles détruisent d'abord les récoltes de 1907 et de 1908. Ce malheur semble cependant minime si on le compare à celui des années 1930 alors que l'agriculture est en grande difficulté dans tout le Sud-Est ontarien. Les années de crise suscitent, en effet, chez les cultivateurs, une grande inquiétude au plan financier en raison de la mévente des produits agricoles et de la baisse de leurs prix. D'après le député fédéral de l'époque, M. A. Goulet, dans une des paroisses de son comté, plusieurs familles des concessions les plus fertiles sont obligées d'abandonner leurs fermes ne pouvant même pas payer les taxes et les redevances.⁹ De plus, les agriculteurs font face à un trust qui contrôle les prix à sa guise. Afin de contrebalancer cette perte, les producteurs réclament du gouvernement une prime sur le beurre et le fromage. Malgré tout, les conditions mettent un certain temps avant de s'améliorer si on en juge par la baisse

importante de la population locale à cette époque.

Durant la Deuxième Guerre mondiale, grâce à l'Union des cultivateurs franco-ontariens, les fils de cultivateurs sont exemptés de l'enrôlement obligatoire. Par contre, le perfectionnement technologique, qui fait un bond de géant durant la guerre, a ses effets sur l'agriculture. La grande mécanisation qui suit le conflit améliore sensiblement l'équipement des fermes mais chasse bon nombre d'ouvriers en créant un surplus de main-d'œuvre rurale, si bien qu'au milieu du XX^e siècle, le comté de Russell compte au-delà de 1000 fermes qui ont été abandonnées par leurs propriétaires au cours des dernières années.¹⁰

Ces nombreuses difficultés ont pour effet d'inciter les agriculteurs à se regrouper pour défendre leurs intérêts collectifs. Déjà durant la Première Guerre mondiale, les Embrunois avaient fait l'expérience du mouvement coopératif. Vers 1918, M. Émile Ménard tenait un magasin coopératif dans l'actuelle maison de M. Bruno Brisson (432 Notre-Dame). Il vendait de la peinture et divers autres articles. À la fin de la guerre,

⁸ Les données sur cette production pour la seule localité d'Embrun ne sont pas disponibles, tous les chiffres se rapportant au comté

⁹ Canada *Débats de la Chambre des Communes*, 1932.

¹⁰ *Ibid.*, 1948



Le magasin Léandre Maheu

Cette photo, qui date du début du siècle, montre le magasin de M. Léandre Maheu qui était situé en face de la gare. Après la Première Guerre mondiale, cet édifice fut occupé par la Coopérative des fermiers unis d'Ontario. C'est également à cet endroit que M. Guillaume Émard tenait magasin. L'édifice fut déménagé sur la rue Blais en 1979.

Mme Vivalda Blais

la Coopérative des fermiers unis d'Ontario, dont le siège social est à Toronto, ouvre une succursale dans l'ancien magasin de M. Léandre Maheu (déménagé sur la rue Blais en 1979). Cette initiative semble avoir été très mal reçue par les marchands locaux. Après quelques années seulement, le magasin qui est géré par M. Chevrier et qui se spécialise dans la vente des instruments aratoires, fait faillite et tous les actionnaires perdent leurs mises de fonds. Quelques années plus tard, vers 1925, M. Théophile Champagne ouvre un nouveau magasin coopératif sur le même emplacement que le précédent. Connue sous le nom du magasin des habitants, l'entreprise vend divers produits agricoles. Affiliée à la coopérative du Québec, elle doit aussi fermer ses portes à cause de la vive concurrence de quelques commerçants du village. Il faut attendre la naissance du Cercle agricole, au début des années 1940, avant que le mouvement coopératif ne démarre véritablement à Embrun. C'est l'Union des cultivateurs franco-ontariens, fondée en 1929, qui est à l'origine de ce mouvement. Les débuts du Cercle agricole sont un excellent exemple de collaboration en vue d'un but commun. Quelques résidents de la paroisse, dont MM. Lorenzo Leduc, Hector Roy, Lionel Émard, Roland Gervais et Charles-Hubert Bruyère, prennent d'abord l'initiative d'importer par train, du blé, de l'avoine, de

l'orge et même du bois de chauffage qu'ils déchargent eux-mêmes des wagons avant de revendre, à bon prix, ces produits aux cultivateurs des environs. Malgré l'opposition toujours présente de certains marchands locaux et grâce au dévouement de plusieurs, l'entreprise connaît un tel succès que ses fondateurs décident de former officiellement une coopérative. Depuis sa création le 17 avril 1944, la coopérative a connu quatre gérants : MM. Joffre Lapointe, Germain Brisson, Gilles Ménard et René Caron. De 20 membres qu'elle regroupait au début, elle en compte maintenant 1174 ; elle est la plus grosse entreprise du genre dans l'Est de l'Ontario. La coopérative terminera bientôt la construction d'un immense entrepôt à grain et d'un moulin à farine dont le coût est évalué à environ \$40 000. Elle possède déjà un marché d'alimentation, des éleveurs, une quincaillerie, un moulin et un entrepôt d'engrais.

L'encan d'animaux de la famille Ménard est contemporain à l'apparition de la coopérative. Fondé au début des années 1940 par M. Germain Ménard, cet encan est le plus ancien de la région. Il permet aux éleveurs des environs d'écouler ou d'augmenter leur cheptel.

Depuis 1975, les agriculteurs bénéficient également des services d'un bureau régional

du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation. Ce bureau dessert la population du comté de Russell et offre les services de trois agronomes, d'un ingénieur agricole, d'une économiste ménagère et d'une secrétaire.

L'agriculture occupe, encore aujourd'hui, une place de choix dans l'économie d'Embrun. Les données pour la paroisse n'étant pas disponibles, il faut utiliser celles du comté pour juger le rôle que joue cette industrie dans l'activité économique de la localité. En raison du caractère uniformément agricole du territoire, les possibilités que ces données soient sensiblement modifiées pour la paroisse d'Embrun sont toutefois très limitées. Dans Russell, le pourcentage des terres en culture est actuellement de 78,4% et celui des pâturages de 18,5%. D'après un sondage effectué en 1979 auprès des producteurs agricoles de la Municipalité, 59,4% des cultivateurs utilisent entre 81% et 100% de leurs récoltes pour alimenter leurs animaux.¹¹ Par rapport aux produits manufacturés, la production agricole a toutefois connu un recul au cours des 20 dernières années. Alors que dans Prescott-Russell la vente des produits de la terre se chiffrait à \$12 millions en 1961, elle passait à \$21 millions en 1971, soit une augmentation de 74%. En comparaison, la valeur ajoutée des produits manufacturés est passée de \$6,7 millions en 1961 à \$26

millions en 1971, soit un accroissement de 287%. Compte tenu de l'inflation, ces chiffres indiquent une hausse de 50% en produits de la ferme et presque 200% en produits manufacturés.¹² Cette diminution ne témoigne cependant pas d'un abandon de l'activité agricole. Elle reflète plutôt un effort d'adaptation et une meilleure utilisation des ressources qui se caractérise par une diminution des fermes commerciales et par un accroissement de la superficie moyenne des terres. D'ailleurs, d'après une étude des Comtés unis de Prescott-Russell effectuée en 1976, on a tout lieu de croire que cette utilisation du sol est assurée pour plusieurs années. L'agriculture rapporte des récoltes et des produits d'une valeur sans cesse accrue.¹³

¹¹ *Agricultural Statistics for Ontario 1978*, op. cit., p. 18s

¹² C. Sunderland, op. cit., vol. 2, p. 6

¹³ *Ibid.*, vol. 1, p. 4

Chapitre X

Les services

Quiconque parle de communauté, parle de services aussi rudimentaires soient-ils. Ces services évoluent généralement au même rythme que celui de la localité qui les abrite : alors que certains disparaissent parce qu'ils n'ont plus leur raison d'être, d'autres prennent de l'ampleur ou s'ajoutent pour répondre à de nouveaux besoins. L'histoire des services à Embrun a suivi cette ligne de conduite si bien que le village est aujourd'hui doté d'une gamme de services appropriés à une localité de son importance.

La protection contre les incendies

Une protection adéquate contre les incendies n'est assurée à Embrun que depuis quelques années. Auparavant, lorsqu'un feu se déclarait, il fallait se fier à la collaboration et à la débrouillardise de toute la population

pour maîtriser le sinistre. Vers 1916, le village fait l'acquisition d'une première pompe à feu. C'est une pompe à soda d'une capacité de 225 litres seulement. Ainsi, lors du feu du 1er juin 1919 qui détruit une partie du village, c'est impuissante que la population regarde brûler les maisons, la pompe et les quelques chaudières empruntées chez le ferblantier M. Dupuis ne pouvant contenir le brasier. Il n'est pas question non plus de faire venir les pompiers d'Ottawa en raison de la distance et du coût trop élevé de leurs services. Il en est de même lors du feu de 1932 qui dévaste tout le quartier commercial d'Embrun. C'est grâce au travail extraordinaire de tous ceux qui s'improvisent pompiers volontaires que le reste du village est alors épargné. Lorsqu'un nouveau feu, qui se déclare chez M. Burelle au 413 de la rue Notre-Dame, menace à nouveau le village quelque 10 ans plus tard, les

Embrunois comprennent l'urgence de former un service de protection adéquat. À cette époque, une équipe de bénévoles, sous la direction de M. Gérard Bourgie, assure avec des moyens très rudimentaires, une certaine protection contre les incendies. M. Denis Latrémouille, avec l'aide d'un groupe de concitoyens, met alors sur pied une brigade plus structurée de pompiers volontaires. Il achète à bon compte un camion et 1200 mètres de boyaux. Ce camion permet de transporter l'équipement et de tirer les pompes. Il remplace aussi la pompe à soda par des pompes rotatives très puissantes mais souvent inefficaces à cause de leur fonctionnement très compliqué. C'est à l'aide de cet équipement que les pompiers volontaires tentent vainement de maîtriser l'incendie de l'école secondaire en 1949. Les pompes rotatives sont remplacées à leur tour par des pompes centrifuges portatives moins puissantes mais plus pratiques. Pour abriter tout cet équipement, le vieux hangar de la coopérative est transformé en caserne et déménagé sur le terrain acquis à cet effet, au même endroit que la caserne actuelle. À cette époque, la protection s'avère encore très limitée. Seules les maisons construites près d'un cours d'eau reçoivent une certaine protection. L'acquisition, durant les années 1950, d'un camion comprenant un réservoir de 2250 litres d'eau est une nette amélioration. Mais c'est

pendant les années 1960, alors que M. Pierre Latrémouille en est le chef, que s'organise vraiment les services de protection contre les incendies à Embrun. Les pompiers reçoivent alors un entraînement adéquat et on modernise l'équipement. Toutefois, le feu à la ferme Gillette en 1970 démontre encore une fois l'inefficacité du système. En 1971, la vieille caserne est démolie pour faire place à une nouvelle. Depuis cette date, trois autres camions sont venus s'ajouter au « vieux 52 » comme on aime encore à l'appeler.

Aujourd'hui, c'est une brigade volontaire d'une vingtaine de pompiers, dûment entraînés et dirigés par M. Maurice Grégoire, qui assure la protection de la population d'Embrun contre les incendies. Depuis 1957, les pompiers sont membres de l'Association de l'aide mutuelle des services d'incendie des Comtés unis de Prescott-Russell qui regroupe les villages de Fournier, Embrun, Alfred, Limoges, Plantagenet, Rockland, Russell, St-Albert et St-Isidore. Ce système offre une protection plus efficace en cas de conflagration.

Les pompiers d'Embrun sont omniprésents dans la paroisse. En plus de répondre aux appels d'incendie, ils ont un service d'urgence qui permet de secourir les gens en toutes circonstances. Leur

service comprend l'inspection attentive, plusieurs fois par année, des édifices publics tels que les foyers pour vieillards, l'église et les bâtiments les plus susceptibles de causer des incendies. Ils font aussi occasionnellement l'inspection des résidences et patrouillent les rues les jours de grands vents. Les pompiers d'Embrun s'impliquent aussi beaucoup auprès de la jeunesse et dans la vie sociale de la communauté. Ils organisent annuellement, avant les grandes vacances, une parade de bicyclettes qui sert de prétexte pour vérifier le bon fonctionnement des véhicules et pour enseigner la sécurité routière aux jeunes. Ils visitent les écoles pour apprendre aux étudiants les dangers du feu. Ils sont également présents lors des grands rassemblements. Ainsi, ils veillent à la sécurité des tout-petits lors de l'Halloween et au bon ordre durant le carnaval. Ces hommes donnent beaucoup de leur temps pour améliorer et embellir l'aspect du village. Ils ne refusent jamais leur aide s'il faut donner un coup de main pour réparer quelques édifices ou pour nettoyer les rues. En plus d'être efficaces lors des désastres, ils forment un club social très actif qui participe à plusieurs œuvres de charité. Ils cherchent, de diverses manières, à venir en aide à leurs concitoyens.

La protection policière

Dès 1816, le comté de Russell possédait sa propre cour de justice. C'est donc dire que, bien avant la fondation d'Embrun, la région était dotée de représentants de la loi. Ces représentants n'étaient cependant pas toujours immédiatement disponibles en raison de leur nombre limité, des distances à parcourir et des voies de communication très rudimentaires. En pays de colonisation, lorsque le besoin s'en faisait sentir, c'était souvent le prêtre qui jouait le rôle de justicier à cause de son instruction et de l'obéissance et du respect que lui témoignait la population. Toujours présent, il tranchait les différends entre voisins et réglait les querelles de familles. Toutefois, lorsque la paroisse était le témoin d'un crime, un bailli¹ était alors chargé de conduire le prévenu à la prison du comté, à L'Original. Les plus âgés se souviennent de MM. Hormidas et Aldéric Marleau qui ont été baillis pendant plusieurs années à Embrun. Plusieurs se rappellent aussi de M. Albert Thibeault de Casselman qui était juge de paix pour la région d'Embrun.

Avec l'accroissement de la population et un plus grand nombre d'automobiles,

¹ Bailli est un autre mot que les Embrunois ont adapté puisqu'un véritable bailli est un officier qui rend la justice au nom du roi ou d'un seigneur. Le mot prend son origine au Bas-Canada

cette protection devint vite inefficace. Les années 1940 virent l'instauration des policiers municipaux qui étaient chargés de faire respecter l'ordre et la loi. MM. John Cléroux, en fonction jusqu'en 1956, et Jean-Louis Bissonnette ont joué ce rôle à Embrun. Tous deux travaillaient en étroite collaboration avec la sûreté provinciale de l'Ontario dont le bureau a d'abord été situé à Rockland puis à Casselman. En 1968, la Police provinciale de l'Ontario prend charge du territoire d'Embrun. Depuis, elle est secondée dans ses fonctions par des officiers provinciaux pour offenses légères qui voient à faire respecter les règlements municipaux. MM. Gérard Gagné et Gérard Bélisle sont les deux seuls officiers qu'ait connus le village.

Le service d'autobus

Embrun a longtemps été privée de moyens de transport adéquats. Pendant plusieurs années, seuls le train et des routes en bien mauvais état ont relié la paroisse aux grands centres. Dans les années 1940, la compagnie de chemin de fer New York Central, qui fait face à des difficultés économiques, retire deux services de passagers de son horaire. Afin de compenser cet abandon et pour offrir à la population locale un moyen supplémentaire de com-

munique avec les grands centres, M. Arthur Cardinal met sur pied un service d'autobus biquotidien reliant Embrun et Cornwall. Le départ s'effectue à la demeure de M. Cardinal au 415 de la rue Notre-Dame.

Vers cette même époque, un autre service d'autobus entre en opération. Les autobus Colonial, en provenance d'Alexandria, arrêtent quotidiennement au restaurant Marleau et transportent les voyageurs à Ottawa, via la route 31.

L'utilisation de plus en plus fréquente de l'automobile oblige ces deux compagnies à cesser toutes activités vers la fin des années 1950. Le train ayant déjà connu le même sort en 1957, Embrun reste sans transport en commun jusqu'en 1978. Un nouveau service d'autobus, la ligne Castor, voit alors le jour. Les voyageurs sont maintenant acheminés directement au centre ville d'Ottawa via l'autoroute 417.

Le service de taxi

Dans les années 1880, avant l'avènement du chemin de fer, une diligence acheminait quotidiennement, au coût de \$0.50 le voyage, ceux qui désiraient prendre le Grand Tronc à South Indian.²

² *Ontario Gazetteer and Business Directory, 1888-89, p. 342.*



Vue de la rue Notre-Dame

Cette photo de la rue Notre-Dame en direction est, date d'après 1932. Elle montre des ouvriers qui s'affairent à la construction d'un trottoir.

Mme Desanges Bruyère

Au début du siècle, à l'époque des belles années du chemin de fer, MM. Eugène Thibault et Aldéric Marleau transportaient, dans des voitures tirées par des chevaux, les voyageurs du New York Central qui désiraient se rendre au village, dans les rangs ou dans les paroisses avoisinantes.

Vers la fin des années 1940, alors que le chemin de fer est à son déclin, M. Gérard Gagné met sur pied un service de taxi qui achemine les Embrunois à Ottawa ou aux villages environnants. Le nombre toujours croissant d'automobiles dans la paroisse force l'interruption de ce service en 1974.

Les crieurs publics

Bien avant l'apparition des médias d'information modernes, les ancêtres avaient trouvé d'autres façons de communiquer. Très tôt, ils ont eu recours à la presse écrite pour annoncer leurs bonnes et leurs mauvaises nouvelles. Ainsi, plusieurs journaux régionaux, tels L'Étincelle, L'Interprète, Le Ralliement, Le Moniteur, Le Bonjour Chez Nous, Le Carillon et Le Droit ont permis aux Embrunois de faire connaître leurs opinions. Mais ce mode de communication n'était pas accessible à tous et rejoignait une population assez limitée. Comme dans plusieurs villages agricoles, les

gens d'ici ont trouvé un moyen rapide et efficace d'annoncer les événements qui se déroulaient dans la paroisse.

Le service religieux du dimanche, qui réunissait toute la population, était un moyen tout désigné pour atteindre le plus grand nombre de personnes. Après la messe, la population se rassemblait sur le perron de l'église pour entendre le crieur faire les annonces de la semaine : encan d'animaux, réunions, fêtes. . . etc. Pendant la période électorale, les « cabaleurs » utilisaient aussi cette tribune pour convaincre la population du bon parti à élire. Ces prises de becs ne manquaient pas de piquant. Les attroupe-ments se faisant souvent avant la fin de la messe et la bande de curieux devenant quelque peu bruyante, une plate-forme en ciment dut être aménagée plus loin de l'église, au coin des rues Notre-Dame et Saint-Jacques. Quelques années plus tard, le podium fut déménagé au coin des rues Notre-Dame et Saint-Augustin où il existait encore dans les années 1950. Plusieurs crieurs se sont succédés sur cette tribune dont MM. Philias Blanchard, Tom Lachapelle, Thélesphore Ménard et Romulus Clément. Toutefois, quiconque pouvait y monter et faire ses propres annonces. Aujourd'hui, le feuillet paroissial, les affiches publicitaires et les médias rempla-

cent les crieurs qui avaient un cachet bien particulier et dont la population garde encore un souvenir nostalgique.

L'électricité

Le 1^{er} mars 1926, la Corporation du canton de Russell s'entend avec Hydro-Electric Power Commission of Ontario pour que le village d'Embrun soit desservi par cette société. Au mois d'octobre de la même année, l'électricité éclaire pour la première fois plusieurs maisons du village. Graduellement, ce mode d'éclairage remplace la traditionnelle lampe à l'huile et la chandelle dans tous les foyers. Grâce à ce service, les industries locales jouissent désormais d'une source d'énergie puissante et efficace.

Quelque 10 ans plus tard, en novembre 1937, la campagne environnante bénéficie à son tour des bienfaits de l'électricité. Les rangs Saint-André et Sainte-Marie sont les premiers à jouir de cette commodité. Le 30 décembre 1942, une pluie torrentielle prive le village d'électricité pendant une trentaine de jours. Durant le mois de février suivant, la température inclémente continuant à causer des dégâts, les travailleurs de l'Hydro accomplissent un travail inouï pour assurer l'électricité à Embrun.

Du 22 au 24 août 1950, l'Hydro-Ontario, conjointement avec le village d'Embrun, procède à l'installation des lumières dans les rues. Avant cette date, seuls quelques fanaux éclairaient le perron de l'église après les cérémonies religieuses.

Depuis la fondation d'Embrun-Hydro, le 1^{er} novembre 1965, l'électricité est offerte à un coût réduit dans le village. La campagne continue toutefois à être desservie par Hydro-Ontario.

La société des alcools

S'il semble normal de retrouver aujourd'hui dans chacun de nos villages une société des alcools, il fut un temps pas si lointain où il fallait souvent parcourir plusieurs kilomètres pour se procurer des « boissons enivrantes ». Embrun a été un des premiers villages de la région à posséder son magasin des alcools; il a ouvert ses portes le 23 avril 1928 sous la gérance de M. Albert Émard. Au début, le magasin, qui était situé en face de la gare du New York Central, était fréquenté par la population locale mais aussi par les gens des villages environnants dont les Anglais qui avaient l'habitude de s'approvisionner à Embrun. De peur de se faire reconnaître, ils venaient après les heures d'ouverture du magasin, à l'insu de

leurs concitoyens. Le magasin des alcools d'Embrun fut le 99^e à ouvrir en Ontario. Il est maintenant l'un des plus prospères de la région. Sis dans de nouveaux locaux au 483 Notre-Dame, il sera transformé d'ici quelque temps en un libre-service. Les gérants qui ont succédé à M. Émard, sont MM. Émile B. Brisson, Guillaume Émard et Robert Brisson l'actuel titulaire du poste.

Les bibliothèques

Une bibliothèque en pays de colonisation n'est pas chose courante. Un rapport de 1887 affirme qu'il n'existe aucune bibliothèque dans les écoles ou même dans la région d'Embrun à cette époque.³ C'est le curé Guillaume qui le premier tente de susciter l'intérêt des colons à la lecture en 1883. Après la messe dominicale, il prête quelques livres et deux revues aux paroissiens. En 1908, le curé Forget, qui croit que l'instruction peut assurer un avenir meilleur aux gens d'Embrun, met sur pied une bibliothèque dans la sacristie. Durant les deux premières décennies, une centaine de lecteurs fréquentent cette bibliothèque paroissiale qui ne contient que 133 volumes. Le manque de livres et le peu d'intérêt amènent sa fermeture. Vers la fin des années 1940, grâce à la générosité de la Société Saint-Jean-Baptiste, une nouvelle

bibliothèque est aménagée dans un local de la vieille école Saint-Jean. Un millier de bouquins, dont plusieurs livres pour enfant, sont prêtés gratuitement à la population. Les dames de la Fédération canadienne-française s'occupent bénévolement de cette bibliothèque jusqu'en 1963. La vieille école étant démolie cette année-là, faute de nouveaux locaux, les livres sont donnés à la bibliothèque de l'école secondaire, à la condition d'être accessibles à toute la population.

Depuis le 26 octobre 1976, la bibliothèque municipale d'Embrun est affiliée à la Fédération des bibliothèques de l'Est de l'Ontario. Située dans le Centre professionnel, elle complète bien les deux autres bibliothèques, fort bien garnies, de l'école Saint-Jean et de l'école secondaire.

La caisse populaire

C'est la coopérative agricole qui, en quelque sorte, est à l'origine de la fondation de la caisse populaire à Embrun. Fondée en 1944, la coopérative agricole avait en effet démontré qu'on pouvait travailler ensemble à un but commun. La population étant déjà consciente des bienfaits de la coopération

³ *Ontario Sessional Papers, 1877*

en matière agricole, quelques personnes convaincues font donc le tour de la paroisse essayant d'étendre le mouvement à l'entraide financière. Ces pionniers réunissent les gens, en grande majorité des cultivateurs, en assemblées de cuisine et ils étudient ensemble ce qu'ils appellent le catéchisme de la caisse. Finalement, 25 personnes acceptent d'investir \$5. chacune pour servir de mise de fonds au mouvement. La caisse reçoit sa charte le 9 août 1945. Elle est d'abord tenue bénévolement dans la maison privée de M. Lorenzo Desrosiers, le premier gérant (466 Notre-Dame). Le départ est pénible; les gens manifestent peu d'intérêt. Lorsque M. Hector Roy en accepte la gérance en 1949, il déménage la caisse dans sa maison au 426 Notre-Dame. En 1955, la caisse entre enfin dans son propre local. Il s'agit de l'ancienne gare de Saint-Albert située au 422 Notre-Dame, qui est déménagée et transformée pour les besoins de la cause. La caisse marque alors un net progrès et prend de l'ampleur. Devant le succès remporté auprès de la population, elle se déplace une nouvelle fois pour emménager dans un édifice neuf, en face de l'église en 1962. En 1968, elle atteint son premier million. Aujourd'hui, sous la gérance de M. G. Cardinal, elle compte 9 employés et est l'une des caisses les plus dynamiques de l'Est ontarien. Elle accueille au-delà de 3000 membres et son actif dépasse les \$11

millions.

Les banques

La plus ancienne banque d'Embrun est la Traders Bank of Canada qui ouvre ses portes le 7 avril 1909 dans l'ancien restaurant Marleau. Le 2 juillet 1912, elle passe aux mains de la Banque Royale du Canada qui déménage ses bureaux au 1 de la rue Saint-Jacques. Après avoir subi des dommages dans l'incendie de 1932, la banque emménage dans de nouveaux locaux, au 398 Notre-Dame, en 1949. Elle y demeure jusqu'en 1974 alors qu'elle s'installe dans un nouvel édifice situé au 481 de la rue Notre-Dame.

La Banque de Commerce Canadienne Impériale a été inaugurée à Embrun le 4 février 1980. Située dans le Parc industriel, elle offre aussi à la communauté une gamme de services bancaires.

Le centre professionnel

Le centre professionnel, situé au 418 de la rue Notre-Dame, offre divers services à la communauté d'Embrun. Ouvert en 1978, on y retrouve une bibliothèque, une pharmacie, des bureaux de médecins, un dentiste, un optométriste, un chiropraticien, une clinique de rayon-X, une associa-

tion pour les déficients mentaux et divers bureaux d'affaires.

Les foyers d'accueil

Le foyer Saint-Jacques, le premier foyer d'accueil pour personnes âgées à Embrun, fut inauguré en 1960 dans l'ancien magasin général de M. Hector Brisson. La première année, la résidence accueille 22 pensionnaires. En 1980, les 36 résidents sont transférés dans un nouvel édifice situé à l'angle des rues Notre-Dame et Blais. L'ancien et le nouveau foyers Saint-Jacques comptent 102 lits et offrent plusieurs services dont une salle de récréation des plus modernes. Il contribue à améliorer la vie sociale à Embrun en mettant à la disposition des groupes sociaux, une salle pouvant accueillir 300 personnes.

En 1965, M. Guy Lapalme achète le scolasticat des Frères du Sacré-Cœur situé au 18 de la rue Saint-Jacques et le transforme en foyer pour personnes âgées. Cette résidence a déjà son histoire. À l'origine, un pensionnat pour jeunes filles qui fréquentaient l'école modèle, il devient juvénat des Clercs de Saint-Viateur en 1940, puis scolasticat des Frères du Sacré-Cœur en 1955. L'édifice, complètement rénové et considérablement agrandi, accueillait 119 résidents en 1980.

Les services professionnels

Embrun compte aussi sur les services de professionnels qui œuvrent dans divers domaines : les arpenteurs Annis & O'Sullivan; les avocats Jim W. Baribault, Paul D. Beseau et James D. Campbell; le chiropraticien André Clément; le dentiste Jean Dignard; l'optométriste Pierre Le Vasseur; le notaire Osias Maheu; les médecins Jacques Beaudet, Jacques Brunet et Michel Lamoureux. Ces derniers ont succédé à MM. F.M. Perras, Albert Chevrier, Thomas Cantin, Albert Labrosse, Adrien Bonin, Arthur Aubin, Anthime Delisle et Camille Ladouceur qui ont tous été médecins à Embrun depuis 1895. Enfin, le village bénéficie aussi des services de deux vétérinaires, MM. Lucien Servant et Gilles Gratton. Le premier vétérinaire résidant fut M. Gerry Brisson qui semble n'avoir eu aucune formation en médecine vétérinaire. Le premier vétérinaire diplômé fut M. Joseph Bourdeau qui s'établit dans le village en 1912. « L'huile à Bourdeau », comme on l'appelait à l'époque, a fait la renommée de ce vétérinaire qui a pratiqué à Embrun jusqu'en 1951. Il fut remplacé par M. Verville.

Chapitre XI

La vie socio-culturelle

On a l'impression que les loisirs datent des temps modernes et qu'autrefois, les gens ne savaient pas se récréer. Pourtant, dans ce domaine comme dans bien d'autres, les ancêtres se sont montrés très ingénieux. À Embrun, comme partout ailleurs, on avait trouvé des moyens de se distraire pour rompre la monotonie du travail quotidien. Au début du siècle, un chroniqueur américain, M. Gard, en visite dans la région d'Ottawa, décrit les Canadiens français comme étant les gens les plus heureux de la terre. Il trouve leurs maisons simples mais joyeuses et leur compagnie agréable. Leur langue est, selon lui, plus pure que le français de France. Il remarque surtout que les Canadiens français ne s'ennuient jamais.¹

Les fêtes d'autrefois

Nous avons déjà mentionné que,

contrairement à ce que l'on peut croire, les Canadiens d'autrefois voyaient venir l'hiver avec joie. Cette saison représentait à leurs yeux, un repos bien mérité après les durs labeurs d'été et une période plus propice aux rassemblements et aux réjouissances. « Le temps des fêtes » était en soi une période de grande célébration. Tous se visitaient entre parents et amis pour célébrer la Noël ou pour se souhaiter la Bonne Année. Chaudement habillées et emmitouflées dans des couvertures, des familles entières parcouraient souvent de très grandes distances en carriole pour aller visiter la parenté. Au matin du Jour de l'An, et quand cela était possible, la famille se réunissait autour de l'aïeul pour recevoir sa bénédiction. Après la grand'messe, c'était

¹ Anson A. Gard, *The hub and spokes Ottawa of to-day*, Ottawa & New York, The Emerson Press, 1904, p. 338-339

le dîner de famille. Chacun offrait ses vœux et présentait des étrennes. L'après-midi et la nuit étaient consacrés aux chants et à la danse. Ce n'est qu'au petit matin qu'on rentrait chez soi, fatigué, parfois un peu gris, mais toujours satisfait. Ces rencontres chez les parents et amis habitant les villages environnants donnaient lieu à des festivités qui pouvaient s'échelonner sur plusieurs jours. Les retrouvailles étaient toujours accompagnées de copieux repas généreusement arrosés de boissons domestiques dont le « chien », une boisson composée du résidu du blé qu'on faisait bouillir et auquel on ajoutait une essence alcoolisée de son choix. Au début d'Embrun, les colons retournaient même au Bas-Canada pendant la saison hivernale.

Mais les occasions de se rencontrer ne se limitaient pas à cette seule période de l'année. La population soulignait aussi avec beaucoup d'enthousiasme le Mardi Gras. Cette fête était la dernière réjouissance avant le carême que l'on observait très sévèrement à cette époque. Les fêtards venaient parfois des paroisses avoisinantes pour célébrer avec les amis d'Embrun. Le jeu consistait à se déguiser en tenue carnavalesque et à frapper à chaque porte pour faire découvrir son identité. Plusieurs familles organisaient alors des veillées auxquelles les coureurs participaient avant

de se rendre chez le voisin à travers champs si la « croûte portait ». Souvent la soirée se terminait dans la dernière maison qui avait accueilli les fêtards. À minuit, le carême commençait, toutes les réjouissances cessaient et chacun rentrait chez soi.

L'Halloween, que les Embrunois appelaient aussi le soir des tours, était souvent l'occasion de régler ses comptes. Les jeunes gens, voulant faire croire que les morts se manifestaient ce soir-là, rivalisaient d'adresse pour inventer des stratagèmes. En cachette, ils faisaient sortir les animaux des pâturages, enlevaient les perrons et démenageaient balançoires, voitures et instruments aratoires chez le troisième ou le quatrième voisin. Le lendemain matin, mine de rien, ils s'amusaient à constater l'ampleur des dégâts que tous pouvaient d'ailleurs apprécier, chemin faisant, en se rendant à la messe de la Toussaint.

Les fêtes paroissiales étaient également très appréciées et s'échelonnaient sur toute l'année. La Saint-Jean-Baptiste, avec sa parade et son feu d'artifice, se fêtait annuellement dans la paroisse. En plus de célébrer l'appartenance à la francophonie, cette fête faisait l'objet de grandes manifestations populaires. Les plus âgés nous parlent aussi des tombolas, des bazars, des fêtes champêtres, des pique-niques paroissiaux,

des expositions, des concerts et des séances littéraires exécutées par les étudiants de l'école Saint-Jean et de l'école secondaire, des films présentés tous les samedis après-midi et de plusieurs autres fêtes aujourd'hui oubliées, telle la Saint-Marc, qui réunissaient toute la paroisse. Les parties de cartes dites « boîte sociale » étaient appréciées des jeunes. Les filles apportaient des goûters dans des boîtes qu'elles avaient joliment décorées. Après la soirée, les boîtes étaient vendues à l'enchère et l'acheteur avait le privilège de réveillonner avec la jeune fille qui avait préparé la boîte. D'autres se rappellent avec nostalgie les parties de sucre et les épluchettes de blé d'Inde. Ces dernières, qui savaient joindre l'utile à l'agréable, étaient très populaires auprès de la jeunesse. Mme Jeannette Brisson décrit de façon pittoresque ces soirées d'automne :

C'était un jeudi soir d'automne et il y avait du brouhaha dans toute la maison. L'on se préparait pour une épluchette de blé d'Indes. Les hommes préparaient à la grange les épis en 2 rangées de 3 pieds de hauteur. On plaçait des bancs pour asseoir les invités. Au centre, c'était réservé pour les feuilles, puis les épis séparés de leurs feuilles qui allaient servir pour le soignage des vaches. À 8h, tous étaient à l'ouvrage : ça chantait, ça riait et ça s'amusait ferme. L'on cherchait si l'on ne trouverait pas un bel épi rouge qui donnerait la permission d'embrasser les filles, surtout sa

voisine. À 10h, on se rendait à la maison où on se lavait les mains et se donnait un coup de peigne. Ensuite chacun se trouvait sur le plancher de danse car la musique se faisait entendre. Tantôt un set carré, une valse ou un poll John et ça durait ainsi jusqu'aux petites heures. À minuit, c'était le réveillon, préparé par la maîtresse de maison aidée des filles et des voisines. On avait faim. Dieu que c'était bon après avoir bien travaillé et dansé. De temps en temps une chanson à répondre soulevait la joie et chacun y mettait tout son cœur. Les garçons avaient apporté leur petit 12 onces et on chantait et dansait jusqu'au jour. Chacun reprenait la route du retour très heureux de sa soirée en espérant se revoir à la prochaine occasion.²

Le travail communautaire donnait aussi lieu à des célébrations. Les corvées, la boucherie, le battage, la construction de bâtiments, les moissons devenaient autant de prétextes à une fête. Même sans prétexte évident, les familles donnaient quand même des soirées qui se prolongeaient jusqu'au matin. Mme Lucie Bergeron relate avec beaucoup de verve ces soirées « du bon vieux temps » si souvent condamnées par les curés de la paroisse :

À part du temps des Fêtes, nous avons deux sortes de soirées, les soirées intimes et les soirées publiques.

² Témoignage de Mme Jeannette Brisson

À raison de deux par semaine environ, les soirées intimes comptaient de 15 à 20 invités et se tenaient à tour de rôle chez les 15 à 20 familles. Après le train du soir, on recevait ou on partait en buggy (en été) ou en cutter (en hiver) pour se rendre à la soirée. Pendant la soirée, tout le monde chantait à tour de rôle (fallait que chacun chante), souvent des chansons à répondre, et tous dansaient et on se relayait au piano et au violon, à l'accordéon et à la musique à bouche. À minuit, chacun écrivait son nom que l'on plaçait soit dans le plat des garçons ou des filles et ensuite on pigeait un nom et on réveillonnait avec la personne dont on a pigé le nom. Souvent, c'était à ces soirées que l'on rencontrait son futur époux, ou sa future épouse.

Les soirées publiques étaient organisées par une famille et tous pouvaient venir. Elles étaient organisées en l'honneur d'un des membres de la famille ou d'un événement ou d'amis pour qu'ils rencontrent d'autres jeunes gens. Les garçons devaient payer leur entrée, mais pouvaient amener autant de jeunes filles qu'ils voulaient. À ces soirées, il y avait un homme qui présidait, qui désignait la place de chacun et voyait à ce que l'ordre règne. À ces soirées, on dansait jusque vers deux et même quatre heures du matin. On s'y rendait à la même heure et par les mêmes moyens que lors des soirées intimes. Il y avait aussi un goûter vers 11h30 — minuit. Souvent, lors de ces soirées, les boot leggers venaient, dehors, autour de la maison, vendre leur boisson. Les garçons surtout en achetaient et certains en buvaient

plus qu'il en fallait. Et là, dehors, ça chantait fort, et, souvent, la chicane prenait, pour une fille ou autre occasion et des bagarres avaient lieu. Le président de la soirée avait parfois de la misère à rétablir la situation. Ces soirées avaient lieu le lundi, le mardi ou le mercredi soir : vers deux ou quatre heures du matin, chacun rentrait chez soi, et on se levait vers 5h30 ou 6h (ceux qui avaient le temps de se coucher). Certains faisaient de 10 à 12 milles en buggy ou en cutter pour rentrer chez eux pour le train du matin.³

Les sports d'autrefois

Les sports, bien qu'ils étaient organisés d'une façon plutôt modeste, occupaient aussi une place importante dans les loisirs des gens. Les nombreuses patinoires à ciel ouvert, ou les « ronds » comme on aimait à les appeler, qui ont existé tour à tour dans la paroisse, ont fait la joie des patineurs et des hockeyeurs pendant de nombreuses années. La première patinoire se trouvait derrière l'église et la première équipe de hockey à y évoluer remonte à 1906. Au début du siècle, cette patinoire était entretenue par le cercle Saint-Jacques, l'ancêtre de l'actuel Comité des loisirs. Une autre patinoire située à St-Onge, sur la rue Lapalme, a aussi joué un grand rôle dans les

³ Témoignage de Mme Lucie Bergeron

loisirs d'autrefois. De joyeux souvenirs sont reliés aux mascarades organisées sur cette patinoire à double bande dont la deuxième, de trois mètres de hauteur, servait à protéger les spectateurs contre le froid. Pour l'arroser, il fallait transporter en « sleigh » les tonneaux d'eau que l'on prenait à la fromagerie de M. A. Bourbonnais, sur la rue Sainte-Marie. L'eau était ensuite transvidée dans des barils troués que l'on traînait à la main sur la glace. Une vieille maison, située tout près, permettait aux spectateurs de se réchauffer tout en servant de chambre des joueurs, même si l'équipement ne comportait qu'un bâton et une paire de patins. Certains se souviennent encore des patinoires situées à l'arrière de l'ancien garage Patenaude (stationnement du Centre professionnel) et à côté de la vieille école Saint-Jean (stationnement du bureau de poste). C'est à ce dernier endroit que se déroulaient les événements importants de l'hiver comme le carnaval et les joutes de l'équipe locale contre les clubs des rangs et ceux des villages environnants. Le patinage y était aussi très populaire et favorisait les rencontres. Une cabane, avec un poêle à bois, avait même été aménagée pour accommoder les patineurs et les spectateurs. Ces patinoires n'étaient pourtant pas les seules de la paroisse ; ça et là dans le village et dans les rangs, les jeunes improvisaient des « ronds » dans les champs,

après la pluie, ou plus simplement sur les fossés ou sur la rivière. Avant l'avènement de l'électricité, les patineurs s'exécutaient à la lueur d'un fanal à gaz accroché à un poteau. Les patins étaient de fabrication artisanale et consistaient en une lame vissée sur de vieilles bottines de grange.

Dans bien des cas, les pères fabriquaient aussi des traîneaux et des toboggans. À certains endroits, on arrosait les côtes avec de l'eau transportée dans des bidons montés sur des traîneaux. Les glissades publiques du village, près du pont, faisaient la joie des enfants. Quant aux adultes, c'est au clair de lune qu'ils descendaient les pentes de la rivière Castor. Les skis et les raquettes ne servaient pas uniquement au plaisir de la randonnée mais aussi à se rendre visite. Les courses de chevaux, organisées par les fermiers sur la rivière au début du siècle, suscitaient également un enthousiasme tel, que les autorités devaient fermer l'école.

Si l'hiver était tout désigné pour les amusements et les réjouissances, la population profitait aussi des beaux soirs d'été pour s'adonner aux sports ou pour se rencontrer. Vers 1950, des courses sous harnais dans le rang Sainte-Marie attiraient les meilleurs chevaux de la région dont celui de M. Guillaume Émard qui a remporté le premier prix dans sa catégorie à la piste

Blue Bonnet de Montréal.

Vers 1930, les jeunes jouaient au tennis sur les différents courts qui existaient à St-Onge, à l'école secondaire et à l'arrière de chez M. Gérard Bourgie (386 Notre-Dame). Les terrains de croquet étaient fréquentés davantage par les adultes. Répartis dans le village et dans les rangs, ils étaient des lieux de rendez-vous très recherchés. Les voisins s'y réunissaient le soir, après l'ouvrage. Beaucoup de personnes se souviennent de ces après-midis passés à jacasser en regardant évoluer les joueurs.

Les dimanches étaient très calmes à cette époque car une loi ontarienne interdisait la pratique des sports le jour du Seigneur. En 1952, à la suite d'un référendum, les électeurs d'Embrun approuvaient, par un vote de 747 voix contre 556, la pratique des sports le dimanche. Toutefois, le règlement précisait que les jeux devaient se dérouler de façon convenable et dans un bon ordre et qu'ils ne pouvaient commencer avant 13h30 ni se prolonger au-delà de 18h00. Cette ordonnance n'était en vigueur que dans le secteur francophone de la Municipalité, soit la région d'Embrun; ailleurs, les sports demeuraient interdits.

D'autres sports, quoique moins populaires, remplissaient de façon agréable les

heures de loisir. Certains jouaient aux fers, au badmington, au billard et à la balle sur des terrains improvisés. D'autres faisaient de la bicyclette, de l'équitation ou parcouraient le village, de St-Onge au cimetière, en « prenant des marches ». La rivière Castor, n'étant pas polluée, se prêtait bien aux activités estivales, telles que les balades en chaloupe, la pêche et la baignade. Les ruisseaux et la carrière accueillait également les baigneurs. Plus récemment, le terrain de jeux, à côté de la vieille école Saint-Jean, rassemblait un bon nombre d'enfants durant les vacances. Plusieurs organismes comme la Jeunesse rurale catholique, les Lacordaires, la Saint-Jean-Baptiste qui sont maintenant disparus, offraient aussi des soirées récréatives.

Les organismes

Si les gens savaient se réunir dans des buts récréatifs, ils pouvaient également se rencontrer dans des buts éducatifs et religieux. Il existait autrefois, à Embrun, une gamme assez impressionnante de groupes sociaux et de confréries. Bon nombre de ces associations existent toujours. Si certaines sont disparues, d'autres sont venues s'ajouter à la liste si bien, qu'aujourd'hui comme autrefois, la paroisse jouit d'une vie communautaire très

active. Même si le progrès dans le domaine des communications a modifié leur façon de vivre, la vie sociale, culturelle et sportive des Embrunois est toujours très vivante. Beaucoup de personnes s'impliquent bénévolement dans les organismes et offrent un beau témoignage de solidarité et d'entraide. Le complexe sportif est un exemple parmi tant d'autres : de 1960 à 1976, la population d'Embrun a donné bénévolement 6500 heures de travail à sa construction et son entretien.

Ces différents organismes offrent, comme par le passé, des soirées éducatives et des spectacles culturels qui s'échelonnent sur toute l'année. C'est avec le même entrain que les membres assistent aux réunions et qu'ils se regroupent pour s'amuser. Les nombreuses activités parrainées par ces mouvements paroissiaux visent à créer une vie culturelle, sociale et sportive qui réponde aux aspirations de la population francophone d'Embrun. Depuis 1949, le Comité des loisirs, prenant la relève de la Saint-Jean-Baptiste, est l'âme dirigeante de tous les loisirs dans la paroisse. Ces hommes et ces femmes planifient, avec l'aide des clubs sociaux et des organismes paroissiaux, la vie récréative de la communauté. Si les réunions de familles ont perdu de leur popularité, les soirées organisées au Centre récréatif permettent

encore aux gens de se rencontrer.

Les activités récréatives modernes

Embrun étant reliée à Ottawa par un réseau routier moderne, les divertissements de la capitale sont maintenant accessibles à la population locale. Toutefois, c'est encore la petite communauté paroissiale qui répond le mieux à ses aspirations. Mieux structurées qu'autrefois, les activités sont maintenant regroupées au complexe sportif de la rue Blais. Embrun offre une gamme complète de commodités récréatives. Depuis 1962, le palais des sports remplace les patinoires à ciel ouvert. Ses origines sont d'ailleurs marquées d'une anecdote pour le moins cocasse. Avant la construction de cet édifice, l'équipe locale, les Castors, devait disputer ses joutes au palais des sports de Casselman. Lors de ces rencontres, les partisans du club d'Embrun en venaient souvent aux prises avec ceux de l'équipe adverse ce qui dégénérait en échauffourées. À la suite d'une de ces fameuses parties, un groupe de spectateurs frustrés, dont MM. Fernand Lortie et Roland Lepage, proposèrent de construire un palais des sports à Embrun. La construction de ce centre sportif offre un bel exemple de coopération. Lorsqu'en 1961, il fut décidé de construire ce palais des sports, une souscription fut organisée dans la paroisse

dans le but d'amasser des fonds. Les gens prêtèrent, sans intérêt et pour un temps indéterminé, la somme de \$11 570. et le centre sportif fut construit sans augmentation notable de taxes. Lorsqu'en 1968, le palais des sports fut doté de la glace artificielle, la majorité des personnes firent don du montant qu'elles avaient prêté pour sa construction.

Le palais des sports sert maintenant à de multiples fins. Durant la saison hivernale, il est continuellement occupé par les différentes équipes de hockey, à partir des ligues mineures, jusqu'aux équipes des anciens, sans oublier les équipes féminines. L'équipe des Panthères en particulier a fait l'orgueil des gens d'Embrun. Cette formation, fondée en 1968 et financée par le Centre récréatif, a remporté la coupe Hardy, symbole du championnat canadien pour la catégorie Intermédiaire A, en 1975-1976. Le ballon sur glace est également pratiqué par des équipes d'hommes et de femmes et des cours de patinage artistique sont offerts aux filles et aux garçons. En été, le palais des sports est moins occupé mais il sert quand même aux expositions, aux marchés aux puces et aux grandes manifestations populaires. La salle, qui est située à l'étage, est cependant à la disposition des groupes sociaux durant toute l'année.

Attenant au palais des sports, le spacieux Centre récréatif, inauguré en 1974, est le témoin de tous les grands événements sociaux de la paroisse. Deux courts de tennis, adjacents à ce centre, sont mis gratuitement à la disposition de la population et remplacent les terrains en terre battue qui existaient autrefois dans le village. Un terrain de croquet fait également le bonheur des adeptes de ce sport. Quant aux enfants, ils peuvent se récréer tout près, dans un terrain de jeux aménagé à leur intention. Finalement, des équipes d'hommes et de femmes pratiquent la balle-molle sur deux des plus beaux terrains de la région.

Embrun est aussi dotée d'une piste de ski de fond aménagée sur l'ancienne voie ferrée. Ce tracé se transforme en piste cyclable en été. Les motoneigistes ont aussi leur club, leurs lieux de rendez-vous et leurs pistes. Comme autrefois, les enfants glissent sur la rivière en hiver et participent aux différentes activités du terrain de jeux en été. S'ils ne se baignent plus dans la rivière Castor, ils peuvent le faire à la piscine des Mousquetaires, à l'extrémité est du village.

Les gymnases des écoles sont aussi disponibles à tous pour des activités sportives tandis que les écoles offrent des cours et des ateliers qui répondent aux besoins des gens. Les Baladins, une chorale mixte à

quatre voix, permet aux mélomanes de partager leur amour de la musique, de faire connaître la chanson canadienne et française et de participer à des festivals et à des choralies. Pour les adeptes de l'aviation, il existe, depuis 1968 dans le rang Saint-Pierre, un petit aéroport où ils peuvent pratiquer leur sport préféré. Cette école de pilotage, qui, à l'origine comptait deux appareils, en possède maintenant une quinzaine. La Municipalité projette, de plus, la construction d'un parc consacré aux activités de plein air sur la rive sud de la rivière.

Un intéressant sondage effectué à l'été de 1979, révèle que la majorité de la population consultée est satisfaite de l'organisation des loisirs dans la région. Toutefois, un grand nombre de personnes interrogées, aimeraient qu'on accorde plus d'importance aux activités récréatives. Le rapport souligne que les sports préférés sont la natation, la danse, le hockey, le ski de fond, la balle-molle, les quilles, le cyclisme, le patin, le ballon sur glace, le tennis et la chasse. Plusieurs ont suggéré qu'une personne s'occupe en permanence des loisirs. Dans l'ensemble, les gens d'Embrun sont bien desservis dans ce domaine.

Organismes paroissiaux

Noms	Fondation	Membres	Buts ou devise
Femmes chrétiennes	1960	125	Promouvoir le rôle de la femme dans l'Église, la famille et la communauté.
Renouveau charismatique	1974	50	Remettre la prière en vogue
Cursillo	1975	40	Approfondir sa foi.
Chevaliers de Colomb	1971	285	Aider l'Église. Charité, fraternité patriotisme.
Filles d'Isabelle	1973	180	Charité, unité, travail.
Club 4-H	1965	40	Apprendre en travaillant.
Richelieu	1972	33	Épanouissement de la personnalité. Aide à l'enfance et à la jeunesse.
Optimiste	1979	43	Aider la jeunesse.
L'Âge d'or	1973	214	Promouvoir le bien-être des aînés.
Chambre de commerce	1978	46	Travailler au développement et à l'embellissement du village.
Jeannette	1980	24	Faire de son mieux.
Union des cultivateurs franco-ontariens	1929	60	Travailler au développement de la classe agricole et promouvoir les services en langue française.
Union culturelle des franco-ontariennes	1938	213	S'aimer, s'unir, se cultiver.
Centre récréatif	1949	43	Promouvoir et encourager les loisirs sous toutes leurs formes.

Conclusion

L'histoire d'Embrun se caractérise par quatre grandes phases qui sont propres à plusieurs villages francophones de la région. Sans avoir étudié en profondeur l'histoire de ces localités, on peut présumer qu'elles ont toutes suivi d'assez près un rythme de croissance similaire à celui d'Embrun puisqu'elles sont formées de sociétés semblables qui ont évolué dans un contexte identique.

La première de ces phases est celle de l'établissement qui s'étend du milieu du XIX^e siècle jusqu'au début des années 1870. C'est la période du défrichement et de la mise en valeur des terres. Vers 1870, Embrun amorce une nouvelle étape de son développement qui correspond à l'âge d'or de l'établissement. Cette phase débute avec la canalisation des terres et se termine avec le début de la Première Guerre mondiale. Ce conflit marque le commencement de la

troisième période de l'histoire du village. Pendant 50 ans, la population et l'économie iront en décroissant en raison des nombreuses difficultés d'ordres économique et social. Finalement, les années 1960 sont le témoin d'une reprise démographique. Cette dernière phase se poursuit toujours mais il est encore trop tôt pour en cerner toutes les conséquences.

Ces quatre phases de l'histoire d'Embrun sont encore plus évidentes si on trace un résumé de l'histoire locale dans divers domaines à ces différentes époques.

De 1845 à 1870

Au plan démographique, la fondation d'Embrun se situe au cœur même de ce vaste mouvement d'émigration qui a touché la province de Québec au XIX^e siècle. Pour des raisons économiques et sociales, des milliers

de Canadiens français, issus des vieilles paroisses du Québec, quittent alors le pays de leurs ancêtres pour tenter leur chance ailleurs. Plusieurs s'établissent aux États-Unis mais bon nombre, tout en s'expatriant à l'extérieur du Québec, demeurent néanmoins dans des régions sises à l'intérieur des frontières du Canada dont l'Est de l'Ontario. Dans la région d'Embrun, ces Canadiens français s'installent sur les terres basses, les seules disponibles et les seules qu'ils savent cultiver adéquatement. Comme dans tous les pays de colonisation, le travail des premières heures est dur et souvent ingrat. Le peuplement se fait lentement au début. De deux familles qu'elle compte en 1845, la paroisse passe à près de 200 à la fin des années 1860. Une très forte majorité de cette population est originaire du Bas-Canada.

Comme dans bien d'autres villages canadiens-français, le développement physique d'Embrun se fait autour de l'église à cette époque. À la fin des années 1860, les maisons s'échelonnent du cimetière à l'est jusqu'au ravin qui traverse encore le village à l'ouest. Si les rues secondaires n'existent pas encore, la partie du village située au sud de la rivière Castor est déjà développée si on en juge d'après une carte détaillée du canton de Russell de cette époque. Le peuplement des rangs, en particulier Saint-Guillaume et

Saint-Joseph, date également de cette période. En fait, ils pourraient même avoir été colonisés avant le village d'Embrun dont le rôle économique et social ne prendra de l'ampleur que durant la deuxième phase de l'histoire locale. D'après les recensements, le village n'offre encore que très peu de services à cette époque et il semble être perçu par la population locale comme un lieu de refuge pour les personnes âgées qui ne peuvent plus s'occuper de leurs fermes. Le pourcentage de cette classe de la société est évidemment très faible en pays de colonisation.

Nous avons déjà dit dans l'introduction de ce volume, qu'avant de mater le territoire, l'homme devait d'abord le subir. C'est dans l'industrie et le commerce que cette vérité prend tout son sens. L'industrie des pionniers a d'abord été axée sur la survivance. Privés de moyens de communication adéquats durant presque toute cette première phase, ces pionniers produisent surtout en fonction de leurs besoins domestiques. Certains parviennent toutefois à produire de la potasse et du bois de chauffage qu'ils échangent contre les produits les plus essentiels à la survie de la famille. D'abord seule voie de communication, au début des années 1860, la rivière perd graduellement de son importance au profit d'une nouvelle route qui laisse entrevoir un avenir meilleur

pour le commerce local.

Dès le début, c'est l'Église qui, par l'intermédiaire du clergé, dirige les destinées de la colonie. Il ne faut pas croire pour autant que la population est inconditionnellement soumise à ses prêtres. L'histoire d'Embrun contient quelques exemples d'affrontements entre les curés et les paroissiens mais ces divergences d'opinion sont normales dans une société où l'Église est omniprésente. À l'époque des pionniers, cette présence se manifeste, bien sûr, sur le plan de la religion et des mœurs mais aussi en éducation dont les débuts à Embrun sont contemporains à l'établissement officiel de la religion. Dès 1858, soit seulement deux ans après la construction de la première chapelle, le village possède, en effet, son école élémentaire. Bientôt, les principaux rangs seront aussi dotés d'écoles rurales.

De 1870 à 1914

Ce n'est qu'avec le drainage des terres, au début des années 1870, qu'Embrun prend son véritable essor. Ces travaux ont pour effet d'attirer un grand nombre de nouveaux colons si bien que la population progresse, dès lors, très rapidement. Au début du XXe siècle, elle compte 500 familles et elle est comparable en nombre à celle de

1960. Le commencement du XXe siècle marque d'ailleurs un plafonnement au plan démographique. Cette population se compose toujours d'une bonne partie d'immigrants originaires du Bas-Canada mais de plus en plus de résidents ont vu le jour dans la région.

Cet accroissement subit du peuplement a, à son tour, des effets sur le développement physique de la localité. Les plans du village antérieurs à 1902 font défaut mais d'après les annuaires, il semble que, dès le début du XXe siècle, Embrun ait atteint ses limites actuelles dans le sens est-ouest. À l'époque, la paroisse compte aussi plusieurs petites agglomérations satellites comme Forget, Cambridge, Longtinville et Brisson. Ces petits centres de peuplement sont dotés de bureaux de poste, d'écoles, de magasins et même de fromageries. En étudiant la répartition de la population au début du XXe siècle, on se rend compte que les rangs occupent encore une place déterminante à l'échelle de la paroisse, même si le village commence à former une entité économique respectable.

Avec le développement de la région et l'accroissement de la population, les routes puis le chemin de fer font leur apparition. L'avènement de la voie ferrée en particulier contribue pour beaucoup dans le dévelop-

pement économique d'Embrun dans la première décennie du XX^e siècle. Elle relie ce jeune centre au monde extérieur ouvrant du même coup de nouveaux marchés pour les produits locaux. Grâce à un nombre impressionnant de commerces et d'industries, le village offre maintenant la possibilité de gagner sa vie sans avoir à cultiver la terre. En fait, au plan industriel, Embrun, durant cette deuxième phase de son histoire, atteint un niveau qui ne sera jamais égalé.

Durant la même période, grâce à un travail acharné, la production agricole s'accroît au point de pouvoir exporter les surplus dans les chantiers environnants. Lorsque dans les années 1880 ces chantiers deviennent trop éloignés pour servir de débouchés, les agriculteurs locaux doivent trouver de nouveaux marchés pour leurs produits. Ils se lancent alors dans l'industrie laitière qui caractérise encore la région. Il s'ensuit une période de croissance qui se poursuit jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Dans le domaine de l'éducation et de la religion, cette deuxième phase de l'histoire d'Embrun coïncide avec le ministère du curé Philion et une partie de celui du curé Forget. Ces deux prêtres sont très certainement les plus influents de toute l'histoire de la paroisse. C'est le curé Philion qui fait

venir les Sœurs Grises-de-la-Croix en 1887. Ces religieuses prennent alors charge de l'école du village. À compter de cette époque et sous l'instigation de MM. Philion et Forget, toutes les écoles publiques d'Embrun deviennent séparées. Avec la venue du curé Forget en 1896, l'Église s'implique davantage dans le développement économique du village. Embrun doit beaucoup à ce prêtre qui a œuvré dans la paroisse pendant 50 ans. Ce vénérable curé, au caractère très original, s'est dépensé sans compter et à tous les plans, pour ses fidèles. Il est à l'origine d'une foule d'innovations qu'a connues Embrun tant sociales, éducatives, commerciales, agricoles qu'industrielles. La paroisse d'Embrun, à titre de mission du comté, est aussi à l'origine de la plupart des paroisses environnantes qui sont devenues autonomes à cette époque.

De 1914 à 1960

À compter de la Première Guerre mondiale, la crise agricole, les difficultés économiques, les épidémies, les guerres et le progrès technologique unissent leurs effets pour provoquer une baisse importante dans le nombre des résidents de la paroisse. Pendant près de 50 ans, loin de contribuer à l'augmentation de la population du pays, la région d'Embrun, au contraire,

souffre d'un exode continu. Plusieurs familles quittent alors Embrun pour tenter leur chance ailleurs. Un certain nombre s'établit dans les grands centres industriels alors que d'autres émigrent vers le Nord de l'Ontario où ils fondent de nouvelles paroisses.

Au niveau du développement physique du village, l'amélioration du réseau routier au XX^e siècle provoque la disparition des hameaux en centralisant les services dans le village. À compter de cette époque, l'importance démographique, sociale et économique des établissements situés en périphérie diminue de façon continue. C'est le cas notamment des rangs Saint-Joseph et Saint-Guillaume.

Le développement des communications est aussi fortement touché durant cette période. Les nombreuses difficultés de toutes sortes que connaît la région à compter de 1914, résultent finalement dans le retrait du service ferroviaire en 1957. À son tour, cet abandon affecte les entreprises locales. Faire l'histoire des communications à Embrun, c'est faire le portrait du développement économique du village. De façon paradoxale, c'est l'amélioration du réseau routier qui a provoqué le déclin de l'industrie locale. Cet énoncé se confirme plus particulièrement dans le cas des fromageries. C'est

grâce à un réseau routier plus adéquat, que les agriculteurs ont pu livrer directement leur lait aux grandes industries de transformation provoquant du même coup la fermeture des fromageries locales.

L'agriculture prise dans son ensemble est aussi sérieusement mise à l'épreuve durant cette troisième phase de l'histoire d'Embrun. Les 50 années qui suivent la Première Guerre mondiale marquent une période sombre dans l'histoire de cette industrie. Des centaines de cultivateurs quittent alors leurs fermes pour tenter fortune ailleurs. Pour diverses raisons, dont la mécanisation des fermes, l'agriculture cesse d'être une source appréciable d'emplois. Désœuvrés, les jeunes qui auraient pu prendre la relève de leurs pères, émigrent vers les centres industriels.

D'autres industries existent également à Embrun durant cette période. Aux prises avec les mêmes problèmes économiques qui caractérisent cette première moitié du XX^e siècle, ces entreprises, qui sont presque toutes orientées vers la construction, ne parviennent toutefois pas à atteindre un niveau de prospérité très élevé et à compenser les déboires de l'agriculture.

De 1960 à 1980

Les 20 dernières années ont été le témoin d'une reprise démographique. Il faut très certainement faire un lien entre ce gain de population et l'amélioration du réseau routier et le développement de la ville d'Ottawa en tant que source d'emplois. De plus en plus de travailleurs, originaires d'Embrun ou qui viennent de l'extérieur, élisent domicile dans la paroisse tout en travaillant à Ottawa. Même si le nombre de familles est beaucoup plus élevé, cet accroissement de la population permet maintenant au village d'atteindre un niveau de peuplement comparable à celui du début du siècle.

Au plan physique, cet accroissement a provoqué l'ouverture de nouveaux développements domiciliaires, au sud et au nord de la rivière. Si la croissance physique est-ouest de la localité est à peu près identique à celle du début du siècle, l'expansion nord-sud est maintenant en plein essor.

La campagne, par contre, ne connaît pas un rythme de croissance aussi rapide. Ce retard est dû au fait que l'agriculture subit présentement un processus de réorganisation fondamentale. La reprise ne fait que s'amorcer dans ce domaine mais déjà, il est permis de prédire que cette industrie est appelée à subir de profondes modifications.

Au plan industriel, la situation végète depuis quelques années. Depuis 1975, l'autoroute 417 a remplacé le chemin de fer. Les effets de cette nouvelle voie sur l'économie locale sont toutefois très différents. Par sa grande accessibilité à tous et en tout temps, elle draine la main-d'œuvre et les ressources locales vers les grands centres, empêchant ainsi l'implantation d'industries propres à Embrun. Aujourd'hui Embrun ne compte plus aucune industrie de transformation et toute son économie est axée sur la vente et les services.

L'avenir

L'avenir d'Embrun est lié dans une forte mesure à la présence de l'autoroute 417. Le village fait présentement face à une période de transition qui provoque des changements dans le rythme de vie de la localité. Dans le domaine démographique, la ville d'Ottawa ne pouvant absorber toute sa main-d'œuvre, les villages périphériques comme Embrun risquent de se transformer en établissements dortoirs en raison même de l'autoroute 417 qui facilite l'accès aux banlieues. Toutefois, cette autoroute pourrait aussi faire bénéficier Embrun de retombées économiques et industrielles en ouvrant les marchés de Montréal et d'Ottawa. Les résultats de cette dernière hypothèse

dépendent, en partie, des administrateurs du canton qui devront tirer un profit maximum de la situation. À la lumière des résultats obtenus entre 1961 et 1971, la politique mise sur pied par ces administrateurs semble être la bonne puisque la main-d'œuvre travaillant localement s'est accrue de façon considérable durant cette décennie indiquant par là une augmentation de l'activité locale dans la région. La décision du gouvernement ontarien de désigner tout l'Est de l'Ontario comme devant faire l'objet d'un développement industriel pourrait aussi favoriser l'installation de nouvelles industries dans le secteur. Si cette politique réussit, elle aura très certainement des effets sur les traits culturels fortement francophones de la région et sur l'agriculture qui est toujours l'activité économique la plus importante d'Embrun.

Si l'avenir de cette agriculture, qui est en train de se rationaliser, n'est pas menacé, on peut cependant prédire que le nombre de travailleurs, le capital investi, le coût, le produit total et le produit provenant de l'élevage diminueront par hectares. Par contre, le rendement économique, le taux de rentabilité, la productivité, le revenu et le niveau de vie des agriculteurs iront en augmentant.¹ L'aménagement du territoire revêt ici une importance primordiale du fait qu'il doit tendre à développer et à augmenter

les rendements. Au cours des années qui viennent, l'humanité toute entière lancera des appels de plus en plus pressants aux pays pourvus de grands espaces cultivables afin de l'aider à nourrir une population sans cesse plus nombreuse mais aussi de plus en plus affamée. Il faudra donc tirer du sol, par des techniques variées et améliorées, des rendements supérieurs tout en évitant de le ruiner ou de l'appauvrir dangereusement. En somme, l'aménagement devra tendre à donner à l'agriculture un caractère scientifique et rationnel qui la rende rentable et productive.² L'avenir d'Embrun tient intimement dans cette adaptation.

¹ C. Boileau, *op cit.*, p. 64

² *Ibid.*, p. 16.

Bibliographie

Sources manuscrites

Archevêché d'Ottawa.

Paroisse Saint-Jacques d'Embrun.

Canada. Archives publiques.

MG 9 D7-49, Saint-Jacques d'Embrun. Neuf bobines de microfilm (M-3124 à M-3131 et M-3201) qui couvrent la période 1824-1974. Une copie est maintenant déposée à la Bibliothèque municipale d'Embrun.

Recensements du Canada, 1861, 1871, 1881. Une copie est maintenant déposée à la Bibliothèque municipale d'Embrun.

Canada. Énergies, Mines et Ressources. Noms géographiques.

Lettre de M. Joseph Bruyère.

Embrun. Caisse populaire Saint-Jacques d'Embrun.

Bilans annuels.

Embrun. Chambre de commerce. Historique et projets.

Embrun. Coopérative agricole. Bilans annuels et historique.

Embrun. Municipalité du canton de Russell. Livres de comptes de la Municipalité du canton de Russell : 1884-1890; 1897-1904; 1913-1920; 1927-1930. Rôle d'évaluation municipale : n.d. Rôle d'évaluation scolaire : 1960-1964. Collector's Roll for the Municipality of Russell. Procès-verbaux du Conseil des Comtés unis : 1886-1929. Procès-verbaux du Conseil de la Municipalité du canton de Russell : 1897-1907; 1914-1926. Règlements municipaux : 1902-1922. Registres de naissances, mariages et décès : 1901; 1902; 1902-

1906. Une copie est maintenant déposée
à la Bibliothèque municipale d'Embrun.

Embrun. Sœurs Grises-de-la-Croix.
Chroniques : 1887-1980.

Russell. Bibliothèque municipale.
Tweedsmuir History.

Sources imprimées

Adam, G.M. éd.
Lovell's Gazetteer of the Dominion of Canada,
Montréal, John Lovell & Son, 1908.

Bell Canada.
Historique et liste des abonnés du
téléphone à Embrun depuis 1902,
Service historique, Montréal.

Blue Bell, Montréal, novembre 1932.

Canada. Chambre des Communes.
Débats de la Chambre des Communes, 1867-
1980, Ottawa, Imprimeur de la Reine.

Canada. Assemblée législative.
The Journal of the Legislative Assembly of the
Province of Canada, 1841-1866, Ottawa,
Hunter & cy.

Cherrier & Kirwin, éd.

Ottawa Directory for 1872-1873, Ottawa,
Cherrier & Kirwin, 1873.

Crossby, P.A. éd.
Lovell's Gazetteer of British North America,
Montréal, John Lovell, 1873.

Embrun. École secondaire.
Écho, 1943.

Fuller, O.L.
Counties of Carleton, Lanark, Prescott, Russell
and Ottawa Directory, Montréal, John
Lovell & Son, 1884.

La Patrie, Montréal, 1910, 1912.

La Presse, Montréal, 1926.

Le Carillon, Hawkesbury, 1947-1980.

Le Courrier Fédéral, Ottawa, 1887-1888.

Le Droit, Ottawa, 1913-1980.

Le Ralliement, Clarence Creek, 1895.

Le Temps, Ottawa, 1894-1915.

Lovell, John
The Canada Directory for 1857-1858,
Montréal, John Lovell, 1858.
Canadian Dominion Directory for 1871,

- Montréal, John Lovell, 1871.
- Mackay, Robert W.S. éd.
The Canada Directory : containing the names of the professional and business men of every description in the cities, towns, and principal villages of Canada together with a complete post office directory of the province ; a directory to public offices, officers and institutions; a variety of statistical and commercial tables exhibiting the population, trade, revenue, expenditure, imports, exports, public works, etc. etc., of Canada, and a variety of other useful information brought down to November 1851, Montréal, John Lovell, 1851.
- Mitchell, éd.
Canada Gazetteer and Business Directory for 1864-1865, Toronto, W.C. Chewett & Co., 1865. *Canada classified directory for 1865-1866,* Toronto, Lovell & Gibson, 1866.
- Ontario. Assemblée législative.
The Journal of the Legislative Assembly of Upper Canada, 1792-1824, Toronto, Ontario Archives, 1914. *Revised Statutes of Ontario, 1897, 1914, 1927, 1937, 1950,* Toronto. *Sessionnal Papers, 1867-1978,* Toronto. *Statutes of the Province of Ontario, 1867-1980,* Toronto. *Statutes of the Province of Upper Canada, 1792-1840,* Toronto.
- Ontario. Ministère des ressources naturelles.
Guide de la forêt Larose et des terrains de plein air.
- Ontario. Ministère de l'agriculture.
Agricultural statistics for Ontario, 1978, Toronto.
- Ontario. Ministère de l'éducation.
 Historique des écoles de la région.
- Ontario. Solliciteur général.
 Ontario Provincial Police.
- Prior & Dunning, éd.
A Gazetteer of the Province of Upper Canada, New York, Prior & Dunning, 1813.
- Scadding, Henry
Early gazetteer and map literature of Western Canada, Toronto, Copp, Clark, 1876.
- Smyth, David William
A short topographical description of Her Majesty's province of Upper Canada, London, s.é., 1799.
- Sutherland, James
Ottawa City and counties of Carleton and Russell Directory, 1866-1867, Ottawa, Hunter, Rose & cy., 1867.
- Union des cultivateurs franco-ontariens.

Livre-souvenir : 50^e anniversaire de l'Union des cultivateurs franco-ontariens, 1929-1979, recherches et rédaction, Darquise Bilodeau, s.l., Union des cultivateurs franco-ontariens, 1979.

Union Publishing Cy.

Directory of Carleton, Dundas, Glengarry, Grenville, Lanark, Leeds, Prescott, Renfrew, Russell, Stormont, Ingersoll, Union Publishing Cy., 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904.

Université d'Ottawa. Centre de recherche en civilisation canadienne-française.

La cause des électeurs du comté de Russell. Papiers de l'Association canadienne-française de l'Ontario. Dossier Embrun.

Sources orales et personnelles

Philibert Beaudin, Louis Beaudoin, Gérard Bélisle, Lucie Bergeron (compte rendu des fêtes d'autrefois), Roger Bisailon, Jean-Louis et Lucille Bissonnette (historique d'Embrun), Vinalda Blais, Gaétanne Bourbonnais, Robert Bourbonnais, Aldéodas Bourdeau, Aimé Bourdeau, Albert Bourdeau (Comité des loisirs), Alexis Bourdeau, Aurèle Bourdeau, Henri Bourdeau, Honoré Bourdeau, Jean-Guy Bourdeau (concession

de terre), Rhéo Bourdeau, André Bourgie, Gérard et Claire Bourgie, Ophélia Bourgie, Paul Bourgie, Alfred Brisson, Anita Brisson, Edgar Brisson, Elvé Brisson, Germain Brisson, Hector et Ida Brisson (découpures de journaux), Horace et Alice Brisson, Jean Brisson, Jean-Paul Brisson, Jeanne Brisson (compte rendu des fêtes d'autrefois), Maurice Brisson (concession de terre), René Brisson, Robert Brisson (livre de comptes de Parfait Brisson), Aline Brunet, Ghislain Brunet, Charles-Hubert Bruyère (livre de comptes de sa ferme), Denise Bruyère, Desanges Bruyère, Maurice et Guita Bruyère (journal de Pierre Bruyère que nous n'avons pas eu la permission de consulter), René Caron, Wilfrid Carrière, Dolorès Chartrand, John Cléroux, Henri D'Aoust (historique du commerce), Réginald et Claire Désormaux, Émilie Doré, Guillaume et Ubaldine Émard, Lionel Émard, Rosario Émard, Albertine Gagné, Gérard et Solange Gagné, Alice Gervais, Aurèle Gervais (concession de terre), Anastasse Grégoire, Maurice Grégoire, Raymond Grégoire, Maurice Labelle, Jean-Paul Lafortune, Nicole Lalande, Rosaire Lamadeleine, Reynald Lapointe, Denis et Yvette Latrémouille, Pierre Latrémouille, Émile Lepage, Roland Lepage, Conrad Loïselle, Diane Loïselle, Osias et Laurette Maheu, Régina Maheu (journal de sa mère), Armel Maisonneuve, Dora Marleau, Pierre Marcil, Aldoria Martel,

Raymond et Juliette Martel, Roland Martel, Florian Ménard, Jean-Paul Ménard, Roland Ménard, Ulric Ménard, Lucien Millaire, Yvonne Millaire, Jeannine Nadeau, Marie Parisé (concession de terre, documents divers), Ernest Patenaude, Laurette Patenaude, Robert Patenaude, Simone Patenaude, Adrien Pilon, Alexandre Pilon, Ernest Provost, Richard Rancourt, Délina Rivard, Willie Rivet, Rosario Rochon, Gertrude Roy, Laurette Roy, A. Savage, Jacques et Solange Sigouin (New York Central), Arthur St-Amour, Cyprien et Cécile Tessier, Martine Vanier.

Ouvrages spécialisés

Belden. H.

Illustrated Historical Atlas of the counties of Stormont, Dundas and Glengarry, 1879; Prescott and Russell supplement of the illustrated atlas of the Dominion of Canada, 1881, Port Elgin, Ross Cummings, réédition 1972.

Brault, Lucien

Histoire des Comtés unis de Prescott et de Russell, L'Original, Conseil des Comtés unis, 1965.

Émard Michel

Saint-Jacques d'Embrun, comté de Russell, Ontario : étude historique et statistique,

Rockland, s.é., 1974.

Forget, Jean-Urgel et Élie-J. Auclair

Histoire de Saint-Jacques d'Embrun, Russell, Ontario, Ottawa, La cie d'imprimerie d'Ottawa, 1910.

Martineau, Gloriana J.

La survivance française dans les comtés de Prescott et Russell, Thèse de maîtrise à McGill, 1947.

Sunderland, G.

Prescott-Russell : étude de restructuration, s.l., s.é., 1976.

Ouvrages divers

Abbott, George F.

Abbott's Guide of Ottawa and Vicinity, Ottawa, G.F. Abbott, 1909.

Allaire, J.B.A.

Dictionnaire biographique du clergé canadien-français, Montréal, École catholique des sourds-muets, 1910.

Arès, R.

"Position du français en Ontario et au Québec," *Relations*, no 267, 1963, p. 65-68.

- Audet, François-Joseph
 "Les députés de la vallée d'Ottawa, 1792-1867," *Canadian Historical Association*, 1935, p. 5-23 et 1936, p. 32-39.
- Audet, François-Joseph
 "Les journaux d'Ottawa," *Bulletin des recherches historiques*, vol. XXXII, 1926, p. 571-573.
- Barbezieux, Alexis de
Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa et de la colonisation dans la vallée de l'Ottawa, Ottawa, Cie d'imprimerie d'Ottawa, 1897.
- Barbezieux, Alexis de
 "La colonisation française dans l'Ontario," *L'Action française*, I, no 3, 1919, p. 122-133.
- Belden, H.
Illustrated historical atlas of the county of Carleton (including City of Ottawa), Ont., Toronto, H. Belden & Co., 1879.
- Benson, L.R.
 "Historical atlases of Ontario: a preliminary check-list," *Ontario Librarian Review*, vol. XXVIII, 1944, p. 43-53.
- Bertrand, E.O.
Notes, souvenirs of 40 years of family life, and public and political activities, Ottawa, s.é., 1955.
- Blanchard, Raoul
L'Ouest du Canada français; le pays de l'Ottawa, l'Abitibi-Témiscamingue, Montréal, Beauchemin, 1954.
- Boileau, Gilles
Les Canadiens français dans l'Est de l'Ontario, s.l., Union des cultivateurs franco-ontariens, 1964.
- Bond, C.C.J.
 "Tracks into Ottawa; the construction of Railways into Canada's Capital," *Ontario History*, vol. LVII, 1965, p. 123-134.
- Brault, Lucien
Bref exposé de l'enseignement bilingue au XXe siècle dans l'Ontario et les autres provinces, Kingston, auteur, 1966.
- Breithaupt, W.H.
 "The railways of Ontario," *Ontario Historical Society, Papers and Records*, vol. 25, 1929, p. 12-25.
- Burritt, Mrs.
 "The settlement of the county of Grenville, Ontario," *Historical Society Papers and Records*, vol. 3, 1901, p. 102-109.

- Caniff, W.
History of the Province of Ontario, Toronto, A.H. Hovey, 1872.
- Cartwright, Donald Gordon
French Canadian colonization in Eastern Ontario to 1910; a study of process and pattern, Thèse de doctorat à Western, 1973.
- Chapman, L.J. et D.F. Putnam
"Physiography of Eastern Ontario," *Scientific Agriculture*, vol. XX, 1940, p. 424-441.
- Chapman, L.J. et D.F. Putnam
"The soils of Eastern Ontario," *Scientific Agriculture*, vol. XXII, 1942, p. 608-636.
- Costisella, Joseph
Le scandale des écoles séparées en Ontario, Montréal, Éditions de l'homme, 1962.
- Dadson, D.F.
"Local history in our schools," *Ontario History*, vol. XLV, 1953, p. 59-67.
- Dean, W.G. et G.J. Matthews
Atlas économique de l'Ontario, Toronto, University of Toronto Press, 1969.
- Gaffield, Chad M.
"Canadian families in cultural context: hypotheses from the mid-nineteenth century," *Communications historiques*, 1979, p. 48-70.
- Galt, John
The Canadas: comprehending topographical information concerning the quality of the land in different districts; and the fullest general information for the use of emigrants and capitalists, London, E. Wilson, 1836.
- Gosselin, A. et al.
Land settlement in North Quebec and North Eastern Ontario, Ottawa, Department of Agriculture, 1937.
- Gard, Anson A.
The hub and the spokes Ottawa of today, Ottawa & New York, Emerson Press, 1904.
- Gourlay, J.L.
History of the Ottawa Valley, s.l., auteur, 1896.
- Hunter, Eli.
"History of Ottawa and District; a select list," *Ontario Library Review*, vol. 33, 1949, p. 342-344.
- Johnston, W.A. et J. Keele
Les dépôts superficiels aux environs d'Ottawa, Ottawa, Ministère des mines, 1914.

- Lacasse, Gustave
 "75 ans de vie catholique et française en Ontario," *Canadian Historical Association Report*, 1940-1941, p. 19-28.
- Landon, F. et J.E. Middleton
The province of Ontario, a history, 1615-1927, 5 volumes, Toronto, Dominion Pub. Co., 1928.
- Legros, H. et Sœur Paul-Émile
Le diocèse d'Ottawa, 1847-1948, Ottawa, Le Droit, 1949.
- Lett, W.P.
The City of Ottawa and its surroundings, Ottawa, Woodburn, 1884.
- MacTaggart, H.I.
Publications of the Government of Ontario; a checklist, Toronto, University of Toronto Press, 1964.
- Maistre, Gilbert
 "Canadiens français vivant hors du Québec et moyens d'information en langue française," *Vie française*, vol. XXV, 1970, p. 57-83.
- May, John
 Bush life in the Ottawa Valley 80 years ago, *Ontario Historical Society*, vol. 12, 1914, p. 153-163.
- Ontario
 "Commission on schools in the counties of Prescott and Russell in which French language is taught," Toronto, Ontario Archives, report 1893.
- Parker, W.H.
 "A new look at unrest in Lower Canada in the 1830's," *Canadian Historical Review*, vol. XL, 1959, p. 209-217.
- Roger, Charles
Ottawa past and present, Ottawa, Times Cy., 1871.
- Ross, George William
The French language in our public schools, March 8th 1889, Toronto, Hunter Rose & Co., 1889.
- Smith, M.
Geographical view of the province of Upper Canada and promiscuous remarks upon the government, Hartford, Hale & Hosmer, 1813.
- Smith, W.H.
Canada: past, present and future being a historical, geographical, ecological and statistical account of Canada West, Toronto, Thomas Maclean, 1852.
- Stevenson, H.A. et F.H. Armstrong éd.

*Approaches to teaching local history using
Upper Canadian and Ontario examples,*
Toronto, Oxford University Press, 1969.

Tassé, Joseph
Discours de Georges-Étienne Cartier, Montréal,
E. Sénécal et Fils, 1893.

Tassé, Joseph
La vallée de l'Outaouais, Montréal,
Sénécal, 1873.

Thivierge, E.
"À la naissance du diocèse d'Ottawa,"
Revue de l'université d'Ottawa, vol. VII, 1937,
p. 424-440 et vol. VIII, 1938, p. 6-30.

Thomas, C.
*History of the counties of Argenteuil, Québec
and Prescott, Ontario, from the earliest settle-
ment to the present,* Montréal, John Lovell
& Son, 1896.

Weaver, E.P.
The story of the counties of Ontario, Toronto,
Bell and Cockburn, 1913.

Yon, Armand
"L'Ottawa vue par les Français, depuis
le XVII^e siècle jusqu'à nos jours,"
Revue de l'université d'Ottawa, vol. VIII,
1938, p. 381-408.

